

A11D6
A29
J82
1968-70
Ann. 2
Ex. 2
QL
Magasin

la société face au crime

annexe 2

enquête d'opinion publique
sur la police au québec



commission d'enquête sur l'administration de la justice
en matière criminelle et pénale au québec

la société face au crime



la société face au crime

annexe 2

**enquête d'opinion publique
sur la police au québec**

**Commission d'enquête sur l'administration de la justice
en matière criminelle et pénale au québec**

A11D6

A29

J82

1968-70

Ann. 2

Ex. 2

OL.

Magasin

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'ADMINISTRATION DE
LA JUSTICE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE
AU QUÉBEC

LES COMMISSAIRES

M. le juge Yves PRÉVOST
Président

Hon. Paul MARTINEAU, C.P., C.R. **

M. Harry GOULD

Hon. juge Guy Merrill DÉSAULNIERS *

M. Laurent LAPLANTE

LE SECRÉTAIRE

Me Jean SIROIS

LES CONSEILLERS JURIDIQUES

M. le bâtonnier Jean MARTINEAU, C.R.

M. le juge Lucien THINEL *

M. le juge Jacques CODERRE *

Me Jean BRUNEAU, C.R.

Me F. Michel GAGNON

** s'est retiré pour se porter candidat à l'élection fédérale tenue dans Pontiac le 25 juin 1968.

* ont quitté la commission à la suite de leur accès à la magistrature.



GOVERNEMENT DU QUÉBEC

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE AU QUÉBEC

Avis au lecteur

La présente annexe 2 du rapport reproduit une recherche effectuée sur la police pour le compte de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale, sous la direction du professeur Denis Szabo, directeur du département de Criminologie de l'université de Montréal, par un groupe de chercheurs.

Cette étude comprend deux parties. La première représente une enquête d'opinion auprès de cinq services de police du Québec qui sera publiée incessamment.

Les relations entre la police et l'opinion publique sont devenues un des points chauds de notre évolution sociale.

Aucune société moderne ne peut vivre et s'épanouir sans un minimum de paix et de tolérance. Aucune paix et aucune tolérance ne peuvent survivre à un régime policier.

Pour trouver, entre ces extrêmes, notre point d'équilibre, la Commission a voulu en savoir davantage sur les accords et les tensions entre nos corps policiers et les citoyens québécois.

Il en est résulté deux études que le département de Criminologie de l'université de Montréal a mené à bon port grâce à son aptitude à obtenir et à garder des collaborateurs de choix. La première est reproduite dans la présente annexe du rapport.

En chercheurs qu'ils sont, les auteurs de ces travaux livrent ici des analyses dont ils prennent le crédit et la responsabilité.

Nous les remercions et nous espérons que ces recherches nous rapprochent du dialogue et de la compréhension.

La Commission

LA SOCIÉTÉ FACE AU CRIME

**ENQUÊTE D'OPINION PUBLIQUE
SUR LA POLICE AU QUÉBEC**

GROUPE DE RECHERCHE SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LA POLICE
volume I

**ENQUÊTE D'OPINION PUBLIQUE
SUR LA POLICE AU QUÉBEC**

*Recherche effectuée pour le compte de la Commission d'Enquête
sur l'Administration de la Justice en matière criminelle et pénale*

Sous la direction de

DENIS SZABO

Directeur du département de Criminologie de l'Université de Montréal

Par

JOSÉ M. RICO

GUY TARDIF

Assistés de

Constance Bennett
Jocelyn Blais
André Forest
Diane Ménard

Consultants

Jean-Paul Gilbert
Pierre Landreville
André Normandeau
Albert Reiss, Jr

MONTRÉAL
1968

*Le présent rapport
est un document de référence.
Les points de vues y exprimés
doivent être considérés comme propres à leurs auteurs
et ne représentent pas nécessairement
les vues de la Commission.*

*Nous désirons remercier
les personnes et les organismes qui,
par leur aide,
ont contribué à la réalisation de cette recherche et,
en particulier,
nos assistants et nos consultants,
le Service de la Police de Montréal,
les chefs de police des autres villes choisies,
le Centre de calcul de l'Université de Montréal,
l'équipe de secrétaires qui a assuré la préparation
finale du texte ainsi que les personnes
qui ont accepté de remplir le questionnaire.*

AVANT-PROPOS

Parmi les fonctions de l'État, la justice a toujours occupé un rang privilégié. La police, chargée de l'application du droit et de la protection de l'ordre public, est cette partie de l'administration de la justice qui se trouve constamment en contact direct, non seulement avec le crime et le criminel, mais aussi avec le public en général.

L'effort américain mis à part, rares sont les études scientifiques de l'administration publique. Il existe bien quelques ouvrages écrits par des universitaires ou des fonctionnaires mais ceux-ci s'attachent beaucoup plus, dans leur approche historico-légale ou constitutionnelle, aux normes formelles de l'action des services publics qu'à la description concrète de l'appareil de l'État.

La police, une des institutions essentielles de celui-ci, a connu un sort pire encore. Jamais elle n'a fait chez nous l'objet d'un examen scientifique systématique. Les seuls renseignements disponibles doivent être cherchés dans les rapports de diverses commissions d'enquête instituées pour étudier un problème particulier, voire le plus souvent pour faire la lumière autour d'une inconduite, d'un abus de pouvoir, d'un scandale.

L'existence simultanée d'un comité canadien et d'une commission québécoise d'enquête sur l'administration de la justice et celle non moins révélatrice de conseils consultatifs fédéral et provincial sur le même sujet témoignent de façon éloquente, à la fois par leur composition et par leur mandat, de la tendance énoncée précédemment.

Il aura fallu attendre la publication toute récente du rapport Katzenbach (1967) aux États-Unis, où les études sur l'administration publique témoignent d'une avance considérable, pour nous démontrer qu'il est possible d'étudier les problèmes reliés à l'administration de la justice sous un angle qui ne soit pas exclusivement juridique et encore moins exclusivement judiciaire.

S'inscrivant dans ce nouveau courant de pensée, le Département de Criminologie de l'Université de Montréal, à la demande de la Commission d'enquête sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale, a entrepris une série de recherches ayant pour but principal de trouver des critères rationnels pour guider l'administration dans l'accomplissement de sa mission de police. Le présent rapport, « Enquête d'opinion publique sur la police au Québec », constitue la première tranche de cette série.

INTRODUCTION

A. PROBLÉMATIQUE

Si l'on considère le Québec comme une organisation sociale en action, on constate aussitôt qu'un certain ordre doit être préservé pour maintenir cette organisation sociale en état de fonctionnement.

Or, la déviance (acte anti-social et délinquance) vient briser cet ordre. La société s'est donc dotée de certains mécanismes pour intervenir et neutraliser les éléments perturbateurs de l'ordre social ; à cet égard, la police constitue historiquement une forme de cristallisation de la réaction sociale contre la déviance.

On est généralement d'accord sur le fait que les buts d'un service de police sont :

- a) le maintien de l'ordre ;
- b) la protection de certaines valeurs communément acceptées (vie humaine, intégrité corporelle, propriété, moralité) ;
- c) l'application des lois et des règlements ;
- d) la prévention du crime et la découverte des criminels ;
- e) la poursuite et l'arrestation de ceux-ci.

La réalisation des objectifs précédemment énumérés suppose un contact permanent non seulement avec le crime et le criminel mais aussi avec le public. Or, les contacts entre ce dernier et les représentants de l'ordre ont engendré un certain nombre de critiques, souvent bien fondées, mais généralement faites sans discernement. Ces critiques ont parfois atteint un tel point de gravité qu'elles ont donné naissance à des situations conflictuelles aigües.

Devant la montée en flèche de la criminalité et le développement de certaines de ses formes, notamment le crime organisé, on reproche à la police de ne pas être en mesure d'assurer une protection adéquate et suffisante de la société. Devant la multiplication de règlements susceptibles de porter atteinte aux libertés individuelles et que la police doit appliquer

(circulation, manifestations de masse, interventions dans les discothèques, etc), celle-ci devient, à la suite du moindre abus dans l'application de ces règlements, le bouc émissaire idéal (Gourley, 1953).

À ces accusations, la police répond en soulignant son rôle de simple agent exécuteur des lois existantes. Or, si ces lois visent avant tout à protéger les droits individuels, elles ne sont pas appropriées aux besoins d'une lutte efficace contre la criminalité. En portant l'accent sur la protection des libertés individuelles, on risque de sacrifier l'intérêt de la société. En restreignant considérablement les moyens policiers d'action contre le crime, on invite presque la police à assumer plus de pouvoirs que la loi ne lui en donne. Cette tentation est d'autant plus dangereuse que la profession policière comporte des risques nombreux et évidents (risques d'ordre physique, psychologique et légal) ; que le personnel de police est encore aujourd'hui loin d'être suffisant — en quantité et en qualité — et, sauf exception, convenablement équipé ; que l'existence de pouvoirs de police à chaque niveau de gouvernement — fédéral, provincial, municipal — conduit parfois à une dispersion de l'effort policier ; que les contacts police-public ont très souvent lieu dans des situations vitales extrêmement détériorées et que dans certains cas le policier se voit confronté à des problèmes importants d'éthique professionnelle.

Tel est, en termes de dialectique politico-sociale, le problème des relations entre le public et la police. Il est d'une part nécessaire que le public comprenne que la lutte contre la criminalité, et notamment contre ses formes les plus modernes et les plus graves, présente à l'heure actuelle de très grandes difficultés tenant en grande partie non seulement à l'archaïsme de certaines lois mais aussi à l'absence de collaboration du public. La police à son tour se rend de plus en plus compte que des bonnes relations avec le public comportent certains avantages, dont celui de relever le moral des policiers.

Par ailleurs, les recherches effectuées jusqu'à présent sur les attitudes de la population à l'égard de la police ont montré que ce n'est ni l'excellence de l'organisation ni l'efficacité du service policier qui conditionnent le jugement des citoyens, mais la nature des contacts avec le public (Susini, 1964, p. 646).

Ainsi, une première façon d'approcher le problème de la police au Québec consistait à effectuer un sondage d'opinion publique susceptible de nous dévoiler ce que les citoyens pensent de leur service policier.

B. PLAN

Après avoir exposé la méthodologie de la recherche, un chapitre est consacré à la perception de la police par le public, où celui-ci donne un certain statut social aux policiers, exprime son degré de satisfaction à l'égard

de la sélection, des fonctions et du comportement de ceux-ci et indique finalement la collaboration qu'il est prêt à accorder à la force de l'ordre.

Dans le chapitre suivant, le public présente une conception idéale du policier et de la police. Les problèmes de recrutement, formation, salaire, qualités physiques et morales, facteurs de promotion et activités sociales des policiers y sont envisagés, ainsi que l'étude des principales tâches que la police accomplit ou devrait accomplir, de ses méthodes de travail et de l'organisation policière.

Un dernier chapitre a pour but de montrer le degré réel de connaissance que les citoyens du Québec possèdent de leur corps de police.

On trouvera finalement en annexe, les réponses à une série de questions sur les délits et les peines incluses à la demande expresse de la Commission.

CHAPITRE PREMIER

MÉTHODOLOGIE

MÉTHODOLOGIE

A. TYPE D'ENQUÊTE

Dans toute recherche, la nature même des informations qu'il convient de recueillir pour atteindre l'objectif souhaité détermine le choix de la technique à employer et décide de la population à observer.

Suivant cette optique, le sujet de notre recherche imposait l'adoption de la technique des sondages, qui, opérant sous certaines conditions sur un échantillon restreint d'une population donnée à observer, évite de recourir à l'étude de toute la population ¹.

B. L'ÉCHANTILLON

Voir comment la police est jugée, évaluée, souhaitée par l'ensemble de la population québécoise eut certes été d'un grand intérêt à tous points de vue mais s'avèrait une tâche extrêmement longue et difficile.

En effet, même si certains points de notre enquête étaient susceptibles, à cause de la publicité générale faite par la presse écrite, parlée et télédiffusée, d'exprimer l'opinion globale des québécois (comportement et contrôle des manifestations, attitude à l'égard de la peine de mort), l'existence au Québec de plus de 400 corps de police, absolument indépendants les uns des autres, possédant des critères différents de sélection et de formation du personnel, se donnant des directives et offrant des pratiques souvent opposées, opérant

¹ Pour une critique des sondages d'opinion, voir M.A. Tremblay, *Initiation à la recherche dans les sciences humaines*, Montréal, McGraw-Hill, 1968, p. 375 ainsi que J. Sunisi, *Éléments d'une analyse sociologique de la police à travers son image dans l'opinion publique*, Rev. Sc. Crim. et Dr. Pén. Comp. 1966, no. 2, p. 392 et s.

finalement dans des milieux socio-économiques des plus divers laissait supposer que, lors d'un sondage, l'opinion reflétée ou bien porterait sur le corps de la police de la ville ou de la zone occupée par la personne interrogée ou bien, et cela pourrait être le cas des municipalités voisines de Montréal, renfermerait des ambiguïtés telles qu'elle ne serait d'aucune utilité.

C'est pourquoi nous avons opté pour choisir la population de notre échantillon dans cinq villes québécoises : Montréal, Québec, Drummondville, Jacques-Cartier et Rimouski.

C. DESCRIPTION DE L'ÉCHANTILLON

Ce choix ne fut pas l'œuvre du hasard, mais de la prise en considération de certaines caractéristiques propres aux villes sélectionnées. Mis à part Montréal qui, par sa condition de métropole possède un statut particulier, nous avons choisi Québec parce qu'elle représente une ville de grande taille, Drummondville, ville industrielle et Jacques-Cartier, ville de banlieue, toutes deux représentatives des villes de taille moyenne, et enfin Rimouski, ville de petite taille et située dans une région économique à prédominance rurale.

De plus, si l'on considère la carte du Québec du point de vue criminologique, on pouvait représenter ces villes graphiquement, en tenant compte, d'une part, du taux d'encadrement policier pour 1,000 habitants et, d'autre part, du taux de criminalité ¹ pour 1,000 habitants ².

À partir de ces deux critères — taux d'encadrement policier, taux de criminalité — on peut constater que les villes choisies présentaient la physionomie suivante (voir le tableau 1 ainsi que les figures 1 et 2).

¹ L'indice de criminalité a été obtenu à partir des infractions suivantes : meurtre, viol, blessures et voies de fait, vol qualifié, introduction par effraction, vol de véhicule moteur et vol de plus de \$50. Le rationnel de ce choix se base sur le fait que ce type d'infractions, en raison de la forte émotion qu'elles provoquent chez la victime ou dans le public, sont presque systématiquement et dans une proportion assez élevée rapportées à la police, ce qui permet d'affirmer l'existence d'un rapport constant entre les infractions ainsi révélées et le nombre réel de ces infractions. Il convient de signaler que le FBI américain et l'Interpol ont adopté ce système. Un portrait plus détaillé de la criminalité et de son contrôle dans les villes sélectionnées sera donné plus loin.

² L'article 12 du code criminel canadien a fixé l'âge de la responsabilité pénale à 7 ans. Etant donné cependant que le recensement du Canada de 1966 ne permet pas de savoir combien d'enfants appartiennent à cette catégorie d'âge dans chacune des villes sélectionnées, il a fallu exclure de la population globale, pour le calcul du taux de criminalité, tous les enfants âgés de moins de 10 ans. La criminalité étant quasi inexistante entre 7 et 10 ans, les données restent à notre avis très valables.

TABLEAU 1

QUELQUES DONNÉES SUR LES VILLES SÉLECTIONNÉES

DONNÉES 1966	MONTREAL	QUEBEC	DRUMMONDVILLE	JACQUES-CARTIER	RIMOUSKI
Population globale *	1,222,255	166,984	29,216	52,527	20,330
Population 10 ans et plus *	1,011,598	141,106	23,280	38,094	15,810
Effectifs policiers **	3,424	381	56	57	25
Nombre d'infractions **	28,725	3,609	935	961	56
Taux d'encadrement policier ***	2.80	2.28	1.92	1.09	1.23
Taux de criminalité ***	28.40	25.58	40.16	25.23	3.54

* Source : Recensement du Canada 1966.

** Source : Service de police de chaque municipalité.

*** Taux pour 1,000 habitants.

FIGURE - I

CARTE GÉOGRAPHIQUE DU QUÉBEC
ET SITUATION DES VILLES SÉLECTIONNÉES

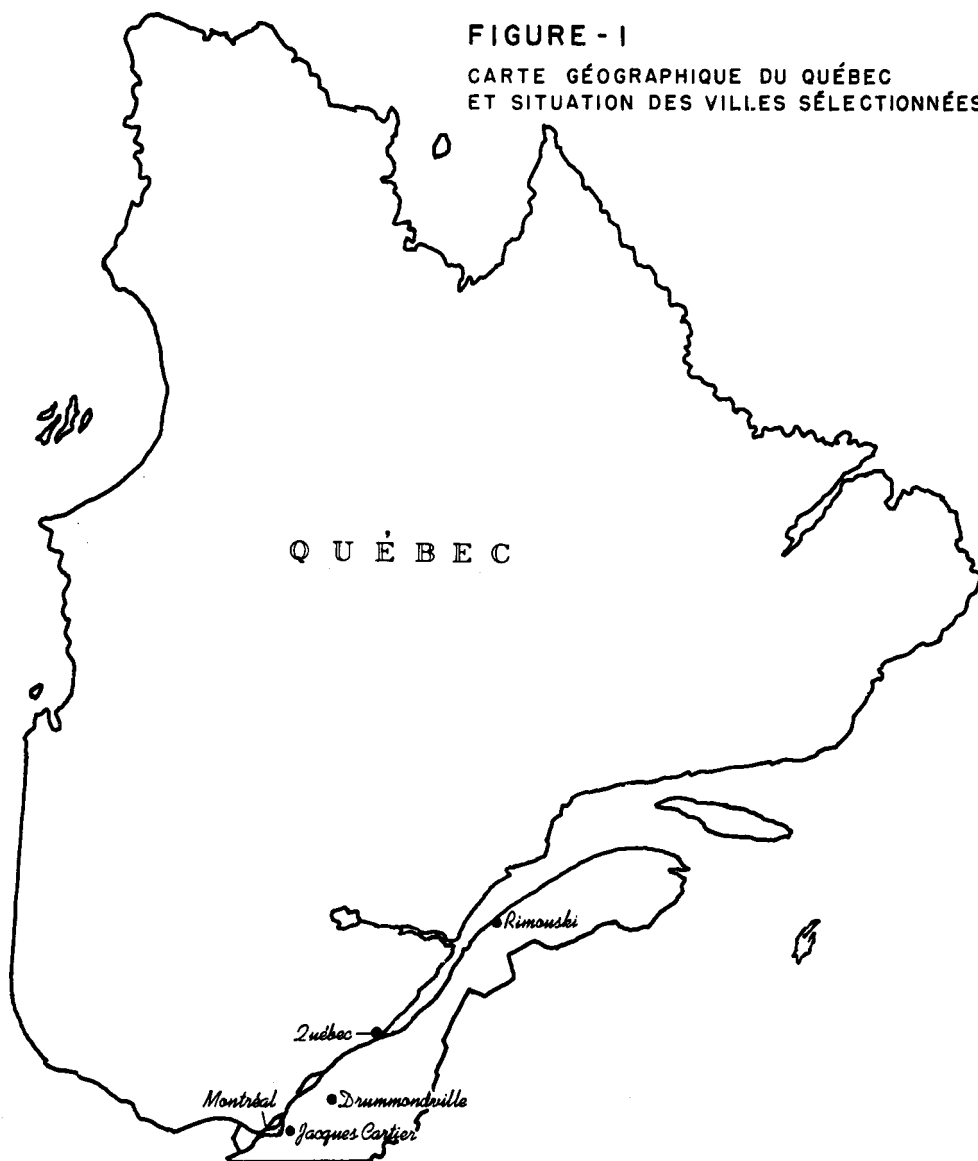
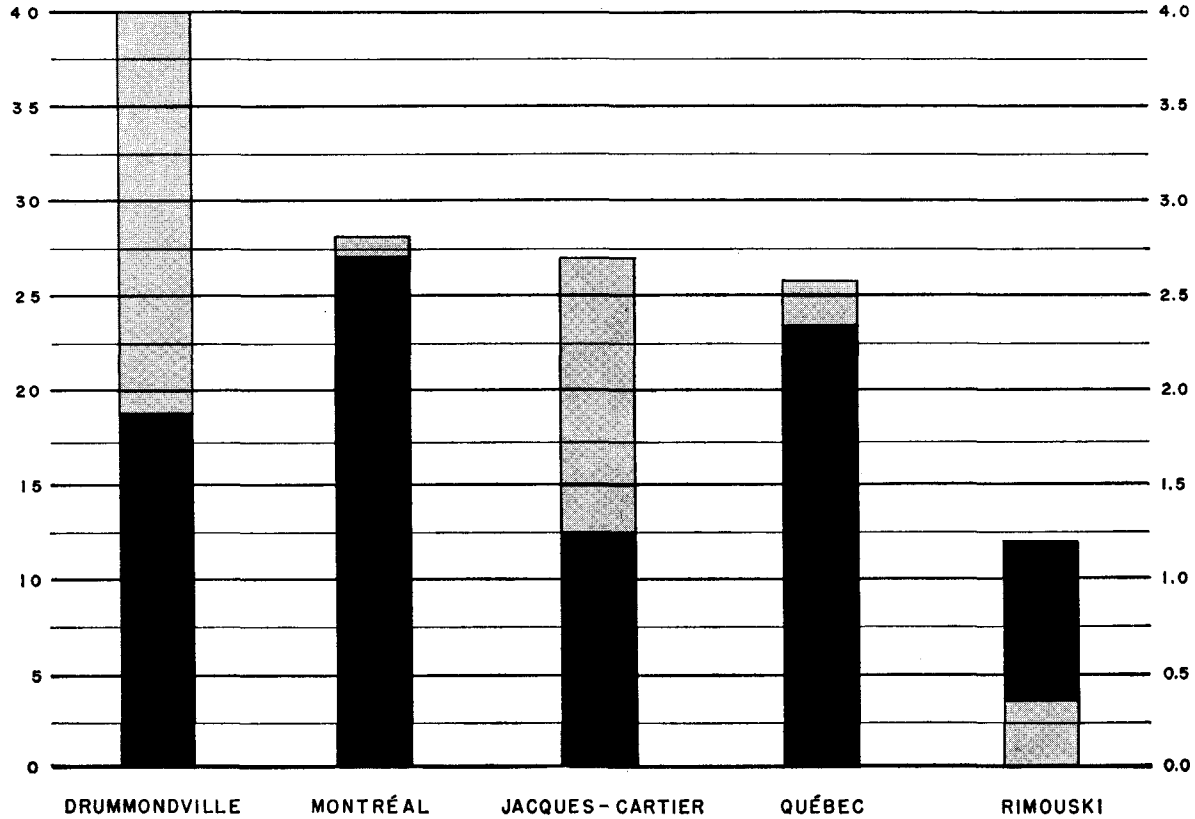


FIGURE - 2

TAUX DE CRIMINALITÉ
PAR 1000 HABITANTS

SITUATION DES VILLES PAR RAPPORT AU TAUX
DE CRIMINALITÉ ET AU TAUX D'ENCADREMENT

TAUX D'ENCADREMENT
PAR 1,000 HABITANTS



MONTREAL se caractérisait par un taux de criminalité assez élevé (28.40) et par un taux d'encadrement policier également élevé (2.80).

QUEBEC occupait une place voisine de Montréal, avec un taux de criminalité de 25.58 et un taux d'encadrement de 2.28.

DRUMMONDVILLE, ville industrielle, présentait pour sa part un taux de criminalité très supérieur à celui de Montréal (40.16), mais un taux d'encadrement nettement inférieur (1.92).

JACQUES-CARTIER se situait au même niveau que Québec quant à son taux de criminalité (25.23), mais son encadrement policier était faible (1.09).

RIMOUSKI finalement, représentative des villes de petite taille dans une région à prédominance rurale, présentait un taux de criminalité très bas par rapport aux autres villes choisies (3.54) et un taux d'encadrement également faible (1.23)¹.

Par ailleurs, il nous semblait que ces villes, par leur situation géographique et leurs caractéristiques socio-économiques, nous fourniraient un échantillonnage représentatif de la population du Québec.

En voici une description sommaire² :

1. *Montréal* :

Depuis ses origines, Montréal a été reconnue comme un important centre de transports et de communications, « une des plus remarquables confluences de voies d'eau et de routes terrestres en Amérique du Nord³ ». Aujourd'hui nous pourrions ajouter aux remarques de M. Blanchard que Montréal est également la capitale mondiale de l'aviation.

La ville de Montréal occupe, sur l'île de Montréal, une superficie d'environ 40,000 acres (soit, un quart de la superficie totale de l'île) et sa population atteint les 2/3 de la population totale, soit 1,279,304 habitants⁴. Son budget en 1968 était de \$408,607,699.

¹ Des renseignements plus détaillés sur la criminalité des villes sélectionnées sont présentés au Tableau 2.

² Les informations rapportées ci-dessous nous ont été fournies par les municipalités elles-mêmes, par les publications du Ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec et par les annuaires statistiques du Canada.

³ R. Blanchard, *L'ouest du Canada français*, 2 vol., Montréal, Librairie Beauchemin, 1953, tome I, *Montréal et sa région*, p. 383.

⁴ La différence entre ce chiffre et celui donné au tableau 1 vient du fait que celui-ci présente la population de 1966 alors que le chiffre ci-haut correspond à l'année 1968 (source : ville de Montréal). La même remarque s'applique aux autres villes.

TABLEAU 2
DONNÉES RELATIVES À LA CRIMINALITÉ PAR VILLES *
(1966-67-68 **)

VILLE	ANNÉE	ACTES CRIMINELS INCLUS DANS L'INDICE DU CRIME***							TOTAL	AUTRES DÉLITS SAUF CIRC.
		meurtre	viol	vol qual.	bles- sures	effrac- tion	vol de + \$50.	vol d'auto		
Montréal	1966	18	83	1,487	121	12,549	8,372	6,095	28,725	31,730
	1967	30	83	2,042	109	15,437	10,475	6,966	35,142	34,426
	1968	30	84	1,621	123	14,460	8,525	6,101	30,944	53,088
Québec	1966	1	6	135	28	992	1,024	1,423	3,609	2,786
	1967	1	3	128	48	931	1,242	1,352	3,705	2,816
	1968	5	7	117	57	1,348	1,300	1,222	4,056	inc.
Drummondville	1966	0	2	5	2	29	861	36	935	529
	1967	0	0	0	1	60	837	48	946	784
	1968	0	0	3	0	79	441	57	580	inc.
Jacques-Cartier	1966	1	2	27	11	491	253	176	961	1,665
	1967	0	7	61	7	513	328	161	1,077	1,500
	1968	1	9	49	0	501	297	146	1,003	inc.
Rimouski	1966	1	0	23	1	8	20	3	56	326
	1967	1	0	27	0	8	25	6	67	217
	1968	0	0	18	1	4	17	3	43	inc.

* Source : B.F.S., Ottawa et Service de Police de chaque ville.

** Ne comprend que les 10 premiers mois de 1968.

*** Indice utilisé par le F.B.I., Washington.

Un certain nombre de faits pouvant servir pour notre recherche méritent d'être particulièrement retenus ¹ :

- a) accroissement rapide de la population ;
- b) certaines villes (Westmount, Outremont, Hampstead) sont totalement ou partiellement enclavées dans le territoire de la ville de Montréal ; de la même façon, certains quartiers de la ville (Rivière des Prairies, Saraguay) sont totalement ou partiellement détachés de celle-ci ;
- c) les banlieues sont peuplées, en grande partie, d'anciens résidents de Montréal ;
- d) le mouvement quotidien de la population s'effectue principalement vers la grande ville. On s'y rend pour travailler (services gouvernementaux, grandes administrations, industries, commerces), faire ses achats, étudier (Université, grandes écoles), se récréer ;
- e) deux groupes culturels importants co-existent avec des minorités croissantes. Ces groupes ethniques ont tendance à se regrouper, soit en choisissant un même quartier de la ville, soit en s'orientant vers certains secteurs de l'activité économique.

Le nombre de policiers de la police de Montréal était en 1968 de 3,642 et le budget accordé à ce service s'élevait à \$31,494,077. (environ 7.7 p. cent du budget de la ville), ce qui représente un taux per capita de \$24.61 au chapitre de la protection policière.

Les données suivantes, applicables en 1968, permettent d'avoir une connaissance générale de la police de Montréal ² :

- a) recrutement : être canadien, avoir plus de 18 ans et demi et moins de 30 ans, être en bonne santé, avoir une taille minima de 5 pieds 8 pouces ainsi qu'un poids de 140 livres, posséder au moins une 11ième année de scolarité, parler et écrire correctement le français ou l'anglais et avoir une connaissance suffisante de l'autre langue ;
- b) formation théorique et pratique : 12 mois ;
- c) salaire initial : \$4,995. ;
- d) critères de promotion : examen.

¹ Commission d'étude des problèmes municipaux dans l'île de Montréal, décembre 1964, p. 1.

² Les données policières de chaque ville nous ont été fournies par les services de police respectifs.

2. *Québec* :

La ville de Québec, capitale du gouvernement québécois, est, après Montréal, la ville la plus importante du territoire québécois et une des plus anciennes du Canada. Ville de fonctionnaires, Québec ne semble pas avoir connu un développement aussi rapide et aussi spectaculaire que Montréal. La raison de ceci pourrait résider dans le fait qu'elle ne s'est pas donné une infrastructure économique qui aurait pu lui en assurer ce progrès.

La ville de Québec, avec ses 166,984 habitants, avait en 1968 un budget global de \$26,610,362. De ce budget municipal, \$3,831,929. (soit, plus de 14 p. cent du budget total) étaient consacrés à la police, ce qui équivalait à un taux per capita de plus de \$22. Les effectifs policiers s'élevaient à 357 hommes.

Les critères suivants s'appliquaient en 1968 aux policiers de la ville de Québec :

- a) recrutement : avoir une taille minima de 5 pieds 9 pouces, être âgé d'au moins 18 ans et demi et au plus 30 ans, avoir terminé les études secondaires ;
- b) formation théorique et pratique : 4 mois ;
- c) critères de promotion : examen et ancienneté.

3. *Drummondville* :

La situation géographique de Drummondville, le réseau routier qui l'entoure et le fait d'être desservie par les deux principales compagnies de chemin de fer du Canada sont des facteurs qui expliquent l'essor industriel dont cette ville a bénéficié durant les quatre dernières décennies. Au début de 1966, 72 industries occupaient un personnel variant entre 10 et 3,136 employés. Drummondville est donc surtout et avant tout un centre industriel dynamique et bouillonnant d'activité.

La population globale, avec la banlieue, était en 1968 de 30,852 âmes. Le budget de la municipalité se chiffrait à \$3,416,374., dont un montant de \$479,302. (soit, 14 p. cent du total) était destiné à la police (taux per capita de \$15.50). Ce service public se composait de 55 policiers-pompiers et répondait, parmi d'autres, aux normes suivantes :

- a) recrutement : taille minima de 5 pieds 9 pouces, poids entre 150 et 197 livres, être âgé de plus de 18 ans et de moins de 30 ans, posséder un certificat de 9^{ième} année, être bilingue ou du moins capable de parler, d'écrire et de comprendre un peu la langue anglaise ;

- b) formation théorique et pratique : une période de mise à l'épreuve s'étendant sur une année ;
- c) critères de promotion : ancienneté et mérite.

4. *Jacques-Cartier* :

Jacques-Cartier est une ville que l'on peut qualifier de « jeune » puisque ses premiers habitants ne s'y installèrent qu'à la suite de la crise économique des années 30. Après la seconde guerre mondiale, les besoins du secteur industriel ayant attiré vers la région montréalaise une grande masse de travailleurs venus des zones les plus éloignées de la province, ceux-ci choisirent Jacques-Cartier comme lieu de résidence, en raison du cadre et des conditions de vie que cette ville leur offrait.

Avantagée par sa localisation géographique (route transcanadienne, autoroute des cantons de l'Est, voie ferrée du Canadien National) et entourée de localités dont plusieurs ont déjà atteint les limites de leur développement, Jacques-Cartier fournit en effet d'excellentes garanties pour l'expansion industrielle, commerciale et résidentielle.

Il faut cependant signaler que, même si cette ville connaît actuellement un essor industriel indéniable, il n'en demeure pas moins qu'elle peut également être qualifiée de ville « dortoir ». Dans une récente recherche sur les loisirs on a pu constater que seulement 22 p. cent de la population active travaille effectivement à Jacques-Cartier, qui est, en définitive, une ville de banlieue, jouissant du rayonnement de la métropole montréalaise.

Avec une population de 65,865 habitants, Jacques-Cartier possédait en 1968 un corps de police composé de 61 policiers. Du budget total de la municipalité, qui s'élevait à \$8,776,017. on consacrait \$564,770. (soit, 6.4 p. cent du budget global) au service policier, ce qui représentait un taux per capita de \$8.57.

Au moment de notre enquête, les règles suivantes s'appliquaient aux policiers de Jacques-Cartier :

- a) recrutement : mesurer au moins 5 pieds 8 pouces, être âgé de plus de 21 ans et de moins de 30, posséder une 11^{ème} année de scolarité ;
- b) formation : période d'épreuve d'une durée de 6 mois ;
- c) critères de promotion : ancienneté et examen.

5. *Rimouski* :

À la suite de certaines annexions récentes, Rimouski est devenue le pivot d'une agglomération urbaine de quelques 30,000 habitants et ressemble

de plus en plus à une métropole régionale. À ce titre, elle a largement bénéficié de toute l'activité économique du Bas Saint-Laurent, bien que son progrès n'ait été particulièrement sensible que depuis une dizaine d'années seulement, c'est-à-dire, depuis le moment où furent mises en marche les gigantesques exploitations des ressources naturelles de la Côte Nord et du Nouveau Québec. Par sa situation géographique, Rimouski est par ailleurs devenue une véritable plaque-tournante entre l'ouest du Québec et du Canada, la Côte Nord, la Gaspésie et les provinces maritimes. Éloignée des grands centres urbains, la ville de Rimouski est néanmoins dotée de tous les services d'une ville moderne.

Le budget total de la municipalité s'élevait en 1968 à \$2,568,190., dont \$146,469. (soit, 5.7 p. cent du total) étaient consacrés à la police (taux per capita de \$4.88).

Parmi les critères applicables aux 30 policiers-pompiers de cette ville, il convient de mentionner les suivants :

- a) recrutement : nationalité canadienne, 5 pieds 8 pouces de taille, poids minimum de 160 livres, 9^{ième} année de scolarité, être âgé de plus de 19 et de moins de 30 ans, parler et écrire convenablement le français et l'anglais, avoir un passé irréprochable ;
- b) formation : aucune indication ne nous a été fournie à ce sujet ;
- c) critères de promotion : ancienneté.

D. POPULATION

1. DÉTERMINATION :

Compte tenu du temps qui nous avait été imparti et surtout de la mise en corrélation des variables¹, le nombre de personnes à interviewer dans chacune des villes fut fixé à 400. À Montréal cependant, où un premier sondage avait été effectué au début de juin, les événements du 24 juin 1968, auxquels la police a été intimement liée, nous offraient une occasion inespérée de pouvoir capter et mesurer la dynamique de l'attitude du public à l'égard de la police. C'est pourquoi nous avons ajouté à l'échantillon de Montréal

¹ Le maximum d'entrées pour effectuer ces corrélations a été de $8 \times 5 = 40$ cases. Si l'on considère qu'un minimum de 5 individus par case est indispensable pour que la corrélation soit significative, ceci signifie qu'il fallait interviewer au moins 200 personnes par ville pour satisfaire aux conditions de validité de l'échantillonnage. Pour plus de certitude, nous avons doublé le chiffre de 200, ce qui donne un échantillon par ville de 400 personnes.

un deuxième échantillon de 400 personnes, qui sera par la suite désigné sous le nom de Montréal ¹.

Pour la constitution de notre échantillon, nous nous sommes servis des listes électorales établies en mai 1968 pour les élections fédérales du 25 juin de la même année. Les personnes âgées de moins de 21 ans se trouvaient ainsi automatiquement exclues de notre enquête.

Étant donné par ailleurs que les limites territoriales des villes choisies ne correspondaient pas à celles des comtés électoraux fédéraux, il nous a fallu également exclure de notre univers statistique tous les bureaux de scrutin situés à l'extérieur des limites territoriales desdites municipalités.

À l'exception de Montréal et Québec, qui comprennent respectivement 20 et 3 comtés, les autres villes font partie d'un seul comté électoral. C'est pourquoi le procédé de sélection de la population à interviewer fut différent dans les deux cas.

- a) En ce qui concerne Drummondville, Jacques-Cartier et Rimouski, 50 bureaux de scrutin furent choisis au hasard simple dans chaque ville.

Il nous fallait ensuite, afin de déterminer le nombre d'individus à interroger dans chacun des 50 bureaux, établir la proportion entre la population de chaque bureau possédant le droit de vote et la population totale des 50 bureaux sélectionnés ayant ce même droit.

En nous servant finalement des listes électorales, nous avons utilisé la méthode d'échantillonnage au hasard systématique pour désigner nominativement, dans chacun des 50 bureaux de scrutin, les personnes qui devaient être questionnées ;

- b) À Montréal et à Québec, le procédé fut un peu plus compliqué. Tout d'abord, et comme pour le cas précédent, 50 bureaux de scrutin furent choisis au hasard simple dans chaque ville. Nous avons ensuite déterminé l'importance relative de la population ayant le droit de vote de chaque comté par rapport à la population totale de la ville inscrite sur les listes électorales, afin de distribuer dans chaque comté faisant partie de la municipalité, d'une part les 50 bureaux de scrutin et d'autre part les 400 personnes de notre échantillon. C'est ainsi, par exemple, que dans le comté de Ahuntsic (Montréal), pour une population en âge de voter de 49,441 personnes sur 658.242 inscrites dans Montréal, nous avons retenu 4 bureaux de scrutin ($49,441 \times 50 \div 658,242$) et 30 personnes à interviewer (même proportion $\times 400$).

Dans chaque comté, les bureaux de scrutin dont le nombre avait été ainsi déterminé furent choisis au hasard simple. Dans chacun de ces

¹ À l'occasion du défilé de la St-Jean, une manifestation mit aux prises la foule et la force policière.

bureaux, les personnes à interroger furent de nouveau réparties selon l'importance relative de leur population ayant droit de vote. Ainsi, dans le bureau de scrutin no. 52 du comté de Ahuntsic, 8 personnes $(225 \times 30 \div 858)$ ¹ furent sélectionnées et leurs noms obtenus, selon la méthode du hasard systématique, dans les listes électorales.

2. CARACTÉRISTIQUES :

Notre pré-enquête d'une part et les quelques études sur l'attitude du public à l'égard de la police d'autre part² nous avaient guidé dans le choix de nos variables. C'est ainsi que l'âge, le sexe, le degré d'instruction, l'origine ethnique, l'état civil, la profession, le revenu et le lieu et la durée de résidence furent en principe retenus.

Néanmoins, nous avons été obligés en cours de route, soit d'accorder une importance moins grande à certaines de ces variables, soit d'en rejeter plusieurs pour des raisons diverses.

Une des principales variables retenues dans notre enquête fut l'âge. Il s'est avéré que la façon de penser ou d'envisager un problème ou une solution peut être fort différente suivant la génération ou le groupe d'âge auquel on appartient. C'est ainsi que les mouvements actuels et universels de contestation, d'anarchisme, de spleen, de violence, d'aliénation, qui constituent des indices certains d'un affrontement entre la morale des adultes et celle des jeunes, sont essentiellement le fait des nouvelles générations.

Le *degré d'instruction* peut aussi avoir une influence considérable sur la façon de concevoir un corps policier, notamment en ce qui concerne les exigences nécessaires pour être admis dans la force constabulaire d'une part et les modalités d'exécution de ses fonctions d'autre part. On peut, en effet, avancer l'hypothèse que l'évaluation d'une réalité objective est liée de très près à un niveau d'instruction élevé, car l'individu possédant ces caractéristiques est à même de participer plus intensément à une vie sociale et partant, d'avoir des connaissances plus vastes dans les différents secteurs de la vie publique.

À ces deux variables majeures — âge, scolarité —, il convient d'en ajouter d'autres qui non seulement étaient essentielles à la description de notre population mais se sont avérées pertinentes dans certains cas spécifiques.

C'est ainsi que l'*origine ethnique* n'a été retenue en tant que variable indépendante qu'à Montréal. Ceci s'explique par l'hétérogénéité de la population montréalaise, par opposition à l'homogénéité relative présentée en cette matière par les autres villes étudiées.

¹ 225 = population inscrite du bureau no. 52.

858 = population des 4 bureaux sélectionnés dans le comté d'Ahuntsic.

² Rapport Katzenbach (1967), Gourley (1953), Susini (1966).

Le *sexe* des répondants fut également retenu comme variable indépendante, car la perception du corps policier peut, pour de multiples raisons, différer selon que l'on s'adresse à un homme ou à une femme.

L'*état civil* avait été également considéré dès le départ comme variable indépendante. Étant donné cependant la forte concentration de nos échantillons dans la catégorie « marié », nous ne l'avons pas retenue de façon systématique.

Finalement, une troisième catégorie de variables a été utilisée dans le but unique de décrire notre échantillon.

Le *revenu* permettait de situer celui-ci dans son véritable contexte socio-économique. Le critère utilisé pour le déterminer fut simple dans le cas des célibataires ainsi que dans le cas des couples où seul un des conjoints travaillait ; l'on prenait par contre en considération le revenu global du couple lorsque les deux conjoints travaillaient.

Nous avons finalement retenu, pour la description de notre population, le *lieu de naissance* ainsi que la *durée de résidence* dans la localité où la personne habitait au moment de notre enquête. Bien que l'on ait traditionnellement considéré la ville et la campagne comme deux milieux générateurs de comportements distincts, les migrations constantes vers la ville nous ont incités à distinguer parmi les familles de nos échantillons habitant dans un milieu urbain, celles qui étaient d'origine rurale et celles qui avaient toujours habité dans des milieux urbains. Nous pensions en effet que le fait de demeurer dans une ville depuis un certain temps pouvait avoir une influence considérable sur la connaissance du service de police de cette municipalité. Il est également possible que ceux qui ont émigré récemment à la ville aient conservé, du moins en partie, leur mentalité rurale.

Certes, il eut été intéressant d'avoir une répartition de la population par catégories professionnelles. Malheureusement, un pourcentage trop grand de réponses se situait dans la catégorie « divers » (étudiants, fermiers, ménagères, rentiers, invalides, infirmes), ce qui faisait perdre toute sa signification à cette variable. Toutefois, cette lacune se trouvait compensée jusqu'à un certain point par l'intervention d'autres variables très significatives comme la scolarité, une corrélation pouvant en effet être établie dans le contexte québécois entre le statut professionnel et le niveau d'instruction.

Afin de mieux connaître les populations étudiées, d'établir des corrélations entre les différentes variables et de mieux déterminer les éventuelles influences que celles-ci pouvaient avoir sur les réponses données, il fallait tout d'abord vérifier la représentativité de notre échantillon. Pour ce faire, nous avons mis en relation, lorsque ceci était possible, les résultats obtenus dans chaque ville avec les données socio-démographiques du recensement canadien de 1966, ce qui nous a permis d'effectuer les constatations suivantes :

a) *Répartition de la population selon l'âge :*

Le tableau 3 nous montre comment, malgré certains écarts partiels existant dans quelques villes, nos échantillons étaient représentatifs de la population étudiée en ce qui concerne sa répartition par groupes d'âge.

À Montréal 1, on peut constater une représentation légèrement inférieure à la réalité pour le groupe d'âge 21-29 ans, alors que la situation inverse se produit pour la tranche 40-49 ans. À Montréal 2, c'est le groupe d'âge de 60 ans et plus qui est inférieur à la réalité. Québec est la municipalité la mieux équilibrée du point de vue tranches d'âge. Quant à l'échantillon de Drummondville, il se caractérise par une sous-représentation des groupes d'âge 21-29 et 60 et plus, alors que le groupe 40-49 ans est sur-représenté. À Jacques-Cartier, qui a un fort pourcentage d'habitants âgés de plus de 21 et de moins de 40, nous constatons une représentation supérieure du groupe d'âge 21-29. Finalement Rimouski présente une inversion des tranches d'âge 21-29 et 30-39 ans.

Quoi qu'il en soit, notre échantillon reste significatif, puisque les écarts avec la réalité sont en moyenne minimes et ne dépassent pas même dans les cas extrêmes plus ou moins 4.5 p. cent.

b) *Répartition de la population selon la scolarité :*

Nos échantillons se répartissent de la façon indiquée au tableau 4 en ce qui concerne la scolarité de la population interviewée.

La majorité des personnes interrogées avaient une scolarité correspondant à un niveau secondaire. On remarque en outre que les habitants de Rimouski, capitale scolaire du Bas Saint-Laurent et de la Côte Nord, possèdent une instruction supérieure plus élevée que la moyenne (24.75 p. cent). Par contre, Jacques-Cartier fournit la plus forte proportion de gens ayant un niveau primaire d'éducation (43.43 p. cent).

c) *Répartition de la population selon l'origine ethnique :*

Nous avons mentionné plus haut que cette variable ne fut retenue que pour la ville de Montréal.

Le critère employé pour déterminer l'origine ethnique des personnes interrogées fut la langue maternelle.

TABLEAU 3

RÉPARTITION DE LA POPULATION SELON LES GROUPES D'ÂGE ¹

VILLE	N	21-29 %	30-39 %	40-49 %	50-59 %	60 + %	TOTAL
Montréal 1	390	21.19 (23.24)	20.41 (21.99)	24.29 (19.86)	16.54 (16.69)	17.57 (18.22)	100.00
Montréal 2	385	22.66 (23.24)	23.70 (21.99)	21.09 (19.86)	17.19 (16.69)	15.36 (18.22)	100.00
Québec	397	26.45 (24.27)	17.13 (18.87)	17.63 (19.62)	18.64 (17.66)	20.15 (19.58)	100.00
Drummondville	392	23.58 (26.69)	21.28 (20.34)	23.85 (19.98)	17.44 (16.51)	13.85 (16.48)	100.00
Jacques-Cartier	393	33.50 (28.62)	27.20 (27.62)	19.40 (21.56)	12.59 (12.77)	7.31 (9.43)	100.00
Rimouski	397	25.94 (29.03)	26.70 (23.76)	18.39 (19.26)	13.60 (14.72)	15.37 (13.23)	100.00
Moyenne	392	25.55 (25.85)	22.73 (22.43)	20.79 (20.02)	16.00 (15.84)	14.93 (15.86)	100.00

¹ Source : Recensement du Canada 1966.

N.B. Le chiffre entre les parenthèses est celui du recensement.
L'autre chiffre correspond à notre échantillon.

TABLEAU 4**RÉPARTITION DE LA POPULATION SELON LA SCOLARITÉ ¹**

VILLE	N	Primaire %	Secondaire %	Supérieur %	TOTAL %
Montréal 1	395	35.95	43.04	21.01	100.00
Montréal 2	390	36.93	40.77	22.30	100.00
Québec	402	36.32	45.03	18.65	100.00
Drummondville	392	39.28	46.68	14.04	100.00
Jacques-Cartier	396	43.43	45.46	11.11	100.00
Rimouski	400	36.75	38.50	24.75	100.00
Moyenne	396	38.11	43.25	18.64	100.00

Le tableau 5 montre que notre échantillon était représentatif de la population montréalaise, où une forte majorité de francophones co-existe avec une minorité anglophone et d'autres groupes ethniques minoritaires ².

TABLEAU 5
RÉPARTITION DE LA POPULATION SELON LA LANGUE MATERNELLE
(MONTRÉAL 1 ET 2)

LANGUE MATERNELLE	N	Échantillon 1 %	Échantillon 2 %
Français	581	74.23	75.32
Anglais	104	14.03	12.73
Autres	92	11.74	11.95

d) *Répartition de la population selon le sexe :*

La répartition de la population échantillonnée selon le sexe nous a donné les résultats reproduits au tableau 6.

¹ Les progrès réalisés en matière d'éducation depuis les années 60 ne nous permettaient pas d'utiliser, pour comparer la population de notre échantillon à la population réelle des villes choisies, les données du recensement de 1961, qui sont, à notre connaissance, la source la plus récente en ce domaine.

² D'après le recensement du Canada de 1961, les Anglo-Saxons représentaient 12.5 p. cent de la population montréalaise.

Deux constatations s'imposent à l'examen de ces chiffres. Premièrement, à l'exception de Jacques-Cartier, où l'on dénombre plus d'hommes que de femmes, nos échantillons présentent un rapport de masculinité inversé. Ce phénomène s'explique à Montréal, car une des caractéristiques de la plupart des populations urbaines est le faible taux de population masculine, ainsi qu'à Rimouski, où, en raison du contexte économique déjà décrit, la main d'œuvre masculine émigre vers de meilleurs lieux de travail. Le faible taux de Québec se justifie également en raison du fait que cette ville administrative occupe une main d'œuvre féminine importante.

TABLEAU 6
RÉPARTITION DE LA POPULATION SELON LE SEXE
(RAPPORT DE MASCULINITÉ) *

VILLE	N	Échantillon %	Recensement ** %
Montréal 1	392	124.00	92.31
Montréal 2	387	100.52	92.31
Québec	402	109.37	78.57
Drummondville	392	130.59	91.39
Jacques-Cartier	393	125.85	103.05
Rimouski	399	112.23	80.99
Moyenne	394	117.09	89.77

Source : Recensement du Canada 1966.

* Proportion d'hommes par rapport aux femmes.

** Population âgée de 10 ans et plus.

Par contre, et c'est la deuxième constatation, notre échantillon offre un fort pourcentage de population masculine, ce qui peut être dû au fait que les femmes n'ont pas le sens électoral aussi développé que les hommes — rappelons que notre échantillon fut établi d'après les listes électorales fédérales de juin 1968 — et que, par conséquent, bien que possédant le droit de vote, elles ne se servent pas de cette prérogative et s'inscrivent en moins grand nombre que les hommes sur lesdites listes.

e) *Répartition de la population selon l'état civil :*

Quant à l'état civil, la population interviewée de nos cinq villes se répartissait de la façon indiquée au tableau 7.

TABLEAU 7
RÉPARTITION DE LA POPULATION SELON L'ÉTAT CIVIL ¹

VILLE	N	Célibataires %	Mariés %	Autres %	TOTAL %
Montréal 1	394	21.57	67.51	10.92	100.00
Montréal 2	389	18.77	69.41	11.82	100.00
Québec	401	27.18	60.60	12.22	100.00
Drummondville	392	13.78	79.85	6.37	100.00
Jacques-Cartier	395	10.63	86.08	3.29	100.00
Rimouski	399	22.06	73.68	4.26	100.00
Moyenne	395	19.00	72.85	8.15	100.00

Ainsi, la majorité des personnes interviewées dans les cinq villes étaient mariées (moyenne de 72.85 p. cent), le pourcentage le plus fort des gens appartenant à cette catégorie se trouvant à Jacques-Cartier (86.08 p. cent), agglomération que nous avons qualifiée de ville « dortoir ».

Le fait que Québec soit une ville administrative, occupant une main d'œuvre féminine assez importante et en grande partie célibataire, peut expliquer le pourcentage élevé de célibataires rencontrés dans cette municipalité.

TABLEAU 8
RÉPARTITION DE LA POPULATION SELON LE REVENU

VILLE	N	— \$4,000 %	\$4,000/ \$6,999 %	\$7,000/ \$9,999 %	\$10,000 + %	TOTAL %
Montréal 1	385	30.91	46.49	14.03	8.57	100.00
Montréal 2	381	30.45	45.93	16.54	7.08	100.00
Québec	393	44.54	40.46	9.66	5.34	100.00
Drummondville	383	33.42	49.61	11.75	5.22	100.00
Jacques-Cartier	393	21.12	51.15	21.12	6.61	100.00
Rimouski	391	34.27	41.43	12.28	12.02	100.00
Moyenne	388	32.45	45.85	14.23	7.47	100.00

f) *Répartition de la population selon le revenu :*

D'après le tableau 8, une moyenne de 75 p. cent des personnes interrogées avaient, dans chaque ville, un salaire inférieur à \$7,000.

¹ Le recensement du Canada de 1966 ne nous donne pas de renseignements sur la population selon l'état civil et les tranches d'âge adoptées.

Québec fut la ville accusant le revenu global le plus faible, avec 44.54 p. cent de ses habitants qui gagnaient moins de \$4,000. par an. Ceci peut s'expliquer par le fait que la capitale du Québec possède, comme nous l'avons déjà indiqué, le plus fort pourcentage de célibataires et que nous demandions pour les fins de notre enquête le revenu global.

Par contre, c'est à Rimouski que nous avons noté le plus fort pourcentage de salaires supérieurs à \$10,000 (12.02 p. cent, alors que la moyenne est de 7.47 p. cent), ce qui est compréhensible si l'on tient compte du fait que c'est dans cette ville que nous avons rencontré le plus haut pourcentage de gens possédant un niveau d'instruction supérieur.

g) *Répartition de la population selon le lieu de naissance :*

L'analyse du tableau 9 nous indique qu'à l'exception de Drummondville et de Rimouski, où la population interviewée était surtout issue d'un milieu rural, la majorité des habitants des autres villes appartenaient depuis toujours à un milieu urbain.

C'est à Montréal et sa banlieue qu'on trouve le plus grand nombre de citadins de naissance.

TABLEAU 9
RÉPARTITION DE LA POPULATION SELON LE LIEU DE NAISSANCE

VILLE	N	Rural %	Urbain %	TOTAL %
Montréal 1	390	28.97	71.03	100.00
Montréal 2	388	34.28	65.72	100.00
Québec	401	38.40	61.60	100.00
Drummondville	392	55.36	44.64	100.00
Jacques-Cartier	393	34.86	65.14	100.00
Rimouski	401	55.11	44.89	100.00
Moyenne	394	41.16	58.84	100.00

Toutefois, la répartition de l'ensemble de notre population dans les deux milieux fut presque la même, puisqu'en moyenne 41.16 p. cent des personnes interrogées provenaient d'un milieu rural alors que 58.84 p. cent ont déclaré être issues d'un milieu urbain.

h) *Répartition de la population selon la durée de résidence :*

À l'exception de Jacques-Cartier, ville jeune où plus de 35 p. cent des personnes contactées comptaient moins de cinq ans de résidence, l'immense

majorité des habitants des autres villes y résidaient depuis au moins dix ans (tableau 10), ce qui devrait constituer un excellent indice dans leur degré de connaissance de leur corps policier.

TABLEAU 10
RÉPARTITION DE LA POPULATION SELON LA DURÉE DE LA RÉSIDENCE ¹

VILLE	N	— 5 ans %	5-9 ans %	10 ans + %	TOTAL %
Montréal 1	394	5.33	7.11	87.56	100.00
Montréal 2	387	8.79	6.98	84.23	100.00
Québec	402	9.20	9.95	80.85	100.00
Drummondville	393	11.20	7.38	81.42	100.00
Jacques-Cartier	399	35.09	19.30	45.61	100.00
Rimouski	400	14.50	7.25	78.25	100.00
Moyenne	396	14.02	9.66	76.32	100.00

E. LE QUESTIONNAIRE

L'instrument dont nous nous sommes servis pour rejoindre la population de notre échantillon fut le questionnaire.

1. PRÉPARATION ET VALIDATION :

Une première ébauche de questionnaire, qui devait en même temps nous servir de pré-test, fut élaborée pendant les mois de février, mars et avril 1968. Tous les problèmes concernant le rôle, le statut, les fonctions et les devoirs de la police, ainsi que leurs implications sur le public y étaient inclus.

Malgré sa longueur — 192 questions — et son manque de spécificité, nous l'avons administré à un échantillon pilote composé de professionnels, d'hommes de loi, d'ouvriers de différentes catégories, d'étudiants en sciences sociales et de ménagères, au total une cinquantaine de personnes.

L'analyse des réponses obtenues ainsi que certaines recommandations de nos consultants nous ont permis de le parfaire ; la version définitive, comprenant 58 questions, fut traduite en anglais pour faciliter les entrevues avec les personnes parlant cette langue (voir Annexe II).

Afin d'atténuer les mécanismes de défense des personnes interviewées et de les inciter à répondre aux questions, une lettre introductive signée par

¹ Il faut dire que l'utilisation des listes électorales avait eu pour effet d'éliminer automatiquement de notre échantillon tous les non-résidents.

le directeur du Département de Criminologie de l'Université de Montréal, présentait brièvement les buts généraux de la recherche, exposait les modalités de sélection des individus destinés à y participer, insistait sur le caractère confidentiel des réponses et donnait l'adresse et le numéro de téléphone de nos bureaux.

Finalement, un certain nombre de questions et de réponses type furent insérées au début du questionnaire afin d'aider les personnes interrogées dans la façon d'y répondre.

2. *FORMATION DES ENQUÊTEURS :*

Une équipe d'enquêteurs, pour la plupart des étudiants en sciences sociales de l'Université de Montréal, fut sélectionnée et instruite sur les buts de la recherche et ses modalités d'application. L'on mit surtout l'accent sur la nécessité d'obtenir une interprétation uniforme des questions.

3. *ADMINISTRATION DU QUESTIONNAIRE :*

Les entrevues commencèrent à Montréal au début du mois de juin 1968 et prirent fin avec le mois d'août de la même année.

Nos enquêteurs étaient munis d'une liste d'individus à interviewer dans chaque ville. Sur cette liste figuraient non seulement les noms et les adresses des personnes choisies mais aussi leur profession, ce qui fournissait des indications sur l'heure la plus favorable pour l'entrevue.

La durée moyenne de chaque entrevue fut d'une heure. Chaque enquêteur effectua, en moyenne, quatre entrevues par jour.

Afin de diminuer le pourcentage des non-réponses (absence du foyer, refus de participation, incapacité de remplir le questionnaire), nous avons appliqué un système de remplacement des individus choisis en premier lieu (répondants « officiels ») consistant à prévoir un premier et même un deuxième répondant « substitut », de même sexe que l'« officiel », habitant l'adresse civique suivante, choisis dans les mêmes listes électorales de juin 1968 suivant le procédé déjà décrit.

Les principaux motifs de refus de réponse furent les suivants : manque d'intérêt, méfiance à l'égard de l'enquêteur, temps inopportun, inquiétude quant à la nature confidentielle des données, manque de renseignements sur le sujet.

Quant au taux de réponses, il convient de mentionner que, parmi les 2,400 personnes sélectionnées comme « répondants officiels », 54.6 p. cent répondirent à notre questionnaire, tandis que 16.6 p. cent refusèrent de le faire et le reste, c'est-à-dire, 28.8 p. cent n'ont pu être rejoints lors des deux visites obligatoires effectuées par nos enquêteurs. Par ailleurs, 24.1 p. cent des répondants furent des premiers substituts et le reste, 21.3 p. cent, des substituts no. 2.

Avec 46 p. cent de réponses, Québec fut la ville où nos enquêteurs eurent le plus de difficulté à rejoindre les « officiels », tandis que Rimouski, avec 67.1 p. cent, fut la ville la plus favorable aux premiers contacts.

En ce qui concerne les refus de participation, le taux le plus bas appartient à Rimouski (6.4 p. cent), alors que le taux le plus élevé fut enregistré à Montréal 2 (23.8 p. cent), suivi de près par Montréal 1 avec 23.4 p. cent. Venaient ensuite Québec (18.1 p. cent), Jacques-Cartier (18 p. cent) et Drummondville (9 p. cent).

Quant à l'absentéisme chez les « officiels », Québec prit le premier rang avec 35.8 p. cent, tandis que Montréal 1 enregistrerait le taux le plus bas (25.6 p. cent). Ce taux assez élevé de personnes absentes peut s'expliquer par le fait que notre enquête se déroula pendant la période de vacances d'été.

Certains faits relatifs à l'administration du questionnaire, constatés au cours de l'enquête, méritent d'être soulignés :

- a) tandis que la majorité des hommes semblaient être prêts dès le début à répondre à notre questionnaire, les femmes se disaient d'abord incapables de le faire, manifestant cependant par la suite une bonne volonté remarquable ;
- b) concentration des refus, c'est-à-dire, que très souvent — et ceci est arrivé dans chacune des villes visitées — les refus provenaient soit d'un même secteur soit d'un même quartier résidentiel ;
- c) les motivations pour répondre au questionnaire étaient des plus diverses : à Drummondville et à Rimouski, c'était l'éventualité de contribuer à une amélioration du service local de police ; à Montréal et à Québec, le caractère sérieux de la recherche ; à Jacques-Cartier, le simple fait de mentionner que l'Université de Montréal était responsable de cette étude.

F. TRAITEMENT DES DONNÉES

Le questionnaire ayant été codifié au préalable, la perforation des cartes, la programmation et le traitement des données furent effectués par le Centre de Calcul de l'Université de Montréal.

G. MÉTHODE STATISTIQUE EMPLOYÉE

L'étude des corrélations entre les variables précédemment décrites a été faite à l'aide du chi-carré, mesure d'association.

Seuls ont été reproduits les tableaux correspondant aux variables indépendantes qui entretenaient une relation significative avec les variables dépendantes. Lorsque la même association intervenait pour plusieurs villes, nous l'avons illustré à l'aide d'un ou de plusieurs exemples.

CHAPITRE II

PERCEPTION DE LA POLICE PAR LE PUBLIC

PERCEPTION DE LA POLICE PAR LE PUBLIC

Que la fonction de police soit souvent décriée est un fait. Comme le rapportaient les actes du VI^e congrès français de criminologie¹, on a parfois l'impression que l'homme moderne se demande si la police est encore nécessaire. Tout se passe comme si l'individu, faute d'avoir fait son apprentissage social, multipliait les récriminations à l'encontre des réglementations dont il ne sent pas toujours la nécessité et en venait, en fin de compte, à considérer la police comme une institution créée pour l'ennuyer et non pour le servir. C'est à ce hiatus, qui induit trop souvent les citoyens en erreur sur le visage de la police, que s'attache le présent chapitre traitant de la perception de la police par le public.

Déjà Gourley avait posé en 1939 le problème des relations publiques de la police ; il devait toutefois convenir qu'il fallait avant tout recueillir des éléments concrets d'information sur les attitudes de la population à l'égard de la police.

Susini (1966) dans le rapport qu'il fit d'une enquête effectuée en France, en vint à des conclusions à peu près identiques. Ce n'est ni l'excellence de l'organisation, ni l'efficacité du service qui conditionne le jugement des citoyens, c'est la nature des contacts publics. Or, les contacts entre la police et le public se font bien souvent dans de délicates circonstances. En outre, à l'heure actuelle, rappelait Susini, au moins quatre-vingt-dix pour cent des activités policières ne concernent pas la criminalité. L'inflation réglementaire accroît les contacts et dévalorise la police. Aussi l'analyse de la qualité des relations de la police avec le public ne peut-elle s'effectuer théoriquement. Elle doit s'intéresser aux contacts quotidiens. Nous retrouvons donc, sur un plan concret, le problème de l'intégration sociale de la police.

Quant à nous, il nous a paru extrêmement précieux de connaître l'aspect phénoménologique de la dimension policière dans l'opinion publique. Il nous semblait, entre autres, que la tonalité affective d'une image pouvait

¹ J. Susini « Les aspects scientifiques de l'action de police », dans *le traitement des délinquants jeunes et adultes*, travaux du VI^e Congrès français de Criminologie, Paris, Dalloz, 1966, p. 227 — 296.

dévoiler certaines attitudes profondes et mieux éclairer certaines conduites qui la mettent en cause directement ou indirectement.

Dans le but de dégager le profil de cette image collective de la police, nous avons retenu un ensemble de questions groupées autour des thèmes suivants : A. le statut professionnel du policier ; B. la satisfaction du public vis-à-vis de son service de police et plus spécifiquement du choix de ses membres, de la façon dont ils s'acquittent de leurs tâches et enfin, de leur comportement dans des situations spécifiques ou à l'endroit de personnes données ; C. l'évaluation générale de la police et D. la mesure de la volonté de collaboration chez le public.

A. LE STATUT PROFESSIONNEL DU POLICIER

S'il existe des pays où le statut professionnel du policier est relativement élevé, il nous a semblé qu'il n'en était pas de même en Amérique du Nord où nous avons de bonnes raisons de croire que l'opinion populaire situait la fonction de policier bien loin au bas de l'échelle occupationnelle.

Cette hypothèse a d'ailleurs inspiré, pour fins de comparaison, le choix des professions-témoins que nous avons sélectionnées à la lumière des deux critères suivants : 1. égalité non seulement possible mais vraisemblable de la rémunération ; 2. caractère représentatif de différents secteurs de travail.

TABLEAU 11

**CLASSEMENT PRÉFÉRENTIEL DE LA PROFESSION DE POLICIER
PARMI UN ENSEMBLE DE CINQ PROFESSIONS, SELON LES VILLES**

VILLE	N	1 ^{er} rang %	2 ^e rang %	3 ^e rang %	4 ^e rang %	5 ^e rang %	TOTAL %
Montréal 1	353	13.60	20.40	28.05	20.11	17.84	100.00
Montréal 2	350	11.71	22.86	28.00	23.43	14.00	100.00
Québec	387	10.08	18.86	25.84	22.22	23.00	100.00
Drummondville	389	9.14	18.80	32.64	25.85	13.57	100.00
Jacques-Cartier	358	18.16	21.23	28.77	17.88	13.96	100.00
Rimouski	383	7.05	20.37	32.38	29.77	10.43	100.00
Moyenne	370	11.62	20.42	29.28	23.21	15.47	100.00

La question se lisait comme suit : « À salaire égal, conseilleriez-vous à un jeune homme de devenir : 1. commis de bureau ; 2. policier ; 3. commerçant ; 4. instituteur ; 5. chauffeur d'autobus ». L'intervué devait indiquer son choix par ordre de préférence de 1 à 5, le chiffre 1 marquant son premier choix. Le tableau 11 illustre, en termes de pourcentage, pour chacune des populations échantillonnées, la préférence accordée à la profession policière classée du premier au cinquième rang.

Disons, avant de passer à l'analyse de ce tableau, que parmi les professions énumérées, c'est celle d'instituteur qui recueille le plus grand nombre de suffrages car près de 60 p. cent des répondants conseilleraient d'abord à un jeune homme d'embrasser cette carrière. Le deuxième choix va à la profession des « affaires » avec un pourcentage de plus de 50 p. cent pour la première ou la deuxième place. En troisième lieu, c'est vers le travail de bureau qu'on préférerait orienter un jeune homme mais la préférence pour ce type de profession est très peu marquée et ce n'est que par une avance inférieure à 2 p. cent que l'emploi de commis de bureau l'emporte sur la carrière de policier qui vient donc au quatrième rang pour l'ensemble des répondants. Les chauffeurs d'autobus marquent le dernier choix du public en s'inscrivant au cinquième rang dans près de 60 p. cent des cas.

Si l'on revient maintenant au tableau 11, on constate que globalement, pour toutes les populations échantillonnées, 11.62 p. cent des gens ont indiqué en premier lieu la profession de policier, que 20.42 p. cent l'ont donnée comme deuxième choix, que 29.28 p. cent lui ont accordé la troisième place, 23.21 p. cent l'ont située au quatrième rang alors que 15.47 p. cent des personnes l'ont reléguée au dernier rang.

À l'intérieur de chaque groupe échantillonné, certains écarts méritent d'être soulignés. Ainsi, tandis qu'à Jacques-Cartier la population place la fonction de policier en tête de file avec un pourcentage de 18.16 p. cent pour la première position et un pourcentage cumulé de près de 40 p. cent (39.39 p. cent) pour les deux premières positions, c'est à Rimouski et à Drummondville que la cote policière est la plus basse avec des pourcentages respectifs de 7.05 p. cent et de 9.14 p. cent pour le premier rang et des pourcentages cumulés de 27 p. cent dans chacune des deux villes pour les deux premières positions. Par ailleurs, c'est à Québec que se rencontre le plus fort pourcentage de personnes situant la police au cinquième et dernier rang. Dans ce cas, le classement donne 23 p. cent contre une moyenne de 15.47 p. cent pour toutes les villes réunies. Les pourcentages des échantillons de Montréal 1 et de Montréal 2 se situent très près de la moyenne et à ce titre, ne soulèvent aucun commentaire.

Ces réponses ont été mises en rapport avec le sexe des répondants, leur âge, leur état civil et leur degré de scolarité. En aucun cas, les pourcentages d'ensemble n'ont paru associés aux variables indépendantes introduites de sorte qu'on peut parler d'homogénéité d'attitude du public envers la profession de policier.

Le moins qu'on puisse dire ici, c'est que l'opinion populaire ne se fait pas de la fonction de policier une idée très haute. Il resterait peut-être à savoir pourquoi il en est ainsi dans notre société et, surtout, pour quelles raisons certains jeunes gens continuent à opter pour une profession à la fois si peu enviable et si peu enviée.

De telles considérations, en plus d'éclairer d'un jour nouveau le problème du recrutement, devraient inciter les responsables à mieux scruter les motivations des candidats-policiers tout en ayant des effets bénéfiques sur la sélection du personnel et partant sur toute la profession.

B. LA SATISFACTION DU PUBLIC

Nous nous devions, dans un chapitre sur la « perception » de la police dans le public, de lui demander s'il était satisfait de ce qui existe actuellement en matière de police. Ce faisant, nous étions parfaitement conscients que la police, par la nature même de ses attributions, devait supporter, dans le système actuel, la plus grande partie du ressentiment que les citoyens éprouvent contre les pouvoirs publics, et qu'une partie du quantum d'insatisfaction devrait être mise au compte de ces derniers.

Néanmoins, il nous a semblé intéressant de tenter de mesurer cette satisfaction autour des trois grands pôles critiques que sont : 1. la sélection des policiers ; 2. la façon dont ils s'acquittent de leurs tâches ; 3. le comportement des membres de la profession. Un effort de sommation vient conclure cette partie du sondage sur le degré de satisfaction des citoyens à l'égard de la police.

Pour toutes les questions liées à la satisfaction, les répondants pouvaient graduer leur attitude de la façon suivante : 1. très satisfait ; 2. satisfait ; 3. passable ; 4. insatisfait ; 5. très insatisfait. À cause de la faible dispersion des réponses, un regroupement en trois catégories a dû être effectuée dans la compilation finale. Ces catégories sont : 1. satisfait ; 2. passable ; 3. insatisfait.

1. LA SÉLECTION DES POLICIERS

Nous avons retenu deux critères pour mesurer le degré de satisfaction quant au mode de sélection des policiers, à savoir : les aptitudes physiques et la formation scolaire. Il ne s'agit pas là, bien sûr, des deux seules normes dans le choix des policiers. Toutefois, l'opinion populaire ayant eu tendance à résumer toute la question de la sélection autour de ces deux critères, la plupart du temps pour les opposer ou pour réclamer la préséance de la formation sur les normes physiques, il nous a semblé préférable de nous y limiter, car ils ont l'avantage de nous donner à la fois une mesure de satisfaction et une indication de l'importance relative attachée aux deux types de normes.

Le tableau 12 nous indique que les trois-quarts (76.16 p. cent) des répondants sont satisfaits des normes physiques servant à choisir les aspirants-policiers. Environ 5 p. cent se déclarent insatisfaits alors que 18 p. cent trouvent ces mêmes normes « passables ». C'est à Drummondville que le degré de

satisfaction est le plus élevé, avec 80 p. cent de « satisfaits » et à Rimouski qu'il est le plus faible avec un peu plus de 69 p. cent de gens satisfaits.

TABLEAU 12

SATISFACTION QUANT AUX NORMES PHYSIQUES DE SÉLECTION DES POLICIERS, SELON LES VILLES

VILLE	N	Satisfait %	Passable %	Insatisfait %	TOTAL %
Montréal 1	386	75.90	18.91	5.19	100.00
Montréal 2	386	73.84	18.65	7.51	100.00
Québec	400	78.25	15.50	6.25	100.00
Drummondville	390	80.00	15.90	4.10	100.00
Jacques-Cartier	382	79.85	17.80	2.35	100.00
Rimouski	395	69.11	25.06	5.83	100.00
Moyenne	390	76.16	18.64	5.20	100.00

Si dans l'ensemble les populations échantillonnées sont « plus que satisfaites » de la façon dont sont choisis les policiers sur le plan physique, il n'en est pas tout à fait de même pour ce qui est du niveau de formation scolaire exigé des candidats-policiers. Le tableau 13 nous révèle en effet que le pourcentage de gens satisfaits des exigences scolaires ne s'élève qu'à 60 p. cent pour l'ensemble des personnes interviewées et qu'il dépasse à peine 50 p. cent dans le cas de Rimouski. Ces résultats sembleraient indiquer que le public souhaite une amélioration de ce côté.

TABLEAU 13

SATISFACTION QUANT AUX NORMES SCOLAIRES DE SÉLECTION DES POLICIERS, SELON LES VILLES

VILLE	N	Satisfait %	Passable %	Insatisfait %	TOTAL %
Montréal 1	385	60.78	25.45	13.77	100.00
Montréal 2	383	63.45	24.02	12.53	100.00
Québec	394	58.12	22.59	19.29	100.00
Drummondville	379	66.23	21.37	12.40	100.00
Jacques-Cartier	364	65.38	25.00	9.62	100.00
Rimouski	388	51.54	30.93	17.53	100.00
Moyenne	382	60.91	24.90	14.19	100.00

Nous verrons plus loin, au chapitre de la conception, quel degré de scolarité le public croit qu'un candidat devrait posséder pour être accepté comme policier. En attendant, il nous est toutefois possible à ce stade d'indiquer au moins les catégories de répondants qui se montrent les plus critiques vis-à-vis des normes académiques d'admission dans la profession.

En effet, des coefficients d'association significatifs ont été obtenus tant à Montréal qu'à Québec, entre l'âge des répondants et le type de réponse. En résumé, plus les gens sont jeunes moins ils sont satisfaits. C'est ainsi qu'à Montréal 1 par exemple, on a :

- 46 p. cent de satisfaits dans le groupe des 21 à 29 ans ;
- 54 p. cent de satisfaits dans le groupe des 30 à 39 ans ;
- 66 p. cent de satisfaits dans le groupe des 40 à 49 ans ;
- 61 p. cent de satisfaits dans le groupe des 50 à 59 ans ;
- 74 p. cent de satisfaits dans le groupe des 60 ans et plus.

Ces données apparaissent au tableau 14.

TABLEAU 14
SATISFACTION QUANT À LA FORMATION DES POLICIERS,
SELON L'ÂGE (MONTRÉAL 1)

ÂGE	N	Satisfait %	Passable %	Insatisfait %	TOTAL %
21 à 29 ans	81	45.66	30.88	23.46	100.00
30 à 39 ans	78	53.85	33.33	12.82	100.00
40 à 49 ans	92	65.85	23.17	10.98	100.00
50 à 59 ans	64	60.94	26.56	12.50	100.00
60 ans et plus	68	73.53	17.65	8.82	100.00
Total	383	228	102	53	
Moyenne		59.97	26.32	13.71	100.00

Chi carré = 19.533 ; $P < .02$ pour 8 degrés de liberté.

La deuxième variable indépendante en rapport avec le degré de satisfaction du public quant à la façon dont les policiers sont choisis sur le plan de la formation, est, comme il fallait s'y attendre, le degré de scolarité des répondants. Dans ce cas, plus les gens sont scolarisés moins ils sont satisfaits. Le coefficient « chi carré » obtenu en l'occurrence s'élève d'ailleurs à 30.264 ce qui, pour quatre degrés de liberté, est significatif au niveau .001. Ainsi à Montréal 1 :

- 41 p. cent des gens de formation « supérieure » sont satisfaits ;
- 62 p. cent des gens de formation « secondaire » sont satisfaits ;
- 70 p. cent des gens de formation « primaire » sont satisfaits.

Nous avons pu constater que si d'une façon générale les gens sont satisfaits de la façon dont s'opère la sélection des policiers, il y a place pour une amélioration en ce qui concerne la formation surtout auprès de la jeune génération et auprès des personnes ayant elles-mêmes une formation supérieure.

2. *LES FONCTIONS DE POLICE*

L'inflation réglementaire, nous l'avons déjà dit, a eu pour effet de rendre la police omniprésente dans l'univers social, mais il y a plus. L'analyse des servitudes policières indiquerait, selon le sociologue Reiss (1967), que la police, avant même d'être un service de police, est devenue une sorte de « service d'urgence » où le citoyen, en quête d'aide et de conseil, peut s'adresser et s'adresse effectivement vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Le but de la présente section était de savoir si le public, qui est somme toute responsable de la dispersion de l'effort de police, est satisfait de la façon dont celle-ci parvient à s'acquitter d'abord des fonctions qui constituent en quelque sorte sa raison d'être et deuxièmement, de certaines tâches qui en découlent. Nous avons retenu comme étant les fins mêmes d'un service de police les responsabilités suivantes et nous avons indiqué en marge de chacune, le pourcentage global des gens qui se sont déclarés « satisfaits » de la façon dont la police s'en acquittait :

- maintenir l'ordre (79 p. cent sont satisfaits) ;
- protéger la vie et la propriété (73 p. cent) ;
- faire observer les lois (72 p. cent) ;
- prévenir le crime (62 p. cent) ;
- rechercher les criminels (66 p. cent) ;
- arrêter les criminels (66 p. cent).

Les réponses à la première série de trois fonctions, soit le maintien de l'ordre, la protection de la vie et de la propriété, l'application des lois, sont contenues respectivement dans les tableaux 15, 16 et 17 et dénotent un haut niveau de satisfaction variant entre 79 et 72 p. cent, pour l'ensemble des populations échantillonnées. Le maintien de l'ordre obtient une cote de presque 80 p. cent avec des écarts minimes d'une ville à l'autre : Drummondville y re-

goit la plus haute note d'appréciation (87 p. cent) tandis que la plus basse va à Québec dans une proportion pourtant appréciable de 74 p. cent. Au chapitre de la protection de la vie et de la propriété et à celui de l'application de la loi, Drummondville conserve le premier rang dans les deux cas, avec des pourcentages respectifs de 84 et de 81 p. cent alors que cette fois la cote la plus faible est accordée à Montréal ; cette ville a, en effet, enregistré au cours du premier sondage des pourcentages de 64 p. cent et 63 p. cent respectivement pour ces deux types d'activité. Toutefois, lors du deuxième sondage, la cote de la métropole s'améliora et Québec reprit le dernier rang.

TABLEAU 15

**SATISFACTION QUANT À LA MANIÈRE DONT LA POLICE
MAINTIENT L'ORDRE, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Satisfait %	Passable %	Insatisfait %	TOTAL %
Montréal 1	393	75.83	20.87	3.30	100.00
Montréal 2	389	77.12	16.20	6.68	100.00
Québec	400	74.25	20.50	5.25	100.00
Drummondville	393	87.53	12.47	0.00	100.00
Jacques-Cartier	386	84.20	12.69	3.11	100.00
Rimouski	399	77.95	18.80	3.25	100.00
Moyenne	393	79.48	16.92	3.60	100.00

TABLEAU 16

**SATISFACTION QUANT À LA MANIÈRE DONT LES POLICIERS
PROTÈGENT LA VIE ET LA PROPRIÉTÉ, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Satisfait %	Passable %	Insatisfait %	TOTAL %
Montréal 1	393	64.37	27.75	7.88	100.00
Montréal 2	389	70.18	23.14	6.68	100.00
Québec	396	69.08	23.74	7.18	100.00
Drummondville	393	83.97	13.49	2.54	100.00
Jacques-Cartier	381	78.74	15.49	5.77	100.00
Rimouski	399	70.93	22.81	6.26	100.00
Moyenne	392	72.88	21.07	6.05	100.00

TABLEAU 17

**SATISFACTION QUANT À LA MANIÈRE DONT DES POLICIERS
ONT OBSERVÉ LES LOIS, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Satisfait %	Passable %	Insatisfait %	TOTAL %
Montréal 1	387	63.83	27.39	8.78	100.00
Montréal 2	385	69.87	22.34	7.79	100.00
Québec	395	67.34	25.82	6.84	100.00
Drummondville	391	81.32	15.60	3.08	100.00
Jacques-Cartier	378	80.95	14.02	5.03	100.00
Rimouski	398	71.86	23.87	4.27	100.00
Moyenne	389	72.53	21.50	5.97	100.00

Les tableaux 18, 19 et 20, tout en introduisant la deuxième série de trois activités, soit la prévention du crime, la recherche et l'arrestation des criminels, nous permettent de constater une baisse générale et appréciable par rapport aux fonctions de la première série. Dans le présent cas, la proportion des gens satisfaits varie entre 62 et 66 p. cent. Hormis cette différence, la tendance déjà notée en ce qui concerne l'évaluation élevée de Drummondville et la faible appréciation du travail des policiers montréalais se répète pour les trois groupes d'activités. Une représentation schématisée des tableaux 18, 19 et 20 donne les pourcentages suivants en ce qui concerne le degré de satisfaction des citoyens à l'égard des trois types de fonctions évoquées :

	<i>Drummondville</i>	<i>Moyenne</i>	<i>Montréal</i>
	%	%	%
— Prévention du crime :	76.83	62.45	49.87
— Recherche des criminels :	73.25	66.18	60.57
— Arrestations :	74.48	66.07	57.84

Nous voyons donc que l'évaluation par les citoyens de la façon dont leur service de police s'acquitte de ses tâches essentielles est en général assez élevé. Montréal fait exception à la règle suivie de près par Québec. On peut se demander si l'évaluation systématiquement moins « généreuse » dans ces deux centres — lesquels se trouvent comme par hasard à être les plus peuplés — n'est pas due aux deux facteurs suivants : d'abord, un taux de criminalité sensiblement plus élevé, ces villes étant des lieux de convergence des affaires, du commerce, des banques et abritant une population flottante considérable et deuxièmement, une connaissance moins grande de leur service

de police, perçu de façon moins personnelle, moins directe, plus médiatisée par les journaux, la radio, la télévision.

TABLEAU 18

SATISFACTION QUANT À LA PRÉVENTION DU CRIME, SELON LES VILLES

VILLE	N	Satisfait %	Passable %	Insatisfait %	TOTAL %
Montréal 1	387	49.87	30.49	19.64	100.00
Montréal 2	387	56.07	30.23	13.70	100.00
Québec	393	57.25	28.24	14.51	100.00
Drummondville	384	76.83	17.45	5.72	100.00
Jacques-Cartier	368	72.83	19.02	8.15	100.00
Rimouski	380	61.85	29.21	8.94	100.00
Moyenne	383	62.45	25.77	11.78	100.00

TABLEAU 19

**SATISFACTION QUANT À LA MANIÈRE DONT LA POLICE
RECHERCHE LES CRIMINELS, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Satisfait %	Passable %	Insatisfait %	TOTAL %
Montréal 1	388	60.83	24.74	14.43	100.00
Montréal 2	383	60.57	26.11	13.32	100.00
Québec	394	62.69	26.40	10.91	100.00
Drummondville	385	73.25	19.48	7.27	100.00
Jacques-Cartier	356	72.48	20.22	7.30	100.00
Rimouski	382	67.28	24.08	8.64	100.00
Moyenne	381	66.18	23.51	10.31	100.00

De plus, il y aurait peut-être lieu de se demander si nous ne sommes pas ici simultanément en présence d'un phénomène de surévaluation dans le cas de Drummondville et, à un moindre degré, dans celui de Jacques-Cartier.

Malgré ces réserves, nous reproduisons ci-après les attitudes du public des villes échantillonnées à l'égard de certaines des tâches découlant des fins qu'on assigne généralement à la police et que nous avons vues précédemment.

TABLEAU 20
SATISFACTION QUANT À LA MANIÈRE DONT LA POLICE
ARRÊTE LES CRIMINELS, SELON LES VILLES

VILLE	N	Satisfait %	Passable %	Insatisfait %	TOTAL %
Montréal 1	387	60.67	25.45	13.88	100.00
Montréal 2	389	57.84	29.56	12.60	100.00
Québec	392	62.24	26.53	11.23	100.00
Drummondville	384	74.48	20.83	4.69	100.00
Jacques-Cartier	355	73.43	18.59	7.98	100.00
Rimouski	378	67.72	26.98	5.30	100.00
Moyenne	381	66.06	24.66	9.28	100.00

Les tâches choisies et le niveau moyen de satisfaction apparaissent ci-contre :

- 58 p. cent sont satisfaits de la façon dont la police combat la prostitution (voir tableau 21) ;
- 60 p. cent sont satisfaits de la façon dont la police s'occupe de la délinquance juvénile (voir tableau 22) ;
- 79 p. cent sont satisfaits de la façon dont la police s'occupe de la circulation (voir tableau 23) ;
- 70 p. cent sont satisfaits de la façon dont la police contrôle les manifestations (voir tableau 24).

TABLEAU 21
SATISFACTION QUANT À LA MANIÈRE DONT LA POLICE
COMBAT LA PROSTITUTION, SELON LES VILLES

VILLE	N	Satisfait %	Passable %	Insatisfait %	TOTAL %
Montréal 1	378	53.44	34.39	12.17	100.00
Montréal 2	372	50.54	37.90	11.56	100.00
Québec	370	54.59	28.65	16.76	100.00
Drummondville	356	64.89	28.37	6.74	100.00
Jacques-Cartier	340	62.65	31.18	6.17	100.00
Rimouski	357	62.18	29.41	8.41	100.00
Moyenne	362	58.05	31.65	10.30	100.00

On constate que la lutte contre la prostitution constitue, avec son niveau moyen de satisfaction de 58 p. cent, l'activité policière où, si l'on se fie au sondage effectué, il y aurait le plus d'amélioration à apporter. L'attitude du public à l'égard de l'action de la police en matière de délinquance juvénile, est aussi déroutante et constitue, avec un niveau de satisfaction de 60 p. cent, la preuve indéniable que le public méconnaît l'effort déployé par les services de police, tant au niveau de la délinquance qu'au niveau de la pré-délinquance.

Un autre approche à l'analyse des réponses relatives à la façon dont la police combat la prostitution et s'occupe de la délinquance juvénile selon l'opinion populaire pourrait consister à effectuer un regroupement. En effet, si l'on fait la somme des répondants qui ont qualifié l'action de la police dans ces domaines, soit de « satisfaisante », soit de « passable », l'on obtient un résidu d'insatisfaction de 10 p. cent en ce qui concerne le contrôle de la prostitution et un peu moins de 15 p. cent d'insatisfaction pour le travail de la police en matière de délinquance juvénile. Vue sous cet angle, l'insatisfaction à l'égard de ces deux types d'activités n'atteint par un niveau beaucoup plus élevé que celui obtenu pour ce qui constituait, selon nous, les fonctions premières de la police et qui se rapportaient au maintien de l'ordre, à la protection de la vie et de la propriété, à l'application des lois, à la prévention du crime ainsi qu'à la recherche et à l'arrestation des criminels. Dans tous les cas, on relève un résidu d'irréductibles insatisfaits représentant environ 10 p. cent de la population.

TABLEAU 22
SATISFACTION QUANT À LA MANIÈRE DONT LA POLICE
S'OCCUPE DE LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE, SELON LES VILLES

VILLE	N	Satisfait %	Passable %	Insatisfait %	TOTAL %
Montréal 1	380	58.94	23.95	17.11	100.00
Montréal 2	381	59.58	25.20	15.22	100.00
Québec	388	57.73	22.68	19.59	100.00
Drummondville	379	69.65	20.32	10.03	100.00
Jacques-Cartier	369	61.24	25.20	13.56	100.00
Rimouski	386	54.66	31.08	14.26	100.00
Moyenne	380	60.30	24.74	14.96	100.00

Le public est généralement satisfait — nous pourrions dire très satisfait — de la façon dont la police s'occupe de la circulation. Le pourcentage de 80 p. cent de gens satisfaits classe cette activité, contrairement à toute expectative, comme l'une des mieux appréciées du public. Le tableau 23 nous

donne la répartition des réponses par villes et nous permet de constater que celle de Québec est, à la fois, celle qui accuse le pourcentage de « satisfaits » le plus faible et celle où le pourcentage d'« insatisfaits » est le plus élevé.

Poser le problème des manifestations à la fois dans les villes comme Montréal et Québec et en province, comportait un risque au départ, car dans ce domaine les réponses fournies avaient de fortes chances de ne pas s'appliquer seulement à l'évaluation par les citoyens de l'action de LEUR service de police mais à la police en général. Néanmoins, il a paru utile d'inclure cet aspect important et nouveau du travail policier même s'il fallait interpréter les résultats avec les réserves qu'imposent les remarques précédentes.

TABLEAU 23
SATISFACTION QUANT À LA MANIÈRE DONT LA POLICE
S'OCCUPE DE LA CIRCULATION, SELON LES VILLES

VILLE	N	Satisfait %	Passable %	Insatisfait %	TOTAL %
Montréal 1	386	76.94	15.28	7.78	100.00
Montréal 2	385	75.58	18.44	5.98	100.00
Québec	399	71.68	16.04	12.28	100.00
Drummondville	392	88.01	8.42	3.57	100.00
Jacques-Cartier	381	83.21	10.76	6.03	100.00
Rimouski	397	81.11	13.10	5.79	100.00
Moyenne	390	79.42	13.67	6.91	100.00

Les données relatives au contrôle des manifestations apparaissent au tableau 24 et nous révèlent, dans l'ensemble, un taux de satisfaction sensiblement le même que pour les autres activités ayant fait l'objet du présent sondage. Sept personnes sur dix (70.12 p. cent) sont satisfaites de la façon dont la police contrôle les manifestations ; deux personnes sur dix (19.98 p. cent) jugent cette activité comme passable, alors qu'une personne sur dix (9.90 p. cent) la trouve insatisfaisante.

Il n'en demeure pas moins que des écarts appréciables existent d'une ville à l'autre et, dans le cas de Montréal, d'un échantillon à l'autre. Sur le plan des municipalités d'abord, il semble bien qu'il faille distinguer entre Montréal et Québec d'une part et les autres villes d'autre part. Les différences notées entre ces deux groupes tiennent sans doute au fait que le problème des manifestations ne se pose pas avec la même acuité dans les centres de moindre importance. Ceci dit, il nous faut néanmoins expliquer le fossé qui sépare Montréal 1 et Montréal 2.

TABLEAU 24

**SATISFACTION QUANT À LA MANIÈRE DONT LA POLICE
CONTRÔLE LES MANIFESTATIONS, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Satisfait %	Passable %	Insatisfait %	TOTAL %
Montréal 1	388	69.59	21.91	8.50	100.00
Montréal 2	385	55.06	21.82	23.12	100.00
Québec	380	64.74	24.47	10.79	100.00
Drummondville	373	82.58	13.94	3.48	100.00
Jacques-Cartier	348	75.29	17.53	7.18	100.00
Rimouski	381	73.49	20.21	6.30	100.00
Moyenne	376	70.12	19.98	9.90	100.00

Nous avons déjà énoncé les raisons qui nous ont amené à procéder à un deuxième sondage à Montréal. Le principal facteur a précisément été, on s'en souvient, la tenue d'une importante manifestation le 24 juin 1968.

Aussi, ne faut-il pas s'étonner outre mesure d'une diminution de 15 p. cent parmi les gens qui s'étaient déclarés satisfaits et qui sont allés grossir les rangs des insatisfaits, celui des gens qui percevaient l'action de la police dans ce domaine comme passable restant inchangé à 21 p. cent.

Cette diminution globale a d'ailleurs été provoquée par toutes les classes de répondants et n'est pas le seul fait d'un groupe particulier. En effet, nous avons pu constater à plusieurs reprises tout au long de cette recherche, que l'âge et le niveau de scolarité des personnes interviewées influençaient de façon statistiquement significative l'évaluation qu'elles donnaient de l'action de la police dans les secteurs d'activités choisis.

Il en fut ainsi, entre autres, en ce qui concerne la recherche des criminels, où le pourcentage des gens satisfaits n'atteignit que 45.71 p. cent pour le groupe des 21 à 29 ans, alors qu'il fut de 84.21 p. cent pour la catégorie des personnes de 60 ans et plus (voir tableau 25). Dans le cas de l'âge, le rapport est directement proportionnel en ce sens que plus les gens sont âgés, plus ils sont satisfaits et moins ils sont âgés, moins ils sont satisfaits.

En ce qui concerne le niveau de scolarité, l'association est inversement proportionnelle. Les gens sont d'autant plus satisfaits de la façon dont la police s'acquitte de ses fonctions, qu'ils sont moins scolarisés et d'autant moins satisfaits, qu'ils ont un degré de scolarité plus élevé.

Or, si nous en revenons au problème des manifestations, nous constatons que les gens de tout âge et de toute formation ont réagi, quoique à des degrés divers, aux événements du 24 juin dans le sens d'une diminution de la satisfaction auparavant manifestée à l'endroit de la police.

TABLEAU 25
SATISFACTION QUANT À LA RECHERCHE DES CRIMINELS,
SELON L'ÂGE (QUÉBEC)

ÂGE	N	Satisfait %	Passable %	Insatisfait %	TOTAL %
21 à 29 ans	105	45.71	36.19	18.10	100.00
30 à 39 ans	67	64.18	25.37	10.45	100.00
40 à 49 ans	68	57.35	30.88	11.77	100.00
50 à 59 ans	73	68.49	21.91	9.60	100.00
60 ans et plus	76	84.21	13.15	2.64	100.00
Total	389	244	102	43	
Moyenne		62.72	26.22	11.06	100.00

Chi carré = 77.411 ; $P < .001$ pour 8 degrés de liberté.

Il sera intéressant de surveiller tout au long de l'analyse des résultats si les événements du 24 juin ont pu avoir un effet sur la perception globale de la police et non pas seulement sur son rôle lors des manifestations.

Le tableau 26 nous donne les pourcentages respectifs par groupes d'âge et par niveau de scolarité pour les deux échantillons de Montréal.

Si nous voulions résumer l'impression générale qui se dégage de cette partie de notre enquête sur la satisfaction manifestée par le public envers les policiers dans l'accomplissement de leur mission de police, nous ne saurions conclure autrement que nous l'avons fait pour la sélection du personnel de police, c'est-à-dire, souligner que les gens se déclarent volontiers satisfaits. La proportion de ceux-ci pour l'ensemble des dix fonctions policières évoquées est en moyenne de 70 p. cent, tandis que la proportion des insatisfaits, toujours pour l'ensemble des mêmes fonctions, est inférieure à 10 p. cent. Si donc, d'une part, nous pouvons dire que 90 p. cent des gens jugent l'accomplissement des tâches de police, soit comme satisfaisant, soit comme passable, d'autre part, il ne faut pas oublier que ce n'est pas là l'avis de toute la population : les gens jeunes et les personnes plus scolarisées sont beaucoup plus critiques et beaucoup plus partagés sur la question au point que, dans beaucoup de cas, le pourcentage des satisfaits est minoritaire parmi cette couche de la population.

3. LE COMPORTEMENT DES POLICIERS

Il convenait, après avoir sondé l'opinion publique sur le plan de la satisfaction vis-à-vis de la sélection des policiers d'une part et des tâches qui leur sont confiées d'autre part, de tenter de mesurer la satisfaction popu-

TABLEAU 26
SATISFACTION QUANT AU CONTRÔLE DES MANIFESTATIONS, SELON L'ÂGE
ET SELON LA SCOLARITÉ (MONTRÉAL 1 ET 2)

ÂGE	N		Satisfait		Passable		Insatisfait	
	M 1	M 2	M 1	M 2	M 1	M 2	M 1	M 2
21 à 29 ans	82	86	52.44	34.88	31.71	31.40	15.85	33.72
30 à 39 ans	79	91	64.56	61.54	26.58	20.88	8.86	17.58
40 à 49 ans	92	82	79.35	48.78	14.13	28.05	6.52	23.17
50 à 59 ans	64	66	70.31	65.15	23.44	12.12	6.25	22.73
60 ans et plus	69	58	82.61	74.14	11.59	10.34	5.80	15.52
TOTAL	386	383	269	212	83	83	34	88
MOYENNE			69.69	55.35	21.50	21.67	8.81	22.98

M 1, Chi carré = 23.16 ; P < .01 pour 8 degrés de liberté.

M 2, Chi carré = 30.257 ; P < .001 pour 8 degrés de liberté.

DEGRÉ DE SCOLARITÉ	N		Satisfait		Passable		Insatisfait	
	M 1	M 2	M 1	M 2	M 1	M 2	M 1	M 2
Primaire	140	143	77.86	61.54	17.14	20.98	5.00	17.48
Secondaire	168	159	66.07	58.49	26.79	20.13	7.14	21.38
Supérieur	83	86	61.45	38.38	20.48	26.74	18.07	34.88
TOTAL	391	388	271	214	86	85	34	89
MOYENNE			69.31	55.15	21.99	21.91	8.70	22.94

M 1, Chi carré = 16.422 ; P < .01 pour 4 degrés de liberté.

M 2, Chi carré = 13.968 ; P < .01 pour 4 degrés de liberté.

laire sur le comportement des policiers dans l'exécution de leurs fonctions. Huit énoncés furent choisis afin de jauger l'attitude du public à cet égard. Les trois premiers avaient trait au comportement du policier « in se ». Ces énoncés se rapportaient : 1. à l'intégrité ; 2. à la discipline ; 3. à l'efficacité. Un énoncé relatif à l'indépendance d'action des policiers vis-à-vis des policiers évoquait une situation où l'appréciation portait à la fois sur les qualités individuelles et sur la relation policier/citoyen. Quant aux quatre derniers, ils avaient tous ceci en commun, qu'ils tendaient à obtenir une évaluation du comportement policier en interaction avec son entourage et plus particulièrement avec les citoyens en général, le citoyen victime et le citoyen suspect.

a. *Le comportement « personnel »*

En ce qui concerne la satisfaction du public vis-à-vis du comportement ou des qualités personnelles des policiers, la première question posée avait trait à l'intégrité. Les enquêteurs avaient reçu pour instructions d'expliquer aux répondants, lors des entrevues, que nous entendions par là leur demander si, à leur avis, les policiers de leur ville étaient honnêtes.

Les réponses à cette question apparaissent au tableau 27.

TABLEAU 27
SATISFACTION QUANT À L'INTÉGRITÉ DES POLICIERS, SELON LES VILLES

VILLE	N	Satisfait %	Passable %	Insatisfait %	TOTAL %
Montréal 1	384	60.15	31.51	8.34	100.00
Montréal 2	382	57.33	29.84	12.83	100.00
Québec	395	64.05	28.10	7.85	100.00
Drummondville	386	82.13	16.06	1.81	100.00
Jacques-Cartier	371	76.82	20.75	2.43	100.00
Rimouski	396	74.49	22.22	3.29	100.00
Moyenne	386	69.16	24.74	6.10	100.00

Les données d'ensemble indiquent que près de 70 p. cent des gens considèrent que les policiers sont intègres de façon satisfaisante, que 24.74 p. cent qualifient de « passable » l'intégrité des policiers, alors que 6.10 p. cent la trouvent tout à fait insatisfaisante.

À l'intérieur de chaque municipalité, les opinions diffèrent sensiblement des résultats moyens. Ainsi, alors que Drummondville se signale par une haute évaluation de l'intégrité de ses policiers — on y note un taux de satis-

faction de 82.13 p. cent, ce qui constitue un écart de 13 p. cent supérieur à la moyenne — à Montréal et à Québec la cote policière est beaucoup plus faible sur ce chapitre, ces villes ayant obtenu des taux respectifs de 60.15 p. cent et 64.05 p. cent.

Le pourcentage de 60.15 p. cent s'applique d'ailleurs à l'échantillon de Montréal 1 car pour celui de Montréal 2, la cote est encore plus basse, elle se situe à 57 p. cent. Cette diminution entre les réponses avant et après le 24 juin, si minime soit-elle, nous laisse songeurs sur le sens donné par la population au mot « intégrité ». Nous nous demandons, en effet, dans quelle mesure les gens n'ont pas en fait chargé cet item de tout le contenu négatif de leur perception de la police plutôt que de répondre à la question précise de l'intégrité.

Pour la deuxième question touchant le comportement plus ou moins discipliné des policiers, le même modèle se répète, de sorte qu'il est inutile d'insister. Le lecteur verra, en comparant les tableaux 27 et 28, que seulement 5 p. cent des gens sont insatisfaits de la discipline en regard de 6 p. cent pour l'intégrité, que 23 p. cent la trouvent passable en regard de 25 p. cent pour la première qualité et que 72 p. cent s'en déclarent satisfaits contre 69 p. cent au chapitre de l'intégrité. Les variations selon les populations échantillonnées sont en tous points comparables aux résultats du tableau précédent, avec cette différence que les écarts par rapport à la moyenne sont moins accentués.

TABLEAU 28

SATISFACTION QUANT À LA DISCIPLINE DES POLICIERS, SELON LES VILLES

VILLE	N	Satisfait %	Passable %	Insatisfait %	TOTAL %
Montréal 1	386	68.92	25.38	5.70	100.00
Montréal 2	384	65.11	26.82	8.07	100.00
Québec	394	67.77	22.08	10.15	100.00
Drummondville	388	80.67	16.75	2.58	100.00
Jacques-Cartier	369	78.86	18.43	2.71	100.00
Rimouski	394	71.07	25.89	3.04	100.00
Moyenne	386	72.06	22.56	5.38	100.00

« L'efficacité » du personnel de police constituait la troisième qualité au sujet de laquelle nous demandions au public de manifester son appréciation en termes de satisfaction.

On note, dans ce cas, deux différences majeures avec les qualités antérieurement analysées. D'une part, le tableau 29, avec des pourcentages de

65 p. cent de « satisfait », de 26 p. cent de « passable » et de 8 p. cent « d'insatisfait », nous révèle une diminution générale du degré global de satisfaction. D'autre part, les villes de Drummondville, de Jacques-Cartier et de Rimouski ont connu des diminutions beaucoup plus appréciables que les villes de Montréal et de Québec qui sont restées à peu près stationnaires. En fait, à Rimouski le taux de satisfaction est tombé à 57 p. cent en ce qui concerne l'efficacité alors que le taux de satisfaction se fixait à 71 p. cent à l'égard de la discipline et atteignait 74 p. cent envers l'intégrité.

TABLEAU 29

SATISFACTION QUANT À L'EFFICACITÉ DES POLICIERS, SELON LES VILLES

VILLE	N	Satisfait %	Passable %	Insatisfait %	TOTAL %
Montréal 1	388	63.15	29.64	7.21	100.00
Montréal 2	386	61.92	28.24	9.84	100.00
Québec	398	60.81	26.13	13.06	100.00
Drummondville	389	73.26	20.57	6.17	100.00
Jacques-Cartier	378	73.55	22.22	4.23	100.00
Rimouski	398	57.54	32.66	9.80	100.00
Moyenne	389	65.03	26.58	8.39	100.00

b. L'indépendance vis-à-vis de la politique

Si nous avons séparé de la partie se rapportant à ce que nous avons appelé les qualités personnelles la question relative à l'indépendance des policiers vis-à-vis des politiciens, c'est que déjà il n'était plus question ici uniquement de conduite individuelle mais aussi d'interaction avec des citoyens. D'une catégorie particulière de citoyens, il est vrai. Celle du citoyen puissant, du citoyen au pouvoir : le politicien.

L'énoncé se lisait comme suit : « Selon moi, la façon dont les membres de mon corps de police sont indépendants des politiciens est : 1. satisfaisante ; 2. passable ; 3. insatisfaisante ». Les résultats reproduits au tableau 30 nous indiquent que, dans l'ensemble, les policiers garderaient leurs distances vis-à-vis des politiciens de façon satisfaisante dans une proportion de 50.87 p. cent alors que cette « distance » serait jugée passable dans 31.19 p. cent des cas et insatisfaisante par 17.94 p. cent des citoyens.

Contrairement à toute hypothèse que nous aurions pu émettre sur les mérites de la grande organisation de type bureaucratique sur laquelle tentent de se modeler nos grands corps de police, c'est dans les centres comme Montréal et Québec que le public juge le plus sévèrement la police dans ses rapports avec les politiciens. C'est en effet dans ces villes que non seulement

le taux de satisfaction est le plus faible mais aussi que le taux d'insatisfaction est le plus élevé. Nous ne savons vraiment pas comment ces résultats doivent être interprétés et nous nous demandons ce qu'aurait pu produire ici une évaluation réciproque, ou interévaluation, les citoyens de chaque ville devant répondre à cette question non seulement pour leur municipalité mais pour chacune des autres. Quoi qu'il en soit, le stéréotype du policier-jouet du politicien semble répandu au Québec dans toutes les couches de la population puisque, contrairement aux autres opinions émises jusqu'à maintenant, ni l'âge, ni la scolarité ne changent les réponses de façon significative.

TABLEAU 30
SATISFACTION QUANT À L'INDÉPENDANCE DES POLICIERS
ENVERS LES POLITICIENS, SELON LES VILLES

VILLE	N	Satisfait %	Passable %	Insatisfait %	TOTAL %
Montréal 1	364	39.28	35.44	25.28	100.00
Montréal 2	369	41.46	39.30	19.24	100.00
Québec	372	43.55	32.53	23.92	100.00
Drummondville	358	69.00	22.63	8.37	100.00
Jacques-Cartier	335	52.53	28.66	18.81	100.00
Rimouski	357	59.38	28.57	12.05	100.00
Moyenne	359	50.87	31.19	17.94	100.00

c. Le policier dans ses rapports avec la population

Une des hypothèses sous-jacentes du présent sondage reposait justement sur cette question des rapports police/population. Nous nous sommes appuyés sur certaines conclusions de recherches antérieures pour avancer que ni l'excellence de l'organisation de police, ni l'efficacité du service ne conditionnent le jugement des citoyens, mais bien plus la nature des contacts publics.

Les résultats analysés jusqu'à maintenant tendent, par corroborations successives, sinon à établir la preuve, du moins à accréditer de plus en plus le fait que, quoi que fasse la police en matière de prévention et de répression du crime ou dans les domaines qui touchent la formation, la délinquance juvénile, la sécurité routière, rien ne change ou presque l'image du policier que l'opinion populaire porte en elle et qui s'est cristallisée, soit à la suite de contacts personnels, soit à la suite de contacts par personne interposée, soit enfin à la suite de représentations filmées ou autres. Ceci explique d'ailleurs le fait que dans les petits centres où il existe de fortes chances que les citoyens aient avec leurs policiers des contacts autres que professionnels,

l'image de la police sera moins négative malgré une inefficacité, une ineptie parfois notoire. Dans les grands centres, c'est le contraire qui semble se produire.

Cette inquiétante aptitude de l'opinion publique à transposer ainsi l'impression d'un instant sur toute l'institution de police mérite, selon nous, autant d'attention que l'inaptitude de la police à évoluer dans la sphère des relations avec autrui.

TABLEAU 31
SATISFACTION QUANT À LA MANIÈRE DONT LA POLICE
RESPECTE LES DROITS DES CITOYENS, SELON LES VILLES

VILLE	N	Satisfait %	Passable %	Insatisfait %	TOTAL %
Montréal 1	384	64.58	26.04	9.38	100.00
Montréal 2	383	<u>61.88</u>	25.59	12.53	100.00
Québec	386	<u>69.43</u>	19.17	11.40	100.00
Drummondville	387	<u>84.50</u>	10.85	4.65	100.00
Jacques-Cartier	378	<u>78.57</u>	16.67	4.76	100.00
Rimouski	395	76.71	20.00	3.29	100.00
Moyenne	386	72.61	19.72	7.67	100.00

TABLEAU 32
SATISFACTION QUANT À LA FAÇON DONT LA POLICE
CONTACTE LE PUBLIC, SELON LES VILLES

VILLE	N	Satisfait %	Passable %	Insatisfait %	TOTAL %
Montréal 1	389	56.81	28.53	14.66	100.00
Montréal 2	386	59.07	25.65	15.28	100.00
Québec	397	<u>55.66</u>	25.69	18.65	100.00
Drummondville	389	<u>71.47</u>	20.57	7.96	100.00
Jacques-Cartier	377	<u>67.64</u>	24.93	7.43	100.00
Rimouski	395	63.29	28.10	8.61	100.00
Moyenne	389	62.33	25.57	12.10	100.00

Quatre questions visaient à connaître la satisfaction du public dans ses rapports avec la police. Ces questions avaient trait, pour les deux premières : 1. au respect, par la police, des droits des citoyens ; 2. à la façon qu'a la police d'aborder, d'interpeller les gens. Les résultats, par populations échantillonnées, apparaissent respectivement aux tableaux 31 et 32.

Le rapprochement de ces deux séries de résultats est intéressant en ce qu'il met en lumière, d'une façon particulière, la nature du problème sur lequel nous avons cru bon épiloguer. En effet, on note un taux de satisfaction générale de 72 p. cent en ce qui concerne le respect des droits fondamentaux de la personne humaine par rapport à un taux de satisfaction de 62 p. cent en ce qui concerne la nature des contacts police/public.

Ceci semble indiquer que les gens ne mettent pas tellement en question le droit qu'a ou que prend la police d'intervenir, mais qu'ils s'en prennent d'abord et avant tout à la façon dont la police use de ce droit, c'est-à-dire à la façon dont elle traite les individus, en dehors de toute considération légale. Si tel est le cas, le problème n'est pas de ceux que pourra régler une étude et des connaissances plus approfondies du droit, mais s'apparente beaucoup plus au domaine qu'étudient la psychologie sociale et la sociologie.

Pour le reste, les tableaux 31 et 32 devraient déjà nous être familiers puisque, si notre hypothèse sur la transposition de l'image née des contacts à tout le champ de perception est acceptée, ce sont eux, à quelques variations près, que nous avons eus tout au long de cette partie traitant de la satisfaction. D'ailleurs, les variables indépendantes, dont nous avons déjà souligné l'influence, jouent ici de façon particulièrement significative : plus les individus sont jeunes et instruits, moins ils sont satisfaits et vice-versa.

TABLEAU 33
SATISFACTION QUANT À LA MANIÈRE DONT LA POLICE
TRAITE LES SUSPECTS, SELON LES VILLES

VILLE	N	Satisfait %	Passable %	Insatisfait %	TOTAL %
Montréal 1	377	50.93	33.69	15.38	100.00
Montréal 2	380	50.52	28.16	21.32	100.00
Québec	374	56.69	30.75	12.56	100.00
Drummondville	358	74.30	18.72	6.98	100.00
Jacques-Cartier	341	63.05	26.39	10.56	100.00
Rimouski	370	64.59	28.38	7.03	100.00
Moyenne	367	60.01	27.68	12.31	100.00

Aussi, dans les deux autres questions sur les relations publiques de la police avons-nous laissé de côté toute considération de droit pour ne sonder que la façon dont sont perçues les relations avec autrui, non plus généralisé mais identifié cette fois comme suspect d'abord et comme victime ensuite.

Le pourcentage de 60 p. cent de « satisfaits » quant à la façon dont la police traite les suspects, se situe, comme on peut le constater par le tableau

33, très près du taux de satisfaction de 62 p. cent obtenu au chapitre des contacts police/public en général. Il semble donc qu'à l'intérieur même du problème des relations publiques de la police, du point de vue de la satisfaction, l'image soit conditionnée par l'idée que se fait le public d'un seul type de relation, soit la relation policier/suspect. Peu importe que la police agisse comme il se doit avec le citoyen-victime et qu'elle soit effectivement perçue ainsi par près de 86 p. cent des répondants (voir tableau 34) ; dans l'opinion populaire, l'image générale qui transcende lorsqu'on ne spécifie pas le type de personne avec qui se fait l'interaction, est celle de la police traitant tout le monde comme suspect.

TABLEAU 34

**SATISFACTION QUANT À LA MANIÈRE DONT LA POLICE
TRAITE LES VICTIMES D'ACCIDENTS, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Satisfait %	Passable %	Insatisfait %	TOTAL %
Montréal 1	392	82.91	11.29	5.80	100.00
Montréal 2	388	83.51	11.86	4.63	100.00
Québec	395	83.29	10.38	6.33	100.00
Drummondville	393	87.02	7.38	5.60	100.00
Jacques-Cartier	380	89.74	6.58	3.68	100.00
Rimouski	396	89.14	6.82	4.04	100.00
Moyenne	391	85.93	9.05	5.02	100.00

Nous venons de voir que, lorsque la relation est qualifiée, c'est-à-dire, quand le rôle du personnage est défini, suspect ou victime, l'attitude du public est nettement différenciée à l'égard de la police.

Or, dans le but de voir jusqu'à quel point l'opinion publique pouvait être nuancée dans des cas spécifiques malgré une attitude générale plutôt défavorable vis-à-vis de la police, nous avons posé la question suivante : « Habituellement, la police agit avec les individus suivants de façon... »

	AMICALE %	NEUTRE %	HOSTILE %
— Victimes	64.46	29.44	6.10
— Témoins	56.29	40.11	3.60
— Étudiants	48.66	40.01	11.33
— Plaignants	45.02	49.62	5.36
— Automobilistes	44.31	42.89	12.80
— Vagabonds	15.56	49.00	35.44
— Suspects	14.27	47.77	37.96
— Beatnicks	9.83	42.62	47.55
— Criminels	7.39	30.99	61.62

TABLEAU 35**FAÇON D'AGIR DES POLICIERS ENVERS LES VICTIMES, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Amicale %	Neutre %	Hostile %	TOTAL %
Montréal 1	387	59.43	34.88	5.69	100.00
Montréal 2	384	67.19	27.60	5.21	100.00
Québec	392	61.99	29.34	8.67	100.00
Drummondville	384	68.49	25.26	6.25	100.00
Jacques-Cartier	390	66.92	27.18	5.90	100.00
Rimouski	389	62.72	32.39	4.89	100.00
Moyenne	387	64.46	29.44	6.10	100.00

Les pourcentages indiqués proviennent d'une compilation pour l'ensemble des villes échantillonnées. On y constate des variations importantes dans les colonnes situées aux extrémités. Dans les deux cas, l'inversion est presque totale avec des écarts de plus de 50 p. cent entre le traitement qui, selon les sondés, est accordé par la police selon que la personne soit victime ou criminel. De plus, il faut noter que le consensus d'une ville à l'autre est tel que, pour tous les résultats individuels, l'écart par rapport à la moyenne n'excède jamais plus ou moins 5 p. cent. Aussi nous n'avons pas jugé nécessaire de commenter ici les tableaux détaillés de chaque ville, que nous nous sommes contentés de reproduire à la fin de la présente partie (voir tableaux 35 à 43 inclusivement).

TABLEAU 36**FAÇON D'AGIR DES POLICIERS ENVERS LES TÉMOINS, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Amicale %	Neutre %	Hostile %	TOTAL %
Montréal 1	374	52.41	43.85	3.74	100.00
Montréal 2	377	61.54	35.28	3.18	100.00
Québec	386	53.37	40.93	5.70	100.00
Drummondville	380	57.63	38.95	3.42	100.00
Jacques-Cartier	376	58.51	38.03	3.46	100.00
Rimouski	385	54.29	43.64	2.07	100.00
Moyenne	379	56.29	40.11	3.60	100.00

TABLEAU 37**FAÇON D'AGIR DES POLICIERS ENVERS LES ÉTUDIANTS, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Amicale %	Neutre %	Hostile %	TOTAL %
Montréal 1	377	45.63	44.03	10.34	100.00
Montréal 2	377	40.58	42.44	16.98	100.00
Québec	386	37.82	46.89	15.29	100.00
Drummondville	374	64.97	29.68	5.35	100.00
Jacques-Cartier	377	49.07	28.99	21.94	100.00
Rimouski	384	53.91	38.02	8.07	100.00
Moyenne	379	48.66	38.34	13.00	100.00

TABLEAU 38**FAÇON D'AGIR DES POLICIERS ENVERS LES PLAIGNANTS, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Amicale %	Neutre %	Hostile %	TOTAL %
Montréal 1	378	44.44	51.59	3.97	100.00
Montréal 2	383	50.13	45.43	4.44	100.00
Québec	385	40.26	53.77	5.97	100.00
Drummondville	377	47.75	46.15	6.10	100.00
Jacques-Cartier	385	46.23	46.75	7.02	100.00
Rimouski	385	41.30	54.03	4.67	100.00
Moyenne	382	45.02	49.62	5.36	100.00

TABLEAU 39**FAÇON D'AGIR DES POLICIERS ENVERS LES AUTOMOBILISTES, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Amicale %	Neutre %	Hostile %	TOTAL %
Montréal 1	380	36.58	51.32	12.10	100.00
Montréal 2	381	38.85	45.93	15.22	100.00
Québec	389	36.76	43.70	19.54	100.00
Drummondville	379	54.35	37.73	7.92	100.00
Jacques-Cartier	386	47.93	38.34	13.73	100.00
Rimouski	387	51.42	40.31	8.27	100.00
Moyenne	384	44.31	42.89	12.80	100.00

TABLEAU 40**FAÇON D'AGIR DES POLICIERS ENVERS LES VAGABONDS, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Amicale %	Neutre %	Hostile %	TOTAL %
Montréal 1	375	14.40	50.93	34.67	100.00
Montréal 2	380	17.37	52.37	30.26	100.00
Québec	385	14.29	47.79	37.92	100.00
Drummondville	376	15.96	48.94	35.10	100.00
Jacques-Cartier	370	15.41	45.68	38.91	100.00
Rimouski	383	15.93	48.30	35.77	100.00
Moyenne	378	15.56	49.00	35.44	100.00

TABLEAU 41**FAÇON D'AGIR DES POLICIERS ENVERS LES SUSPECTS, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Amicale %	Neutre %	Hostile %	TOTAL %
Montréal 1	381	12.60	48.82	38.58	100.00
Montréal 2	382	18.85	45.29	35.86	100.00
Québec	387	10.59	45.99	43.42	100.00
Drummondville	369	14.63	48.24	37.13	100.00
Jacques-Cartier	381	13.91	48.56	37.53	100.00
Rimouski	386	15.03	49.74	35.23	100.00
Moyenne	381	14.27	47.77	37.96	100.00

TABLEAU 42**FAÇON D'AGIR DES POLICIERS ENVERS LES BEATNICKS, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Amicale %	Neutre %	Hostile %	TOTAL %
Montréal 1	374	7.75	44.65	47.60	100.00
Montréal 2	381	9.19	39.37	51.44	100.00
Québec	377	12.47	41.38	46.15	100.00
Drummondville	371	10.51	43.67	45.82	100.00
Jacques-Cartier	370	7.03	40.54	52.43	100.00
Rimouski	375	12.00	46.13	41.87	100.00
Moyenne	375	9.83	42.62	47.55	100.00

Il y a donc des nuances dans les façons de voir du public, mais il faut évoquer des situations précises. Si on ne le fait pas et qu'on se borne à demander aux citoyens ce qu'ils pensent des relations publiques de la police, il semble se produire spontanément une espèce de dégradation de l'image policière, une sorte de nivellement des diverses images au niveau le plus bas, avec pour résultat qu'un nombre beaucoup plus grand que les prévisions statistiques va se déclarer insatisfait de l'état des relations police/public.

Disons pour conclure cette partie sur le comportement de la police, que l'instruction n'a rien à voir avec une attitude plus nuancée. Au contraire, aussi bien les intellectuels que les jeunes semblent porter en eux une image nettement plus négative que la moyenne des gens. Dans leur cas, l'image qu'ils projettent semble beaucoup plus fonction de leur âge et de leur formation que de la nature de l'interaction ou du type de relation police/citoyen.

TABLEAU 43

FAÇON D'AGIR DES POLICIERS ENVERS LES CRIMINELS, SELON LES VILLES

VILLE	N	Amicale %	Neutre %	Hostile %	TOTAL %
Montréal 1	377	5.31	29.18	65.51	100.00
Montréal 2	379	4.22	29.29	66.49	100.00
Québec	389	9.00	26.46	64.54	100.00
Drummondville	370	9.73	33.78	56.49	100.00
Jacques-Cartier	372	6.45	26.88	66.67	100.00
Rimouski	374	9.63	40.37	50.00	100.00
Moyenne	377	7.39	30.99	61.62	100.00

d. *Conclusions sur la satisfaction*

Les vingt questions que nous venons d'analyser devaient nous permettre de mesurer la satisfaction du public vis-à-vis de la police de trois façons : 1. sur le plan de la sélection du personnel de police ; 2) quant à la façon dont les policiers s'acquittent de leurs tâches ; 3) par le biais du comportement des membres de la profession, sur le plan personnel d'une part et dans leur façon d'interagir avec le public d'autre part. Nous avons donc eu une image de la satisfaction à ce point détaillée que l'on pourrait être tenté, à ce stade, de se demander quelle est en définitive l'impression globale qui se dégage. Nous avons essayé, pour une meilleure compréhension, d'en arriver à ce que nous avons appelé une « cote globale de satisfaction ».

TABLEAU 44

COTE GLOBALE DE SATISFACTION DU PUBLIC ENVERS LA POLICE, SELON LES VILLES

VILLE	N	20-29	30-39	40-49	50-59	60-69	70-79	80-89	90-100	TOTAL
		%	%	%	%	%	%	%	%	%
Montréal 1	390	4.87	11.54	45.33	23.08	12.31	2.36	0.51	0.00	100.00
Montréal 2	388	3.61	13.40	44.07	23.71	10.82	3.35	0.27	0.77	100.00
Québec	401	3.29	11.65	46.33	20.25	12.66	4.30	1.52	0.00	100.00
Drummondville	393	7.59	17.28	55.76	13.61	4.71	0.79	0.26	0.00	100.00
Jacques-Cartier	382	6.35	20.56	50.25	13.70	6.85	1.79	0.25	0.25	100.00
Rimouski	399	1.75	12.03	55.39	21.30	8.52	1.01	0.00	0.00	100.00
Moyenne	392	4.57	14.42	49.53	19.27	9.31	2.26	0.47	0.17	100.00
% cumulés		4.57	18.99	68.52	87.79	97.10	99.36	99.83	100.00	

Pour ce faire, nous avons pondéré chacune des réponses aux vingt questions en accordant un point pour celui qui se disait « très satisfait » ; deux points à celui qui se déclarait « satisfait » ; trois points pour « passable » ; quatre points pour « insatisfait » et cinq points pour « très insatisfait ». Ainsi, une personne qui se serait déclarée « très satisfaite » de la police pour chacun des vingt item, aurait récolté vingt points, tandis que l'attitude opposée, soit le fait de se déclarer « très insatisfait » à tous les points de vue, accordait cent points. Plus la cote globale est basse, plus la satisfaction est grande et vice-versa.

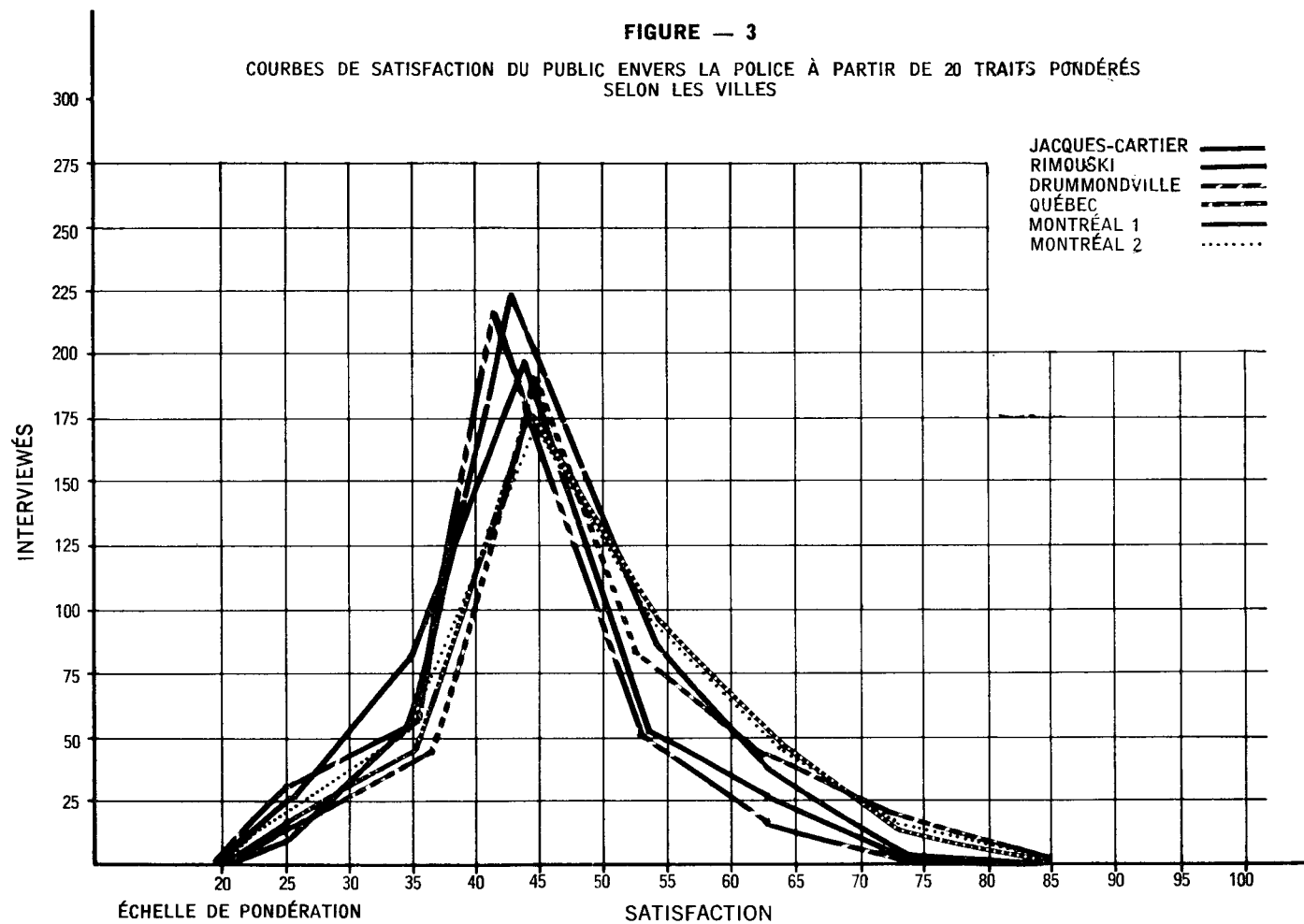
Cette cote globale de satisfaction est donnée au tableau 44 qui en représente la distribution procentuelle sur un continuum allant de vingt à cent avec des intervalles réguliers de dix. Une représentation graphique apparaît à la figure 3 et permet de voir d'une part, comment la forme de la courbe est graphiquement assez près d'une courbe normale et met en lumière d'autre part, le phénomène de surévaluation qui semble se produire ici.

En effet, pour ce qui est de l'hypothèse d'une distribution de la satisfaction selon la courbe normale, il semble bien que celle-ci puisse être facilement admise. La grande similitude entre les deux mesures de tendance centrale (la moyenne est égale à 46 tandis que la médiane est égale à 43) et la faible dispersion autour de la moyenne telle que mesurée par l'écart type (le sigma est ici égal à 10.30) sont autant d'indices en faveur d'une normalité probable du trait mesuré (voir tableau 45 pour moyennes et sigmas par villes).

Toutefois, ces mêmes données semblent indiquer une certaine surévaluation. Alors que le point milieu de la distribution devrait correspondre sur notre échelle de vingt à cent à une cote de satisfaction de 60 avec les deux-tiers environ de répondants se situant entre cinquante et soixante-dix (plus ou moins 1 sigma), on constate que toute la courbe est décalée vers la gauche, c'est-à-dire en l'occurrence vers les cotes élevées de l'échelle.

Si l'on se rappelle que vingt est la meilleure cote possible et cent la plus faible, on constate que 87.79 p. cent des gens se situent entre vingt et cinquante-neuf, c'est-à-dire, dans la moitié de l'échelle qui correspond aux cotes les plus élevées alors que seulement 12.21 p. cent des répondants ont donné une évaluation globale qui les situe dans la demie inférieure de l'échelle.

Il se peut que l'évaluation donnée soit réelle mais il se peut également qu'elle soit due à la répugnance des sondés à se déclarer insatisfaits. Si l'on en croit d'ailleurs les commentaires de nos interviewers, dans beaucoup de cas, les répondants qui avaient le choix entre les cinq réponses suivantes : « très satisfait », « satisfait », « passable », « insatisfait » et « très insatisfait », semblaient, dès le départ, éliminer les deux dernières réponses et recourir à la place à une espèce d'échelle mentale de satisfaction de sorte que l'individu qui était satisfait, disons à 80 p. cent et l'individu qui était sa-



tisfait à 29 p. cent se déclaraient tous les deux satisfaits, ce qu'ils étaient en réalité, mais à des degrés divers. Cependant, comme notre instrument de mesure avait été conçu à partir d'une probabilité égale de distribution dans toutes les catégories de réponses et non selon une gradation dans le niveau de satisfaction comme tel, nous en arrivons à ce que nous estimons être une surévaluation.

Malgré cette lacune, les résultats restent valables. En effet, quelle que soit la cote de satisfaction donnée, ce n'est pas tellement cette cote en soi qui est importante. Ce sont, tantôt les relations entre les cotes selon les traits mesurés, tantôt les phénomènes d'agglutination et de dispersion, tantôt enfin les distributions de fréquence selon les couches de la population. C'est pourquoi l'analyse relative aux perceptions différentielles du comportement policier selon que la personne impliquée soit une victime ou un suspect est valide ; c'est pourquoi les observations se rapportant aux attitudes nettement moins « complaisantes » des gens jeunes et instruits envers la force policière, conservent toute leur valeur.

TABLEAU 45
MOYENNES ET ÉCARTS TYPES (SIGMA) DE LA COTE DE SATISFACTION,
SELON LES VILLES

VILLE	N	Moyenne	Sigma
Montréal 1	395	47.74	10.94
Montréal 2	390	47.93	11.35
Québec	402	48.42	11.41
Drummondville	394	42.99	9.21
Jacques-Cartier	395	44.27	10.15
Rimouski	400	46.41	8.73
Moyenne	396	46.30	10.30

C. ÉVALUATION GÉNÉRALE DE LA POLICE

Tout au long de la partie précédente du présent rapport, nous avons constaté que la cote de satisfaction à l'endroit de la police était généralement inversement proportionnelle à la taille de la municipalité. C'est ainsi que nous avons vu les citoyens de Drummondville, de Jacques-Cartier et de Rimouski accorder à leur service de police une appréciation systématiquement plus élevée que les citoyens de villes comme Québec et Montréal. Cette constatation nous a même amené, à un moment donné, à nous demander ce que produirait une interévaluation.

Or, sans aller jusqu'à requérir des répondants qu'ils évaluent les corps de police des différentes villes faisant l'objet du présent sondage les uns

par rapport aux autres, nous pouvons, à l'aide des réponses reproduites au tableau 46, introduire un élément de comparaison de la plus haute importance.

Ce tableau est révélateur parce que les citoyens qui avaient donné une évaluation tantôt généreuse dans le cas des petites municipalités et tantôt critique dans le cas des grands centres et particulièrement à Montréal, lorsqu'on leur demande d'évaluer cette fois leur corps de police, non plus pris isolément, mais en rapport avec les autres corps de police du Québec, donnent des réponses toutes différentes.

L'énoncé utilisé se lisait comme suit : « Je crois que votre corps de police est le meilleur au Québec. . . Devant cette affirmation, laquelle des réponses suivantes choisissez-vous ? . . . 1) j'approuve fortement ; 2) j'approuve ; 3) je suis indécis ; 4) je désapprouve ; 5) je désapprouve fortement ». Vu le petit nombre de réponses dans les catégories extrêmes, celles-ci ont été regroupées en trois séries : 1) approuve ; 2) indécis ; 3) désapprouve.

TABLEAU 46

**ÉVALUATION COMPARATIVE DU MEILLEUR SERVICE DE POLICE AU QUÉBEC,
RÉPONSES PAR VILLES**

VILLE	N	Approuve %	Indécis %	Désapprouve %	TOTAL %
Montréal 1	389	64.52	27.76	7.72	100.00
Montréal 2	387	54.52	36.43	9.05	100.00
Québec	401	40.65	36.91	22.44	100.00
Drummondville	389	46.78	40.10	13.12	100.00
Jacques-Cartier	393	37.66	46.06	16.28	100.00
Rimouski	398	26.89	47.74	25.37	100.00

Montréal reçoit, avant et après le 24 juin, la première place avec des pourcentages respectifs de 65 p. cent et de 55 p. cent de gens d'accord avec l'énoncé, à savoir que leur service de police est le meilleur au Québec. La désapprobation, dans le cas de Montréal est inférieure dans les deux échantillons à 10 p. cent alors que les « indécis » sont passés de 28 p. cent à Montréal 1 à 36 p. cent à Montréal 2.

Rimouski reçoit pour sa part la cote la plus faible tandis que Drummondville continue à faire relativement bonne figure, du moins si on la compare à Jacques-Cartier et à Québec surtout. Dans ce dernier cas, les résultats, tant pour ceux qui approuvent l'énoncé que pour ceux qui le rejettent, ne sont pas tout à fait ceux auxquels on aurait pu s'attendre dans l'hypothèse d'une relation entre l'ampleur du service de police et le rang

obtenu. Avec 22.44 p. cent de gens qui désapprouvent, Québec vient à l'avant dernier rang, le dernier étant détenu par Rimouski.

Les opinions émises au tableau 46, concernant la valeur relative des services de police sous enquête, sont généralement partagées par les divers groupes de la population malgré les différences de sexe, d'âge, d'état civil ou d'origine ethnique. Seule la scolarité modifie quelque peu les attitudes, mais jamais au point d'inverser la tendance générale. En effet, les coefficients d'association valides au niveau 1 p. cent, obtenus à Montréal et à Québec, ont pour effet d'introduire des différences quantitatives de faible amplitude plutôt que des divergences profondes d'attitude sur cette question.

Mais sur quoi sont basés ces jugements de valeur que porte le public sur l'organisme chargé de protéger sa vie, ses droits et ses biens ? Les policiers vous diront volontiers que les média d'information ont une influence considérable sur la formation de jugements défavorables vis-à-vis de la police.

Qu'en pense le public ? Croit-il, comme les policiers, que, d'une manière générale, l'image donnée par les journaux de la police est à ce point défavorable ? Pense-t-il, au contraire, que cette image est favorable ou bien croit-il qu'elle est plutôt neutre ? Dans le but de le savoir, et indirectement de voir dans quelle mesure l'image que les gens disent percevoir de la police, au moyen des journaux, correspond à leur propre perception, nous avons posé la question telle qu'énoncée plus haut. Les réponses apparaissent au tableau 47.

TABLEAU 47

**PERCEPTION DE L'IMAGE POLICIÈRE RENDUE PAR LES JOURNAUX,
SELON LES VILLES**

VILLE	N	Favorable %	Neutre %	Défavorable %	TOTAL %
Montréal 1	389	50.13	30.85	19.02	100.00
Montréal 2	387	42.63	27.65	29.72	100.00
Québec	399	41.36	26.32	32.32	100.00
Drummondville	380	53.68	24.74	21.58	100.00
Jacques-Cartier	394	44.42	30.20	25.38	100.00
Rimouski	391	40.41	30.18	29.41	100.00
Moyenne	390	45.44	28.32	26.24	100.00

Pour l'ensemble des villes échantillonnées, l'image que les journaux donnent de la police est favorable à 45 p. cent, neutre à 28 p. cent et défavorable à 26 p. cent. Il n'y a pas d'écarts significatifs nouveaux d'une ville à l'autre. D'après notre sondage, Drummondville serait la mieux servie par la presse alors que Québec serait la plus desservie. Quant à Montréal, elle avait,

selon l'opinion des personnes interviewées, relativement bonne presse jusqu'au 24 juin, date à partir de laquelle le pourcentage des personnes favorables au fait que les journaux donnaient de la police une image défavorable a subitement augmenté de 10 p. cent.

Les réponses obtenues pour cette question ont été mises en corrélation avec le sexe et l'âge, sans résultat. Seule la scolarité semble être reliée au type de réponse alors que les gens du niveau primaire croient systématiquement moins que ceux de formation supérieure à la transmission par les journaux d'une image défavorable de la police.

La différence dans le cas de Rimouski, par exemple (voir tableau 48), est assez accentuée ; 15 p. cent des gens du primaire ont répondu « défavorable », contre 34 p. cent du secondaire et 42 p. cent du niveau supérieur. Sommes-nous en présence ici d'une plus grande perspicacité de la part des gens plus instruits à saisir le message des journaux, d'un phénomène de perception sélective, de projection de leur propre image ou de toutes ces raisons à la fois ?

TABLEAU 48

**PERCEPTION DE L'IMAGE POLICIÈRE RENDUE PAR LES JOURNAUX,
SELON LA SCOLARITÉ (RIMOUSKI)**

SCOLARITÉ	N	Favorable %	Neutre %	Défavorable %	TOTAL %
Primaire	141	48.91	36.15	14.94	100.00
Secondaire	151	38.41	27.15	34.44	100.00
Supérieure	99	31.31	26.26	42.43	100.00
Total	391	154	117	120	
Moyenne		39.56	29.84	30.60	100.00

Chi carré = 35.19 ; $P < .001$ pour 4 degrés de liberté.

Seule une recherche plus approfondie pourrait apporter quelque lumière sur cet aspect des résultats. Cependant, le point le plus important à retenir ici selon nous, c'est qu'environ un citoyen sur quatre croit que les journaux accordent un traitement défavorable à la police. Ceci revient presque à dire que l'évaluation des gens se fait malgré les journaux, car le public, si l'on en juge par l'ensemble des résultats obtenus jusqu'à maintenant, ne semble pas se faire de la police une image aussi noire que la lecture de certains journaux pourrait le lui laisser supposer.

D. LA VOLONTÉ DE COLLABORATION DU PUBLIC

Nous avons pensé qu'il serait intéressant, au terme de ce chapitre sur la perception de la police par le public, de voir comment cette perception

pouvait influencer le comportement du citoyen dans ses rapports avec la police. Il nous a semblé que la volonté de collaboration avec la police pouvait constituer, sinon le seul, du moins un important indice des sentiments réels du public à l'endroit de la police.

À cette fin, trois situations ont été évoquées, soit : 1) celle du citoyen victime d'un délit mineur ; 2) celle du citoyen témoin d'un crime ou d'une infraction ; et enfin 3) celle du citoyen à qui la police demande de l'aide.

Dans le premier cas, soit celui du citoyen-victime, nous nous sommes limités à ce que nous avons appelé « les délits mineurs », parce qu'il nous a semblé inutile de demander aux gens s'ils rapporteraient un crime grave, commis à leur préjudice. De plus, il fut présumé que le fait de ne pas rapporter un délit mineur dont on avait été la victime, pouvait constituer un manque de confiance à l'endroit de l'organisation policière à qui on reproche parfois de ne s'occuper que des affaires spectaculaires et qu'on soupçonne sinon de décourager les plaignants de menus larcins, du moins de ne pas s'en occuper sérieusement.

Donc, à la question : « Si vous étiez victime d'un délit mineur, le rapporteriez-vous à la police ? », les gens ont répondu comme indiqué au tableau 49.

TABLEAU 49

LE FAIT DE RAPPORTER À LA POLICE LES DÉLITS MINEURS, SELON LES VILLES

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	390	53.85	34.36	11.79	100.00
Montréal 2	387	54.52	37.47	8.01	100.00
Québec	402	42.49	45.27	12.24	100.00
Drummondville	392	55.87	34.69	9.44	100.00
Jacques-Cartier	396	54.80	37.37	7.83	100.00
Rimouski	398	49.50	38.94	11.56	100.00
Moyenne	394	51.84	38.02	10.14	100.00

On constate que pour l'ensemble des villes, les opinions sur cette question sont partagées, avec une personne sur deux répondant « oui », tandis que l'autre moitié se divise comme suit : quatre sur cinq disent « non » et une sur cinq « ne sais pas ».

Si les réponses à cette question ne sauraient à elles seules être interprétées comme révélatrices de la volonté de collaboration du public, il n'en reste pas moins qu'elles nous portent à nous interroger sur l'accueil et le traitement accordé par la police à ce genre de plainte. Cette remarque vaut

pour toutes les villes, mais elle s'applique particulièrement dans le cas de Québec où non seulement le nombre de personnes qui porteraient plainte dans ce genre d'affaire est le plus faible (42 p. cent par rapport à la moyenne de 52 p. cent pour l'ensemble des villes), mais où également le nombre d'absentions est le plus fort. Celui-ci, qui atteint 45 p. cent, est supérieur au nombre de ceux qui déposeraient plainte.

La deuxième situation évoquée, dans le but de prendre la mesure de la volonté de collaboration du public, était celle du témoignage. La question se lisait comme suit : « Si vous possédiez des renseignements utiles à la police, les rapporteriez-vous ? » Les réponses apparaissant au tableau 50 traduisent, sinon dans les faits, du moins en paroles, une volonté de collaboration assez surprenante puisque huit personnes sur dix ont répondu « oui » à la question telle que posée, tandis qu'une personne sur dix répondait « non » et une autre ne le savait pas. Dans ce cas, les variations sont de faible amplitude par rapport aux résultats d'ensemble.

TABLEAU 50

**LE FAIT DE RÉVÉLER À LA POLICE DES RENSEIGNEMENTS UTILES,
SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	390	76.92	9.49	13.59	100.00
Montréal 2	386	85.49	7.25	7.26	100.00
Québec	401	76.56	10.72	12.72	100.00
Drummondville	389	82.26	9.25	8.49	100.00
Jacques-Cartier	395	81.01	8.10	10.89	100.00
Rimouski	398	88.19	3.77	8.04	100.00
Moyenne	393	81.74	8.10	10.16	100.00

Enfin, nous avons voulu savoir combien de gens considéraient qu'il était de leur devoir d'aider la police quand celle-ci faisait directement appel à eux. Le tableau 51 reflète statistiquement la situation avec presque neuf personnes sur dix répondant dans l'affirmative.

Pour aucune des trois situations évoquées, l'introduction des variables indépendantes n'a produit de différences significatives de sorte que hommes et femmes, jeunes gens et personnes âgées, individus plus ou moins scolarisés, pour des raisons totalement différentes, en sont venus, malgré leur perception maintes fois divergente tout au long de ce chapitre, à faire l'accord sur la nécessité de collaborer à l'effort de police.

TABLEAU 51**LE FAIT D'AIDER LA POLICE LORSQU'ELLE LE DEMANDE, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	392	84.44	4.08	11.48	100.00
Montréal 2	386	89.12	4.15	6.73	100.00
Québec	402	83.58	5.22	11.20	100.00
Drummondville	391	89.00	4.35	6.65	100.00
Jacques-Cartier	394	90.10	2.28	7.62	100.00
Rimouski	396	92.68	0.00	7.32	100.00
Moyenne	393	88.15	3.35	8.50	100.00

E. CONCLUSIONS

Nous avons tenté, dans ce chapitre sur la perception de la police par le public, de voir ce que les gens pensent de l'institution chargée d'assurer leur sécurité, d'analyser leur façon de la juger, de l'évaluer.

L'image obtenue n'est peut-être pas aussi nette que nous l'aurions souhaitée. Il semble exister une espèce de flottement qui nous laisse croire que l'image saisie, à certains moments, n'est pas très différenciée de l'image de la justice en général.

Néanmoins, certains traits, certains contours se dessinent avec assez de précision pour que nous puissions en tirer le portrait suivant :

- 1) la profession n'est pas de celles que l'on envie ;
- 2) la police gagnerait à choisir des candidats ayant un niveau scolaire plus élevé ;
- 3) on est d'autant plus satisfait des tâches accomplies par la police que celles-ci renforcent l'image d'une police protectrice ;
- 4) au contraire, les activités de détection et celles qui appellent une image répressive sont plus souvent source de mécontentement ;
- 5) les agissements des policiers gagnent à être précisés et connus dans le détail, sans quoi l'image est perçue selon un mode très largement répressif ;
- 6) dans les petites villes, la satisfaction, voire la complaisance, persiste tant qu'on ne parle pas d'efficacité ou qu'on n'introduit pas un modèle comparatif ;
- 7) entre son image dans l'opinion publique et celle rendue par la presse, la police a tout à gagner à choisir la première ;

- 8) si l'opinion publique rejette l'image répressive de la police, elle n'en appelle pas moins l'aide et la protection de celle-ci et au besoin se dit prête à collaborer ;
- 9) la jeunesse et l'instruction sont des facteurs susceptibles de réduire la qualité de l'image sinon de la perception.

Voilà en résumé les principales constatations qui se dégagent du présent chapitre sur la PERCEPTION de la police par le public. On peut se demander devant l'homogénéité, la stabilité, voire dans certains cas, devant la fixité des images, si l'opinion publique, lorsque questionnée cette fois sur sa CONCEPTION de la police, sera apte à projeter une image autre que celle qu'elle porte en elle. C'est ce que le chapitre suivant s'efforcera de mettre en lumière.

CHAPITRE III

CONCEPTION DE LA POLICE DANS LE PUBLIC

CONCEPTION DE LA POLICE DANS LE PUBLIC

Le chapitre précédent nous a permis de saisir certaines caractéristiques de la « perception » de la police par le public. Dans la mesure où cette image de la réalité policière ne correspond pas aux attentes de l'opinion publique, il nous faut supposer chez ce dernier l'existence d'un modèle plus ou moins différent de l'image perçue : c'est ce que nous avons appelé la « conception » de la police dans le public et qui constitue l'objet du présent chapitre.

Nous reprendrons donc certains des éléments qui nous ont permis de fixer la perception. Il sera d'abord question du statut du policier que nous tenterons de préciser par le biais des normes de sélection, de la formation professionnelle, des facteurs de promotion, du salaire et de certains privilèges comme le droit de grève, mais en regard cette fois de l'image projetée par le public québécois de la fonction policière. Après quoi nous nous efforcerons de voir quel est le type de relations que la population interviewée souhaite entretenir avec la police, quels sont les secteurs où elle désire son intervention et les tâches qu'elle aimerait lui confier. Une troisième partie sera consacrée aux méthodes de travail de la police et aux moyens que le public est prêt à accorder à cette dernière pour réaliser sa mission de police. Enfin, les populations échantillonnées seront consultées sur l'organisation même de la police et sur les formes que pourrait prendre celle-ci.

A. CONCEPTION DU STATUT POLICIER

Dans cette section, nous tenterons de faire ressortir la conception que se fait la population interrogée vis-à-vis du statut du policier. À cet effet, nous analyserons successivement ses commentaires quant à certains indices révélateurs de ce statut professionnel, à savoir : les exigences scolaires souhaitées pour l'admission à cette fonction policière dans les différentes villes échantillonnées, la formation policière, les qualités dominantes exigées des membres des différents corps de police, les critères idéaux de promotion, et le salaire souhaité pour le policier moyen.

1. LES NORMES SCOLAIRES DE RECRUTEMENT

Dans le cadre des changements socio-culturels de la société québécoise, et plus spécialement dans celui de l'actualité des problèmes d'éducation et de formation professionnelle, il nous est apparu intéressant de considérer quelles étaient les exigences souhaitées par la population interviewée dans les cinq villes quant aux pré-requis académiques exigés d'une recrue pour son admission dans la police. Notre première question se lisait comme suit : « Combien d'années d'études devrait-on demander à une recrue pour entrer dans la police ? » Les résultats obtenus sont rapportés au tableau 52.

Dans ce tableau, on constate que 78 à 87 p. cent de la population interrogée est favorable à une scolarité de 10 à 12 ans pour le candidat-policier. À Montréal, Drummondville et Rimouski, les exigences sont plus marquées en ce qui concerne la scolarité minima, près de 90 p. cent des répondants ayant fixé celle-ci au niveau de la dixième année. Par ailleurs, si on cumule les pourcentages dans l'autre direction, on constate que dans toutes les villes, de 84 à 90 p. cent de la population désire qu'on exige du policier entre 10 et 15 ans de scolarité.

TABLEAU 52

SCOLARITÉ REQUISE D'UNE RECRUE POLICIÈRE, SELON LES VILLES

VILLE	N	0-7 ans %	8-9 ans %	10-12 ans %	13-15 ans %	16 ans + %	TOTAL %
Montréal 1	395	2.78	7.34	80.51	9.37	0.00	100.00
Montréal 2	390	2.31	8.97	80.26	7.95	0.51	100.00
Québec	402	2.98	12.69	78.86	5.47	0.00	100.00
Drummondville	394	2.28	7.36	87.31	3.05	0.00	100.00
Jacques-Cartier	400	4.00	9.75	81.75	4.25	0.25	100.00
Rimouski	401	4.74	4.99	82.29	7.48	0.50	100.00
Moyenne	397	3.18	8.52	81.83	6.26	0.21	100.00

Hommes et femmes, francophones et anglophones, mariés et célibataires ont, lorsqu'on dichotomise les réponses, une conception assez semblable sur le plan de la formation.

Dans un cas sur six, soit celui de Ville Jacques-Cartier, on observe des différences significatives entre les groupes d'âge ($\chi^2 = 13.151$; $P < .02$ pour 4 degrés de liberté). Nous ne nous serions pas arrêtés à cet unique cas, s'il n'avait pas reflété la situation qui existe dans les autres villes, mais à des degrés insuffisants pour atteindre un seuil de validité et surtout, s'il n'avait pas corroboré la tendance observée jusqu'à maintenant dans ce son-

dage, à savoir que les exigences concernant la police, de supérieures à la moyenne qu'elles sont chez les jeunes, décroissent régulièrement avec l'âge (voir tableau 53 concernant cette différence selon l'âge des répondants).

Au chapitre de la formation désirée chez les aspirants-policiers, c'est toutefois, comme il fallait s'y attendre, la variable scolarité des interviewés qui est la plus pertinente. En effet, on observe des différences significatives entre les gens du degré primaire, secondaire ou supérieure dans les villes de Montréal, Québec, Jacques-Cartier et Rimouski. Dans toutes ces villes, on remarque que le degré d'exigence concernant la scolarité des recrues augmente avec le degré de scolarité des interviewés, la différence entre le degré primaire et le degré supérieur variant entre 13 et 24 p. cent (voir tableau 54 pour Rimouski).

TABLEAU 53

SCOLARITÉ DÉSIRÉE POUR LES POLICIERS, SELON L'ÂGE (JACQUES-CARTIER)

ÂGE	N	—9 ans %	10 ans + %	TOTAL %
21 à 29 ans	133	12.78	87.22	100.00
30 à 39 ans	108	8.33	91.67	100.00
40 à 49 ans	77	11.69	88.31	100.00
50 à 59 ans	50	22.00	78.00	100.00
60 ans et plus	29	31.03	68.97	100.00
Total	397	68	329	
Moyenne		17.17	82.83	100.00

Chi carré = 13.151 ; $P < .02$ pour 4 degrés de liberté.

On peut donc dire que sur le plan des normes scolaires de sélection des policiers, les vues de la population sont en général très près des exigences réelles. À l'exclusion de Drummondville, les recrues doivent effectivement avoir terminé leurs études secondaires. Ceci explique sans doute qu'au chapitre précédent sur la perception, plus de 85 p. cent des répondants ont jugé soit comme « satisfaisantes », soit comme « passables » les normes scolaires de sélection des policiers (voir tableau 13).

2. LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Dans une société industrielle complexe, on constate une tendance à une division de plus en plus grande dans le travail et, corollaire à cette tendance, une spécialisation toujours plus marquée des différentes tâches. Cette spécialisation implique non seulement une formation générale assez vaste mais

également une période d'acquisitions théoriques et d'entraînement dans le secteur choisi par l'individu. La police ne fait pas exception à cette règle. Pour faire observer la loi de façon efficace, elle se doit, conformément à tous les autres secteurs de la vie sociale, de perfectionner les moyens dont elle dispose. Pour ce faire, un des secteurs importants d'investissement doit être la formation policière. C'est, semble-t-il, l'opinion de la majorité des citoyens interrogés puisque, à la question : « Quelle devrait être la durée de formation policière ? », au-delà de 50 p. cent des répondants de toutes les villes sauf Rimouski, favorisent une période de formation policière de 6 mois ou plus, soit le maximum de formation prévue dans le questionnaire. Il est à se demander quel résultat aurait pu produire ici une échelle prévoyant une période de formation plus longue. Quoi qu'il en soit, les données du tableau 55 restent révélatrices.

TABLEAU 54

SCOLARITÉ SOUHAITÉE POUR LES POLICIERS, SELON LA SCOLARITÉ (RIMOUSKI)

SCOLARITÉ	N	—9 ans %	10 ans + %	TOTAL %
Primaire	147	17.00	83.00	100.00
Secondaire	154	7.14	92.86	100.00
Supérieure	100	3.00	97.00	100.00
Total	401	36	365	
Moyenne		9.05	90.95	100.00

Chi carré = 15.018 ; $P < .001$ pour 2 degrés de liberté.

Les exigences, proposées sur le plan de la formation professionnelle, sont spécialement marquées dans le cas de Montréal 2, où 74 p. cent des gens désirent une formation de 6 mois et plus, alors qu'à Montréal 1, le pourcentage ne s'élevait qu'à 54 p. cent. Ce sursaut, dans un modèle normatif et comparatif comme celui dans lequel nous travaillons présentement, s'explique sûrement ici par les événements du 24 juin. Les Montréalais, dans la part qu'ils ont faite des responsabilités à la suite de la manifestation de juin, semblent avoir accordé une grande importance à la formation policière qu'ils ont jugée inadéquate.

Quant aux autres municipalités, la faible différence par rapport à la moyenne des gens souhaitant une formation d'une demi-année ou plus, (environ 58 p. cent) est probablement reliée aux caractéristiques mêmes de ces municipalités dont les populations sont moins nombreuses, l'organisation policière moins complexe et pour qui les problèmes diffèrent non seulement en ampleur mais aussi et surtout, en nature.

TABLEAU 55**DURÉE DE LA FORMATION POLICIÈRE SOUHAITÉE, SELON LES VILLES**

VILLE	N	— 1 mois %	1-3 mois %	3-6 mois %	6 mois + %	TOTAL %
Montréal 1	386	1.04	10.62	33.94	54.40	100.00
Montréal 2	386	0.78	5.18	19.69	74.35	100.00
Québec	398	1.00	7.04	32.91	59.05	100.00
Drummondville	386	0.00	13.21	35.49	51.30	100.00
Jacques-Cartier	388	0.25	14.18	27.06	58.51	100.00
Rimouski	393	0.00	11.45	40.71	47.84	100.00
Moyenne	390	0.51	10.28	31.63	57.58	100.00

Concernant cette question de la formation policière, on remarque une différence quant à l'ethnie dans le cas de Montréal 1. En effet, les gens de langue française exigent 6 mois et plus de formation policière dans un pourcentage de 48.43 p. cent alors que les anglais ont un pourcentage de 69.23.

On remarque par ailleurs à Montréal 1, Montréal 2, Québec, Drummondville et Rimouski, que le degré d'exigence quant à la formation policière augmente avec le degré de scolarité des interviewés. Si on dichotomise le degré d'exigence — moins de 6 mois, 6 mois et plus —, on constate que l'écart entre les moins scolarisés et les plus scolarisés varie entre 15 et 38 p. cent parmi ceux qui exigent un minimum de 6 mois de formation policière. Cet écart est particulièrement marqué à Montréal 1 (voir tableau 56), bien que, dans tous les cas, on puisse observer cette constante : plus les gens sont scolarisés, plus ils s'attendent à ce que la police soit qualifiée.

TABLEAU 56**DURÉE DE FORMATION POLICIÈRE SOUHAITÉE, SELON LA SCOLARITÉ (MONTREAL 1)**

SCOLARITÉ	N	—6 mois %	6 mois + %	TOTAL %
Primaire	138	61.59	38.41	100.00
Secondaire	167	43.01	56.99	100.00
Supérieure	81	23.46	76.54	100.00
Total	386	165	221	
Moyenne		42.68	57.32	100.00

Chi carré = 34.54 ; $P < .001$ avec 4 degrés de liberté.

Il est à noter ici, pour conclure cette partie, que les exigences de la population interrogée sont moindres que les exigences réelles de la formation policière à Montréal. En effet, tel que mentionné dans une section précédente, la durée de formation des recrues à Montréal est maintenant d'une année. De plus, il faut ajouter à ceci la possibilité d'une formation de niveau collégial d'une durée de deux ans, offerte aux policiers montréalais dans le cadre du programme du diplôme en sciences policières.

3. LES QUALITÉS D'UN BON POLICIER

Nous avons voulu connaître les opinions de la population interrogée à propos de l'importance relative de certaines qualités souhaitées chez les membres de leur corps de police. Nous voulions, par là, voir si les gens interviewés accordaient davantage d'importance à l'apparence extérieure du policier (tenue et maintien) ou s'ils insistaient sur d'autres qualités telles l'efficacité, la discipline, l'esprit d'initiative ou l'intégrité. Voici, au tableau 57, les résultats moyens.

TABLEAU 57
CLASSEMENT PRÉFÉRENTIEL DES QUALITÉS SOUHAITÉES POUR LES POLICIERS,
MOYENNE DES VILLES

QUALITÉ SOUHAITÉE	N	1er rang %	2e rang %	3e rang %	4e rang %	5e rang %	TOTAL %
Intégrité	383	49.76	21.62	12.86	9.28	6.48	100.00
Discipline	383	19.51	27.37	21.56	23.33	8.23	100.00
Initiative	384	14.64	20.96	26.70	23.28	14.42	100.00
Efficacité	384	11.72	22.28	25.29	27.15	13.56	100.00
Tenue	384	5.20	7.83	13.38	16.55	57.04	100.00

Nous constatons, à la lecture du tableau 57, que la première qualité que devraient posséder les membres des corps de police des différentes villes échantillonnées est l'intégrité, puisque celle-ci a été mentionnée en premier lieu dans presque 50 p. cent des cas. La dernière qualité, c'est-à-dire, celle à laquelle on attache le moins d'importance, c'est la tenue et le maintien, que 57.04 p. cent des répondants ont situé au cinquième et dernier rang. Pour les trois autres qualités, soit la discipline, l'esprit d'initiative et l'efficacité, la préférence est moins marquée, celles-ci n'étant séparées que par de faibles marges variant entre 21 et 27 p. cent pour le deuxième rang ; entre 21 et 26 p. cent pour le troisième rang et entre 23 et 27 p. cent pour le quatrième rang. Si enfin, pour plus de sûreté nous cumulons les pourcentages des qualités mentionnées le plus souvent au premier ou au second rang, on obtient par

TABLEAU 58
CLASSEMENT PRÉFÉRENTIEL DES QUALITÉS SOUHAITÉES POUR LES POLICIERS,
SELON LES VILLES

VILLE	N	1er rang %	2e rang %	3e rang %	4e rang %	5e rang %	TOTAL %
INTÉGRITÉ							
Montréal 1	360	45.56	19.72	13.89	11.11	9.72	100.00
Montréal 2	390	47.95	25.90	14.36	6.92	4.87	100.00
Québec	397	47.61	24.69	13.85	9.07	4.78	100.00
Drummondville	390	58.46	20.26	10.25	7.18	3.85	100.00
Jacques-Cartier	374	47.06	20.32	12.57	11.50	8.55	100.00
Rimouski	393	51.91	18.83	12.21	9.92	7.13	100.00
Moyenne	384	49.76	21.62	12.86	9.28	6.48	100.00
DISCIPLINE							
Montréal 1	363	22.59	23.42	19.56	25.62	8.81	100.00
Montréal 2	390	18.97	22.82	26.67	23.08	8.46	100.00
Québec	398	23.62	29.65	14.82	20.85	11.06	100.00
Drummondville	390	13.08	32.05	24.62	22.56	7.69	100.00
Jacques-Cartier	371	21.02	27.76	21.29	22.91	7.02	100.00
Rimouski	393	17.81	28.50	22.39	24.94	6.36	100.00
Moyenne	384	19.51	27.37	21.56	23.33	8.23	100.00
INITIATIVE							
Montréal 1	360	15.83	24.72	23.33	22.78	13.34	100.00
Montréal 2	390	12.30	18.72	23.08	27.44	18.46	100.00
Québec	397	14.62	17.63	30.48	20.65	16.62	100.00
Drummondville	390	15.90	20.77	28.21	22.05	13.07	100.00
Jacques-Cartier	372	16.94	20.97	24.73	26.34	11.02	100.00
Rimouski	392	12.24	22.96	30.36	20.41	14.03	100.00
Moyenne	384	14.64	20.96	26.70	23.28	14.42	100.00
EFFICACITÉ							
Montréal 1	360	15.00	24.44	29.44	22.22	8.90	100.00
Montréal 2	390	16.15	24.36	26.15	23.85	9.49	100.00
Québec	397	8.07	18.64	23.17	30.98	19.14	100.00
Drummondville	389	7.45	20.31	23.65	31.88	16.71	100.00
Jacques-Cartier	370	10.81	22.97	27.57	24.59	14.06	100.00
Rimouski	392	13.05	22.95	21.67	29.33	13.00	100.00
Moyenne	383	11.75	22.28	25.28	27.14	13.55	100.00
TENUE							
Montréal 1	359	4.18	8.08	12.81	16.71	58.22	100.00
Montréal 2	390	4.61	8.21	9.74	18.72	58.72	100.00
Québec	397	6.30	9.32	17.63	18.39	48.36	100.00
Drummondville	390	5.64	6.41	13.08	16.15	58.72	100.00
Jacques-Cartier	370	5.14	8.11	13.51	14.05	59.19	100.00
Rimouski	393	5.34	6.87	13.49	15.27	59.03	100.00
Moyenne	383	5.20	7.83	13.38	16.55	57.04	100.00

ordre décroissant d'importance le résultat suivant : l'intégrité (71.38 p. cent), la discipline (46.88 p. cent), l'esprit d'initiative (35.60 p. cent), l'efficacité (34.09 p. cent) et enfin la tenue et le maintien (13.03 p. cent).

Le tableau 58 nous donne maintenant les pourcentages obtenus dans les villes échantillonnées à chacun des item. On remarque que, dans toutes les villes, l'accord est unanime pour placer l'intégrité au premier rang et pour reléguer la tenue et le maintien au dernier rang, même si à Québec le rejet a été moins prononcé qu'ailleurs. Pour l'efficacité, on note que celle-ci est particulièrement exigée dans le cas de Montréal puisque sa cote est d'environ 40 p. cent pour les deux premiers rangs en regard d'une cote cumulée de 30 p. cent en moyenne pour les autres villes. Quant à la discipline, elle constitue, surtout à Québec, la deuxième qualité dominante qu'on aimerait retrouver chez les policiers, après l'intégrité. Pour l'esprit d'initiative, il est prisé d'égal façon à peu près partout.

4. L'AVANCEMENT DANS LA PROFESSION

Traditionnellement, un des facteurs de promotion les plus importants dans les différentes professions était l'ancienneté et ceci s'explique aisément puisque les pré-requis académiques et professionnels étaient fort peu élevés en raison même du peu de spécialisation des tâches. Actuellement, on assiste au Québec à une croissance rapide du taux de scolarisation de la population et à un essor de la formation professionnelle, en raison des exigences croissantes de la spécialisation des tâches dans une société complexe. Il nous est donc apparu intéressant de compléter les renseignements acquis sur la formation professionnelle souhaitée pour les policiers des différents corps municipaux par des données sur les critères idéaux de promotion. Nous avons donc demandé d'indiquer, par ordre décroissant d'importance, les facteurs de promotion (degré d'instruction, ancienneté, arrestations éclatantes, compétence) que devraient posséder les corps de police des villes échantillonnées. Les réponses pour l'ensemble des villes apparaissent au tableau 59.

TABLEAU 59
CLASSEMENT PRÉFÉRENTIEL DES FACTEURS DE PROMOTION,
MOYENNE DES VILLES

FACTEURS DE PROMOTION	N	1er rang %	2e rang %	3e rang %	4e rang %	TOTAL %
Compétence	390	73.81	17.00	6.80	2.39	100.00
Instruction	389	15.74	46.49	27.67	10.10	100.00
Ancienneté	389	8.15	26.62	44.87	20.36	100.00
Arrestations	393	2.75	9.77	20.38	67.10	100.00

TABLEAU 60

CLASSEMENT PRÉFÉRENTIEL DES FACTEURS DE PROMOTION, SELON LES VILLES

VILLE	N	1er rang %	2e rang %	3e rang %	4e rang %	TOTAL %
COMPÉTENCE						
Montréal 1	384	70.57	18.49	7.03	3.91	100.00
Montréal 2	390	60.51	24.10	10.26	5.13	100.00
Québec	401	75.31	15.22	7.23	2.24	100.00
Drummondville	393	80.41	15.01	4.07	0.51	100.00
Jacques-Cartier	390	75.13	15.90	7.69	1.28	100.00
Rimouski	399	80.95	13.28	4.51	1.26	100.00
Moyenne	393	73.81	17.00	6.80	2.39	100.00
INSTRUCTION						
Montréal 1	381	19.42	47.77	21.78	11.03	100.00
Montréal 2	388	20.88	42.01	27.06	10.05	100.00
Québec	399	16.79	45.86	26.57	10.78	100.00
Drummondville	392	11.73	48.47	33.67	6.13	100.00
Jacques-Cartier	386	15.02	45.08	25.65	14.25	100.00
Rimouski	396	10.61	49.75	31.31	8.33	100.00
Moyenne	390	15.74	46.49	27.67	10.10	100.00
ANCIENNETÉ						
Montréal 1	378	6.33	22.43	45.91	25.33	100.00
Montréal 2	386	15.03	22.28	40.93	21.76	100.00
Québec	397	5.54	30.48	45.59	18.39	100.00
Drummondville	391	7.16	29.41	44.76	18.67	100.00
Jacques-Cartier	386	7.77	25.91	44.56	21.76	100.00
Rimouski	394	7.11	29.19	47.46	16.24	100.00
Moyenne	389	8.15	26.62	44.87	20.36	100.00
ARRESTATIONS						
Montréal 1	377	4.50	10.88	25.20	59.42	100.00
Montréal 2	386	4.15	11.14	21.50	63.21	100.00
Québec	397	2.52	8.57	20.40	68.51	100.00
Drummondville	391	0.76	7.16	17.14	74.94	100.00
Jacques-Cartier	385	2.85	12.99	21.56	62.60	100.00
Rimouski	395	1.77	7.85	16.46	73.92	100.00
Moyenne	389	2.75	9.77	20.38	67.10	100.00

On constate une très nette tendance à placer le critère de compétence comme facteur de promotion principal dans les corps de police des différentes villes échantillonnées puisqu'il est mentionné en premier lieu dans 73.81 p. cent des cas en moyenne.

Si on considère le premier et le second rang, on obtient par ordre décroissant d'importance les facteurs de promotion suivants : compétence (90.81 p. cent), degré d'instruction (62.23 p. cent), ancienneté (34.77 p. cent) et enfin, arrestations éclatantes (12.52 p. cent).

Le tableau 60 nous indique les fréquences obtenues dans les différentes villes échantillonnées pour chaque item. Comme on peut le constater, les disparités régionales sont quasi inexistantes en ce qui concerne l'importance relative accordée aux divers facteurs de promotion.

D'aucuns pourraient nous faire remarquer, avec raison, que la « compétence » est un concept qui peut recouvrir aussi bien l'instruction que l'ancienneté ou l'expérience. À ceci, nous n'avons rien à répondre si ce n'est que de rappeler au lecteur que nous avons tenté, par deux sous-questions, l'une relative au degré d'instruction et l'autre à l'ancienneté, d'obtenir des précisions sur le contenu de cette soi-disant compétence et nous croyons avoir réussi à démontrer que la compétence était, dans l'esprit des répondants, plutôt faite d'instruction que d'ancienneté.

5. LE SALAIRE DES POLICIERS

Le salaire est certes un des principaux indices du statut socio-économique d'une personne, principalement dans une société de type nord-américain. C'est en grande partie le salaire qui détermine l'appartenance à telle ou telle classe sociale et qui permet d'aspirer à tel ou tel mode de vie, voire même d'emprunter les valeurs et les comportements d'une classe sociale à laquelle on désire enfin appartenir. Il existe donc une relation entre le salaire et certains éléments socio-culturels (ex. : type d'habitation, quartier de résidence, type de loisirs, de famille. . .) Il nous est donc apparu pertinent de demander aux interviewés quel salaire moyen ils souhaiteraient pour les agents de leur corps de police afin de préciser leur conception de la fonction policière. Dans chacune des villes échantillonnées nous avons obtenu les résultats d'ensemble indiqués au tableau 61.

La tendance centrale, au point de vue salaire, se situe entre \$5,000 et \$6,999 pour l'ensemble des villes. En effet, 34.28 p. cent des personnes interrogées considèrent que le salaire d'un agent de police devrait se situer entre \$5,000 et \$5,999 alors que 33.71 p. cent des gens estiment que ce salaire devrait jouer entre \$6,000 et \$6,999. Ces données coïncident avec les salaires des interviewés qui, nous l'avons vu au chapitre décrivant la population échantillonnée, ont, dans une proportion de 75 p. cent, un salaire inférieur à \$7,000. Il semble donc que le statut socio-économique accordé par la

TABLEAU 61

SALAIRE MOYEN DÉSIRÉ POUR UN AGENT DE POLICE, SELON LES VILLES

VILLE	N	\$ —3,999 %	\$ 4,000 4,999 %	\$ 5,000 5,999 %	\$ 6,000 6,999 %	\$ 7,000 7,999 %	\$ 8,000 + %	TOTAL %
Montréal 1	389	0.26	6.68	22.88	<u>35.22</u>	21.59	13.37	100.00
Montréal 2	387	0.51	6.72	25.84	<u>45.22</u>	16.54	5.17	100.00
Québec	397	0.75	15.62	<u>37.03</u>	31.99	11.34	3.27	100.00
Drummondville	387	0.51	12.92	<u>50.65</u>	28.17	6.72	1.03	100.00
Jacques-Cartier	390	0.26	5.38	25.67	<u>37.69</u>	22.05	7.95	100.00
Rimcusi	392	1.02	17.35	<u>42.50</u>	23.98	10.46	4.59	100.00
Moyenne	390	0.55	10.78	34.28	33.71	14.78	5.90	100.00

population à l'agent de police, est celui du « COL BLEU », où se recrute d'ailleurs la majorité des personnes interviewées.

Il y a, d'une ville à l'autre, des différences appréciables dans l'échelle de salaire. En effet, si à Montréal et à Jacques-Cartier la majorité des personnes (environ 70 p. cent) sont favorables à un salaire de \$6,000 ou plus par année pour les agents de police, à Québec, Drummondville et Rimouski, la majorité des gens situent le salaire à moins de \$6,000 par an. Les pourcentages sont de 53 p. cent à Québec, de 61 p. cent à Rimouski et de 64 p. cent à Drummondville. Il semble donc y avoir un lien entre le salaire moyen souhaité et la proximité de la métropole, où la vie industrielle est plus poussée.

On note également une différence significative entre les gens d'ethnie différente dans l'échantillon de Montréal 1 concernant le salaire à donner aux policiers. Les Français concèdent un salaire de \$6,000 et plus dans un pourcentage de 67.59 alors que les Anglais et les gens des autres catégories ethniques ont un pourcentage plus élevé (82.69 et 79.00 respectivement). Cette tendance des francophones à attribuer aux policiers un salaire inférieur par rapport aux anglophones est sans doute reliée à la situation économique réelle de ces deux groupes ethniques puisque les revenus de la majorité francophone sont de beaucoup inférieurs à ceux de la minorité anglophone.

Si les jeunes se sont montrés depuis le début du sondage beaucoup plus critiques et exigeants envers la police que les gens plus âgés, par contre, ils leur accordent beaucoup plus volontiers un salaire plus élevé que les gens d'un certain âge. Cette relation avec l'âge s'est d'ailleurs manifestée à quatre endroits, soit à Québec, Drummondville, Jacques-Cartier et Rimouski. Nous reproduisons à titre d'illustration le cas de Ville Jacques-Cartier au tableau 62.

TABLEAU 62
SALAIRE MOYEN DÉSIRÉ POUR UN AGENT DE POLICE,
SELON L'ÂGE (JACQUES-CARTIER)

ÂGE	N	\$	\$	\$	\$	TOTAL
		3,999	5,000	6,000	7,000 +	
		4,999	5,999	6,999		
		%	%	%	%	%
21 à 29 ans	131	3.82	29.77	33.59	32.82	100.00
30 à 39 ans	107	1.87	20.56	45.79	31.78	100.00
40 à 49 ans	76	6.58	26.30	38.27	28.85	100.00
50 à 59 ans	46	2.18	30.43	36.96	30.43	100.00
60 ans et plus	27	29.63	29.63	25.93	14.81	100.00
Total	387	34	106	140	107	
Moyenne		8.82	27.34	36.10	27.74	100.00

Chi carré = 53.844 ; $P < .001$ pour 12 degrés de liberté.

La variable scolarité des interviewés est la plus pertinente concernant cette question du salaire moyen souhaité pour les policiers. On observe en effet une relation entre ces deux variables dans cinq cas : Montréal 1, Montréal 2, Québec, Drummondville et Rimouski. Partout on observe que le salaire moyen souhaité augmente avec le degré de scolarité des interviewés. Le tableau 63 illustre la relation qui existe à Québec entre la scolarité des répondants et le salaire qu'on juge équitable pour un agent de police.

TABLEAU 63
SALAIRE MOYEN DÉSIRÉ POUR UN AGENT DE POLICE,
SELON LA SCOLARITÉ (QUÉBEC)

SCOLARITÉ	N	\$	\$	\$	\$	TOTAL
		3,999	5,000	6,000	7,000 +	
		4,999	5,999	6,999		
		%	%	%	%	
Primaire	144	22.22	38.89	27.78	11.11	100.00
Secondaire	179	15.64	41.90	27.93	14.53	100.00
Supérieure	74	6.76	21.62	50.00	21.62	100.00
Total	397	59	135	140	63	
Moyenne		14.87	34.14	35.24	15.75	100.00

Chi carré = 26.191 ; $P < .001$ pour 6 degrés de liberté.

6. LES POLICIERS ET LE DROIT DE GRÈVE

Un autre indice du statut professionnel dans une société est donné par les privilèges que l'on accorde ou que l'on refuse à ses membres. Nous avons pensé que l'octroi ou le refus du droit de grève aux policiers, qui accomplissent un service public indispensable, pouvait aider à mieux situer le statut de la profession. Or, sur ce plan les résultats sont tout-à-fait clairs puisque trois personnes sur quatre ne croient pas que l'on doive accorder le droit de grève aux policiers (voir tableau 64). De plus, en aucun cas, l'introduction des variables indépendantes n'altère de façon significative les résultats qui se révèlent d'une grande stabilité d'une ville à l'autre.

D'autre part, pour ce qui est de l'interprétation de ce refus catégorique, nous croyons que parmi toutes les hypothèses avancées, la plus plausible est celle qui classe la police dans ce petit groupe de professions dont l'exercice continu est essentiel au bon fonctionnement de la société et au bien-être des individus.

Les résultats obtenus aux différentes questions concernant le statut professionnel du policier, nous permettent donc de conclure que la population considère en général le policier comme un membre du corps social qui doit se conformer aux exigences en vigueur dans la société québécoise actuelle concernant la formation professionnelle. La tâche policière requiert de plus en plus de spécialisations comme toute autre fonction dans une société complexe basée sur la division du travail. Cependant, il semble que la fonction policière ne soit pas valorisée plus que toute autre profession situant les individus dans ce que les sociologues ont appelé la « classe moyenne » comme nous le révèlent les exigences scolaires et le salaire moyen souhaité pour le policier.

TABLEAU 64
LE DROIT DE GRÈVE APPLIQUÉ À LA POLICE, SELON LES VILLES

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	395	17.97	75.45	6.58	100.00
Montréal 2	390	21.03	74.87	4.10	100.00
Québec	402	17.41	77.12	5.47	100.00
Drummondville	394	17.01	77.91	5.08	100.00
Jacques-Cartier	399	22.56	71.93	5.51	100.00
Rimouski	401	22.69	68.33	8.98	100.00
Moyenne	397	19.78	74.27	5.95	100.00

Malgré ceci, et c'est peut-être là une des principales sources de malaise et d'incompréhension tant dans la population que chez les policiers, on ne conçoit pas une société sans police, comme l'indique l'opposition généralisée au droit de grève chez ce groupe professionnel qu'on juge indispensable sans pour autant vouloir lui attribuer un statut supérieur.

B. LA FONCTION SOCIALE DE LA POLICE

Nous savons, pour l'avoir maintes fois vérifié, qu'une forte proportion des actions policières, contrairement à la croyance populaire, ne concerne ni directement ni même indirectement le maintien de l'ordre, la détection et la répression du crime. En fait, on estime à 90 p. cent les servitudes extra-criminelles de la police. C'est pourquoi nous avons pensé, par une série de questions, sonder l'opinion publique sur ces activités policières qui ne concernent pas la criminalité. Il nous est apparu que semblables questions constituaient un moyen valable de mieux saisir la conception que se fait la population du rôle du policier et partant, de la fonction sociale de la police.

1. TÂCHES CONTROVERSÉES

Dans une première tentative en vue d'en arriver au but proposé, nous avons énuméré un ensemble de sept situations où la police est appelée, bien souvent malgré elle, à intervenir. À noter que nous nous sommes permis d'inclure une situation prévue jusqu'à un certain point dans le code pénal, soit le respect de la moralité publique. La raison de ceci tient au fait que des représentations de plus en plus nombreuses sont faites pour décriminaliser certaines conduites qui jusqu'à maintenant tombaient sous le coup du code criminel et qu'un projet de loi est présentement à l'étude en vue de légaliser certains agissements qui relèveraient plus de la morale individuelle que des pouvoirs publics. Les situations évoquées et l'attitude de l'ensemble des personnes interrogées en regard de chacune apparaissent au tableau 65.

TABLEAU 65

**ATTITUDE DU PUBLIC VIS-À-VIS DE CERTAINES INTERVENTIONS POLICIÈRES,
MOYENNE DES VILLES**

SITUATION	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Conduire un malade à l'hôpital	396	84.48	13.42	2.10	100.00
Faire respecter la moralité publique	397	80.99	14.40	4.61	100.00
Fil électrique brisé	396	76.85	21.00	2.15	100.00
Accident de moins de \$100.00	396	66.04	27.95	6.01	100.00
Trou dans la chaussée	396	63.42	32.75	3.83	100.00
Chien qui aboie la nuit	396	38.51	55.98	5.51	100.00
Dispute de voisins	396	22.48	68.04	9.48	100.00

En analysant les résultats moyens obtenus dans les différentes villes échantillonnées, on constate que le taux de réponses affirmatives est spécialement élevé dans le cas du ramassage des blessés et de leur transport à l'hôpital (84.48 p. cent) et dans le cas des activités policières visant à faire respecter la moralité publique (80.99 p. cent).

Or, du moins dans le cas de la ville de Montréal, on constate effectivement qu'il y a concordance entre le rôle que la population dit vouloir confier

à la police concernant le transport des blessés et des malades et le recours réel à la police dans de telles circonstances. Les statistiques du Service de la Police de Montréal indiquent en fait une moyenne de 100 transports à l'hôpital par jour.

Quant au rôle de la police en ce qui concerne le respect de la moralité publique, il est assez étonnant de voir comment la population québécoise interrogée considère dans une forte proportion qu'il appartient à la police de contribuer à la sauvegarder. Il faut donc croire qu'il existe encore au Québec une sensibilité particulière à l'égard de ces valeurs morales et que l'opposition manifestée surtout par le truchement des média d'information contre l'action de la police dans l'application des lois et règlements visant à assurer le respect de ces mêmes valeurs, ne vient pas de la masse des gens mais d'un petit groupe.

On constate par ailleurs, que la majorité des gens nous donne une réponse défavorable au recours à la police lorsque des voisins se disputent (68.04 p. cent), ou lorsqu'un chien aboie dans la nuit (55.98 p. cent), alors qu'ils sont en majorité favorables au recours aux policiers pour un accident mineur de moins de \$100.00, lorsqu'un fil électrique est cassé ou lorsqu'il y a un trou dans la chaussée.

Nous verrons maintenant les fréquences observées dans les différentes villes à l'égard de chacune des situations évoquées. De plus, nous soulignerons au passage, pour les situations où il nous a semblé opportun, la corrélation entre les variables indépendantes et les réponses, ainsi que le sens et le niveau de cette relation.

TABLEAU 66
LE TRANSPORT DES MALADES À L'HÔPITAL, SELON LES VILLES

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	395	92.15	5.32	2.53	100.00
Montréal 2	389	92.03	7.20	0.77	100.00
Québec	400	78.25	19.00	2.75	100.00
Drummondville	394	80.71	15.74	3.55	100.00
Jacques-Cartier	400	95.25	4.00	0.75	100.00
Rimouski	400	68.50	29.25	2.25	100.00
Moyenne	396	84.48	13.42	2.10	100.00

Entre 68 et 95 p. cent des gens sont favorables à ce que l'on ait recours aux policiers pour conduire un malade à l'hôpital. Les villes qui sont les plus favorables à cet égard sont celles de Montréal et de Jacques-Cartier où cette pratique est déjà courante et organisée officiellement (tableau 66).

Il n'y a aucune relation significative entre le recours aux policiers pour conduire un malade à l'hôpital et le sexe, l'état civil, l'âge ou l'ethnie des interviewés.

La variable la plus pertinente quant à cette question du recours aux policiers pour conduire un malade à l'hôpital est celle du degré de scolarité des interviewés. On constate en effet à Montréal 2, Québec, Drummondville, que les gens sont très favorables à cette question lorsque leur degré de scolarité est inférieur et qu'ils le demeurent de moins en moins à mesure que leur degré de scolarité s'élève (voir tableau 67 pour Montréal 2).

TABLEAU 67
LE TRANSPORT DES MALADES À L'HÔPITAL, SELON LA SCOLARITÉ
(MONTRÉAL 2)

SCOLARITÉ	N	Oui %	Non %	TOTAL %
Primaire	143	97.90	2.10	100.00
Secondaire	158	93.04	6.96	100.00
Supérieure	85	83.53	16.47	100.00
Total	386	353	33	
Moyenne		91.49	8.51	100.00

Chi carré = 16.411 ; P < .001 pour 2 degrés de liberté.

Il existe au moins deux façons d'interpréter semblable attitude : soit que les gens instruits, plus avertis des avantages d'une spécialisation des tâches, souhaitent que cette activité soit confiée à des organismes plus adéquats, comme les hôpitaux, soit que ces mêmes personnes, en général économiquement indépendantes, peuvent se payer des services ambulanciers privés.

Une très forte proportion de la population interviewée dans les différentes villes est d'accord pour que la police assume le rôle de « gardien » de la moralité publique. On constate en effet au tableau 68 que la proportion varie de 75 à 85 p. cent pour une moyenne globale de 80.99 p. cent. Les villes les plus favorables à cet égard sont Québec, Drummondville et Jacques-Cartier. Nous ne pouvons pas, comme nous aurions pu le croire, avancer l'hypothèse d'une permissivité plus grande dans la métropole et d'une plus grande rigueur dans les petits centres, devant les résultats de Montréal et de Rimouski qui se rapprochent étrangement.

Il faut peut-être, pour découvrir des éléments de solution, se tourner vers l'analyse des corrélations entre cette variable et les variables indépendantes.

TABLEAU 68**RECOURS À LA POLICE POUR FAIRE RESPECTER LA MORALITÉ PUBLIQUE,
SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	394	79.95	14.47	5.58	100.00
Montréal 2	389	75.32	21.59	3.09	100.00
Québec	402	82.34	13.18	4.48	100.00
Drummondville	394	83.50	12.94	3.56	100.00
Jacques-Cartier	400	85.00	10.00	5.00	100.00
Rimouski	401	79.80	14.21	5.99	100.00
Moyenne	397	80.99	14.40	4.61	100.00

Dans les échantillons de Montréal 1 et Montréal 2, on constate que les francophones sont plus nettement favorables que les anglophones au recours aux policiers pour faire respecter la moralité publique.

À Montréal 1, Montréal 2, Québec et Rimouski, on observe une relation entre l'âge des interviewés et leur opinion sur cette question. Les gens les plus âgés affirment davantage la nécessité du recours aux policiers pour faire respecter la moralité publique. Ceci s'explique facilement par le fait que les personnes plus âgées sont plus influencées par l'idéologie qui a servi de support à l'homogénéité de la population québécoise jusqu'à ces dernières années, société sensible à ces questions de morale.

On note de plus qu'à Québec et à Montréal 2, les gens mariés sont davantage favorables au recours aux policiers pour faire respecter la moralité publique.

Cependant, on observe dans toutes les villes une relation significative entre le degré de scolarité des interviewés et leur opinion sur cette question de moralité publique. Dans tous les cas, on constate une importance décroissante accordée à la nécessité du recours aux policiers sur cette question à mesure que le degré de scolarité s'élève. Ceci confirme la tendance qui se dégage de toutes les questions précédentes à savoir que plus les gens sont instruits, moins ils acceptent facilement l'intervention des policiers dans la vie des citoyens.

Malgré une diminution par rapport aux deux fonctions précédentes, on remarque que la population interrogée est nettement favorable au recours aux policiers lorsqu'un fil électrique est cassé, même si, essentiellement, ceci ne relève pas des fonctions policières. Les différences entre les villes sont

pratiquement inexistantes, sauf à Québec où le taux de réponses favorables est le plus bas (64.84 p. cent) et à Drummondville où, au contraire, il est le plus élevé (87.02 p. cent). On peut donc dire que, d'une façon générale, dans les villes du Québec qui ont fait l'objet du présent sondage, la police est conçue essentiellement comme un service public, devant répondre aux urgences de toute nature.

TABLEAU 69
RECOURS À LA POLICE EN CAS DE FILS ÉLECTRIQUES BRISÉS,
SELON LES VILLES

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	393	72.77	22.90	4.33	100.00
Montréal 2	390	77.18	22.05	0.77	100.00
Québec	401	64.84	33.42	1.74	100.00
Drummondville	393	87.02	11.20	1.78	100.00
Jacques-Cartier	399	78.95	17.79	3.26	100.00
Rimouski	401	75.56	23.44	1.00	100.00
Moyenne	396	76.05	21.80	2.15	100.00

À l'heure actuelle, nul n'est tenu, en vertu du code de la route, de faire rapport d'un accident de la circulation dont les dommages sont inférieurs à \$100.00. Néanmoins, de nombreux citoyens continuent à faire appel à un agent dans de telles circonstances et ce, dans le but surtout d'utiliser éventuellement le rapport de police dans toute poursuite qu'ils pourraient intenter ou pour toute action dont ils pourraient être l'objet au civil. Les policiers jugent qu'il s'agit là d'une pratique extrêmement onéreuse, tant par le nombre de tels rapports qui atteint environ 50,000 par an à Montréal seulement, que par la perte de temps qu'occasionne, le cas échéant, l'obligation de se présenter en Cour. C'est pourquoi nous avons pensé soumettre à l'opinion publique la question suivante : « Devrait-on, selon vous, recourir à un agent de police pour un accident mineur de moins de \$100.00 ? »

Les réponses apparaissant au tableau 70 nous laissent voir que de 60 à 74 p. cent des gens interviewés dans les différentes villes ont répondu affirmativement à cette question, malgré les dispositions du code de la route en la matière.

Les écarts des différentes villes échantillonnées par rapport à la moyenne (66.04 p. cent) varient donc entre - 6 p. cent et + 8 p. cent. Les plus hauts pourcentages à cet égard sont enregistrés à Rimouski et à Drummondville alors que les plus faibles l'ont été à Montréal, Québec et Jacques-Cartier.

TABLEAU 70**RECOURS À LA POLICE EN CAS D'ACCIDENT MINEUR, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	392	60.46	32.91	6.63	100.00
Montréal 2	390	63.85	31.28	4.87	100.00
Québec	402	63.93	27.11	8.96	100.00
Drummondville	393	71.50	24.43	4.07	100.00
Jacques-Cartier	397	62.47	31.74	5.79	100.00
Rimouski	400	74.00	20.25	5.75	100.00
Moyenne	396	66.04	27.95	6.01	100.00

Bien que la majorité de la population interviewée soit favorable au recours au policier sur la question relative à l'état de la chaussée dans une proportion de 63.42 p. cent, le taux de réponses non favorables est spécialement élevé (en moyenne 32.75 p. cent) et ce surtout dans les villes de Québec et de Rimouski (voir tableau 71). On peut se demander la raison de cette persistance de la population à faire appel à la police dans de tels cas quand on sait que la police s'empresse généralement, à la réception de semblables appels, de les référer aux services de voiries compétents. Cette attitude rejoint celle concernant les pannes électriques et nous donne une idée des divers rôles que la population assigne à la police.

TABLEAU 71**RECOURS À LA POLICE CONCERNANT L'ÉTAT DE LA CHAUSSÉE, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	391	59.34	31.71	8.95	100.00
Montréal 2	390	66.41	32.31	1.28	100.00
Québec	402	54.23	43.28	2.49	100.00
Drummondville	394	73.10	24.62	2.28	100.00
Jacques-Cartier	398	68.34	27.39	4.27	100.00
Rimouski	401	59.10	37.16	3.74	100.00
Moyenne	396	63.42	32.75	3.83	100.00

On remarque une tendance générale non favorable au recours au policier lorsqu'un chien aboie dans la nuit, bien qu'on sache que chaque année la police reçoit une quantité très grande d'appels concernant des animaux (à Montréal seulement on dénombre annuellement plus de 5,000 appels de toutes sortes impliquant des animaux). Quoi qu'il en soit, 55.98 p. cent en moyenne de la population interviewée est contre le recours aux policiers sur cette question (tableau 72).

TABLEAU 72

RECOURS À LA POLICE LORSQU'UN CHIEN ABOIE LA NUIT, SELON LES VILLES

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	393	34.35	57.25	8.40	100.00
Montréal 2	390	36.67	58.46	4.87	100.00
Québec	402	35.07	59.46	5.47	100.00
Drummondville	393	45.55	49.62	4.83	100.00
Jacques-Cartier	398	45.48	50.00	4.52	100.00
Rimouski	401	33.92	61.10	4.98	100.00
Moyenne	396	38.51	55.98	5.51	100.00

Plus de 60 p. cent des personnes interviewées déclarent que l'on ne devrait pas recourir aux policiers lorsque des voisins se disputent (tableau 73).

Ceci est spécialement marqué dans le cas de Drummondville, Jacques-Cartier et Rimouski. En effet, alors que la moyenne des réponses négatives dans les différentes villes est de 68.04 p. cent, Drummondville, Jacques-

TABLEAU 73

RECOURS À LA POLICE EN CAS DE DISPUTE DE VOISINAGE, SELON LES VILLES

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	393	27.23	58.78	13.99	100.00
Montréal 2	389	29.31	63.24	7.45	100.00
Québec	401	27.43	62.84	9.73	100.00
Drummondville	393	17.30	73.28	9.42	100.00
Jacques-Cartier	397	18.64	72.04	9.32	100.00
Rimouski	401	14.96	78.05	6.99	100.00
Moyenne	396	22.48	68.04	9.48	100.00

Cartier et Rimouski présentent respectivement des pourcentages de 73.28 p. cent, 72.04 p. cent et 78.05 p. cent. Il est à noter ici que c'est dans les villes les plus importantes que le pourcentage des réponses négatives est, quoique supérieur aux réponses affirmatives, inférieur à la moyenne de 68.04 p. cent.

En effet, Montréal et Québec présentent entre 25 et 30 p. cent de réponses affirmatives. Ceci est sans doute relié à l'anonymat des grandes villes où, à cause du nombre et de la densité de la population, les gens ont peu ou pas de relations avec leurs voisins ; ils désirent donc obtenir la paix et pour ce, ils ont recours à un agent intermédiaire : le policier.

De façon générale, on constate, au terme de cette partie de notre rapport sur ce que nous avons appelé « les tâches controversées de la police » et que nous avons présentées selon un ordre décroissant de fréquence dans les recours à la police, que les gens sont d'accord pour que la police remplisse certaines fonctions pour la collectivité. Ceci est vrai, entre autres situations, du ramassage et du transport des malades et blessés à l'hôpital, des mesures policières destinées à faire respecter la moralité publique, de certaines situations pouvant comporter un risque de danger, par exemple, lorsqu'un fil électrique est brisé sur la chaussée ou encore lorsque celle-ci est défoncée, du constat même pour un léger accident de la circulation. Par ailleurs une majorité des répondants ne croit pas qu'il doive incomber à la police de s'occuper des animaux ou du bruit qu'ils font pas plus qu'il devrait ressortir aux forces de l'ordre d'avoir à intervenir dans une dispute entre voisins.

À ces données générales s'ajoutent certaines considérations qui, sans modifier les résultats d'ensemble, nous permettent une nouvelle fois de constater que la conception du rôle de la police est fonction des individus interviewés. L'introduction des variables indépendantes dans l'analyse nous a permis en effet de constater que l'intervention de la police est différemment souhaitée selon le sexe, l'âge, l'état civil, le degré de scolarité ou le groupe ethnique de la personne interrogée.

2. LE CONTRÔLE DES MANIFESTATIONS

Dans les fonctions précédemment évoquées, l'action de la police restait circonscrite sinon au niveau d'un individu, du moins au niveau d'un petit groupe. Aussi nous a-t-il semblé intéressant de sonder l'opinion publique sur le rôle que devrait adopter la police lors de manifestations collectives. Nul besoin d'insister ici sur l'actualité de cette épineuse question que nous avons posé dans ces termes : « Lors de manifestations de masse, les membres de votre corps de police devraient-ils, 1. empêcher la manifestation ; 2. maintenir l'ordre ; 3. être absents ? » Les réponses à cette question pour les villes échantillonnées, apparaissent au tableau 74.

Au-delà de 80 p. cent de la population interviewée dans chacune des villes croit que le rôle de la police lors de manifestations consiste d'abord à

maintenir l'ordre. Les écarts d'une ville à l'autre sont peu importants et une proportion négligeable croit que les policiers devraient être absents ou déclare ne pas avoir d'opinion sur le sujet. Quant à ceux qui maintiennent que les policiers devraient empêcher les manifestations, leur pourcentage varie entre 4 et 16.75 p. cent. C'est d'ailleurs lors du deuxième sondage effectuée à Montréal, après les événements du 24 juin, et à Ville Jacques-Cartier, que cette attitude s'est surtout manifestée.

On ne relève pas de différences significatives concernant l'attitude que devraient adopter les policiers lors de manifestations de masse en fonction de la scolarité, du sexe, de l'état civil ou de l'âge des interviewés.

TABLEAU 74

ATTITUDE DE LA POLICE FACE AUX MANIFESTATIONS, SELON LES VILLES

VILLE	N	Les empêcher %	Maintenir l'ordre %	Être absent %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	395	13.16	80.51	2.28	4.05	100.00
Montréal 2	388	16.75	80.41	1.80	1.04	100.00
Québec	402	9.45	89.30	0.75	0.50	100.00
Drummondville	392	11.99	86.73	0.51	0.77	100.00
Jacques-Cartier	400	16.50	80.50	0.50	2.50	100.00
Rimouski	399	4.01	94.49	1.00	0.50	100.00
Moyenne	396	11.98	85.32	1.14	1.56	100.00

Dans l'échantillon de Montréal 2, on remarque que les francophones sont davantage favorables au maintien de l'ordre par les policiers lors de manifestations de masse alors que les anglophones (quoique favorables en général à cette opinion) considèrent, dans une proportion plus grande, que les policiers devraient empêcher les manifestations.

3. *LA POLICE ET LA PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE*

Nous avons voulu compléter ces renseignements sur le type de rapport que les gens interrogés souhaiteraient avoir avec la police par leurs considérations sur des mesures qui sont présentement en voie de développement ou déjà établies dans différentes localités du Québec, à savoir : les visites des policiers dans les écoles dans un but d'information et l'organisation des loisirs pour les jeunes. Ces deux nouveaux champs d'action de la police, en s'exerçant au niveau de la pré-délinquance, visent à prévenir la criminalité et à favoriser un plus grand nombre de contacts positifs avec le public.

À la première question, dont les réponses apparaissent au tableau 75, en moyenne neuf personnes sur dix sont favorables à ce que les policiers aillent dans les écoles dans un but d'information. C'est donc dire que pour l'instant, ce rôle nouveau assumé par la police et dans lequel le Service de la Police de Montréal a été, sauf erreur, le premier à s'aventurer, répond à un besoin non seulement chez les enfants mais également aux yeux des adultes interrogés.

TABLEAU 75

**ATTITUDE DES CITOYENS QUANT À LA VISITE DES ÉCOLES PAR LA POLICE,
SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	394	87.31	6.09	6.60	100.00
Montréal 2	390	86.15	8.21	5.64	100.00
Québec	402	89.55	7.91	2.54	100.00
Drummondville	393	95.93	2.54	1.53	100.00
Jacques-Cartier	400	91.50	5.50	3.00	100.00
Rimouski	400	94.00	3.75	2.25	100.00
Moyenne	396	90.74	5.67	3.59	100.00

Les variations régionales sont de peu d'importance et la seule réserve vient des gens plus instruits qui souscrivent avec moins d'empressement à cette nouvelle initiative de la police.

On note une attitude générale assez semblable en ce qui concerne l'organisation par la police de loisirs à l'intention des jeunes (voir tableau 76). La proportion des personnes favorisant une telle participation de la police atteint presque 70 p. cent et, fait à noter, est parmi les plus fortes à Montréal, où existe pourtant un service des parcs très bien pourvu avec un personnel, un équipement et des facilités qu'on chercherait vainement ailleurs.

Nous avons pu nous rendre compte dans ce chapitre sur les fonctions policières que, contrairement à certaines affirmations, l'action de la police est souhaitée, voire appelée par la population en dehors des missions traditionnelles de détection et de répression du crime.

Les mots « cité » et « police » ont plus en commun que leur origine étymologique. L'opinion populaire, lorsque pressentie sur sa conception du rôle de la police dans la cité, s'est refusée à le figer dans le cadre traditionnel et limité qui fait d'elle uniquement la gardienne des individus et de leurs biens et a spontanément étendu son champ d'action à un grand nombre d'activités humaines. Il semble donc que le public n'est pas d'avis que l'on doive faire appel à la police pour intervenir uniquement lorsqu'il s'agit de

répression. Limiter le rôle de la police à celui d'un simple exécutant qu'il importe d'encadrer étroitement et d'empêcher de prendre part au travail de réflexion et d'élaboration d'une véritable politique de défense sociale, ne coïncide aucunement avec les vues de la population en général même si l'intelligentsia a pu donner cette impression dans ses façons de répondre.

Cependant, si l'action policière doit évoluer pour englober une grande diversité d'activités humaines, en dehors des atteintes à l'ordre public, à la vie ou à la propriété, à la sauvegarde desquelles elle est vouée par sa mission même, les moyens et les formes de l'action policière doivent eux aussi être repensés. C'est ce à quoi s'emploiera le reste du présent rapport.

TABLEAU 76

**ATTITUDE DES CITOYENS QUANT À L'ORGANISATION PAR LA POLICE
DE LOISIRS POUR LES JEUNES, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	394	72.84	18.02	9.14	100.00
Montréal 2	390	75.38	20.26	4.36	100.00
Québec	402	67.16	26.37	6.47	100.00
Drummondville	394	67.26	28.43	4.31	100.00
Jacques-Cartier	399	73.68	19.80	6.52	100.00
Rimouski	400	61.50	33.00	5.50	100.00
Moyenne	396	69.64	24.31	6.05	100.00

C. LES MOYENS D'ACTION DE LA POLICE

Nous avons vu comment le public conçoit l'action de la police et quelles fins multiples il lui assigne. Or, ce qu'il nous intéresse maintenant de connaître, ce sont les moyens d'action que le public est prêt à accepter pour que la police puisse accomplir efficacement sa tâche dans la cité.

Cette partie de notre rapport est très importante car nous croyons que si des divergences existent entre la police et le public, ce n'est pas tellement sur les objectifs mais plutôt sur les moyens d'en arriver aux buts proposés.

Soumise à l'influence de la presse qui tend souvent, dans une simplification pas toujours honnête, à considérer la police et l'individu comme deux antagonistes ; à la suite des allégations de certains groupements qui voient l'activité de la police axée premièrement et principalement sur la protection du corps social au détriment des libertés humaines ; enfin, devant l'attitude de certains qui prétendent que la nature même de la fonction policière est telle que son efficience ne peut aller sans quelque brutalité, ou tout au moins

sans une certaine brusquerie, une certaine rudesse, que pense la population ?

Le citoyen croit-il que le problème de l'heure consiste en une limitation des pouvoirs de la police afin de se protéger contre elle et sauvegarder ainsi ses droits, ou croit-il que les moyens d'action de cette dernière devraient être réévalués et étendus indépendamment de ce que les lois permettent ou ne permettent pas actuellement ?

Ces questions, nous les avons posées plus ou moins directement avec les réponses qui suivent. Les sujets abordés seront dans l'ordre, l'identification des personnes, l'arrestation et la détention ainsi que les privilèges des détenus, la contrainte policière, les techniques d'enquête et, enfin, l'organisation de la police.

1. L'IDENTIFICATION DES PERSONNES

La première question se lisait comme suit : « Vos policiers devraient-ils avoir le droit de demander à un individu de s'identifier ? » Réponse : « 1. Oui : 89.07 p. cent 2. Non : 7.04 p. cent 3. Je ne sais pas : 3.89 p. cent ». Cette question, qui pourrait sembler superflue en Europe, il a paru utile de la poser devant certaines manifestations qui sont apparues comme pouvant constituer une opposition à ce que d'aucuns ont appelé « le droit à l'anonymat ».

Une des principales objections s'est matérialisée à quelques reprises au Québec par le rejet de la carte d'identité obligatoire. Certains ont prétendu que l'impopularité de la mesure était un signe éloquent de la répugnance des gens à produire leurs papiers, à s'identifier. Nous avons donc voulu mesurer l'attitude du public à cet égard.

Globalement pour toutes les villes échantillonnées, neuf répondants sur dix ont reconnu à la police le droit de demander à un individu de s'identifier. Comme l'indique le tableau 77, le pourcentage des « oui » est de 89.07 p. cent, celui des « non » de 7.04 p. cent et celui des « indécis » de 3.89 p. cent.

TABLEAU 77

**DROIT POUR LA POLICE DE DEMANDER À UN INDIVIDU DE S'IDENTIFIER,
SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	391	87.73	5.88	6.39	100.00
Montréal 2	385	86.75	9.61	3.64	100.00
Québec	397	87.60	8.50	3.90	100.00
Drummondville	391	91.82	5.37	2.81	100.00
Jacques-Cartier	392	89.28	5.87	4.85	100.00
Rimouski	399	91.27	7.02	1.71	100.00
Moyenne	392	89.07	7.04	3.89	100.00

Cette unanimité dans les réponses se double d'une très grande homogénéité d'une ville à l'autre, l'écart par rapport à la moyenne étant inférieure à plus ou moins 3 p. cent. En effet, l'approbation la plus faible est celle de Montréal, avec une cote de 86.75 p. cent tandis que l'accord le plus imposant est celui de Drummondville, avec un taux d'approbation de 91.82 p. cent.

Les résultats obtenus pour chaque ville furent subséquemment examinés en fonction des variables indépendantes utilisées tout au long de la recherche, à savoir : le sexe, l'âge, le degré de scolarité, l'état civil et l'origine ethnique. Les données furent d'une stabilité à toute épreuve et ne changèrent pas de façon statistiquement significative quelle qu'eût été la variable avec laquelle elles furent mises en corrélation.

Il semble donc que le grand public soit favorable à l'identification. L'opposition, si elle existe, doit donc venir d'ailleurs et sans faire nôtre l'allégation des policiers que seules les personnes ayant quelque chose à se reprocher peuvent avoir des raisons de ne pas désirer s'identifier, force nous est de souligner la réponse non équivoque.

2. L'ARRESTATION

Deux questions avaient trait directement à l'arrestation. Comme beaucoup d'autres, elles avaient été ainsi choisies et formulées car nous avions l'impression que certaines gens, tout au moins, remettaient en question l'intervention de la police dans des circonstances où, il y a très peu d'années encore, non seulement on la trouvait tout à fait normale, mais on allait souvent jusqu'à la souhaiter voire la solliciter.

a. Arrestation individuelle

La question 29 se lisait comme suit : « À votre avis, dans les circonstances suivantes, votre police devrait-elle arrêter un individu ? »

	1. Oui %	2. Non %	3. Sais pas %
1. lorsqu'il a l'air louche	44.69	44.18	11.13
2. lorsqu'il est en état d'ivresse	65.26	25.46	9.28
3. lorsqu'il flâne dans la rue	34.23	50.28	15.49

Nous avons indiqué, vis-à-vis de chaque sous-question, le pourcentage des réponses pour l'ensemble des six populations échantillonnées. On se rend compte que seul l'état d'ivresse, avec ses 65.26 p. cent de réponses

affirmatives, ses 25.46 p. cent de réponses négatives et ses 9.28 p. cent d'indécis, semble constituer pour une majorité substantielle, un motif valable d'arrestation.

En ce qui concerne le droit pour la police d'arrêter un individu qui a l'air louche ou suspect, l'ambivalence est totale avec des pourcentages quasi identique de « oui » (44.69 p. cent) et de « non » (44.18 p. cent).

Quant au fait d'arrêter un individu sous le seul prétexte qu'il est trouvé flânant sur la rue, il constitue, des trois interventions policières, la mesure la plus impopulaire avec 50.28 p. cent de « non », contre 34.23 p. cent de « oui » et 15.49 p. cent d'indécis.

Ces données d'ensemble ne doivent toutefois pas nous faire oublier certaines disparités régionales. Les tableaux 78 à 80 nous donnent, en pourcentage, les différentes réponses obtenues, selon les populations échantillonnées.

Deux constatations majeures se dégagent des chiffres obtenus. La première touche aux divergences entre les résultats de Montréal 1 et ceux de Montréal 2. En effet, les événements du 24 juin semblent avoir provoqué, dans la population montréalaise, une crise de confiance à l'égard du Service de la Police. Nous ne saurions expliquer différemment, non seulement la diminution parfois très sensible des personnes qui avaient répondu « oui » à Montréal 1, mais surtout l'augmentation des « non » dans Montréal 2, augmentation numériquement beaucoup plus forte, gonflée qu'elle est par une proportion importante d'indécis, pour qui le 24 juin aurait fait office d'agent révélateur. Qu'on en juge par les seuls pourcentages de ceux qui, à Montréal, ont nié à la police le pouvoir d'intervenir dans les circonstances décrites avant et après le 24 juin.

En effet, la police s'est vu refuser le droit de procéder à l'arrestation d'un individu :

1. qui a l'air louche, dans 63 p. cent des cas après, par rapport à 35 p. cent avant ;
2. qui est en état d'ivresse, dans 39 p. cent des cas après, par rapport à 25 p. cent avant ;
3. qui flâne sur la rue, dans 60 p. cent des cas après, par rapport à 41 p. cent avant.

Il est permis de se demander quels seraient les résultats d'une autre enquête conduite après une série de règlements de compte ou de crimes ayant particulièrement frappé la conscience collective. On ne peut qu'émettre l'hypothèse que les résultats auraient pu s'orienter dans un tout autre sens et tirer, pour la présente recherche, la leçon de prudence et de réserve qui s'impose dans l'analyse et l'interprétation des résultats obtenus.

TABLEAU 78**POUVOIR D'ARRESTATION — INDIVIDU LOUCHE — SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	393	49.87	34.61	15.52	100.00
Montréal 2	390	28.72	63.08	8.20	100.00
Québec	397	41.81	46.60	11.59	100.00
Drummondville	392	52.30	38.26	9.44	100.00
Jacques-Cartier	389	55.28	33.41	11.31	100.00
Rimouski	401	40.15	49.13	10.72	100.00
Moyenne	394	44.69	44.18	11.13	100.00

TABLEAU 79**POUVOIR D'ARRESTATION — INDIVIDU IVRE — SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	391	59.59	24.81	15.60	100.00
Montréal 2	389	55.52	38.82	5.66	100.00
Québec	400	58.75	30.00	11.25	100.00
Drummondville	392	73.72	18.62	7.66	100.00
Jacques-Cartier	399	69.17	21.80	9.03	100.00
Rimouski	401	74.81	18.71	6.48	100.00
Moyenne	395	65.26	25.46	9.28	100.00

TABLEAU 80**POUVOIR D'ARRESTATION — FLÂNEUR — SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	392	35.20	41.33	23.47	100.00
Montréal 2	390	31.28	60.00	8.72	100.00
Québec	397	32.49	52.14	15.37	100.00
Drummondville	392	36.73	48.47	14.80	100.00
Jacques-Cartier	397	38.79	44.84	16.37	100.00
Rimouski	401	30.92	54.86	14.22	100.00
Moyenne	395	34.23	50.28	15.49	100.00

La deuxième constatation tient aux disparités régionales proprement dites, lesquelles, bien que difficilement perceptibles, ne présentent pas moins certaines caractéristiques et ce, avec assez de régularité. Ainsi, hormis Montréal 1 et Montréal 2, dont il faudrait tirer une moyenne pour fins de comparaisons inter-cités, Rimouski est systématiquement la ville où les réponses se situent aux extrêmes. En effet, c'est dans cette municipalité où l'opposition à l'arrestation sur simple suspicion ou air louche (49.13 p. cent), de même qu'à l'arrestation des flâneurs (54.86 p. cent), sont les plus marquées. Par ailleurs, c'est à Rimouski également qu'on trouve le plus grand nombre de personnes demandant que la police arrête les personnes trouvées en état d'ivresse (74.81 p. cent). Tout se passe comme si Rimouski donnait un portrait légèrement caricatural où sont anormalement accentuées certaines caractéristiques.

Pour les autres villes, qu'il suffise ici de noter que :

- Québec est, avec Montréal 2, l'endroit où le public se montre le plus tolérant en ce qui a trait à l'ébriété.
- Drummondville réagit tantôt comme Rimouski, en ne tolérant pas l'ivresse, par exemple, tantôt, à l'opposé de celle-ci, en concédant à la police le droit d'arrêter un flâneur ou un suspect dans une proportion beaucoup plus forte que la moyenne.
- Jacques-Cartier accentue cette tendance déjà notée pour Drummondville en ce qui concerne les pouvoirs d'arrestation que la population est prête à accorder à la police. En effet, c'est dans cette ville que le pourcentage des réponses affirmatives est le plus élevé tant pour l'arrestation des individus qui ont l'air louche que pour ceux qui flânent.

b. *Arrestation massive*

Si l'arrestation d'un individu, dans les circonstances décrites précédemment, pouvait prêter à controverse, on se rend compte des réactions défavorables pour ne pas dire l'opposition dans certains milieux à la pratique de l'arrestation massive, lors de « descentes », par exemple. Si on était prêt à concéder à la police, agissant sur des motifs raisonnables et probables, le pouvoir de priver certains individus de leur liberté, il ne semble pas que le public soit disposé à laisser la police « aller à la pêche » jetant ça et là ses filets même si, à l'occasion, le coup réussit et la prise est de taille.

C'est dans ce but que la question 37 a été posée. Elle se lisait comme suit : « La police devrait-elle intervenir dans les endroits ci-dessous indiqués, pour les raisons suivantes : »

Endroits	1. Vérification %	2. Arrestation massive %	3. Pas du tout %
1. maisons de jeu	67.42	22.81	9.77
2. clubs de nuit	80.09	5.54	14.37
3. maisons de prostitution	45.99	44.44	9.57
4. débits clandestins	43.57	50.97	5.46
5. discothèques	74.91	3.73	21.36

Les pourcentages indiqués dans les cases où le public devait répondre, proviennent de l'ensemble des populations échantillonnées. Globalement, les « arrestations massives » ne sont tolérées que lorsqu'elles visent les maisons de prostitution et les débits clandestins et même dans ces cas, les résultats obtenus ne nous fournissent pas une indication claire car on relève autant de répondants opposés à l'arrestation massive que d'interviewés favorables. En effet, pour ce qui est des maisons de prostitution, 44.44 p. cent des gens justifient l'arrestation massive contre 45.99 p. cent ne permettant qu'une vérification de routine et 9.57 p. cent absolument opposés au fait que la police intervienne dans ce domaine. Même pour les débits clandestins où les gens sont plus que partout ailleurs en faveur des arrestations dites massives, le pourcentage ne s'élève qu'à 50.97 p. cent.

Si l'on reprend individuellement chaque sous-question, on constatera quelquefois des différences appréciables selon les régions et, dans certains cas que nous soulignerons, des différences statistiquement significatives selon le sexe, l'âge et la scolarité.

Ainsi le tableau 81 nous indique le pourcentage des réponses concernant les « descentes » dans les maisons de jeu. Il est intéressant de noter que la population de la métropole « permet », à Montréal 1, les arrestations massives à l'occasion de « descentes » dans 30.08 p. cent, que ce pourcentage tombe à 24.16 p. cent à Montréal 2, et qu'il diminue plus ou moins régulièrement d'une ville à l'autre, pour tomber à son niveau le plus bas à Rimouski où il n'atteint que 12.56 p. cent.

Si le pourcentage des répondants prêts à permettre l'arrestation massive dans les maisons de jeu est inversement proportionnel à la taille de la municipalité, au contraire, lorsqu'on examine cette réponse en fonction de l'âge — la seule variable indépendante qui ait un rapport ici — on constate que le pourcentage des gens favorables à l'arrestation en masse augmente avec l'âge des personnes interviewées.

TABLEAU 81**INTERVENTIONS DANS LES MAISONS DE JEU, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Vérification %	Arrestation massive %	Pas du tout %	TOTAL %
Montréal 1	389	62.72	30.08	7.20	100.00
Montréal 2	385	63.38	24.16	12.46	100.00
Québec	400	66.75	20.50	12.75	100.00
Drummondville	388	69.59	22.16	8.25	100.00
Jacques-Cartier	371	63.68	27.37	8.95	100.00
Rimouski	398	78.39	12.56	9.05	100.00
Moyenne	388	67.42	22.81	9.77	100.00

En fait, la tendance observée à l'aide du test d'association « chi carré » fut trouvée statistiquement significative dans le cas de Jacques-Cartier et de Montréal 2. Dans cette dernière ville l'on obtint un « chi carré » de 19,426, significatif au niveau 2 p. cent pour 8 degrés de liberté (voir tableau 82).

TABLEAU 82**INTERVENTIONS DANS LES MAISONS DE JEU — MONTRÉAL 2 — SELON L'ÂGE**

ÂGE	N	Vérification %	Arrestation massive %	Pas du tout %	TOTAL %
21 à 29 ans	86	74.42	13.95	11.63	100.00
30 à 39 ans	91	71.43	19.78	8.79	100.00
40 à 49 ans	81	56.79	27.16	16.05	100.00
50 à 59 ans	66	57.58	30.30	12.12	100.00
60 ans et plus	59	45.76	38.98	15.26	100.00
Total	383	240	95	48	
Moyenne		62.67	24.80	12.53	100.00

Chi carré = 19.426 ; $P < .02$ pour 8 degrés de liberté.

Le pourcentage des gens favorables aux arrestations en masse part d'un minimum de 13.95 p. cent pour le groupe des 21 à 29 ans, s'élève graduellement à 27.16 p. cent pour le groupe des 40 à 49 ans et atteint enfin un maximum de 38.98 p. cent pour le groupe de 60 ans et plus¹.

¹ A noter que l'association avec l'âge est permanente même si dans 4 cas sur 6, nous n'avons pas obtenu de coefficient chi carré valable. La raison tient surtout au fait que dans un trop grand nombre de cas les valeurs attendues sont inférieures à cinq.

Les interventions dans les clubs de nuit sont beaucoup moins admises que celles dans les maisons de jeu. En fait, quelles que soient les variables indépendantes mises en corrélation : la ville, le sexe, l'âge, l'état civil, le niveau de scolarité ou l'origine ethnique, les résultats ne varient que très peu et l'on retrouve environ 80 personnes sur 100 qui octroient à la police le droit de procéder à des vérifications, 14 personnes sur 100 qui nient son droit d'intervention et 6 sur 100 qui acceptent le principe des arrestations massives. La répartition des pourcentages obtenus pour chaque ville apparaît au tableau 83.

TABLEAU 83

INTERVENTIONS DANS LES CLUBS DE NUIT, SELON LES VILLES

VILLE	N	Vérifi- cation %	Arrestation massive %	Pas du tout %	TOTAL %
Montréal 1	391	82.35	9.97	7.68	100.00
Montréal 2	386	79.53	4.66	15.81	100.00
Québec	396	68.94	5.05	26.01	100.00
Drummondville	390	82.56	4.62	12.82	100.00
Jacques-Cartier	388	83.51	6.44	10.05	100.00
Rimouski	396	83.58	2.53	13.89	100.00
Moyenne	391	80.08	5.54	14.38	100.00

L'attitude du public envers l'action de la police en ce qui a trait aux maisons de prostitution est nettement ambivalente. On ne saurait, d'après le tableau 84, dégager une nette tendance dans un sens ou dans l'autre, sauf si on regroupe sous le titre « intervention admise » les gens qui admettent les

TABLEAU 84

INTERVENTIONS DANS LES MAISONS DE PROSTITUTION, SELON LES VILLES

VILLE	N	Vérifi- cation %	Arrestation massive %	Pas du tout %	TOTAL %
Montréal 1	389	42.93	48.59	8.48	100.00
Montréal 2	386	39.90	49.22	10.88	100.00
Québec	397	48.87	36.27	14.86	100.00
Drummondville	390	47.18	45.38	7.44	100.00
Jacques-Cartier	392	44.90	47.19	7.91	100.00
Rimouski	395	52.15	40.00	7.85	100.00
Moyenne	391	45.99	44.44	9.57	100.00

vérifications de routine avec ceux qui admettent les arrestations massives et qu'on les oppose à ceux qui n'admettent aucune intervention. Les résultats indiqueraient alors que 9 personnes sur 10 admettent une intervention quelconque sans préciser le sens ou la nature de cette intervention.

Pour la première fois, dans l'ensemble des questions reliées aux pouvoirs d'arrestation de la police, la scolarité a joué de façon significative et c'est à l'occasion du deuxième échantillonnage effectué à Montréal que la tendance jusque-là observée de façon diffuse s'est dégagée nettement. Le tableau 85 révèle en effet qu'il y a une association inversement proportionnelle entre le degré de scolarité et la latitude qu'on est prêt à accorder à la police en ce qui concerne son action dans les milieux reliés à la prostitution. Le « chi carré » de 15.56 obtenu est significatif au niveau 1 p. cent pour 4 degrés de liberté.

TABLEAU 85

**INTERVENTIONS DANS LES MAISONS DE PROSTITUTION — MONTRÉAL 2
SELON LA SCOLARITÉ**

SCOLARITÉ	N	Vérification %	Arrestation massive %	Pas du tout %	TOTAL %
Primaire	144	27.77	61.12	11.11	100.00
Secondaire	159	45.91	45.29	8.80	100.00
Supérieure	86	47.67	38.38	13.95	100.00
Total	389	154	193	42	
Moyenne		39.59	49.62	10.79	100.00

Chi carré = 15.56 ; P < .01 pour 4 degrés de liberté.

Si l'intervention de la police dans les débits clandestins est, de toutes les hypothèses énoncées, celle où l'arrestation en masse obtient le plus fort pourcentage (50.97 p. cent) — voir tableau 86 — on constate encore-là que l'unanimité absolue est loin de régner. Quant à l'analyse des réponses en fonction des variables indépendantes, il en ressort que seul l'âge modifie les attitudes, les gens plus âgés étant nettement plus prêts à accepter la pratique de l'arrestation en masse que les plus jeunes. Sur ce point, le « chi carré » de 20.725 obtenu pour Montréal 2 est, avec ses 8 degrés de liberté, significatif à moins de 1 p. cent (voir tableau 87) et confirme l'attitude différentielle des répondants à l'égard des interventions de la police selon leur âge.

TABLEAU 86**INTERVENTIONS DANS LES DÉBITS CLANDESTINS, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Vérifi- cation %	Arrestation massive %	Pas du tout %	TOTAL %
Montréal 1	386	42.48	53.37	4.15	100.00
Montréal 2	386	33.16	59.33	7.51	100.00
Québec	397	51.39	42.31	6.30	100.00
Drummondville	389	42.67	53.47	3.86	100.00
Jacques-Cartier	388	40.47	54.38	5.15	100.00
Rimouski	396	51.26	42.93	5.81	100.00
Moyenne	390	43.57	50.97	5.46	100.00

Les descentes de la police dans les discothèques constituaient la dernière sous-question de cette série de cinq, concernant les pouvoirs d'intervention de la police, non plus sur une base individuelle mais en des circonstances et vis-à-vis de groupes bien définis. Dans ce cas précis, il y eut généralement consensus pour s'opposer aux arrestations en masse, quitte à permettre les vérifications de routine. Les réponses obtenues sont reproduites au tableau 88.

TABLEAU 87**INTERVENTIONS DANS LES DÉBITS CLANDESTINS — MONTRÉAL 2
SELON L'ÂGE**

ÂGE	N	Vérifi- cation %	Arrestation massive %	Pas du tout %	TOTAL %
21 à 29 ans	86	37.21	55.81	6.98	100.00
30 à 39 ans	91	39.56	54.95	5.49	100.00
40 à 49 ans	82	35.36	53.66	10.98	100.00
50 à 59 ans	66	34.85	62.12	3.03	100.00
60 ans et plus	59	10.17	77.97	11.86	100.00
Total	384	126	229	29	
Moyenne		32.81	59.64	7.55	100.00

Chi carré = 20.725 ; $P < .01$ pour 8 degrés de liberté.

Il ne faudrait pas conclure, au terme de ce chapitre sur l'action de la police dans les places publiques et aux endroits décrits dans les questions, que le public s'oppose à toute intervention. L'ambivalence des réponses des personnes interviewées ne se situe pas au niveau du principe, à savoir si la police devrait ou ne devrait pas intervenir, mais plutôt sur la nature et les modalités de cette intervention. En fait, si l'on fait la somme des personnes favorables à l'intervention de la police, soit pour fin de vérification, soit pour fin d'arrestation en masse et si l'on oppose ce groupe de répondants à ceux qui n'acceptent pas du tout l'intervention policière, on se rend compte que la très grande majorité est en faveur d'une action policière dans ce domaine. Un rapide examen des tableaux analysés révèle en effet des pourcentages de l'ordre de 78 p. cent pour les discothèques, de 85 p. cent dans les clubs de nuit, de 90 p. cent pour les maisons de jeu et les maisons de prostitution et de 95 p. cent pour les débits clandestins.

TABLEAU 88
INTERVENTIONS DANS LES DISCOTHÈQUES, SELON LES VILLES

VILLE	N	Vérifi- cation %	Arrestation massive %	Pas du tout %	TOTAL %
Montréal 1	386	79.02	6.99	13.99	100.00
Montréal 2	385	73.50	3.12	23.38	100.00
Québec	398	64.32	3.52	32.16	100.00
Drummondville	390	77.18	2.05	20.77	100.00
Jacques-Cartier	386	81.60	5.96	12.44	100.00
Rimouski	397	73.80	0.76	25.44	100.00
Moyenne	390	74.91	3.73	21.36	100.00

c. La détention préventive

De tout temps, la police a dû prendre des mesures pour protéger la vie des chefs d'État ou pour maintenir l'ordre public, particulièrement lors de journées d'élection et depuis peu, à l'occasion de manifestations.

Ces mesures n'eurent pas lieu sans attirer sur la police des reproches parfois mérités, ni sans mettre dans l'embarras les policiers qui devaient recourir à toutes sortes d'artifices techniques pour justifier leurs interventions.

Enfin, la police, s'inspirant de certains concepts criminologiques, comme ceux de dangerosité et de périculosité, se mit en frais de réclamer la détention préventive d'individus dont le comportement antérieur ou annoncé — auxquels s'ajoutaient les éléments circonstanciels de la situation — pouvait laisser

croire qu'ils présentaient tous les symptômes de l'état dangereux abondamment décrits par les cliniciens.

Dans le but de savoir ce qu'en pensait la population, nous avons posé la question suivante : « Votre police devrait-elle avoir le droit, par mesure préventive, de détenir provisoirement certaines personnes susceptibles de participer à des actes répréhensibles lors des événements suivants : »

	1. Oui %	2. Non %	3. Sais pas %
1. visite d'un chef d'État	63.79	29.82	6.39
2. lors d'une élection	57.83	35.95	6.22
3. lors d'une manifestation	60.70	32.35	6.95

Les pourcentages que nous avons indiqués en marge de chaque sous-question représentent l'ensemble des réponses obtenues pour les villes échantillonnées, y compris le deuxième groupe de Montréal.

Comme on peut le constater, une assez importante majorité, se situant aux environs de 60 p. cent, est favorable aux mesures de sûreté dans les circonstances décrites.

Une telle attitude mérite d'être soulignée, de même que le fait que le pourcentage moyen le plus bas fut donné pour la détention préventive à l'occasion d'élections, qui constitue, en fait, le seul cas où semblable mesure est actuellement prévue dans nos lois électorales.

Si on reprend une à une les sous-questions, nous allons pouvoir constater les attitudes différentielles en fonction des échantillons et des variables indépendantes.

La détention préventive à l'occasion de la visite d'un chef d'État a reçu des réponses variées, selon les populations questionnées. On note immédiatement au tableau 89, l'écart considérable entre Montréal 1 et Montréal 2, où le pourcentage des gens en faveur de la détention préventive est tombé de 75.44 p. cent à 56.99 p. cent. Les arguments déjà avancés concernant la « crise de confiance » du public envers la police à la suite des événements du 24 juin s'appliquent ici mutatis mutandis, mais suffisent-ils à eux seuls à expliquer une telle baisse ? Nous ne le pensons pas et croyons opportun de rappeler ici la chronologie de la recherche.

Les questionnaires furent administrés dans l'ordre et durant les périodes ci-après indiquées :

— Montréal 1,	du 10 au 24 juin 1968 —	(75.64 p. cent)
— Jacques-Cartier,	du 1er au 14 juillet 1968 —	(71.83 p. cent)
— Québec,	du 15 au 30 juillet 1968 —	(61.44 p. cent)
— Drummondville,	du 1er au 15 août 1968 —	(58.42 p. cent)
— Rimouski,	du 15 au 30 août 1968 —	(58.40 p. cent)
— Montréal 2,	du 1er au 30 août 1968 —	(56.99 p. cent)

Les pourcentages indiqués entre parenthèses sont ceux des répondants favorables aux mesures de sûreté lors de la visite d'un chef d'État.

Comme on peut le constater, ce pourcentage a diminué de façon régulière depuis le moment où l'enquête a débuté jusqu'à la fin. Or, nous avons de bonnes raisons de croire, selon les commentaires recueillis par nos enquêteurs, que l'assassinat du candidat à la présidence des États-Unis, Robert Kennedy, survenu le 5 juin 1968 — soit cinq jours avant le début de l'enquête — et le rappel que cette mort évoquait d'un autre assassinat, celui de feu le président John Kennedy, n'ont pas été sans influencer les réponses. Au fur et à mesure que la recherche avançait, le souvenir s'estompant, les gens en vinrent à évoquer de moins en moins ces tristes événements devant nos enquêteurs et on ne peut que constater les résultats entre les questionnaires administrés vers la mi-juin et ceux administrés vers la fin de l'été. Dans ce cas précis, il faut donc faire intervenir dans l'analyse, en plus des particularités régionales, le facteur temps dont il est difficile de mesurer l'importance mais qui a sûrement joué.

TABLEAU 89

DÉTENTION PRÉVENTIVE — VISITE D'UN CHEF D'ÉTAT — SELON LES VILLES

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	390	75.64	15.64	8.72	100.00
Montréal 2	386	56.99	37.83	5.18	100.00
Québec	402	61.44	33.08	5.48	100.00
Drummondville	392	58.42	34.95	6.63	100.00
Jacques-Cartier	394	71.83	23.35	4.82	100.00
Rimouski	399	58.40	34.08	7.52	100.00
Moyenne	394	63.79	29.82	6.39	100.00

Outre les remarques de nos enquêteurs et de la diminution du pourcentage de personnes favorables à la détention préventive en fonction du temps, nous croyons tenir peut-être une troisième raison tendant à justifier l'hypothèse de l'impact émotif qu'ont pu avoir les assassinats politiques aux États-Unis. Il ressort, en effet, à l'analyse que la variable la plus étroitement reliée au type de réponses données, est le sexe ; les femmes, dans trois cas sur six, soit dans le cas de Montréal 1, Montréal 2, et Jacques-Cartier, s'étant montrées systématiquement plus favorables que les hommes à la détention préventive, à l'occasion de la visite de chefs d'État. Les « chi carré » obtenus en l'occurrence furent les suivants :

- Montréal 1 : Chi carré = 18.212 ; P < .001 pour 2 degrés de liberté ;
- Montréal 2 : Chi carré = 8.984 ; P < .02 pour 2 degrés de liberté ;
- Jacques-Cartier : Chi carré = 7.803 ; P < .05 pour 2 degrés de liberté.

Si le sexe a été déterminant dans l'orientation des réponses en ce qui concerne les mesures de sûreté pour les chefs d'État, il n'en a pas été de même en ce qui a trait à la détention préventive comme mesure apte à faciliter la tenue d'élections libres et honnêtes, où la scolarité fut nettement la variable la plus importante.

Comme nous le montre le tableau 90, les gens se sont montrés favorables, dans une proportion de 57.83 p. cent, à la détention préventive lors d'élections.

Lorsqu'on examine ces réponses en fonction du sexe ou de l'âge des répondants, on note que les femmes admettent plus volontiers le recours à cette mesure d'exception que les hommes et les personnes d'un certain âge, plus que les jeunes, mais il n'y a là rien de bien significatif. Au chapitre de la scolarité, cependant, l'association est telle que cinq « chi carré » sur six se sont avérés significatifs, la seule exception étant Drummondville. Comme on pouvait s'y attendre, plus les gens sont scolarisés plus forte est l'opposition à toute mesure restrictive de liberté, cette mesure eût-elle un but préventif ou fût-elle exercée exceptionnellement un jour de scrutin, par exemple.

TABLEAU 90

DÉTENTION PRÉVENTIVE — JOUR D'ÉLECTION — SELON LES VILLES

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	388	69.85	21.91	8.24	100.00
Montréal 2	386	49.22	45.34	5.44	100.00
Québec	402	56.22	38.81	4.97	100.00
Drummondville	392	52.30	42.09	5.61	100.00
Jacques-Cartier	393	69.72	25.45	4.83	100.00
Rimouski	399	49.62	42.11	8.27	100.00
Moyenne	393	57.83	35.95	6.22	100.00

De fait, en établissant pour le niveau de scolarité les catégories « primaire », « secondaire » et « supérieure », nous avons obtenu les « chi carré » suivants, lesquels pour quatre degrés de liberté sont significatifs à divers seuils (voir tableau 91) :

- Montréal 1 : Chi carré = 10.14 ; P < .05 pour 4 degrés de liberté ;
- Montréal 2 : Chi carré = 23.72 ; P < .001 pour 4 degrés de liberté ;
- Québec : Chi carré = 16.88 ; P < .01 pour 4 degrés de liberté ;
- Jacques-Cartier : Chi carré = 10.32 ; P < .05 pour 4 degrés de liberté ;
- Rimouski : Chi carré = 11.60 ; P < .05 pour 4 degrés de liberté.

TABLEAU 91

**DÉTENTION PRÉVENTIVE LORS D'UNE ÉLECTION, SELON LA SCOLARITÉ
(CINQ VILLES)**

VILLE/SCOLARITÉ	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
MONTRÉAL 1					
primaire	140	73.58	17.14	9.28	100.00
secondaire	168	72.03	19.64	8.33	100.00
supérieure	83	59.04	34.94	6.02	100.00
Total	391	273	86	32	
Moyenne		69.83	21.99	8.18	100.00
MONTRÉAL 2					
primaire	144	57.64	32.64	9.72	100.00
secondaire	158	50.00	47.47	2.53	100.00
supérieure	87	34.49	62.07	3.44	100.00
Total	389	192	176	21	
Moyenne		49.36	45.25	5.39	100.00
QUÉBEC					
primaire	146	67.12	28.09	4.79	100.00
secondaire	181	53.59	43.10	3.31	100.00
supérieure	75	41.33	49.34	9.33	100.00
Total	402	226	156	20	
Moyenne		56.22	38.81	4.97	100.00
JACQUES-CARTIER					
primaire	171	75.43	19.89	4.68	100.00
secondaire	180	68.34	26.66	5.00	100.00
supérieure	46	52.17	43.48	4.35	100.00
Total	397	276	102	19	
Moyenne		69.53	25.69	4.78	100.00
RIMOUSKI					
primaire	147	57.14	31.98	10.88	100.00
secondaire	153	49.02	44.45	6.53	100.00
supérieure	100	40.00	53.00	7.00	100.00
Total	400	199	168	33	
Moyenne		49.75	42.00	8.25	100.00

Pour Montréal 1 et Jacques-Cartier, le clivage se fait vraiment entre la troisième catégorie — celle des gens ayant une formation supérieure — et les deux autres, à peu près identiques.

À Québec, c'est entre la première catégorie — celle des gens n'ayant reçu qu'une formation primaire — et les deux autres que se situe vraiment une différence marquée d'opinion.

Quant à Montréal 2 et Rimouski, les trois catégories se différencient nettement et la progression est à peu près constante d'une à l'autre en ce qui concerne l'opposition à la mesure.

Ces données ressortent de l'examen du tableau 91, où sont reproduites les réponses selon le degré de scolarité des personnes interviewées.

Une autre constatation découle également de l'analyse de ce tableau. Les événements du 24 juin, s'ils ont influencé négativement les trois catégories, ont surtout modifié, en les amplifiant, les attitudes des répondants situés dans les groupes dits « secondaires » et « supérieurs ». Plus notre population est scolarisée, plus elle est sensible aux atteintes à la liberté et l'élévation appréciable du chi carré de Montréal 2 par rapport à celui de Montréal 1 ne fait que traduire statistiquement cet état de faits.

L'utilisation de la détention préventive comme mesure de sûreté à l'occasion de manifestations était, tout comme le recours à cette pratique lors des déplacements de chefs d'État, particulièrement d'actualité. En effet, de même que l'assassinat de Robert Kennedy était survenu quelques jours avant le début de la recherche, y eut-il, au chapitre des manifestations, les événements du 24 juin. La publicité considérable qui entourait ces événements n'est sûrement pas étrangère à la baisse observée non seulement entre Montréal 1 et Montréal 2, mais également entre Montréal 1 et les autres villes comprises dans l'échantillon et visitées après le 24 juin.

Les réponses de chaque ville à cette question apparaissent au tableau 92 sous forme de pourcentages, de même que les moyennes de gens favorables, défavorables et indécis pour l'ensemble des individus interviewés.

Dans trois cas sur six, soit à Montréal 1, Montréal 2 et Jacques-Cartier, le sexe a influencé les réponses dans le sens déjà indiqué, c'est-à-dire que les femmes se sont montrées systématiquement plus favorables que les hommes à l'utilisation de la détention préventive comme moyen de limiter les dégâts lors de manifestations. Les chi carrés furent respectivement de 6.59, $P < .05$ pour 2 degrés de liberté à Montréal 1 ; de 7.05, $P < .05$ pour 2 degrés de liberté à Montréal 2 et de 7.998, $P < .02$ pour 2 degrés de liberté également à ville Jacques-Cartier.

Nous pouvons donc affirmer que la détention préventive au sens où nous l'entendons ici est approuvée par une majorité de citoyens (60 p. cent environ). Cet accord de principe ne permettait malheureusement pas aux gens d'assortir leurs réponses d'une série de conditions. La plus importante de celles-ci pourrait résider dans le contrôle judiciaire, ce qui aurait pour effet d'enlever à la police l'odieux d'une décision que d'aucuns pourraient être tentés de qualifier d'arbitraire mais que la population interrogée juge néanmoins comme essentielle dans une proportion de 60 p. cent.

TABLEAU 92

DÉTENTION PRÉVENTIVE LORS DES MANIFESTATIONS, SELON LES VILLES

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	388	70.88	19.59	9.53	100.00
Montréal 2	386	52.07	41.97	5.96	100.00
Québec	401	61.85	32.91	5.24	100.00
Drummondville	391	54.48	38.87	6.65	100.00
Jacques-Cartier	393	69.72	25.19	5.09	100.00
Rimouski	399	55.14	35.59	9.27	100.00
Moyenne	393	60.69	32.35	6.96	100.00

3. LES DROITS DU DÉTENU

Il ne faudrait d'ailleurs pas croire que la population, si elle se déclare prête à étendre les pouvoirs de la police en vue de faciliter la défense du corps social, ne se préoccupe pas pour autant des droits des individus avant, pendant ou après leur interaction avec la police.

Ainsi, aux deux questions se rapportant aux droits des détenus, on note une unanimité quasi totale sur l'obligation qui devrait être faite à la police d'une part, d'avertir les individus de leurs droits au moment de leur arrestation (voir tableau 93 où apparaît un pourcentage de 92.36 p. cent) et d'autre part, de permettre à un individu de communiquer avec un avocat dès son arrestation (voir tableau 94 où l'on observe un pourcentage global du même ordre que le précédent, soit 92.02 p. cent).

Pour ce qui est d'informer un individu de ses droits au moment de son arrestation, c'est au cours du deuxième sondage effectué à Montréal que les pourcentages en faveur de cette pratique furent les plus élevés, soit 96.41 p. cent. Le même phénomène se reproduit en ce qui concerne les contacts entre un détenu et son avocat. Toutefois, dans un cas comme dans l'autre, on ne peut pas vraiment parler de disparités régionales d'une ville à l'autre.

L'introduction des variables indépendantes n'a d'ailleurs pas produit plus de différences que la répartition par villes de sorte qu'on peut dire que c'est dans l'absolu respect des droits fondamentaux de la personne humaine que la population veut promouvoir la protection du corps social.

TABLEAU 93

**LA POLICE ET L'INFORMATION D'UN DÉTENU QUANT À SES DROITS,
SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	394	89.09	6.09	4.82	100.00
Montréal 2	390	96.41	3.08	0.51	100.00
Québec	402	92.04	4.73	3.23	100.00
Drummondville	393	92.88	4.07	3.05	100.00
Jacques-Cartier	399	91.98	3.51	4.51	100.00
Rimouski	401	91.77	3.49	4.74	100.00
Moyenne	397	92.36	4.16	3.48	100.00

TABLEAU 94

**LE DROIT D'UN DÉTENU À COMMUNIQUER AVEC UN AVOCAT
DÈS SON ARRESTATION, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	395	91.14	4.05	4.81	100.00
Montréal 2	390	95.90	2.31	1.79	100.00
Québec	400	90.75	4.75	4.50	100.00
Drummondville	394	90.36	4.82	4.82	100.00
Jacques-Cartier	400	92.25	5.50	2.25	100.00
Rimouski	400	91.75	2.00	6.25	100.00
Moyenne	397	92.02	3.91	4.07	100.00

4. LA CONTRAINTE POLICIÈRE

Les carences de nos lois en ce qui concerne l'utilisation de la contrainte physique ou armée ont eu pour résultat de laisser les policiers livrés à eux-mêmes dans un domaine où, bien souvent, la vie d'un citoyen est en jeu.

Pour suppléer au code criminel canadien qui autorise tout agent de la paix à exercer au besoin « la force nécessaire » pour accomplir sa mission,

certain services de police se sont donnés des directives. Ainsi, à Montréal, l'utilisation de la contrainte physique est-elle limitée par les principes de « l'intervention la plus modérée » et de « proportionnalité ». Quant au recours à la force armée, outre le fait d'être soumis aux mêmes principes, il est limité au seul cas où la vie du citoyen ou du policier est en danger.

Il reste néanmoins que certains cas d'abus de pouvoir parviennent quelquefois à la connaissance du public. C'est pourquoi nous avons inséré dans notre questionnaire un certain nombre de situations en demandant au public de nous dire si, dans les circonstances énoncées, l'utilisation de la contrainte était justifiée.

a) *L'emploi de la force :*

La première question était formulée comme suit :

« Vos policiers devraient-ils utiliser la force dans les circonstances suivantes ».

	TOUJOURS %	PARFOIS %	JAMAIS %
1. lorsqu'un individu résiste ?	29.09	60.97	9.94
2. lorsqu'un individu les insulte ?	15.91	38.51	45.58
3. pour obtenir des aveux ?	6.09	26.48	67.43
4. pour connaître le nom des complices ?	10.30	30.39	59.31
5. quand le sujet a un casier judiciaire ?	15.30	36.51	48.19

Les réponses apparaissant vis-à-vis de chaque sous-question, sont celles des quelques 2,400 personnes interviewées dans les six villes échantillonnées. Ce qui surprend dans l'ensemble c'est qu'environ une personne sur trois — quand ce n'est pas une sur deux — ne voit pas d'objection à ce que la police utilise la force pour répondre aux insultes, pour obtenir des aveux ou le nom de complices ou encore, si l'individu a un casier judiciaire.

Notre première réaction a été de croire à des difficultés d'interprétation. Toutefois les faibles variations d'une ville à l'autre dans les types de réponses nous incitent à rejeter cette hypothèse et, jusqu'à preuve du contraire, à déclarer valides ces résultats pour le moins déroutants.

Cependant, avant de passer aux cas où il semblait au départ que le public réprouvait l'usage de la force, nous allons voir les résultats de la première sous-question, seul cas où, selon nous, la contrainte était justifiable et justifiée. Celle-ci, on s'en souvient, concernait l'utilisation de la force par la police pour maîtriser un individu qui résiste. Le tableau 95 nous indique que 90 p. cent des répondants admettent le recours à la force dans ces circonstances. Les échantillons nous ramènent régulièrement un 10 p. cent d'irréductibles opposés à l'usage de la force même en cas de résistance caractérisée. Par ailleurs, le 90 p. cent des répondants favorables se partage inégalement entre les citoyens « toujours » partisans de la force et ceux qui le sont « parfois ».

Ainsi, c'est à Montréal et en banlieue (Jacques-Cartier) que se retrouvent les plus forts pourcentages « d'éperviers » (environ 35 p. cent ont répondu « toujours ») alors que c'est à Rimouski que le nombre des « colombes » est le plus élevé (72 p. cent).

Il est intéressant également de noter que le fort pourcentage des « durs » à Montréal est surtout attribuable à l'influence des répondants d'un certain âge. En fait nous avons obtenu dans le cas de Montréal 1 un coefficient chi carré de 25.39, lequel, pour 8 degrés de liberté, est significatif au niveau 1 p. cent. Ainsi, si 28 p. cent des gens de 21 à 29 ans ont répondu que la police devait toujours utiliser la force lorsqu'un individu résiste, ce pourcentage atteint 59 p. cent pour la classe de 60 ans et plus.

TABLEAU 95

UTILISATION DE LA FORCE EN CAS DE RÉSISTANCE, SELON LES VILLES

VILLE	N	Toujours %	Parfois %	Jamais %	TOTAL %
Montréal 1	389	35.22	55.53	9.25	100.00
Montréal 2	387	28.17	62.27	9.56	100.00
Québec	400	30.00	57.75	12.25	100.00
Drummondville	392	28.83	61.48	9.69	100.00
Jacques-Cartier	393	34.35	56.49	9.16	100.00
Rimouski	400	18.00	72.25	9.75	100.00
Moyenne	393	29.09	60.97	9.94	100.00

La seule autre variable indépendante qui s'est révélée en relation avec le type de réponse, est le degré de scolarité. Trois cas sur six, Montréal 2, Jacques-Cartier et Drummondville, accusent une relation significative au niveau 5 p. cent avec la scolarité. Cette relation, comme nous avons eu à maintes reprises l'occasion de le constater, est inversement proportionnelle : plus les gens sont scolarisés, moins ils sont permissifs à l'endroit de la police.

Si l'on revient maintenant aux quatre situations où, de toute évidence, l'utilisation de la force était à proscrire, nous constatons aux tableaux 96 et 97 qu'environ une personne sur deux ne s'objecte pas à l'utilisation de la force par la police quand un individu l'insulte (54.42 p. cent) ou quand le sujet a un casier judiciaire (51.81 p. cent).

Dans les deux cas, Montréal 1 et Jacques-Cartier, avec des pourcentages favorables à l'utilisation de la force de l'ordre de 57 p. cent et 61 p. cent, sont les deux villes les plus « punitives », c'est-à-dire celles où le recours à la

force semble le plus normal en terme de pourcentages tandis que Rimouski, avec ses 46 p. cent et 48 p. cent, se signale pour sa très grande réserve à l'endroit des moyens violents.

TABLEAU 96

UTILISATION DE LA FORCE EN CAS D'INSULTE, SELON LES VILLES

VILLE	N	Toujours %	Parfois %	Jamais %	TOTAL %
Montréal 1	388	20.10	37.37	42.53	100.00
Montréal 2	387	11.63	41.34	47.03	100.00
Québec	400	19.50	35.00	45.50	100.00
Drummondville	390	16.92	38.46	44.62	100.00
Jacques-Cartier	394	20.05	37.82	42.13	100.00
Rimouski	399	7.27	41.10	51.63	100.00
Moyenne	393	15.91	38.51	45.58	100.00

TABLEAU 97

UTILISATION DE LA FORCE À CAUSE DU CASIER JUDICIAIRE, SELON LES VILLES

VILLE	N	Toujours %	Parfois %	Jamais %	TOTAL %
Montréal 1	386	25.39	36.01	38.60	100.00
Montréal 2	386	8.80	31.87	59.33	100.00
Québec	399	19.30	34.59	46.11	100.00
Drummondville	389	10.54	42.16	47.30	100.00
Jacques-Cartier	391	18.93	36.57	44.50	100.00
Rimouski	396	8.84	37.88	53.28	100.00
Moyenne	391	15.30	36.51	48.19	100.00

Quant à l'utilisation de la force pour obtenir soit des aveux, soit les noms de complices, on s'y est objecté plus fermement, particulièrement en ce qui concerne les aveux, où 67.43 p. cent ont répondu « jamais ». Il faut référer ici aux tableaux 98 et 99. Nous y remarquerons alors que Montréal 1 détient encore, sur ces deux nouveaux tableaux, des pourcentages records de réponses aberrantes, alors que Rimouski continue à faire bonne figure en ayant les plus hauts taux d'opposition à l'utilisation de la force dans les circonstances décrites.

TABLEAU 98**UTILISATION DE LA FORCE POUR OBTENIR DES AVEUX, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Toujours %	Parfois %	Jamais %	TOTAL %
Montréal 1	388	10.57	33.76	55.67	100.00
Montréal 2	386	6.74	30.05	63.21	100.00
Québec	398	5.28	22.86	71.86	100.00
Drummondville	390	5.64	24.62	69.74	100.00
Jacques-Cartier	392	5.61	27.30	67.09	100.00
Rimouski	400	2.75	20.25	77.00	100.00
Moyenne	392	6.09	26.48	67.43	100.00

TABLEAU 99**UTILISATION DE LA FORCE POUR CONNAÎTRE LE NOM DES COMPLICES,
SELON LES VILLES**

VILLE	N	Toujours %	Parfois %	Jamais %	TOTAL %
Montréal 1	384	16.67	36.72	46.61	100.00
Montréal 2	385	9.87	30.65	59.48	100.00
Québec	399	10.28	28.82	60.90	100.00
Drummondville	390	8.46	29.23	62.31	100.00
Jacques-Cartier	389	11.06	30.59	58.35	100.00
Rimouski	399	5.51	26.32	68.17	100.00
Moyenne	391	10.30	30.39	59.31	100.00

Il serait fastidieux de reprendre, une à une, pour chacune des sous-questions, les variables indépendantes qui ont influencé les réponses dans chacune des villes. Nous avons pensé à la place, synthétiser les résultats (voir tableau 100) afin de mieux dégager ainsi le réseau des intercorrélations.

La première constatation touche l'âge et la scolarité qui, comme on peut s'en rendre compte, influencent systématiquement et de façon significative les réponses. Nous avons, plusieurs fois déjà, donné le sens dans lequel joue l'association pour ces deux variables de sorte qu'il n'est pas nécessaire d'y revenir en détail ici. Qu'il suffise d'illustrer au moyen du tableau 101 pour l'âge et du tableau 102 pour la scolarité la tendance maintes fois observée.

TABLEAU 100

**UTILISATION DE LA FORCE — CORRÉLATIONS SIGNIFICATIVES
ET NIVEAUX PAR VARIABLES ET PAR VILLES**

Variables dépendantes	VILLE	Variables indépendantes				
		sexe	âge	état civil	scolarité	ethnie
"Lorsqu'un individu résiste ?"	Montréal 1	—	.01	—	—	—
	Montréal 2	—	—	—	.02	—
	Québec	—	—	—	—	N.A. ¹
	Drummondville	—	.02	—	.05	N.A.
	Jacques-Cartier	—	—	—	.05	N.A.
	Rimouski	—	—	—	—	N.A.
"Lorsqu'un individu les insulte ?"	Montréal 1	—	.01	—	—	—
	Montréal 2	—	.01	—	.01	—
	Québec	.05	.01	.01	.01	N.A.
	Drummondville	—	.01	.02	.01	N.A.
	Jacques-Cartier	—	—	—	—	N.A.
	Rimouski	—	.02	—	.01	N.A.
"Pour obtenir des aveux ?"	Montréal 1	—	.02	—	.01	—
	Montréal 2	—	—	—	.01	—
	Québec	—	—	—	.01	N.A.
	Drummondville	.05	.01	—	—	N.A.
	Jacques-Cartier	.01	—	—	—	N.A.
	Rimouski	—	—	—	—	N.A.
"Pour con- naître le nom des com- plices ?"	Montréal 1	—	.01	—	.01	—
	Montréal 2	—	—	—	.01	.02
	Québec	—	—	—	—	N.A.
	Drummondville	—	—	—	.05	N.A.
	Jacques-Cartier	.01	—	—	—	N.A.
	Rimouski	—	.05	—	.01	N.A.
"Quand le sujet a un casier ju- diciaire ?"	Montréal 1	—	.01	—	.01	—
	Montréal 2	—	—	—	.01	—
	Québec	—	.05	—	.01	N.A.
	Drummondville	—	.05	—	.01	N.A.
	Jacques-Cartier	.05	.02	—	.01	N.A.
	Rimouski	—	.01	—	.01	N.A.

¹ Non applicable.

On note au tableau 101, particulièrement dans les colonnes marquées « toujours » et « jamais », un net durcissement d'attitude d'un groupe d'âge à l'autre au fur et à mesure que les gens vieillissent. En effet, 82.61 p. cent des gens de 60 ans et plus sont en faveur de la contrainte à l'endroit des individus qui ont un casier judiciaire.

TABLEAU 101

UTILISATION DE LA FORCE À CAUSE DU CASIER JUDICIAIRE, SELON L'ÂGE (MONTREAL 1)

ÂGE	N	Toujours %	Parfois %	Jamais %	TOTAL %
21 à 29 ans	81	18.52	30.86	50.62	100.00
30 à 39 ans	77	22.08	29.87	48.05	100.00
40 à 49 ans	94	23.40	36.17	40.43	100.00
50 à 59 ans	63	23.81	42.86	33.33	100.00
60 ans et plus	69	42.03	40.58	17.39	100.00
Total	384	98	137	149	
Moyenne		25.97	36.07	37.96	100.00

Chi carré = 25.468 ; $P < .01$ pour 8 degrés de liberté.

Quand au tableau 102, il est assez représentatif de l'influence de la scolarité et du sens dans lequel joue cette association. Une autre constatation intéressante, est la très grande similitude de réponses des gens du primaire et de ceux du secondaire.

TABLEAU 102

UTILISATION DE LA FORCE EN CAS D'INSULTES, SELON LA SCOLARITÉ (QUÉBEC)

SCOLARITÉ	N	Toujours	Parfois	Jamais	TOTAL
Primaire	145	25.51	38.63	35.86	100.00
Secondaire	180	21.66	34.45	43.89	100.00
Supérieure	75	2.66	29.33	68.01	100.00
Total	400	78	140	182	
Moyenne		19.50	35.00	45.50	100.00

Chi carré = 26.40 ; $P < .001$ pour 4 degrés de liberté.

b. *La contrainte armée*

Après cette première question générale sur l'usage de la force dans diverses circonstances et l'analyse des réponses par ville et en fonction des variables indépendantes choisies, nous allons maintenant passer à la question concernant l'utilisation de la contrainte armée par les policiers.

Une question préalable devait toutefois être posée soit celle du port même d'une arme par les policiers, car plusieurs représentations sont déjà intervenues au Québec dans le but de désarmer les policiers. Nous avons donc décidé de profiter du présent sondage pour connaître l'attitude du public face à la question suivante :

« Selon vous, vos policiers devraient-ils porter une arme ? »

Les réponses à cette question apparaissent au tableau 103 et dénotent, quelle que soit la ville, une identité d'attitude favorable au port de l'arme. Le pourcentage moyen de « oui » est de 93.40 p. cent avec des variations maximales de plus ou moins 2 p. cent.

TABLEAU 103

ATTITUDE À L'ÉGARD DU PORT D'ARME PAR LA POLICE, SELON LES VILLES

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	394	94.67	3.30	2.03	100.00
Montréal 2	390	91.54	5.64	2.82	100.00
Québec	402	94.53	2.99	2.48	100.00
Drummondville	394	94.67	3.30	2.03	100.00
Jacques-Cartier	400	93.75	4.50	1.75	100.00
Rimouski	399	91.23	5.26	3.51	100.00
Moyenne	396	93.40	4.17	2.43	100.00

Cette attitude étant comme, nous pouvons maintenant passer à la question suivante concernant l'utilisation de l'arme dans des circonstances spécifiques.

Disons immédiatement que cette question ne portait pas sur la nature des crimes pouvant justifier le recours à l'intervention armée mais bien sur des circonstances pouvant entourer l'utilisation, qui, au départ, était supposée justifiée.

Le texte se lisait comme suit :

« Vos policiers devraient-ils utiliser leur arme dans les circonstances suivantes ? »

	Oui %	Non %
"1 — lorsqu'ils poursuivent un criminel dans un endroit très fréquenté"	20.38	79.62
"2 — comme avertissement"	81.19	18.81
"3 — lorsque quelqu'un les menace avec une arme"	95.85	4.15
"4 — lorsqu'ils poursuivent un criminel dans un endroit isolé"	82.91	17.09

Les réponses de chaque ville à ces questions étant, tout comme celle relative au port de l'arme, très rapprochées les unes des autres, il nous a semblé suffisant d'indiquer, en marge de chaque sous-question, les pourcentages moyens. Il ressort clairement de ceci que, dans les cas où l'usage de l'arme est justifié, le public ne s'y oppose que dans le cas où le fait de recourir à la contrainte armée pourrait mettre en danger la vie d'un innocent. Le pourcentage de presque 80 p. cent d'opposition à l'utilisation d'une arme dans un endroit très fréquente illustre, de façon non équivoque, cette attitude.

La conclusion qui se dégage de ce chapitre sur la contrainte policière rejoint dans ses grandes lignes l'impression d'ensemble recueillie au terme de la série de questions relatives aux pouvoirs d'arrestation et de détention, c'est-à-dire que le public, plus que nous aurions été portés à le croire, est disposé à permettre l'utilisation de certains moyens de contrainte.

5. LE POLICIER ET LA DÉCOUVERTE DE LA VÉRITÉ

Le problème des moyens d'enquête dont devrait disposer la police pour identifier le ou les auteurs d'un crime revient à poser la question des moyens d'obtenir des aveux.

C'est dans ce but que la question suivante a été incluse dans notre sondage :

« Pour obtenir des aveux d'un individu qui a été arrêté vos policiers devraient-ils :

	Oui %	Non %	Sais pas %
1. créer un climat de confiance ?	87.23	5.65	7.12
2. le persuader que c'est pour son bien ?	81.27	13.96	4.77
3. le confondre avec des preuves plus solides ?	75.31	17.71	6.98
4. lui faire des promesses ?	19.99	73.34	6.67
5. lui faire des menaces ?	10.81	84.34	4.85
6. prohiber les contacts avec son avocat ?	6.79	90.02	3.19
7. le soumettre à des privations ?	16.65	77.62	5.73
8. l'interroger jusqu'à épuisement ?	16.17	77.59	6.24
9. le brutaliser ? »	3.51	92.99	3.50

Pour toutes les populations étudiées, les pourcentages moyens nous révèlent que les gens s'opposent dans des proportions allant de 73.34 p. cent à 92.99 p. cent, à toute tricherie, à tout mauvais traitement, à toute brutalité. Il reste néanmoins que 16.65 p. cent des gens ont approuvé les « privations » de nourriture, cigarette, sommeil dans le but d'obtenir les aveux d'un individu arrêté ; que 19.99 p. cent sont favorables aux « promesses » ; que 16.17 p. cent favorisent « l'interrogatoire jusqu'à épuisement » ; que 10.81 p. cent sont pour les « menaces » et, enfin, que 17.71 p. cent s'objectent à ce que la police s'emploie à confondre un individu avec des preuves plus solides.

Nous ne savons trop comment interpréter ces réponses et ne pouvons que nous demander si l'image du policier créée par le cinéma, la télévision, n'est pas en partie responsable de ce mythe du redresseur de torts sans peur et sans reproche pour qui tous les moyens sont bons dans la réalisation de sa mission.

Dans la série des neuf sous-questions relatives à la façon d'agir pour obtenir les aveux d'un individu arrêté, trois constituaient des moyens positifs ou acceptables quoique pas toujours efficaces de l'avis de bon nombre de nos répondants. Ces moyens étaient ceux qui consistaient a) à créer un climat de confiance ; b) à persuader l'inculpé qu'il y va de son intérêt ; c) à confondre l'accusé avec des preuves plus solides. Ils ont obtenu respectivement, pour l'ensemble des populations étudiées, une cote d'approbation a) de 87.23 p. cent ; b) de 81.27 p. cent et c) de 75.31 p. cent. Les tableaux 104 à 106 nous donnent les réponses par villes échantillonnées et l'on peut constater une assez grande homogénéité d'attitude puisque les variations maximales n'excèdent pas plus ou moins 7 p. cent.

TABLEAU 104**MOYENS D'OBTENIR DES AVEUX — CRÉER UN CLIMAT DE CONFIANCE, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	392	81.89	7.65	10.46	100.00
Montréal 2	389	86.38	7.71	5.91	100.00
Québec	402	85.07	7.21	7.72	100.00
Drummondville	393	90.33	3.56	6.11	100.00
Jacques-Cartier	399	88.22	4.01	7.77	100.00
Rimouski	398	91.46	3.77	4.77	100.00
Moyenne	395	87.23	5.65	7.12	100.00

TABLEAU 105**MOYEN D'OBTENIR DES AVEUX — PERSUADER L'INCUPLÉ QUE C'EST POUR SON BIEN, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	393	78.12	13.48	8.40	100.00
Montréal 2	389	79.18	16.71	4.11	100.00
Québec	400	78.00	15.75	6.25	100.00
Drummondville	394	85.78	11.17	3.05	100.00
Jacques-Cartier	397	82.12	13.60	4.28	100.00
Rimouski	399	84.46	13.03	2.51	100.00
Moyenne	395	81.27	13.96	4.77	100.00

TABLEAU 106**MOYEN D'OBTENIR DES AVEUX — PREUVES PLUS SOLIDES, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	390	68.72	23.59	7.69	100.00
Montréal 2	390	71.03	22.30	6.67	100.00
Québec	399	75.44	16.79	7.77	100.00
Drummondville	392	79.34	14.54	6.12	100.00
Jacques-Cartier	391	80.05	13.30	6.65	100.00
Rimouski	400	77.25	15.75	7.00	100.00
Moyenne	393	75.31	17.71	6.98	100.00

	Moyenne %	Minimum %	Maximum %
a) climat de confiance :	87.23	—5.34	+ 4.23
b) persuasion :	81.27	—3.27	+ 4.51
c) meilleure preuve :	75.31	—6.59	+ 4.74

Trois autres sous-questions évoquaient sinon de la tricherie du moins le recours à des moyens détournés pour en arriver à faire parler un inculpé.

Ces façons d'amener aux aveux consistaient : a) à faire des promesses ; b) à proférer des menaces ; c) à prohiber tout contact avec un avocat. Les pourcentages moyens de réprobation pour l'ensemble des personnes interviewées sont respectivement de a) 73.34 p. cent ; b) de 84.34 p. cent et c) de 90.02 p. cent. La désapprobation générale est assez forte et les différences d'une ville à l'autre trop faibles pour avoir quelque signification réelle (voir les tableaux 107 à 109).

TABLEAU 107

MOYEN D'OBTENIR DES AVEUX — FAIRE DES PROMESSES, SELON LES VILLES

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	392	19.90	70.92	9.18	100.00
Montréal 2	390	23.33	72.31	4.36	100.00
Québec	399	21.05	72.68	6.27	100.00
Drummondville	392	21.17	72.45	6.38	100.00
Jacques-Cartier	396	21.97	69.70	8.33	100.00
Rimouski	400	12.50	82.00	5.50	100.00
Moyenne	394	19.99	73.34	6.67	100.00

Il y a peut-être lieu de souligner ici une tendance déjà observée à quelques reprises et selon laquelle la ville de Rimouski se situe constamment aux extrêmes. Dans le cas présent des moyens détournés d'obtenir des aveux, les pourcentages de Rimouski sont respectivement a) de 82 p. cent ; b) de 91.52 p. cent ; c) de 95.01 p. cent. Qu'on ne se méprenne toutefois pas sur le sens de cette remarque, Rimouski est la ville où nous avons systématiquement moins de réponses aberrantes. Tout se passe comme si, à certains égards, Rimouski était la seule à avoir le pas.

TABLEAU 108**MOYEN D'OBTENIR DES AVEUX — PROFÉRER DES MENACES, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	393	11.20	82.70	6.10	100.00
Montréal 2	389	15.42	79.95	4.63	100.00
Québec	400	11.00	84.75	4.25	100.00
Drummondville	393	9.41	86.26	4.33	100.00
Jacques-Cartier	397	10.58	80.86	8.56	100.00
Rimouski	401	7.23	91.52	1.25	100.00
Moyenne	395	10.81	84.34	4.85	100.00

Enfin, toujours dans le but d'obtenir les aveux d'un individu sous arrêt, trois autres séries de moyens furent évoqués. Alors que le premier groupe de trois questions était plutôt neutre, voire positif même et que le deuxième faisait appel à la tricherie, cette troisième et dernière catégorie se caractérise par un élément nouveau, à savoir la violence et les mauvais traitements. Comme exemples de sévices les techniques suivantes furent retenues : a) soumettre l'accusé à des privations de toutes sortes : nourriture, cigarette, sommeil ; b) interroger un inculpé jusqu'à épuisement ; c) le brutaliser. Encore ici, il faut relever un consensus général, quelle que soit la municipalité, pour s'opposer à semblables mesures. Les pourcentages moyens d'opposants sont en a) de 77.62 p. cent ; en b) de 77.59 p. cent et en c) de 92.99 p. cent. Les tableaux 110 à 112 font ressortir les disparités régionales et confirment à nouveau le caractère exceptionnel de Rimouski.

TABLEAU 109**MOYEN D'OBTENIR DES AVEUX — PROHIBER TOUT CONTACT AVEC UN AVOCAT, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	393	10.68	84.75	4.57	100.00
Montréal 2	390	5.13	92.56	2.31	100.00
Québec	400	8.00	88.00	4.00	100.00
Drummondville	394	5.58	91.63	2.79	100.00
Jacques-Cartier	396	9.60	88.13	2.27	100.00
Rimouski	401	1.75	95.01	3.24	100.00
Moyenne	395	6.79	90.02	3.19	100.00

TABLEAU 110

**MOYEN D'OBTENIR DES AVEUX — SOUMETTRE L'ACCUSÉ À DES PRIVATIONS,
SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	393	18.83	72.77	8.40	100.00
Montréal 2	390	19.49	75.13	5.38	100.00
Québec	401	17.46	77.30	5.24	100.00
Drummondville	393	16.79	77.87	5.34	100.00
Jacques-Cartier	398	16.58	78.14	5.28	100.00
Rimouski	400	10.75	84.50	4.75	100.00
Moyenne	395	16.65	77.62	5.73	100.00

TABLEAU 111

**MOYEN D'OBTENIR DES AVEUX — INTERROGER JUSQU'À ÉPUISEMENT,
SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	393	18.32	72.52	9.16	100.00
Montréal 2	390	18.21	76.15	5.64	100.00
Québec	401	16.46	78.80	4.74	100.00
Drummondville	394	14.97	79.95	5.08	100.00
Jacques-Cartier	398	19.85	72.11	8.04	100.00
Rimouski	401	9.23	86.03	4.74	100.00
Moyenne	396	16.17	77.59	6.24	100.00

TABLEAU 112

MOYEN D'OBTENIR DES AVEUX — BRUTALISER L'INCUPLÉ, SELON LES VILLES

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	391	4.35	91.56	4.09	100.00
Montréal 2	389	5.91	88.95	5.14	100.00
Québec	401	3.49	92.77	3.74	100.00
Drummondville	394	1.52	96.45	2.03	100.00
Jacques-Cartier	398	4.52	90.45	5.03	100.00
Rimouski	400	1.25	97.75	1.00	100.00
Moyenne	395	3.51	92.99	3.50	100.00

Ces réponses ne furent pas mises en corrélation avec les variables indépendantes comme le sexe, l'âge, la scolarité, etc., car nous pensions au départ que quels que soient les facteurs retenus, les réponses seraient sensiblement les mêmes comme ce fût le cas de la répartition par villes. Il n'en demeure pas moins qu'une recherche plus approfondie s'imposerait peut-être pour connaître la composition de ces quelques 16 p. cent d'individus en faveur de l'interrogatoire jusqu'à épuisement et d'un régime de privations dans le but d'amener quelqu'un à passer à des aveux.

Nous venons de voir les réactions du public à différentes méthodes qu'utilise ou que pourrait utiliser la police pour amener un individu à se reconnaître coupable. Outre ce que certaines de ces méthodes peuvent comporter d'odieux, on pourrait non seulement se poser des questions sur la valeur de témoignages même librement consentis, mais encore mettre en doute la valeur d'un système qui repose sur l'incrimination de soi, c'est-à-dire sur l'aveu de culpabilité. Aussi, assistons-nous de temps à autre à des représentations et des pressions pour introduire chez nous le système du juge d'instruction. Les policiers, pour leur part, conscients de la fragilité d'une preuve basée sur le seul témoignage, fut-il celui de l'accusé, ont tenté de chercher ailleurs que dans une réforme du système la solution à leur problème. Ils ont plutôt porté leurs efforts sur les moyens que la technique moderne pouvait leur offrir. C'est précisément sur ces moyens réclamés par la police que porte la question suivante :

« Dans le but de découvrir les faits, êtes-vous en faveur de l'utilisation :

	Oui %	Non %	Sais pas %
1. du sérum de vérité ?	42.56	41.92	15.52
2. du détecteur de mensonge ?	58.36	30.07	11.57
3. des tables d'écoute ?	55.69	36.92	7.39
4. de l'hypnose ?	27.30	62.79	9.91
5. des prises de sang ?	82.52	13.49	3.99
6. du test d'haleine ? »	79.01	15.60	5.39

Globalement, pour toutes les villes, il ressort des pourcentages indiqués à la suite des questions :

- que les deux dernières mesures, soit les prises de sang et les tests d'haleine sont approuvées dans une forte proportion : 82.52 p. cent dans le premier cas et 79.01 p. cent dans le second ; (voir tableaux 113 et 114) ;

- qu'une majorité de répondants (62.79 p. cent) s'objecte à l'utilisation de l'hypnose; (voir tableau 115);
- que l'usage du détecteur de mensonge et des tables d'écoute reçoit l'approbation d'une faible majorité du public soit 58.36 p. cent pour le détecteur de mensonge et 55.69 p. cent pour les table d'écoute ; (voir tableaux 116 et 117);
- qu'il y a une ambivalence totale au sujet du sérum de vérité ou de la narco-analyse, 42.56 p. cent des gens ayant répondu « oui » et 41.92 p. cent des gens ayant répondu « non » pour un résidu de 15.52 p. cent d'indécis.

L'impression générale qui se dégage au premier abord et à la lumière des commentaires de nos enquêteurs, est que les citoyens ne rejettent pas, sauf pour l'hypnose, ces moyens « in se » et que leurs réserves, dans la mesure où ils en formulent, sont plutôt dirigées vers l'usage abusif que pourrait en faire la police.

Les variations régionales sont extrêmement faibles dans tous les cas, particulièrement en ce qui a trait aux prises de sang et aux tests d'haleine, dont les pourcentages sont donnés par les tableaux 113 et 114. Les gens de toutes les villes étudiées y sont favorables et en aucun cas l'écart par rapport à la moyenne n'excède plus ou moins 4 p. cent.

TABLEAU 113

UTILISATION DES PRISES DE SANG, SELON LES VILLES

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	391	80.85	12.75	6.40	100.00
Montréal 2	386	79.79	17.10	3.11	100.00
Québec	401	85.29	11.47	3.24	100.00
Drummondville	392	82.14	14.54	3.32	100.00
Jacques-Cartier	391	82.61	13.55	3.84	100.00
Rimouski	398	84.40	11.54	4.06	100.00
Moyenne	393	82.52	13.49	3.99	100.00

Quant aux diverses variables indépendantes, elles ont eu une influence plutôt restreinte. Ainsi, par exemple, sur la question des prises de sang et des tests d'haleine, seulement 6 chi carré sur un maximum possible de 52 se révèlent significatifs. De plus, même à l'intérieur de ces six corrélations, il nous est difficile de dégager une tendance nette.

TABLEAU 114**UTILISATION DU TEST D'HALEINE, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	390	77.95	15.13	6.92	100.00
Montréal 2	384	83.34	14.06	2.60	100.00
Québec	400	80.00	15.00	5.00	100.00
Drummondville	391	74.17	18.41	7.42	100.00
Jacques-Cartier	389	78.41	16.45	5.14	100.00
Rimouski	399	80.20	14.54	5.26	100.00
Moyenne	392	79.01	15.60	5.39	100.00

L'opposition à l'usage de l'hypnose par la police, dans le but de découvrir les faits au cours d'une enquête, est assez généralisée, comme on peut le voir au tableau 115. Encore une fois, c'est à Montréal 1 et à Jacques-Cartier que le public est plus permissif vis-à-vis de semblables mesures alors que Rimouski se signale à nouveau pour son opposition plus marquée : 71.03 p. cent de « non » furent recueillis à Rimouski pour 55.13 p. cent à Montréal et 59.02 p. cent à Jacques-Cartier.

Le sexe, l'âge, l'état civil, la scolarité et l'origine ethnique n'ont pas modifié de façon sensible les réponses qui ont conservé des pourcentages assez semblables aux résultats d'ensemble.

TABLEAU 115**L'UTILISATION DE L'HYPNOSE, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	390	33.33	55.13	11.54	100.00
Montréal 2	385	31.17	61.04	7.79	100.00
Québec	399	25.06	64.41	10.53	100.00
Drummondville	390	24.36	66.15	9.49	100.00
Jacques-Cartier	388	31.44	59.02	9.54	100.00
Rimouski	397	18.39	71.03	10.58	100.00
Moyenne	391	27.30	62.79	9.91	100.00

Nous avons déjà signalé, en passant, que l'utilisation du détecteur de mensonge ainsi que celle des tables d'écoute reçoit l'approbation d'une faible majorité de la population. En fait, comme nous l'indiquent les tableaux 116 et 117, si dans aucun cas le pourcentage de « non » ne l'emporte sur les « oui », la cote d'approbation ne dépasse guère 63 p. cent, de sorte que nous nous croyons autorisés à parler, tout au plus, d'une faible majorité. Les disparités régionales sont minimales et les principales différences dans les réponses viennent de l'analyse des matrices d'intercorrélation avec les variables indépendantes.

TABLEAU 116

L'UTILISATION DU DÉTECTEUR DE MENSONGE, SELON LES VILLES

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	392	63.78	24.74	11.48	100.00
Montréal 2	386	51.81	36.01	12.18	100.00
Québec	401	58.85	30.92	10.23	100.00
Drummondville	391	56.27	30.69	13.04	100.00
Jacques-Cartier	391	62.15	28.13	9.72	100.00
Rimouski	398	57.29	29.90	12.81	100.00
Moyenne	393	58.36	30.07	11.57	100.00

TABLEAU 117

L'UTILISATION DES TABLES D'ÉCOUTE, SELON LES VILLES

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	391	54.48	36.06	9.46	100.00
Montréal 2	386	50.52	41.19	8.29	100.00
Québec	398	58.04	33.92	8.04	100.00
Drummondville	392	59.44	34.95	5.61	100.00
Jacques-Cartier	390	59.23	35.13	5.64	100.00
Rimouski	397	52.39	40.30	7.31	100.00
Moyenne	392	55.69	36.92	7.39	100.00

Il nous a plusieurs fois été donné de signaler l'influence de l'âge et de la scolarité sur le type de réponses. Jusqu'à maintenant, les jeunes s'opposaient plus que leurs aînés à l'utilisation de la contrainte, par exemple,

tandis que l'addition d'années de scolarité donnait aux répondants des attitudes plus semblables à la jeunesse.

TABLEAU 118

UTILISATION DU DÉTECTEUR DE MENSONGE, SELON L'ÂGE (DRUMMONDVILLE)

ÂGE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
21 à 29 ans	91	60.44	31.87	7.69	100.00
30 à 39 ans	83	69.88	18.07	12.05	100.00
40 à 49 ans	93	55.91	30.11	13.98	100.00
50 à 59 ans	70	47.14	32.86	20.00	100.00
60 ans et plus	54	42.59	44.44	12.97	100.00
Total	391	221	119	51	
Moyenne		56.53	30.43	13.04	100.00

Chi carré = 18.387 ; $P < .02$ pour 8 degrés de liberté.

Or, au chapitre de l'utilisation non plus de la force physique mais plutôt de moyens techniques, comme le détecteur de mensonge, l'association est inversée. Les plus jeunes sont plus favorables à l'utilisation du détecteur de mensonge que les plus âgés, et ce, de façon statistiquement significative, tandis que les gens plus instruits favorisent plus que les autres groupes la même méthode d'investigation.

TABLEAU 119

UTILISATION DU DÉTECTEUR DE MENSONGE, SELON LA SCOLARITÉ (RIMOUSKI)

SCOLARITÉ	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Primaire	146	44.53	38.35	17.12	100.00
Secondaire	153	64.71	24.18	11.11	100.00
Supérieure	100	65.00	26.00	9.00	100.00
Total	399	229	119	51	
Moyenne		57.40	29.82	12.78	100.00

Chi carré = 15.162 ; $P < .01$ pour 4 degrés de liberté.

Ces deux renversements de situation sont illustrés par le tableau 118 pour l'âge, où un chi carré significatif au niveau 2 p. cent fut obtenu à Drummondville, et par le tableau 119 pour le degré de scolarité, alors que Rimouski nous donna un coefficient valide au niveau 1 p. cent.

L'attitude vis-à-vis de l'utilisation des tables d'écoute, même si elle est, d'une façon générale, assez semblable à l'attitude face au détecteur de mensonge (les pourcentages de personnes favorables étant de 58 p. cent pour le détecteur contre 56 p. cent pour les tables d'écoute), n'en conserve pas moins un trait particulier fort intéressant.

TABLEAU 120
UTILISATION DES TABLES D'ÉCOUTE, SELON L'ÂGE (RIMOUSKI)

ÂGE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
21 à 29 ans	103	63.11	33.01	3.88	100.00
30 à 39 ans	104	50.00	47.12	2.88	100.00
40 à 49 ans	73	54.79	31.51	13.70	100.00
50 à 59 ans	54	46.30	44.44	9.26	100.00
60 ans et plus	61	37.70	50.82	11.48	100.00
Total	395	205	161	29	
Moyenne		51.90	40.76	7.34	100.00

Chi carré = 21.354 ; $P < .01$ pour 8 degrés de liberté.

En effet, pour la première fois les réponses des « plus jeunes » et les « plus scolarisés » diffèrent. D'une part, les jeunes favorisent l'utilisation des tables d'écoute dans une proportion significativement plus élevée que leurs aînés. Ceci est illustré par le tableau 120 reflétant la situation à Rimouski en ce qui a trait à la répartition des répondants par tranches d'âge.

TABLEAU 121
UTILISATION DES TABLES D'ÉCOUTE, SELON LA SCOLARITÉ (MONTRÉAL 2)

SCOLARITÉ	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Primaire	144	53.47	31.26	15.27	100.00
Secondaire	159	54.08	41.51	4.41	100.00
Supérieure	86	38.38	56.97	4.65	100.00
Total	389	196	160	33	
Moyenne		50.39	41.13	8.48	100.00

Chi carré = 23.34 ; $P < .001$ pour 4 degrés de liberté.

D'autre part, plus on est scolarisé, moins on est prêt à permettre l'usage des tables d'écoute, comme l'indique le tableau 121.

Ces résultats en fonction de l'âge et de la scolarité devraient nous porter à accueillir avec encore plus de réserve l'approbation générale concernant les tables d'écoute, laquelle ne s'élève qu'à 56 p. cent.

Enfin, à la question sur le « sérum de vérité » dont les résultats apparaissent par villes au tableau 122, il ne s'est pas dégagé de tendance pour ou contre.

TABLEAU 122
UTILISATION DU SÉRUM DE VÉRITÉ, SELON LES VILLES

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	391	48.59	38.62	12.79	100.00
Montréal 2	386	36.01	48.96	15.03	100.00
Québec	401	44.14	40.65	15.21	100.00
Drummondville	392	41.58	39.80	18.62	100.00
Jacques-Cartier	389	49.36	37.02	13.62	100.00
Rimouski	398	35.68	46.48	17.84	100.00
Moyenne	393	42.56	41.92	15.52	100.00

L'ambivalence observée pour les résultats d'ensemble a persisté, quelle que soit la variable indépendante mise en corrélation à l'exception du sexe. Dans ce cas les femmes se sont signalées à la fois :

- 1) par un plus grand nombre de « oui » que les hommes ;
- 2) par un pourcentage de « je ne sais pas » également plus élevé que les réponses attendues, en raison de leur nombre.

D'une façon générale, nous pouvons dire, au terme de ce sondage sur les moyens que le citoyen est prêt à mettre à la disposition de la police pour lui permettre de mener à bien une enquête, que si le public s'oppose à la tricherie et aux mauvais traitements, il est prêt à laisser la police faire usage de certains moyens que la technique et la science modernes peuvent mettre à sa disposition.

D. L'ORGANISATION DE POLICE

Les conditions administratives d'une fonction sociale accusent généralement un retard sur celle-ci. Cela est particulièrement vrai de la fonction policière au Québec. On constate en effet que trois gouvernements disposent de pouvoirs de police qui tantôt s'excluent, tantôt sont concurrents, tantôt se recoupent. Nous voulons parler des services de police fédérale, provinciale et municipale. Mais il y a plus. Il faut, pour avoir

une idée juste de la situation, inclure non seulement ces trois « niveaux » d'organisation policière et les quelques centaines de corps de police municipaux mais aussi une foule d'agences semi-privées ou privées.

Or, si la fonction et les moyens d'action de la police doivent évoluer, cette évolution doit à son tour entraîner celle de son support administratif. La fonction doit s'adapter aux formes nouvelles de ses objectifs et non pas s'en tenir, pour employer une expression de Susini, aux finalités archaïques des embryons administratifs qui lui servirent de base au départ.

Dans le but de connaître les vues du public sur l'organisation même de la police au Québec, quatre questions furent posées. Par la première, nous désirions savoir comment le public percevait les relations entre les différents services de police. À partir de ces données, nous pensions pouvoir mieux juger de la conception qu'exprimerait le public en réponse aux trois autres questions qui portaient 1) sur l'existence des trois « niveaux » d'organisation policière et sur l'opinion des gens en vue d'un regroupement éventuel ; 2) sur deux types de fonctions bien distinctes, soit la police judiciaire et la police de la route. Ces deux dernières questions avaient pour but de voir dans quelle mesure l'opinion publique favorisait une réorganisation « fonctionnelle » de la police.

La question se rapportant au degré de collaboration existant entre les divers services de police au Québec et dont les réponses sont reproduites au tableau 123, nous permet de constater que si, pour l'ensemble des villes échantillonnées, 51.78 p. cent des gens croient qu'il existe une bonne collaboration, 15.93 p. cent prétendent le contraire, alors que 32.29 p. cent avouent ne pas savoir.

Si on se souvient que, lors de la question sur les qualités dominantes du parfait policier, l'efficacité avait été placée à l'avant-dernier rang, on peut se poser des interrogations non seulement sur le degré de connaissance du citoyen en matière de police mais sur son intérêt dans le bon fonctionnement du service public chargé de protéger sa vie, ses droits, ses biens.

Aussi lorsque, par une série de questions, nous lui demandions en second lieu de se prononcer, non pas sur ce qui existe, mais sur ce qui devrait exister, ne faut-il pas se surprendre que l'opinion populaire tende surtout, faute de renseignements peut-être, à favoriser le statu quo.

Cette attitude ressort particulièrement des réponses à la question portant sur les instances gouvernementales ayant des pouvoirs de police. Cette question se lisait comme suit :

« Selon vous, l'existence de trois « niveaux » (fédéral, provincial, municipal) d'organisation policière est-elle justifiée ? »

Globalement les réponses obtenues furent les suivantes : 1) 68.32 p. cent ont répondu « oui » ; 2) 17.62 p. cent ont répondu « non » tandis que 14.06 p. cent d'indécis ont répondu « je ne sais pas ».

TABLEAU 123**ATTITUDE À L'ÉGARD DE LA COLLABORATION INTERPOLICIÈRE AU QUÉBEC,
SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	392	45.41	20.41	34.18	100.00
Montréal 2	389	54.70	16.92	28.38	100.00
Québec	399	50.62	14.29	35.09	100.00
Drummondville	388	52.06	13.66	34.28	100.00
Jacques-Cartier	400	53.75	17.00	29.25	100.00
Rimouski	399	54.14	13.28	32.58	100.00
Moyenne	394	51.78	15.93	32.29	100.00

Malgré ce que nous avons dit précédemment, il n'en demeure pas moins qu'environ un citoyen sur trois n'a pas cru bon de sanctionner par un « oui » le système actuel, même si cela constituait la réponse le plus « sécurisante » à certains égards.

Le tableau 124 nous laisse voir des disparités régionales vraiment minimes avec des écarts inférieurs à plus ou moins 4 p. cent par rapport à la moyenne. C'est dans la ville de Québec que se rencontre le plus bas pourcentage de gens favorables au régime actuel d'organisation policière (64.18 p. cent) et à Drummondville qu'on trouve le plus grand nombre de tenants de statu quo (71.17 p. cent).

TABLEAU 124**ATTITUDE À L'ÉGARD DES TROIS « NIVEAUX »
(FÉDÉRAL, PROVINCIAL, MUNICIPAL,) D'ORGANISATION POLICIÈRE,
SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	394	67.77	14.47	17.76	100.00
Montréal 2	390	68.00	17.00	15.00	100.00
Québec	402	64.18	19.15	16.67	100.00
Drummondville	392	71.17	17.60	11.23	100.00
Jacques-Cartier	400	68.00	20.25	11.75	100.00
Rimouski	401	70.82	17.21	11.97	100.00
Moyenne	396	68.32	17.62	14.06	100.00

TABLEAU 125**OPTIONS SUR LES TROIS NIVEAUX D'ORGANISATION POLICIÈRE PROPOSÉS,
SELON LES VILLES**

VILLE	N	Fédéral %	Provincial %	Municipal %	TOTAL %
Montréal 1	58	37.93	41.38	20.69	100.00
Montréal 2	64	40.63	54.69	4.68	100.00
Québec	81	24.69	61.73	13.58	100.00
Drummondville	72	36.11	48.61	15.28	100.00
Jacques-Cartier	82	32.93	46.34	20.73	100.00
Rimouski	73	36.99	56.16	6.85	100.00
Moyenne	71	34.88	51.49	13.63	100.00

Ceux qui s'étaient déclarés insatisfaits du régime actuel en répondant « non » à la question demandant si, selon eux, l'existence de trois « niveaux » (fédéral, provincial, municipal) d'organisation policière était justifiée, devaient répondre à la question suivante qui se lisait comme suit :

« si non, à quel niveau devrait-on la concentrer ? » 1) fédéral... ?
2) provincial... ? 3) municipal... ?

Les réponses à cette sous-question apparaissent au tableau 125. Nous y constatons, outre la préférence des répondants pour toute concentration éventuelle au niveau provincial, la perte de prestige de la police municipale de Montréal selon que le sondage fut effectué avant ou après le 24 juin.

TABLEAU 126**ATTITUDE À L'ÉGARD DE LA CRÉATION D'UNE POLICE JUDICIAIRE AU QUÉBEC,
SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	394	85.03	5.84	9.13	100.00
Montréal 2	390	82.31	7.44	10.25	100.00
Québec	402	89.80	5.47	4.73	100.00
Drummondville	394	89.09	5.08	5.83	100.00
Jacques-Cartier	399	86.97	4.76	8.27	100.00
Rimouski	401	87.03	5.74	7.23	100.00
Moyenne	396	86.70	5.72	7.58	100.00

En termes de pourcentages cette perte se traduit par une baisse de 20.69 p. cent à 4.68 p. cent. De plus, comparativement à la première question, les disparités régionales sont ici plus accentuées, avec des écarts par rapport à la moyenne de plus ou moins 10 p. cent. Ainsi, alors que 61.73 p. cent des habitants de Québec favorisent un regroupement, de préférence, au niveau provincial, à Montréal, lors du premier échantillonnage ce pourcentage n'atteignait que 41.38 p. cent.

L'hésitation évidente des gens à manifester leur insatisfaction vis-à-vis de l'organisation policière au Québec et l'existence de juridictions policières diverses, provenait sans doute du fait que la question était mal posée en ce sens qu'on demandait au public d'approuver ou de rejeter le statu quo sans lui proposer une solution de rechange au système actuel.

C'est là du moins l'impression qu'on ne peut manquer de ressentir quand, après avoir vu deux personnes sur trois approuver le régime actuel de séparation des services de police, nous assistons à une proportion moyenne de réponses de 86.70 p. cent pour la création d'une police judiciaire au Québec.

La question, en fait, se lisait comme suit :

« Devrait-on, à votre avis, créer au Québec un corps d'enquêteurs chargés seulement de la découverte des crimes et des criminels et de la recherche des preuves (i.e. une police judiciaire) ? »

Les réponses obtenues sont sans équivoque puisqu'il y eut 86.70 p. cent de « oui » ; 5.72 p. cent de « non » et 7.58 p. cent de « je ne sais pas ». L'attitude de chaque population échantillonnée apparaît de façon détaillée au tableau 126.

Les enquêteurs avaient pour instructions d'expliquer aux répondants que l'expression « créer au Québec » un corps d'enquêteurs de type police judiciaire signifiait au niveau du Québec.

Les variations régionales très restreintes et la faible proportion d'indécis semblent donc bien traduire un consensus dans l'opinion publique en faveur de la création par le Québec d'une véritable police judiciaire.

Il n'en est pas de même toutefois en ce qui concerne la police de la route. Il semble en effet que, sur cette question, les positions soient plutôt ambivalentes, les gens manifestant, dans une proportion voisine de 33 p. cent, un désir de changement alors que 5.4 p. cent favorisent le statu quo et que 13 p. cent sont indécis (voir tableau 127).

Cette ambivalence dans les réponses tient peut-être à l'ambivalence même de la question qui groupait « agences privées » et « police spéciale » de la route. Malgré ceci, on constate que les personnes interviewées conçoivent d'autant mieux le remaniement des structures policières qu'on le fait en termes précis, en rapport avec des tâches spécifiques comme, par exemple, la police judiciaire.

TABLEAU 127

**ATTITUDE À L'ÉGARD DE LA REMISE DU CONTRÔLE DE LA CIRCULATION
À DES AGENCES PRIVÉES OU À UNE POLICE SPÉCIALE,
SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	394	37.06	48.22	14.72	100.00
Montréal 2	390	36.15	55.64	8.21	100.00
Québec	402	35.57	51.74	12.69	100.00
Drummondville	393	28.75	57.26	13.99	100.00
Jacques-Cartier	398	30.40	55.28	14.32	100.00
Rimouski	398	28.89	54.78	16.33	100.00
Moyenne	396	32.80	53.82	13.38	100.00

E. CONCLUSIONS

Toute cette recherche est basée sur la méthodologie de l'image. Toutefois, alors que le chapitre précédent sur la perception tentait de dégager l'image réelle de la police que le public porte en lui, le présent chapitre sur la conception avait pour but d'obtenir une image idéalisée, celle que le public aimerait voir.

Il n'est pas sûr que les deux images ainsi projetées aient pré-existé de façon distincte avant le sondage, pas plus que nous ne pouvons affirmer, au terme de cette recherche, de nature explorative, que l'une ou l'autre représentation constituent des paramètres de ce qu'est ou de ce que devrait être la police.

Néanmoins, nous avons pu nous rendre compte comment la police, à l'égard de certaines questions spécifiques, était souhaitée ou refusée en tant que profession d'abord, dans ses fonctions et dans ses moyens d'action ensuite, et enfin, dans son organisation. Ce sont ces constatations que nous allons tenter de résumer ici.

1. Sur le plan professionnel, les résultats obtenus aux diverses questions s'y rapportant nous permettent de constater que le portrait robot du policier moyen idéal ne diffère pas sensiblement de la réalité.

Le statut du policier, même idéalisé, n'est pas plus valorisé que toute autre profession situant les individus dans ce que les sociologues ont appelé la classe moyenne. Dans les deux cas, il s'agit :

- a) d'un jeune homme ayant terminé les études secondaires et à qui
- b) on aura inculqué les rudiments du métier pendant quelques semaines ou quelques mois ;

- c) l'intégrité devrait être sa qualité dominante, et non pas l'efficacité, qui est cotée en quatrième rang sur cinq traits ;
- d) c'est sur la base de sa compétence d'abord qu'on devrait lui accorder l'avancement ;
- e) son salaire devrait se situer entre \$5,000 et \$7,000 par année ; et
- f) en raison du caractère particulier de ses fonctions, on ne doit pas lui accorder le droit de grève.

2. Cependant, la collectivité semble demander à la police, en plus des tâches traditionnelles, qui concernent le maintien de l'ordre, la détection et la répression du crime, une foule de servitudes, depuis le ramassage et le transport des blessés et des malades jusqu'à l'adoption de mesures susceptibles d'assurer le respect de la moralité publique, depuis le contrôle des manifestations jusqu'à la visite des écoles et l'organisation de loisirs à l'intention des jeunes. Le public, en général, ne conçoit pas que l'on doive faire appel à la police pour intervenir que lorsqu'il s'agit de réprimer. C'est spontanément qu'il étend son champ d'action à un grand nombre d'activités humaines. Limiter le rôle de la police à celui d'un simple exécutant qu'il importe d'encadrer étroitement et qu'on doit empêcher de prendre part au travail de réflexion et d'élaboration d'une véritable politique de défense sociale ne coïncide donc aucunement, comme nous l'avons dit, avec les vues de la population en général même si l'intelligentsia a pu donner cette impression dans ses façons de répondre.

3. D'une part, après avoir assigné au policier un statut professionnel le situant dans la classe moyenne et, d'autre part, après lui avoir confié un rôle d'une importance sociale aussi considérable, on a l'impression que l'opinion populaire tente de réaliser une espèce de compensation, en lui accordant des moyens d'action qui surprennent les policiers eux-mêmes. C'est ainsi, par exemple, que le public de notre échantillon est, dans des pourcentages variables, en faveur :

- a) de l'identification obligatoire à la demande d'un policier ;
- b) d'une intervention policière pour fins de vérification dans les endroits publics du type maisons de jeu, débits clandestins, maisons de prostitution, clubs de nuit et même discothèques ;
- c) de la détention provisoire, par mesure préventive, de certaines personnes susceptibles de participer à des actes répréhensibles lors de la visite d'un chef d'État, d'une élection ou d'une manifestation ;
- d) de l'utilisation de la contrainte physique et même armée dans des circonstances où les policiers eux-mêmes l'ont bannie depuis longtemps ; et

- e) du recours à des techniques comme le détecteur de mensonges, les tables d'écoute, les prises de sang et le test d'haleine dans le but d'aider à découvrir la vérité.
4. Enfin, si le public pense que la police devrait, pour mener à bien sa mission, posséder des moyens d'action adéquats, il semble cependant indécis sur la meilleure façon d'organiser la police en vue d'atteindre les objectifs fixés. Une seule certitude se dégage et c'est celle touchant l'organisation d'une police judiciaire pour tout le Québec.

CHAPITRE IV

CONNAISSANCE DE LA POLICE



CONNAISSANCE DE LA POLICE

Nous avons pu voir dans les précédents chapitres comment la population des villes sélectionnées pour la présente enquête perçoit la réalité policière, soit en accordant un statut social déterminé au policier, soit en évaluant la façon dont il est recruté et formé, remplit ses tâches et se comporte, soit enfin en se prononçant sur la collaboration qu'elle est prête à lui accorder dans diverses circonstances.

Cette même population a par la suite esquissé un portrait idéal du policier et de la police en général. L'organisation interne, les fonctions, les méthodes de travail de ce service public y étaient envisagées.

Devant les contradictions, voire les paradoxes qu'il nous a été donné de constater tout au long de notre étude ; malgré le fait que l'image générale de la police dans les villes examinées reste somme toute très favorable, nous nous sommes demandés si le public de notre échantillon connaissait véritablement son corps de police.

Pour ce faire, il a fallu tout d'abord déterminer l'origine possible de cette connaissance, dont le degré a été par la suite évalué à l'aide de quelques indices facilement contrôlables.

A. ORIGINE DE LA CONNAISSANCE

Le fait d'avoir eu des parents ou des amis dans la police d'une part et d'avoir été amené, en raison de certaines circonstances, d'autre part, à un contact direct avec le service de l'ordre sont, à notre avis, les principales sources de connaissance immédiate de la police.

1. PARENTS ET AMIS DANS LA POLICE

C'est pourquoi la première question visant à déterminer l'origine de la connaissance que la population des cinq villes de notre enquête pouvait

avoir de son corps de police, demandait à chaque personne interviewée si elle avait des parents ou des amis dans la police ¹.

Si l'on examine le tableau 128, on constate — et ceci s'explique très facilement — que plus la ville est petite plus le pourcentage de gens interviewés ayant des amis policiers augmente. C'est ainsi qu'à Rimouski, 41.40 p. cent de notre échantillon avait des amis dans la police, ce qui représente un écart de 9 p. cent par rapport à la moyenne qui est de 32.27 p. cent contre 21.54 p. cent, à Montréal 2.

Par contre, le nombre de parents dans la police est sensiblement le même d'une ville à l'autre.

TABLEAU 128
PARENTS ET AMIS DANS LA POLICE, SELON LES VILLES

VILLE	N	Parents policiers %	Amis policiers %
Montréal 1	395	22.03	28.35
Montréal 2	390	18.72	21.54
Québec	402	17.91	35.16
Drummondville	394	20.81	38.07
Jacques-Cartier	400	22.50	29.07
Rimouski	401	22.19	41.40
Moyenne	397	20.69	32.27

2. *CONTACTS AVEC LA POLICE*

La deuxième question destinée à découvrir la source de la connaissance de la police portait non seulement sur les contacts possibles des citoyens avec cette institution mais également sur leur fréquence. Elle était ainsi formulée :

« Vous est-il arrivé d'avoir des contacts avec la police dans les circonstances suivantes :

1. en tant que témoin ;
2. en tant que victime ;
3. pour avoir enfreint une loi de stationnement ;
4. pour avoir enfreint une loi de la circulation ;

¹ On entendait par parents le père, la mère, les frères, les soeurs et les cousins.

5. pour avoir séjourné au poste de police moins de trois heures ;
 6. pour avoir séjourné au poste de police plus de trois heures » ?
- a) Il apparaît tout d'abord que certains contacts avec la police ont en principe lieu dans des circonstances telles qu'ils ne risquent pas, par eux-mêmes, d'exercer une influence défavorable sur l'image que le public se fait de la police. C'est le cas des contacts en tant que témoin, victime ou infracteur à certains règlements de stationnement ou de la circulation ¹.

La fréquence de ce type de contacts policiers est, en général, peu élevée, sauf en matière d'infractions aux règlements de stationnement, où environ une personne sur quatre a affaire à la police (voir tableau 129). Cette sorte de contacts est néanmoins, sinon purement symbolique, du moins très indirecte puisque dans l'immense majorité des cas, ces infractions se règlent moyennant le versement du montant de l'amende imposée.

TABLEAU 129

FRÉQUENCE DES CONTACTS POLICIERS, SELON LES VILLES

VILLE	N	Témoin %	Victime %	Stationnement %	Circulation %
Montréal 1	390	15.38	22.94	28.97	16.91
Montréal 2	390	11.54	17.44	24.36	13.33
Québec	399	20.05	21.36	18.79	10.52
Drummondville	391	12.02	22.51	17.90	12.27
Jacques-Cartier	396	15.15	25.13	25.00	17.42
Rimouski	396	13.38	22.08	29.54	16.92
Moyenne	394	14.58	21.91	24.09	14.56

C'est dans la zone métropolitaine de Montréal, ainsi qu'à Rimouski, que ces contacts sont les plus fréquents.

Les contacts en tant que victime d'une infraction arrivent en deuxième place, avec une moyenne générale d'un peu plus de 20 p. cent et peu d'écart entre les villes, tandis qu'environ 15 p. cent de toute la population de notre échantillon a déclaré avoir eu des contacts avec la police en qualité de témoin. Le même proportion se manifeste en matière de circulation.

¹ Pour fins de notre enquête, était témoin la personne présente à la commission d'un crime et, par conséquent susceptible d'en fournir des renseignements à la police ; les victimes de la route étaient par ailleurs exclues de la catégorie « victimes ».

Comme il fallait s'y attendre, c'est encore la zone métropolitaine de Montréal qui accuse le plus fort pourcentage de contacts en ce qui concerne les infractions aux règlements de la circulation (16.91 p. cent à Montréal 1 et 17.42 p. cent à Jacques-Cartier, contre 10.52 p. cent à Québec).

b) À côté de cette catégorie de contacts, il en existe d'autres qui, touchant directement la liberté des individus, sont susceptibles d'influencer négativement la perception que les personnes qui y sont soumises ont de la police. Il s'agit des contacts effectués à l'occasion d'un séjour involontaire dans un poste de police.

Deux sortes de séjour étaient prévues dans notre enquête suivant que leur durée dépasse ou non trois heures.

TABLEAU 130

SÉJOUR AU POSTE DE POLICE, SELON LES VILLES

VILLE	N	moins de 3 heures %	N	plus de 3 heures %
Montréal 1	391	9.21	387	4.65
Montréal 2	389	4.88	390	3.08
Québec	398	3.27	396	2.27
Drummondville	393	5.34	393	1.53
Jacques-Cartier	397	6.80	394	3.81
Rimouski	394	3.30	387	0.52
Moyenne	394	5.47	391	2.64

Il y a, en effet, des cas où un individu est amené au poste de police pour un bref laps de temps et libéré presque aussitôt (par exemple, l'automobiliste qui, n'ayant pas sur lui son permis de conduire, téléphone du poste à sa famille qui le lui apporte). Dans d'autres circonstances, par contre — généralement parce qu'une infraction a été commise —, le séjour se prolonge au delà de trois heures.

Le tableau 130 montre que les deux types de séjour — de moins ou de plus de trois heures — sont plus élevés à Montréal et Jacques-Cartier que dans les autres villes.

Il convient de souligner que la fréquence réelle des séjours au poste de police pourrait s'avérer supérieure aux résultats ici rapportés car, en raison du caractère délicat de la question, il y a lieu de se demander si les personnes interviewées nous ont dit toute la vérité à ce sujet.

B. ÉVALUATION DE LA CONNAISSANCE

Après avoir essayé de déterminer les principales sources possibles de connaissance de la police par le public, nous nous étions ensuite fixé comme but de mesurer, à l'aide de quelques indices facilement contrôlables, le degré de cette connaissance. Parmi les indices choisis figuraient le nombre de policiers dans chaque ville, ainsi que l'existence et la durée de la formation policière.

1. NOMBRE DE POLICIERS

En ce qui concerne le premier point, la question suivante fut posée à la population échantillonnée de nos cinq villes : « Combien y-a-t-il de policiers municipaux dans votre ville, selon vous ? ».

Le tableau 131 présente pour chaque municipalité le pourcentage d'erreurs dans les réponses, ainsi que les écarts par rapport à la médiane.

TABLEAU 131

NOMBRE DE POLICIERS, ÉCARTS ET POURCENTAGE D'ERREURS, SELON LES VILLES

VILLE	Nombre de Policiers	Médiane	Écart	Erreurs* %
Montréal 1	3,642	2,767.5	874.5	24.0
Montréal 2	3,642	2,439	1,203	33.0
Québec	357	315.2	41.8	11.7
Drummondville	55	34.26	20.74	37.7
Jacques-Cartier	61	36.52	24.48	40.1
Rimouski	30	27.08	2.92	9.7

$$* \% \text{ d'erreurs} = \frac{\text{écart par rapport à la médiane}}{\text{nombre de policiers}}$$

Deux constatations s'imposent à l'examen de ce tableau : la première est une sous-évaluation des effectifs policiers dans toutes les villes ; la deuxième, l'existence d'une marge d'erreur considérable entre les réponses données. S'il semble normal que le taux le plus faible d'erreur dans les réponses appartienne à Rimouski à cause du nombre peu élevé de policiers, et que Montréal enregistre un taux d'erreur important en raison de l'ampleur de son service policier, le fait que Drummondville et Jacques-Cartier présentent des taux d'erreurs tellement considérables (37.7 p. cent et 40.1 p.

cent) est d'autant moins compréhensible que ces villes ne possèdent respectivement que 55 et 61 policiers.

Par ailleurs, dans trois des cinq villes (Montréal 1 et 2, Québec et Rimouski), la variable sexe a joué de façon très significative.

À Montréal 1, par exemple, où seulement 21 p. cent des gens interviewés ont donné une estimation correspondante à l'effectif réel qui est de 3,642 policiers, les femmes en ont sous-évalué le nombre. En effet, plus de 33 p. cent des répondants du sexe féminin pensent qu'il y a moins de 1,500 policiers à Montréal. Les femmes ont en outre des tendances extrêmes et donnent des chiffres soit nettement inférieurs à la réalité, soit nettement supérieurs (voir tableau 132).

TABLEAU 132

NOMBRE DE POLICIERS, SELON LE SEXE (MONTRÉAL 1)

SEXE	N	—1500 %	1500-2999 %	3000-3999 %	4000-4999 %	5000-6999 %	7000-7999 %	TOTAL %
Homme	217	20.74	31.34	28.11	7.83	5.07	6.91	100.00
Femme	175	33.14	24.00	13.71	8.00	10.86	10.29	100.00
Total	392	103	110	85	31	30	33	
Moyenne		26.28	28.06	21.68	7.91	7.65	8.42	100.00

Chi carré = 22.345 ; $P < .001$ pour 5 degrés de liberté.

L'estimation moins bonne donnée dans toutes les villes par les femmes tient sans doute au fait qu'elles ont moins de contact avec la police que les hommes.

2. DURÉE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Afin d'évaluer le degré de connaissance quant à l'existence et la durée de la formation policière, la question suivante fut incorporée dans notre questionnaire :

« Vos futurs policiers reçoivent-ils une formation particulière lorsqu'ils entrent dans votre corps de police ? Si oui, quelle est, selon vous, la durée de cette formation ? :

1. moins d'un mois ;
2. de un à trois mois ;
3. de quatre à six mois ;
4. plus de six mois ».

Le tableau 133 présente une vue d'ensemble des réponses données par les villes étudiées.

Il est tout d'abord surprenant de voir le pourcentage très élevé de gens qui pensent que leurs policiers ne reçoivent aucune formation. Ce pourcentage, qui représente un peu moins de 20 p. cent à Montréal, dépasse 30 p. cent dans les autres villes. En moyenne, une personne sur trois semble ignorer cet aspect important de la carrière du policier.

TABLEAU 133

DURÉE DE LA FORMATION POLICIÈRE, SELON LES VILLES

VILLE	N	aucune %	—1 mois %	1-3 mois %	4-6 mois %	6 mois + %	TOTAL %
Montréal 1	394	19.00	2.25	27.25	32.25	19.25	100.00
Montréal 2	390	18.50	2.00	14.75	28.50	36.25	100.00
Québec	400	34.09	2.00	21.06	22.05	20.80	100.00
Drummondville	394	37.25	2.75	23.00	21.75	15.25	100.00
Jacques-Cartier	398	30.25	3.00	22.50	24.50	19.75	100.00
Rimouski	399	36.75	8.50	29.75	13.25	11.75	100.00
Moyenne	396	29.31	3.42	23.05	23.72	20.50	100.00

Quant au pourcentage de réponses exactes, il est, pour l'ensemble des villes, d'environ 20 p. cent.

En examinant les résultats dans les deux échantillons de Montréal, et plus particulièrement l'écart entre les réponses concernant la durée de formation supérieure à 6 mois, on peut se demander si les personnes interrogées ont bien fait la distinction entre la situation actuelle et ce que l'on devrait avoir.

C. CONCLUSIONS

En guise de conclusion à ce chapitre, on peut affirmer que, malgré les diverses sources possibles d'information offertes au citoyen pour connaître son corps policier, le degré et la valeur de cette connaissance sont loin d'être satisfaisants.

On est dès lors tenté de souscrire aux remarques de Susini, qui, soulignant dans son essai d'analyse de la police à travers son image dans l'opinion publique, les difficultés d'un tel type d'enquête, prétend que rechercher une opinion quelconque dans le public c'est bien souvent contraindre le sujet interrogé de la créer à ce moment-là (Susini, 1966, p. 392).

CONCLUSION

CONCLUSION

Parmi les multiples approches possibles à l'étude de la police, nous avons décidé, pour diverses raisons, d'en ouvrir la problématique par le biais du sondage. La formule choisie n'avait peut-être pas le pouvoir discriminant de certaines autres méthodes d'enquête en profondeur. Néanmoins, nous pensions qu'étant donné l'absence totale d'éléments concrets d'information sur les attitudes réelles de la population à l'égard de la police en milieu québécois, elle était particulièrement adaptée à une étude « explorative » du genre de celle dans laquelle nous comptons nous engager.

Le but de la présente recherche était donc de sonder l'opinion publique sur la police. L'enquête fut effectuée dans cinq villes du Québec, choisies en fonction de leur représentativité du point de vue urbain et rural, ainsi que de leur taux de criminalité et de leur taux d'encadrement policier.

Les villes sélectionnées furent Montréal, Québec, Drummondville, Jacques-Cartier et Rimouski.

Dans chaque ville, le nombre de répondants a été fixé à 400, à l'exception de Montréal, où l'affrontement des policiers et des manifestants à l'occasion des événements du 24 juin nous a incités à mettre sur pied un deuxième échantillonnage. Ceci nous donnait une occasion inespérée de capter et de mesurer la dynamique de l'attitude du public à l'égard de la police. Le nombre total de personnes interviewées s'élevait à 2,400 et leur caractère représentatif a été établi grâce à une comparaison avec la pyramide d'âge et le taux de masculinité des populations totales de chaque ville.

Sur le plan méthodologique, il importe de rappeler les limitations de la technique utilisée dont la plus importante est sans aucun doute la possibilité d'obtenir non pas une image pré-existante au sondage, mais plutôt un « construit » établi en fonction des questions posées. Si on ajoute à ceci le fait qu'il n'est pas rare dans les sondages de se retrouver avec des résultats agglutinés, soit au centre de l'échelle, dans les zones neutres, soit dans les régions positives, provoquant ainsi une surévaluation, nous comprendrons mieux les réserves qu'il faut apporter dans l'interprétation et l'intérêt qu'il y aurait de compléter la présente enquête d'opinion publique par d'autres recherches où ces désavantages seraient atténués.

Nous allons tenter de résumer, dans les pages qui suivent, les principales constatations du sondage, en passant tour à tour en revue les chapitres consacrés à la perception, à la conception et à la connaissance réelle de la police par le public. Cet effort empirique sera ensuite complété de quelques considérations générales inspirées par certains résultats.

I. AU NIVEAU DE LA PERCEPTION

Notre tentative pour dégager le profil de l'image collective de la police a donné les résultats suivants :

A. Quant au statut professionnel du policier

Dans toutes les villes et chez toutes les personnes échantillonnées, le statut professionnel du policier n'est pas apparu très élevé puisqu'il s'est classé au quatrième rang sur un ensemble de cinq profession-témoins. Il serait intéressant de savoir, d'une part, pourquoi notre société ne se fait pas de la fonction de policier une idée très haute et, d'autre part, quelles sont les motivations réelles des jeunes gens qui décident malgré tout d'embrasser cette carrière.

B. Quant à la satisfaction du public

1. *Sur le plan de la sélection du personnel de police*

La satisfaction du public s'est située à un niveau généralement élevé en ce qui concerne les normes physiques d'embauche.

Ce taux baissa toutefois d'une manière significative en ce qui avait trait aux exigences scolaires. Cette attitude fut particulièrement marquée chez les jeunes et chez les répondants les plus scolarisés. La formation scolaire est donc le domaine où le public souhaite l'amélioration la plus sensible.

2. *Vis-à-vis du rôle de la police*

Trois personnes interviewées sur quatre se sont déclarées satisfaites de la façon dont la police s'acquittait du maintien de l'ordre, de la protection de la vie et de la propriété et de l'application des lois, c'est-à-dire, des tâches qui constituent l'essence même de la mission de police

Il en fut sensiblement de même pour la prévention du crime, la recherche et l'arrestation des criminels, où la proportion a été voisine de deux tiers. Dans ces deux séries de tâches, on note une appréciation beaucoup plus critique, pour ne pas dire péjorative, dans les grands centres comme Montréal et Québec.

L'évaluation plus « généreuse », pour ne pas dire la surévaluation, des petits centres s'est répétée pour certaines autres tâches de la police. Nous avons cependant constaté, non sans surprise, que le taux de satisfaction le plus élevé se manifestait à l'endroit des tâches de circulation, suivies du contrôle des manifestations.

En revanche, la lutte contre la prostitution et le contrôle de la délinquance juvénile furent jugés les moins satisfaisants. Cette attitude du public vis-à-vis de l'action de la police en matière de délinquance juvénile pouvait traduire, nous a-t-il semblé, à la fois une méconnaissance de l'effort policier dans ce domaine et une certaine inquiétude face aux problèmes de la jeunesse.

Aux différentes attitudes entre les villes, décrites ci-dessus, il faut ajouter le problème du contrôle des manifestations, perçu d'un oeil plus critique non seulement dans les grands centres mais aussi à l'intérieur d'une même ville — Montréal — pour le sondage effectué après le 24 juin.

Pour la plupart des secteurs d'activité, l'âge et le niveau de scolarité des personnes interviewées influençaient de façon statistiquement significative l'évaluation de la police. Dans le cas de l'âge, on nota un rapport directement proportionnel : les gens plus âgés étaient plus satisfaits et les plus jeunes l'étaient moins. En ce qui concerne la variable scolarité, l'association s'avéra inversement proportionnelle : les gens étaient d'autant plus satisfaits du travail de la police qu'ils étaient moins scolarisés et ils l'étaient d'autant moins qu'ils étaient plus instruits.

Les autres variables introduites, à savoir, le sexe, l'état civil et, dans le cas de Montréal, l'origine ethnique, n'ont pas modifié les résultats d'ensemble, qui donnèrent une impression générale de satisfaction assez grande et assez largement répandue dans l'opinion publique vis-à-vis de l'accomplissement des tâches policières.

3. *Face au comportement des policiers*

Si l'intégrité et la discipline des policiers ont, d'une façon générale, été jugées satisfaisantes par sept personnes sur dix, nous avons eu l'occasion de noter sur ce plan également une appréciation sensiblement plus élevée dans les petits centres que dans les villes de Montréal et Québec. D'autre part, nous avons pu observer que si la satisfaction vis-à-vis de l'efficacité était moins grande pour l'ensemble des villes que précédemment, elle était surtout imputable à la baisse de la cote accordée aux policiers des petites villes. Dans tous les cas, l'appréciation publique de la ligne de conduite policière, du triple point de vue intégrité, discipline et efficacité, fut fonction de l'âge et du degré d'instruction des sondés.

Par ailleurs, nous avons constaté que l'image du policier-jouet du policien était encore, indépendamment de l'âge, de la scolarité ou de la varia-

ble individuelle introduite, très vivante au Québec, et ce, dans toutes les couches de la population. Ici encore la répartition des réponses par ville n'a pas changé ; les répondants ont déclaré, contrairement à toute expectation que, selon eux, les policiers gardaient leurs distances de façon plus satisfaisante dans les petits centres que dans les grands.

Enfin, en ce qui concerne l'appréciation du comportement policier en interaction avec le public, nous avons pu faire un certain nombre de constatations intéressantes. Nous avons vu que les gens ne contestaient pas tellement le droit qu'avait ou que prenait la police d'intervenir, leur mécontentement étant surtout motivé par la façon dont se faisait le contact. Nous avons, de plus, constaté que les relations publiques de la police avec autrui, non plus généralisé, mais identifié comme suspect ou comme victime, étaient perçues de façon très différentes : la relation policier/victime reçut une haute cote d'appréciation, tandis que la relation policier/suspect fut cotée au même niveau que la relation police/citoyen en général. Ceci nous amena à conclure que l'image générale transcendant au sein de l'opinion publique, lorsque le type de personnage en interaction n'est pas spécifié, est celle de la police traitant chacun comme suspect. Encore ici, les plus jeunes et les plus instruits se signalent par des attitudes nettement plus figées que la masse.

Dans notre effort pour en arriver à une « *cote globale de satisfaction* », nous avons constaté, d'une part, la répartition selon la courbe normale du trait mesuré et, d'autre part, une surévaluation évidente. Cette dernière constatation n'a d'ailleurs pas eu pour effet d'invalidier les résultats puisque dans ce genre d'analyse, bâtie selon un modèle comparatif, les résultats absolus n'importent pas tant que les relations et les associations entre les résultats ou les phénomènes d'agglutination et de dispersion. Nous pouvons donc dire, d'une part, que nos intercorrélations entre certaines variables, spécialement avec l'âge et la scolarité, conservent toute leur valeur et que, d'autre part, même en tenant compte de l'évaluation gonflée, les gens se sont déclarés satisfaits de leur corps de police.

C. Quant à une évaluation générale de la police

La satisfaction systématiquement plus élevée du public des petites villes envers leur service de police n'a toutefois pas résisté à l'évaluation sur une base comparative. C'est alors que les grandes organisations, particulièrement celle de Montréal, connurent un renversement de situation et passèrent au premier rang.

Par ailleurs, l'évaluation de la police telle que perçue à travers son image dans les journaux, nous a permis de conclure que, entre son image dans l'opinion publique et celle rendue par la presse, la police a tout à gagner à choisir la première. De plus, si l'on se fie aux résultats du sondage, les gens de formation primaire croient systématiquement moins que ceux de

formation supérieure à la transmission par les journaux d'une image défavorable de la police.

D. Quant à la volonté de collaboration du public

On s'est rendu compte qu'une forte proportion de citoyens ne jugent pas nécessaire de rapporter à la police les délits mineurs dont ils auraient été victimes et nous nous sommes demandés jusqu'à quel point ceci pouvait constituer un indice de l'opinion réelle des citoyens vis-à-vis de l'efficacité de leur service de police.

Nous avons toutefois constaté qu'à l'occasion des interviews les citoyens de tous âges, de tous niveaux et de toutes villes ont exprimé leur volonté de collaborer avec la police.

II. AU NIVEAU DE LA CONCEPTION

La police, telle que la souhaitent les citoyens interrogés, se présente sous les traits suivants :

A. Quant au statut professionnel

Le policier idéal ne serait pas, nous l'avons vu, tellement différent du policier tel que perçu. Il continuerait d'exercer une profession requérant une formation secondaire à l'admission et un « entraînement » pratique de quelques mois. Alors que l'on a persisté pour demander de l'aspirant-policier qu'il soit intègre, on n'a pas cru devoir mettre beaucoup d'insistance sur l'efficacité. Par ailleurs, on a reconnu que la compétence devait primer sur l'ancienneté pour procurer de l'avancement dans la profession. On lui a accordé un salaire moyen en rapport avec le statut professionnel moyen qu'on lui a assigné, mais on a cependant jugé bon, sur un plan du moins, de classer le policier dans une catégorie professionnelle à part en lui refusant le droit de grève. Le jeune âge et la scolarité plus poussée des répondants ont eu pour effet d'accroître sensiblement les exigences à l'endroit de la profession.

B. Quant aux fonctions accomplies par la police

La collectivité exige de la police, outre ses tâches traditionnelles, relatives au maintien de l'ordre, à la détection et à la répression du crime, une foule de servitudes. C'est du moins ce qui est ressorti du sondage. Parmi les fonctions généralement assignées à la police, on nota par ordre décroissant d'importance : 1. la visite des écoles dans un but éducatif ; 2. le ramassage

et le transport des malades et blessés ; 3. le contrôle des manifestations ; 4. l'application des lois visant à faire respecter la moralité publique ; 5. sa présence en des lieux et dans des circonstances comportant un risque de danger comme lorsqu'un fil électrique est brisé ou qu'il y a un trou dans la chaussée ; 6. l'organisation de loisirs à l'intention de la jeunesse ; 7. le constat de tout accident de circulation même mineur.

La nature des fonctions exigées par la collectivité, en même temps que leur importance relative, devraient guider de façon plus sûre les administrateurs de la chose policière. Etant donné, en effet, que la police est, d'une part, sollicitée par la population et, d'autre part, refrénée par certains, qui préféreraient la voir se cantonner dans son rôle traditionnel de détection et de répression du crime, les autorités compétentes se doivent de connaître les sentiments réels de la population dans ce domaine, afin de s'engager ou non dans tel ou tel programme d'action.

Les variations régionales se sont révélées de faible envergure sur cette question des tâches policières. Toutefois, l'introduction des variables indépendantes a permis, une nouvelle fois, de faire ressortir l'importance de la scolarité sur les attitudes des répondants. On a pu en effet constater, dans presque tous les cas, une importance décroissante accordée à la nécessité du recours aux policiers à mesure que le degré scolaire des interviewés s'élevait. En somme, plus les gens sont instruits, moins ils acceptent facilement l'intervention de la police dans la vie des citoyens.

C. Quant aux moyens d'action de la police

Pour permettre à la police de réaliser sa mission, le public s'est déclaré favorable aux moyens d'action suivants :

1. le droit pour un policier de demander à un citoyen de s'identifier, avec, comme corollaire, l'obligation pour ce dernier de s'exécuter ;
2. la pratique des « descentes », à tout le moins pour fins de vérification, dans les endroits publics du type maisons de jeu, débits clandestins, maisons de prostitution, clubs de nuit et même discothèques ;
3. la détention provisoire, par mesure préventive, de certaines personnes susceptibles de participer à des actes répréhensibles lors de la visite d'un chef d'État, d'une élection ou d'une manifestation ;
4. l'utilisation de la contrainte physique dans des circonstances où les policiers eux-mêmes se l'interdisent, par exemple, lorsqu'un citoyen les insulte ou lorsque le sujet possède un casier judiciaire ;
5. le port d'arme pour les policiers et son utilisation en cas de menace armée ;

6. le recours, dans le but d'aider à découvrir la vérité, à certaines techniques comme le détecteur de mensonge, les tables d'écoute, les prises de sang et le test d'haleine.

Toutefois, si le public s'est déclaré prêt à étendre les pouvoirs de la police pour faciliter la défense du corps social, c'est dans le respect des droits fondamentaux de la personne qu'il l'a fait. Ceci s'est manifesté, d'une part, par la volonté unanime des répondants de voir la police informer tout détenu de ses droits et de lui permettre de communiquer avec un avocat dès son arrestation. D'autre part, le rejet de l'arrestation individuelle ou massive, sur de simples suspicions, pour des infractions de peu de gravité, ou en raison de la seule réputation des individus ou des endroits qu'ils fréquentent, s'inspire du même souci. L'attitude généralement négative de l'opinion publique vis-à-vis de l'utilisation de la force, des mauvais traitements ou de la tricherie pour obtenir des aveux, marque également l'intention de la population de voir la protection du corps social assurée dans le respect des droits de l'homme.

L'attitude générale face à certains des moyens d'action énumérés est telle qu'il n'y a aucune différence d'une ville à l'autre, ni de clivage entre les caractéristiques personnelles des répondants. C'est le cas notamment de l'identification sur demande d'un policier.

Dans le cas de l'arrestation d'un individu ivre, on se rend compte qu'elle est surtout réclamée dans les petits centres alors que les grandes villes sont plus tolérantes à ce sujet. Par ailleurs, l'arrestation massive à l'occasion de descentes de police est surtout approuvée par les éléments âgés et moins instruits de la population.

Le recours à la détention provisoire reçoit l'appui des populations des grandes villes surtout ; à l'intérieur de celles-ci, nous avons eu l'occasion de constater que si les femmes y étaient plus favorables que les hommes, les intellectuels manifestaient plus de réserve.

L'utilisation de la contrainte physique et armée a été rejetée de façon systématiquement plus prononcée par la population de Rimouski et, dans toutes les villes, par les plus jeunes et les plus scolarisés.

Toutefois, le couple jeunesse-instruction s'est dissocié sur la question des moyens que la technique et la science moderne peuvent mettre à la disposition de la police. Ainsi les jeunes ont approuvé, dans une proportion plus grande que les gens âgés, l'utilisation des tables d'écoute par la police, tandis que la population de formation supérieure restait fidèle à son attitude réprobatrice vis-à-vis de toute intrusion policière dans la vie des citoyens.

Cependant, lorsque questionnés sur l'utilisation possible du polygraphe, les plus instruits se sont ralliés aux plus jeunes mais dans un sens opposé aux item précédents, les deux groupes s'étant prononcés cette fois en faveur du détecteur de mensonge alors que l'opposition est venue des éléments les plus âgés et les moins instruits de la population.

D. Quant à l'organisation de la police

Afin de voir dans quelle mesure le public était prêt à faire suivre l'évolution de la fonction policière et de ses moyens d'action d'une évolution de son support administratif, nous avons posé un certain nombre de questions avec les résultats suivants :

1. comme en témoignent les réponses en matière de collaboration interpolicière, le public connaît mal les conditions administratives de cet important service social qu'est la police ;
2. en l'absence de solutions de rechange concrètes, le public préfère maintenir le statu quo ;
3. ceux qui voient dans le regroupement de l'effort de police l'amorce d'une solution, ont opté pour une réforme à l'échelle du Québec ;
4. cette attitude s'est dégagée de façon particulièrement marquée en ce qui concerne la création d'une police judiciaire au Québec ;
5. il y eut toutefois ambivalence concernant la police de la route avec un partage quasi égal des tenants du statu quo et les autres, c'est-à-dire, les personnes favorables à un changement ainsi que les indécis.

III. AU NIVEAU DE LA CONNAISSANCE

Enfin, dans le but de savoir sur quoi pouvaient se baser la perception et la conception de la police dans l'opinion publique, nous avons demandé aux répondants de nous indiquer l'origine et leur degré de connaissance de la police. Sur ce plan, nous pouvons conclure :

— qu'une proportion appréciable de citoyens avouent avoir eu des contacts avec la police, soit à titre personnel (parent ou ami), soit à titre professionnel (victime, témoin ou infracteur) ; et,

— que malgré ceci, rares sont ceux qui ont pu nous donner une approximation assez juste du nombre de policiers dans leur ville ou même nous fournir des renseignements exacts sur la formation de leurs policiers.

Il reste néanmoins que le citoyen peut avoir une bonne idée du rôle et des pouvoirs d'intervention de la police sans pour autant connaître certains détails de son organisation.

IV. QUELQUES CONSIDÉRATIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

Bien que l'apport de ce travail à la connaissance, sinon de la police, du moins de sa représentation dans l'opinion publique, soit beaucoup plus empirique que théorique, il n'en demeure pas moins que nous pouvons, sur

le plan déductif, formuler certaines réflexions et hypothèses que nous ont inspirées l'analyse des résultats et les rapprochements entre diverses séries de faits.

Nous croyons avoir démontré que la police, tant dans son statut professionnel que dans ses fonctions ou dans ses moyens d'action, ne saurait être traitée dans l'abstrait. Sous quelque aspect qu'on la regarde on doit la situer dans un contexte social, la replacer dans le courant de la dynamique sociale. C'est pourquoi il n'existe pas de définition stricte ou d'image unique de la police. L'idée qu'on se fait de la police et de son rôle dépend de la conception même qu'on se fait de l'homme et de la société.

C'est là une des raisons pour lesquelles les différences décelées dans notre étude ne se sont pas situées tellement entre la perception et la conception, mais entre l'idée de police et la réalité.

C'est ce qui explique aussi que l'idée de police n'est pas tellement fonction de la connaissance objective, mais plutôt des caractéristiques individuelles comme l'âge ou le degré d'instruction.

Cette co-variation de l'âge et de la scolarité, bien qu'ayant eu un impact certain mais limité dans notre recherche, sera d'ailleurs très importante dans le futur, étant donné la scolarisation accélérée et toujours plus poussée de la jeunesse québécoise. L'attitude de rébellion contre l'autorité qui caractérise les générations jeunes se doublera alors de l'esprit critique et individualiste des intellectuels avec l'effet d'entraînement qu'on peut prévoir.

C'est ce qui fait enfin que les problèmes de la police et de son insertion sociale ne sont pas de ceux que pourra régler une étude et des connaissances plus approfondies du droit mais s'apparentent beaucoup plus aux domaines qu'étudient la psychologie sociale et la sociologie.

Pour ceux qui pourraient encore en douter, la dégradation de l'image policière à la suite des événements du 24 juin et l'effet de propagation qu'ils ont eu sur tout l'appareil répressif constituent un cas d'espèce.

Il est à espérer que cette étude sur la police, institution indispensable dans toute organisation sociale, constituera le premier jalon d'une série de recherches en profondeur dans le champ peu exploré de l'administration de la justice criminelle.

ANNEXES

ANNEXE I

QUESTIONS CONNEXES

QUESTIONS CONNEXES

À la demande de la Commission d'enquête sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale, nous avons posé au public des cinq villes sélectionnées, une série de questions ayant pour but de mesurer son attitude à l'égard de certains points de droit pénal et de procédure criminelle.

Elles avaient trait à la reconnaissance de certains droits fondamentaux accordés généralement aux citoyens, ainsi qu'à l'attitude vis-à-vis de certaines sanctions pénales et, en particulier, de la peine d'emprisonnement.

A. LES DROITS FONDAMENTAUX DE LA PERSONNE HUMAINE

La première question de cette partie de la recherche avait pour objet de mesurer le degré de reconnaissance par le public des villes analysées des droits fondamentaux de la personne humaine, que ce soit dans le domaine du droit criminel ou dans d'autres domaines susceptibles de l'influencer.

La question était rédigée dans les termes suivants :

« Selon vous, le citoyen possède les droits suivants :

1. liberté d'expression ; 2. droit de manifester ; 3. droit de réunion et d'association ; 4. liberté de presse ; 5. droit à une défense pleine et entière devant le tribunal ; 6. droit de consulter un avocat avant d'être interrogé ».

Les moyennes élevées des réponses affirmatives montrent clairement que ces droits fondamentaux sont largement reconnus par le public (tableau 1).

TABLEAU 1
RECONNAISSANCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE LA PERSONNE HUMAINE,
MOYENNE DES CINQ VILLES

	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
1. Liberté expression	396	79.34	15.81	4.85	100.00
2. Droit manifester	396	59.11	31.17	9.72	100.00
3. Droit réunion-association	395	89.53	5.48	4.99	100.00
4. Liberté presse	395	73.92	17.56	8.52	100.00
5. Droit défense pleine	396	76.53	16.97	6.50	100.00
6. Droit consulter avocat	396	81.62	8.13	10.25	100.00

En analysant les résultats obtenus dans les différentes villes, on peut constater que, lors du deuxième sondage effectuée à Montréal, le taux des réponses affirmatives a sensiblement diminué. Cette baisse peut être attribuée aux événements de la Saint-Jean (tableau 2).

TABLEAU 2

**RECONNAISSANCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE LA PERSONNE HUMAINE
(MONTRÉAL 1 ET MONTRÉAL 2)**

	VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
1. Liberté expression	Mtl 1	394	82.74	11.93	5.33	100.00
	Mtl 2	390	74.10	20.26	5.64	100.00
3. Droit réunion-association	Mtl 1	391	89.26	5.37	5.37	100.00
	Mtl 2	390	83.33	7.95	8.72	100.00
5. Droit défense pleine	Mtl 1	394	84.77	9.64	5.59	100.00
	Mtl 2	390	75.13	18.21	6.66	100.00

Le droit de manifester n'a recueilli que 59.11 p. cent de voix affirmatives et même dans deux villes de notre échantillon — Québec et Jacques-Cartier — ce pourcentage dépasse à peine 52 p. cent (tableau 3).

TABLEAU 3

RECONNAISSANCE DU DROIT DE MANIFESTER, SELON LES VILLES

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	394	62.44	26.40	11.16	100.00
Montréal 2	389	63.24	29.56	7.20	100.00
Québec	401	52.37	37.41	10.22	100.00
Drummondville	393	62.34	25.70	11.96	100.00
Jacques-Cartier	398	52.26	41.21	6.53	100.00
Rimouski	400	62.00	26.75	11.25	100.00
Moyenne	396	59.11	31.17	9.72	100.00

Il ressort, par ailleurs, que les hommes sont plus favorables que les femmes à l'exercice de ce droit de manifestation, ce qui peut être attribué au manque général d'intérêt du sexe faible à l'endroit des activités sociales. Dans deux de nos villes — Montréal et Jacques-Cartier, — des différences significatives entre les réponses des personnes des deux sexes ont été observées

et notamment, un fort pourcentage de « je ne sais pas » chez les femmes, qui peut être interprété comme une confirmation de leur désintéressement pour les affaires publiques (voir tableau 4 pour Montréal 1).

Les autres variables indépendantes n'ont pas joué de façon significative en cette matière.

TABLEAU 4

RECONNAISSANCE DU DROIT DE MANIFESTER, SELON LE SEXE (MONTRÉAL 1)

SEXE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Homme	217	67.28	25.81	6.91	100.00
Femme	174	56.32	27.01	16.67	100.00
Total	391	244	103	44	
Moyenne		62.40	26.34	11.26	100.00

Chi carré = 10.077 ; $P < .01$ pour 2 degrés de liberté.

B. LES SANCTIONS PÉNALES

Si la question précédente visait à étudier l'attitude de notre échantillon à l'égard des différentes formes de criminalité, celle-ci avait pour objet d'analyser l'image que le public se fait de l'efficacité de diverses sanctions prévues dans notre législation positive.

Elle était rédigée de la façon suivante :

« Selon vous, les mesures suivantes aident-elles à réprimer efficacement le crime :

1. peine de mort ; 2. fouet ; 3. prison à vie ; 4. emprisonnement ; 5. sentence suspendue ; 6. amende ; 7. garder la paix pendant un certain temps ; 8. liberté surveillée ».

Le tableau 5 offre un premier aspect général de cette image.

Une première constatation mérite d'être soulignée. C'est l'image très favorable que le public des cinq villes examinées a de certaines mesures qui n'impliquent pas l'incarcération de l'auteur d'un acte délictueux. En effet, la liberté surveillée, avec 73.66 p. cent de voix favorables, est très fortement acceptée par le public, de même que l'engagement de ne pas troubler la paix et d'observer une bonne conduite pendant un certain temps (70.52 p. cent). Viennent ensuite les deux formes d'emprisonnement, la prison pour une période déterminée (67.36 p. cent) et la prison à vie (61.84 p. cent), ainsi

que l'amende (60.64 p. cent). La peine de mort est considérée comme une mesure efficace de lutte contre le crime par 52.34 p. cent des répondants, tandis que la suspension de sentence l'est par 50.93 p. cent. Finalement, la peine corporelle du fouet est repoussée mais par une très faible différence (46.77 p. cent contre 45.01 p. cent).

TABLEAU 5
ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'EFFICACITÉ DES MESURES PÉNALES,
MOYENNE DES CINQ VILLES

	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Peine de mort	396	52.34	41.52	6.14	100.00
Fouet	396	45.01	46.77	8.22	100.00
Prison à vie	396	61.84	32.17	5.99	100.00
Emprisonnement	395	67.36	25.13	7.51	100.00
Sentence suspendue	395	50.93	37.34	11.73	100.00
Amende	396	60.64	34.47	4.89	100.00
Garder la paix	395	70.52	23.02	6.46	100.00
Liberté surveillée	396	73.66	19.94	6.40	100.00

Après cette première remarque d'ordre général, il convient d'examiner individuellement les mesures énumérées ci-haut.

1. L'attitude à l'égard de la *peine de mort* constitue un bon indice du caractère punitif d'un individu. C'est pourquoi la question : « Etes-vous en faveur de la peine de mort ? », fut posée aux habitants des cinq villes choisies.

Le tableau 6 montre une attitude générale légèrement favorable à cette mesure (moyenne de 52.89 p. cent).

TABLEAU 6
ATTITUDE À L'ÉGARD DE LA PEINE DE MORT, SELON LES VILLES

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	391	59.85	32.23	7.92	100.00
Montréal 2	385	39.22	50.13	10.65	100.00
Québec	400	58.00	34.75	7.25	100.00
Drummondville	391	56.27	36.06	7.67	100.00
Jacques-Cartier	396	61.36	31.57	7.07	100.00
Rimouski	399	42.61	48.37	9.02	100.00
Moyenne	394	52.89	38.85	8.26	100.00

On peut néanmoins constater, dans le deuxième échantillon de Montréal, une nette augmentation des adversaires de la peine de mort (50.13 par rapport à 32.23 p. cent à Montréal 1). Cette différence d'attitude semble d'autant plus inexplicable que certains événements très importants — notamment l'assassinat du sénateur Robert Kennedy — survenus dans la période comprise entre les deux échantillons et qui ont frappé émotionnellement les populations du monde entier, auraient logiquement dû faire accroître le nombre de partisans de cette peine. Dans ces circonstances, la seule explication valable résiderait, à notre avis, dans l'hypothèse que les partisans de la peine capitale — le plus radical des moyens répressifs, — le sont également de la police. Les événements de la Saint-Jean ayant de façon générale changé l'image de la police dans le public, il semblerait normal que ce changement ait eu une répercussion statistique sur le taux des réponses.

TABLEAU 7

**ATTITUDE À L'ÉGARD DE LA PEINE DE MORT, SELON L'ÂGE
(MONTRÉAL 2, QUÉBEC ET RIMOUSKI)**

VILLE	ÂGE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
MONTRÉAL 2	21-29	87	34.48	57.47	8.05	100.00
	30-39	89	33.71	58.43	7.86	100.00
	40-49	79	39.24	49.37	11.39	100.00
	50-59	66	36.36	45.45	18.19	100.00
	60-plus	59	57.63	33.90	8.47	100.00
Total		380	149	191	40	
Moyenne			39.21	50.26	10.53	100.00
QUÉBEC	21-29	105	40.00	49.52	10.48	100.00
	30-39	68	57.35	38.24	4.41	100.00
	40-49	70	64.29	30.00	5.71	100.00
	50-59	74	71.62	20.27	8.11	100.00
	60-plus	78	62.82	30.77	6.41	100.00
Total		395	228	138	29	
Moyenne			57.72	34.94	7.34	100.00
RIMOUSKI	21-29	104	33.65	62.50	3.85	100.00
	30-39	106	42.55	44.34	13.11	100.00
	40-49	72	40.28	51.39	8.33	100.00
	50-59	54	51.85	44.44	3.71	100.00
	60-plus	60	51.67	31.67	16.66	100.00
Total		396	168	192	36	
Moyenne			42.42	48.48	9.10	100.00

Montréal 2 : Chi carré = 17.037 ; $P < .05$ pour 8 degrés de liberté.

Québec : Chi carré = 23.709 ; $P < .01$ pour 8 degrés de liberté.

Rimouski : Chi carré = 23.380 ; $P < .01$ pour 8 degrés de liberté.

Il convient également de souligner que Rimouski, avec 42.61 p. cent de partisans et 48.37 p. cent d'adversaires de la peine de mort, constitue une exception à cette attitude généralement favorable à cette mesure.

Si l'on analyse les réponses en fonction de l'âge des personnes interrogées (tableau 7), il apparaît d'une part que même dans les villes favorables à la peine capitale, par exemple Québec, les personnes âgées de 21 à 29 ans sont nettement contre cette mesure (40.00 pour et 49.52 p. cent contre) et d'autre part que même dans les deux villes qui ont manifesté une opinion défavorable (Montréal 2 et Rimouski), le public devient favorable à cette forme de punition après un certain âge (50 ans à Rimouski, 60 ans à Montréal).

De la même manière, les personnes mariées habitant Québec et Rimouski sont en règle générale et de façon significative plus favorables à la peine de mort que les célibataires (tableau 8).

TABLEAU 8

ATTITUDE À L'ÉGARD DE LA PEINE DE MORT, SELON L'ÉTAT CIVIL (QUÉBEC)

ÉTAT CIVIL	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Célibataire	108	52.78	43.52	3.70	100.00
Marié	242	60.33	32.64	7.03	100.00
Autre	49	59.18	26.53	14.29	100.00
Total	399	232	139	28	
Moyenne		58.12	34.84	7.01	100.00

Chi carré = 9.763 ; $P < .05$ pour 4 degrés de liberté.

On peut en outre affirmer que le degré d'instruction agit significativement dans le sens d'une attitude contraire à la peine de mort. C'est ainsi qu'à Montréal 2 — des pourcentages semblables ont été obtenus à Québec — 42.66 p. cent des personnes avec une instruction primaire se sont prononcées contre cette peine, alors que ce pourcentage est de 47.72 p. cent au niveau secondaire et de 65.12 p. cent au supérieur (chi carré = 12.705 ; $P < .02$ pour 2 degrés de liberté).

En ce qui concerne finalement l'efficacité de la peine capitale, l'attitude du public ne fait que corroborer les résultats de la question précédente. En effet, si à la suite de celle-ci le pourcentage des personnes favorables à la peine capitale était de 52.89 p. cent pour les cinq villes étudiées, celui des répondants qui considèrent cette mesure comme un moyen de répression

efficace contre le crime est de 52.34 p. cent (voir tableau 5). Par ailleurs, l'analyse des différentes variables (sexe, âge, état civil, scolarité, origine ethnique) donne sensiblement les mêmes résultats que pour l'autre question consacrée à cette matière.

2. La *peine corporelle du fouet* est unanimement condamnée, non seulement par les criminologues et pénalistes du monde entier, mais aussi par les Déclarations des droits de l'homme et les codes criminels de l'immense majorité des pays.

La présente recherche montre cependant que la population des villes étudiées ne semble pas vouloir rejeter de façon aussi radicale cette mesure humiliante (tableau 9).

TABLEAU 9

ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'EFFICACITÉ DE LA PEINE DU FOUET, SELON LES VILLES

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	394	53.81	37.31	8.88	100.00
Montréal 2	390	39.74	53.85	6.41	100.00
Québec	400	48.50	43.75	7.75	100.00
Drummondville	393	46.06	46.31	7.63	100.00
Jacques-Cartier	396	48.23	43.18	8.59	100.00
Rimouski	400	33.75	56.25	10.00	100.00
Moyenne	396	45.01	46.77	8.22	100.00

Ainsi, tandis que Montréal 1, Québec et Jacques-Cartier (quoique dans une proportion très faible), semblent reconnaître un certain caractère de prévention générale à cette mesure, Drummondville reste indécis et Montréal 2 et surtout Rimouski se prononcent contre l'efficacité de cette peine.

La différence d'attitude entre les deux échantillons de Montréal est inexplicable, à moins d'accepter l'hypothèse que nous avons avancée pour justifier la même différence d'attitude en ce qui concerne la peine de mort, à savoir, que les partisans des deux formes de pénalité le sont également de la police et que les événements de la Saint-Jean ayant changé l'image favorable que l'on avait de cette institution, ce changement a eu des répercussions sur le taux des réponses.

Par ailleurs, dans ces deux dernières villes, le taux de réponses favorables augmente de façon significative avec l'âge (tableau 10).

TABLEAU 10

**ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'EFFICACITÉ DE LA PEINE DU FOUET, SELON L'ÂGE
(MONTRÉAL 1)**

ÂGE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
21-29	82	40.24	51.22	8.54	100.00
30-39	79	45.57	40.51	13.92	100.00
40-49	94	64.89	29.79	5.32	100.00
50-59	64	53.13	35.94	10.93	100.00
60 et plus	70	65.71	27.14	7.15	100.00
Total	389	210	144	35	
Moyenne		53.98	37.02	9.00	100.00

Chi carré = 19.788 ; $P < .02$ pour 8 degrés de liberté.

3. L'étude des statistiques criminelles des 20 dernières années montre que la condamnation à une *peine de prison, pénitencier, maison de correction ou école de formation* est la sanction pénale la plus largement utilisée en ce qui concerne les actes criminels aussi bien au Canada qu'au Québec (tableau 11).

Par ailleurs, nous avons déjà souligné que le public des villes, objet de notre recherche, considère les deux formes privatives de liberté envisagées — prison à vie, prison temporaire — comme des moyens efficaces de lutte contre le crime. Les moyennes générales indiquées (61.84 p. cent en ce qui concerne la première mesure, 67.36 p. cent quant à la deuxième) correspondent en outre aux moyennes des résultats obtenus dans chaque ville.

Parmi les variables examinées, seule l'origine ethnique agit de façon significative en cette matière. C'est ainsi qu'à Montréal 1 les résultats sont les suivants : 81.48 p. cent de voix favorables de Canadiens-Anglais contre 65.17 p. cent de Canadiens-Français en ce qui concerne la prison à vie (chi carré = 15.271 ; $P < .01$ pour 4 degrés de liberté) et de 83.02 p. cent contre 65.52 p. cent quant à l'emprisonnement temporaire (chi carré = 12.504 ; $P < .05$ pour 4 degrés de liberté).

4. Comme il apparaît au tableau 11, l'*amende* est la sanction qui se classe généralement en deuxième place dans la liste de sentences préférées par les juges. Le public de notre échantillon croit largement à l'efficacité de cette mesure (moyenne : 60.64 p. cent de voix favorables). Comme dans le cas de l'emprisonnement, la moyenne de chaque ville s'écarte très peu de la moyenne générale (tableau 12).

TABLEAU 11

LES SANCTIONS PÉNALES AU QUÉBEC ET AILLEURS AU CANADA

SANCTION	Québec	Ont.	C.B.	Alb.	Sask.	Man.	N.E.	N.B.	T.N.	I.P.E.	Y.&T.N.O.	Canada
Prison	38.62	30.05	35.96	44.00	45.86	33.61	27.71	35.62	35.53	34.21	62.07	34.92
Pénitencier	11.85	4.87	6.60	6.99	4.35	5.05	11.09	10.00	2.68	5.26	5.75	7.13
Maison de correction	0.98	12.47	4.68	0.54	0.33	2.26	0.43	0.38	— —	— —	— —	5.72
École de formation	1.72	0.05	1.55	0.03	0.08	2.02	0.13	— —	0.18	— —	— —	0.68
Probation avec surveillance	6.48	16.55	7.52	9.06	8.28	21.91	11.90	19.25	13.57	2.63	6.90	11.08
Probation sans surveillance	11.89	10.68	10.73	5.76	5.36	6.77	14.14	2.62	7.32	13.16	2.30	11.26
Amende	28.41	25.30	32.91	33.55	35.74	28.33	34.60	32.13	40.72	44.74	22.98	29.15
Peine capitale	0.05	0.03	0.05	0.07	— —	0.05	— —	— —	— —	— —	— —	0.06
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

— Ces pourcentages représentent la moyenne de condamnations annuelles à chaque mesure durant la période de 1949 à 1960 (12 ans).

— Pour Terre-Neuve, le pourcentage est calculé sur la base de la moyenne des condamnations pour une période de 10 ans seulement allant de 1951 à 1960.

— Source : Statistique de la criminalité, B.F.S. Ottawa.

TABLEAU 12
ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'EFFICACITÉ DE LA PEINE D'AMENDE,
SELON LES VILLES

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	393	60.31	32.82	6.87	100.00
Montréal 2	390	61.79	34.87	3.34	100.00
Québec	401	61.35	33.92	4.73	100.00
Drummondville	394	65.23	30.20	4.57	100.00
Jacques-Cartier	398	53.52	41.46	5.02	100.00
Rimouski	399	61.65	33.58	4.77	100.00
Moyenne	396	60.64	34.47	4.89	100.00

En raison peut-être de leur niveau économique plus élevé, qui leur permet de s'en acquitter plus facilement, les Canadiens-Anglais sont de façon significative beaucoup plus favorables à cette mesure pécuniaire que les Canadiens-Français (tableau 13).

5. Parmi son arsenal de sanctions, le code criminel prévoit (art. 637) que « lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction punissable par déclaration sommaire de culpabilité, la Cour peut ordonner que la personne contracte, à un moment que fixe la Cour, un *engagement*, avec ou sans caution, *de ne pas troubler la paix et d'observer une bonne conduite*, pendant une période d'au plus deux ans et, à défaut de ce faire, peut, par mandat selon la formule 20, l'envoyer en prison jusqu'à ce que l'engagement ait été contracté ou le cautionnement donné. »

TABLEAU 13
ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'EFFICACITÉ DE LA PEINE D'AMENDE,
SELON L'ORIGINE ETHNIQUE (MONTRÉAL 1)

ORIGINE ETHNIQUE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Canadien- Français	290	57.59	37.93	4.48	100.00
Canadien- Anglais	54	70.37	18.52	11.11	100.00
Autre	46	65.22	19.57	15.21	100.00
Total	390	235	129	26	
Moyenne		60.26	33.08	6.66	100.00

Chi carré = 18.232 ; $P < .01$ pour 4 degrés de liberté.

Cette mesure, qui peut être imposée en plus de la pénalité infligée lorsque l'accusé est déclaré coupable d'un acte criminel, peut aussi remplacer la peine de prison lorsqu'il s'agit d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité. Elle constitue donc une des mesures alternatives à l'emprisonnement préconisées par la pénologie moderne.

Il est encourageant de voir que le public de notre échantillon considère la caution de bonne conduite comme une des mesures les plus efficaces pour lutter contre le crime (voir tableau 5).

Si l'on analyse la réaction des différentes villes, on s'aperçoit que Montréal et sa banlieue sont plus réticentes que les autres municipalités à admettre l'efficacité de cette mesure (tableau 14). Cela peut être dû à une connaissance plus réelle des difficultés d'application de ce moyen, qui suppose, pour atteindre des résultats satisfaisants, tout un système de surveillance actuellement inexistant.

TABLEAU 14
ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'EFFICACITÉ DE LA CAUTION
DE BONNE CONDUITE, SELON LES VILLES

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	391	67.26	22.51	10.23	100.00
Montréal 2	388	65.46	29.38	5.16	100.00
Québec	402	72.64	20.65	6.71	100.00
Drummondville	392	75.00	19.64	5.36	100.00
Jacques-Cartier	398	69.60	25.88	4.52	100.00
Rimouski	399	73.18	20.05	6.77	100.00
Moyenne	395	70.52	23.02	6.46	100.00

Par ailleurs, l'analyse de la variable scolarité confirme cette hypothèse. En effet, plus le niveau d'instruction est élevé moins on croit à l'efficacité de cette mesure. Les résultats sont très significatifs à Québec, Drummondville et Jacques-Cartier (voir tableau 15).

En ce qui concerne finalement l'origine ethnique, l'attitude des Canadiens-Anglais à l'égard de la caution de bonne conduite est significativement plus favorable que celle des Canadiens-Français (75.93 p. cent contre 65.74 p. cent à Montréal 1 : chi carré = 10,261 ; $P < .05$ pour 4 degrés de liberté).

6. À la suite des recommandations du Rapport Fauteux (1956), le législateur canadien a institué, par l'article 638 modifié, un système de réhabilitation en faveur du délinquant primaire ou de celui qui n'a subi qu'une seule condamnation.

TABLEAU 15

**ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'EFFICACITÉ DE LA CAUTION
DE BONNE CONDUITE, SELON LA SCOLARITÉ (QUÉBEC)**

SCOLARITÉ	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Primaire	146	85.62	10.27	4.11	100.00
Secondaire	181	71.82	23.20	4.98	100.00
Supérieure	75	49.33	34.67	16.00	100.00
Total	402	292	83	27	
Moyenne		72.64	20.65	6.71	100.00

Chi carré = 36.180 ; P < .001 pour 4 degrés de liberté.

En effet, cet article prévoit que « (1) lorsqu'un accusé est déclaré coupable d'une infraction et qu'aucune condamnation antérieure n'est établie contre lui, et s'il paraît à la Cour qui le déclare coupable ou entend un appel que, vu son âge, sa réputation et ses antécédents, la nature de l'infraction et les circonstances atténuantes dans lesquelles l'infraction a été commise, il convient que l'accusé soit libéré conditionnellement, la cour peut, sauf lorsque la loi stipule une peine minimum, au lieu de le condamner à quelque peine, surseoir au prononcé de la sentence et prescrire qu'il soit libéré dès qu'il aura contracté un engagement selon la formule 28, avec ou sans caution, a) de ne pas troubler l'ordre public et d'observer une bonne conduite durant toute la période que fixe la cour ; et b) de comparaître et de recevoir sa sentence lorsqu'il y sera appelé au cours de la période fixée en vertu de l'alinéa a), s'il viole son engagement. . . »

(3) Une cour qui sursoit au prononcé d'une sentence peut exiger, comme condition de l'engagement, que l'accusé se présente de temps à autre, selon qu'elle peut prescrire, devant une personne désignée par la Cour, et l'accusé doit être sous la surveillance de cette personne pendant la période prescrite.

(4) La personne désignée par la cour en vertu du paragraphe (3) doit faire rapport à la cour si l'accusé ne remplit pas les conditions d'après lesquelles il a été sursis au prononcé de la sentence, et la cour peut ordonner que l'accusé soit amené devant elle pour recevoir sa sentence. . . »

L'article 638 reconnaît donc deux sortes de sursis de sentence. Le sursis simple, ou *sentence suspendue*, impose certes l'observation de certaines conditions, mais l'absence d'une surveillance efficace peut rendre la mesure illusoire. Par contre, le *sursis avec surveillance* implique une assistance organisée et une individualisation très poussée.

Pour des raisons évidentes, le système de sursis avec surveillance (liberté surveillée) est plus progressif et plus efficace du point de vue de la réhabilitation que le sursis simple (sentence suspendue). Il est à noter que dans les pays qui appliquent simultanément ces deux formes de sursis, le système de la sentence suspendue est en régression par rapport à la liberté surveillée. On peut en outre constater que le premier système est toujours appliqué dans les pays où le personnel qualifié pour la surveillance et l'assistance n'est pas disponible.

Pour les fins de notre recherche cependant, l'expression liberté surveillée voulait dire aussi bien sursis de la sentence que libération conditionnelle après avoir exécuté une partie de la peine d'emprisonnement. Notre but était de connaître l'attitude du public à l'égard de ces formes non punitives de traitement correctif et surtout de déceler une différence d'attitude suivant que cette liberté soit accompagnée de surveillance ou pas.

Le public semble avoir réagi de façon adéquate, puisque la moyenne de réponses favorables dans le cas de sentence suspendue n'est que de 50.93 p. cent, tandis que dans l'hypothèse de la liberté surveillée elle est de 73.66 p. cent (voir tableau 5).

Le tableau 16 indique la réaction par villes vis-à-vis de la sentence suspendue.

TABLEAU 16
ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'EFFICACITÉ DE LA SENTENCE SUSPENDUE,
SELON LES VILLES

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	390	48.72	37.18	14.10	100.00
Montréal 2	388	58.25	34.28	7.47	100.00
Québec	401	44.64	42.89	12.47	100.00
Drummondville	392	53.32	35.71	10.97	100.00
Jacques-Cartier	399	45.61	43.61	10.78	100.00
Rimouski	398	55.03	30.40	14.57	100.00
Moyenne	395	50.93	37.34	11.73	100.00

Quant à l'attitude à l'égard de la liberté surveillée (tableau 17), il apparaît que l'acceptation de cette mesure se fait plus facilement dans les villes petites et moyennes que dans la zone métropolitaine (Rimouski, 77.94 p. cent ; Québec, 73.89 p. cent ; Jacques-Cartier, 70.10 p. cent ; Montréal 2, 67.61 p. cent).

La variable scolarité, qui est intervenue jusqu'à présent pour mitiger de façon significative l'attitude répressive du public vis-à-vis de certaines formes de criminalité (ex. : peine de mort, homosexualité, vagabondage, avortement,

etc. . .) en ce sens qu'à un niveau d'instruction plus élevé correspondait une attitude moins sévère, joue, en matière de liberté avec surveillance, dans un sens tout à fait différent.

TABLEAU 17
ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'EFFICACITÉ DE LA LIBERTÉ SURVEILLÉE,
SELON LES VILLES

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	393	70.74	20.61	8.65	100.00
Montréal 2	389	67.61	28.53	3.86	100.00
Québec	402	73.89	19.15	6.96	100.00
Drummondville	393	81.68	12.47	5.85	100.00
Jacques-Cartier	398	70.10	23.87	6.03	100.00
Rimouski	399	77.94	15.04	7.02	100.00
Moyenne	396	73.66	19.94	6.40	100.00

Le tableau 18 montre en effet qu'à mesure que le degré d'instruction s'améliore, le public de notre échantillon accepte plus difficilement l'efficacité de cette mesure. Il convient néanmoins d'indiquer que, même au niveau supérieur d'instruction, où l'on trouve les pourcentages les plus faibles de voix favorables à la liberté surveillée, celles-ci l'emportent très aisément sur les voix défavorables.

TABLEAU 18
ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'EFFICACITÉ DE LA LIBERTÉ SURVEILLÉE,
SELON LA SCOLARITÉ (QUÉBEC)

SCOLARITÉ	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Primaire	146	81.51	13.01	5.48	100.00
Secondaire	181	75.14	20.44	4.42	100.00
Supérieure	75	56.00	28.00	16.00	100.00
Total	402	297	77	28	
Moyenne		73.88	19.15	6.97	100.00

Chi carré = 21.426 ; $P < .001$ pour 4 degrés de liberté.

C. L'EMPRISONNEMENT

1. La troisième question de cette partie se lisait comme suit : « Les individus qui ont commis les délits suivants devraient-ils, selon vous, subir une peine d'emprisonnement ? : 1. vol à main armée ; 2. homosexualité ; 3. vagabondage ; 4. conduite dangereuse ; 5. tentative de suicide ; 6. terrorisme ; 7. viol ; 8. incendie ; 9. vol à l'étalage ; 10. avortement (avorteur) ».

Son but était d'analyser l'attitude du public de notre échantillon à l'égard de l'application de la peine de prison aux différentes formes de criminalité. Parmi celles-ci, certaines constituent, en raison de leur étendue, des motifs sérieux d'alarme aussi bien pour les pouvoirs publics que pour la population en général (vol à main armée, vol à l'étalage, infractions de la route) ; d'autres (terrorisme) représentent des manifestations particulières de l'activité criminelle de la vie d'un pays à un moment donné de son histoire ; d'autres (homosexualité) font actuellement l'objet d'études en vue de possibles réformes des lois pénales ; d'autres finalement (vagabondage) peuvent contribuer à détériorer les relations entre le public et la police, étant donné que cette dernière se sert souvent des dispositions du code criminel concernant la flânerie et le vagabondage pour arrêter des personnes qu'on est dans l'impossibilité d'appréhender pour d'autres raisons plus précises.

Le tableau 19 rapporte les moyennes des réponses données par les cinq villes en ce qui concerne l'application de la peine d'emprisonnement aux diverses formes de criminalité ci-dessus énumérées.

TABLEAU 19

**ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'APPLICATION DE LA PEINE DE PRISON
AUX DIVERSES FORMES DE CRIMINALITÉ, MOYENNE DES CINQ VILLES**

DÉLITS	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Vol à main armée	397	97.69	1.43	0.88	100.00
Viol	396	92.71	5.11	2.18	100.00
Incendie	396	91.96	5.35	2.69	100.00
Terrorisme	395	86.76	7.67	5.57	100.00
Conduite dangereuse	396	74.88	20.44	4.68	100.00
Avortement (avorteur)	396	74.10	16.77	9.13	100.00
Vol à l'étalage	396	62.85	27.10	10.05	100.00
Homosexualité	396	42.17	46.16	11.67	100.00
Vagabondage	396	33.11	55.45	11.44	100.00
Tentative de suicide	396	26.65	65.56	7.79	100.00

Une première constatation s'impose à l'examen de ce tableau. Certains actes criminels sont unanimement condamnés par les citoyens des villes objet de notre recherche (vol à main armée, viol, incendie et terrorisme). La réaction populaire semble donc coïncider avec la punition sévère que la loi réserve à ce type de crime.

En ce qui concerne la *conduite dangereuse de véhicules automobiles*, l'attitude du public est généralement favorable à l'emprisonnement (moyenne de 74.88 p. cent). Cette attitude est plus sévère dans les grandes villes que dans les petites municipalités rurales (77.41 p. cent à Montréal 1 ; 70.00 p. cent à Rimouski), où le problème de la circulation automobile n'a pas atteint les mêmes proportions que dans les zones métropolitaines. Les variables indépendantes n'ont pas joué, en cette matière, de façon significative.

En matière d'*avortement*, on recherchait l'attitude du public à l'égard des personnes qui pratiquent ou tentent de pratiquer des manœuvres abortives (médecin, sage-femme, praticien, etc. . .). On écartait donc les cas où la femme provoque ou essaie de provoquer son propre avortement.

Le sondage a révélé une attitude nettement favorable à l'emprisonnement de l'avorteur (tableau 20). Il a également montré des différences d'attitude significatives entre les deux principaux groupes ethniques de la province. C'est ainsi que, tandis que les Canadiens-Français sont favorables à l'emprisonnement dans une proportion de 75.26 p. cent, les Canadiens-Anglais favorables à cette forme de punition ne représentent que 53.70 p. cent (tableau 21).

TABLEAU 20

**ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'APPLICATION DE LA PEINE DE PRISON
À L'AVORTEUR, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	394	70.56	18.02	11.42	100.00
Montréal 2	389	71.72	22.37	5.91	100.00
Québec	400	76.25	15.75	8.00	100.00
Drummondville	394	76.40	14.97	8.63	100.00
Jacques-Cartier	400	72.75	16.75	10.50	100.00
Rimouski	399	76.94	12.78	10.28	100.00
Moyenne	396	74.10	16.77	9.13	100.00

TABLEAU 21

**ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'APPLICATION DE LA PEINE DE PRISON
À L'AVORTEUR, SELON L'ORIGINE ETHNIQUE (MONTRÉAL 1)**

ORIGINE ETHNIQUE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Canadien-Anglais	291	75.26	14.09	10.65	100.00
Canadien-Français	54	53.70	33.33	12.97	100.00
Autre	46	63.04	26.09	10.87	100.00
Total	391	277	71	43	
Moyenne		70.84	18.16	11.00	100.00

Chi carré = 14.750 ; $P < .01$ pour 4 degrés de liberté.

D'après le tableau 22, qui analyse en fonction de la scolarité l'opinion de Montréal 1 vis-à-vis de la répression de l'avortement, la sévérité diminue proportionnellement au degré d'instruction des individus, et ceci de façon très significative. Le deuxième échantillon de Montréal, comme celui de la ville de Québec, présentent les mêmes caractéristiques.

TABLEAU 22

**ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'APPLICATION DE LA PEINE DE PRISON
À L'AVORTEUR, SELON LA SCOLARITÉ (MONTRÉAL 1)**

SCOLARITÉ	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Primaire	142	76.33	16.20	7.47	100.00
Secondaire	169	73.97	13.61	12.42	100.00
Supérieure	83	54.21	30.12	15.67	100.00
Total	394	278	71	45	
Moyenne		70.56	18.02	11.42	100.00

Chi carré = 15.366 ; $P < .01$ pour 4 degrés de liberté.

Quant au *vol à l'étalage*, l'attitude du public est assez favorable à l'emprisonnement des auteurs de ce type d'infraction (tableau 23).

Ce tableau montre que cette attitude punitive est plus accentuée dans la zone métropolitaine de Montréal ou dans les grandes villes, où le phénomène est plus fréquent, que dans les zones rurales ou à faible densité de population (67.18 p. cent à Montréal 1 contre 59.00 p. cent à Rimouski et 58.38 p. cent à Drummondville).

TABLEAU 23

**ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'APPLICATION DE LA PEINE DE PRISON
POUR VOL À L'ÉTALAGE, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	393	67.18	21.37	11.45	100.00
Montréal 2	389	64.01	28.53	7.46	100.00
Québec	401	60.85	28.18	10.97	100.00
Drummondville	394	58.38	31.22	10.40	100.00
Jacques-Cartier	399	67.67	24.56	7.77	100.00
Rimouski	400	59.00	28.75	12.25	100.00
Moyenne	396	62.85	27.10	10.05	100.00

Comme il apparaît au tableau 24, la sévérité à l'égard de cette forme de criminalité s'accroît avec l'âge de façon régulière et significative. À Montréal 2, par exemple, le pourcentage des personnes favorables à l'emprisonnement, qui est de 58.14 p. cent pour la première tranche d'âge envisagée, augmente régulièrement (59.34 p. cent, 60.98 p. cent, 65.15 p. cent) et atteint 81.36 p. cent pour la dernière tranche d'âge.

TABLEAU 24

**ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'APPLICATION DE LA PEINE DE PRISON
POUR VOL À L'ÉTALAGE, SELON L'ÂGE (MONTRÉAL 2)**

ÂGE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
21-29	86	58.14	31.40	10.46	100.00
30-39	91	59.34	36.26	4.40	100.00
40-49	82	60.98	31.71	7.31	100.00
50-59	66	65.15	22.73	12.12	100.00
60-plus	59	81.36	15.25	3.39	100.00
Total	384	245	110	29	
Moyenne		63.80	28.65	7.55	100.00

Chi carré = 15.877 ; $P < .05$ pour 8 degrés de liberté.

On peut, par contre, constater facilement que cette sévérité décroît à mesure que le degré d'instruction s'améliore (tableau 25). Comme pour les autres formes de criminalité déjà examinées, la scolarité joue ici pour l'ensemble des villes et de façon très significative, dans le sens d'une plus grande indulgence.

TABLEAU 25

**ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'APPLICATION DE LA PEINE DE PRISON
POUR VOL À L'ÉTALAGE, SELON LA SCOLARITÉ (MONTREAL 1)**

SCOLARITÉ	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Primaire	142	71.83	18.31	9.86	100.00
Secondaire	169	66.27	21.90	11.83	100.00
Supérieure	82	60.97	25.61	13.42	100.00
Total	393	264	84	45	
Moyenne		67.18	21.37	11.45	100.00

Chi carré = 30.261 ; $P < .001$ pour 4 degrés de liberté.

L'application de la peine d'emprisonnement aux *homosexuels* reçoit une interprétation différente dans les cinq villes analysées (tableau 26).

En effet, si le public montréalais semble opposé à la peine privative de liberté pour réprimer ce type d'activité dans une proportion assez forte (36.13 p. cent pour et 46.82 p. cent contre en ce qui concerne le premier échantillon ; 33.59 p. cent pour et 57.95 p. cent quant au deuxième), à Drummondville ce pourcentage n'est que de 42.49 p. cent pour et 46.56 p.

TABLEAU 26

**ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'APPLICATION DE LA PEINE DE PRISON
À L'HOMOSEXUALITÉ, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	393	36.13	46.82	17.05	100.00
Montréal 2	390	33.59	57.95	8.46	100.00
Québec	401	50.87	38.40	10.73	100.00
Drummondville	393	42.49	46.56	10.95	100.00
Jacques-Cartier	399	45.11	45.61	9.28	100.00
Rimouski	399	44.86	41.60	13.54	100.00
Moyenne	396	42.17	46.16	11.67	100.00

cent contre, tandis qu'à Jacques-Cartier les opinions sont sensiblement partagées (45.11 p. cent pour et 45.61 p. cent contre) et qu'à Rimouski et surtout à Québec on a une attitude nettement punitive à l'égard de l'homosexualité (44.86 p. cent pour et 41.60 p. cent contre à Rimouski ; 50.87 p. cent pour et 38.40 p. cent contre à Québec).

Quoi qu'il en soit, la moyenne de la population étudiée est légèrement contre l'emprisonnement comme moyen de répression ou de prévention de cette forme de déviance (42.17 p. cent pour et 46.16 p. cent contre).

Il convient de souligner que dans la zone métropolitaine de Montréal, où l'opinion du public est contraire à l'application de l'emprisonnement pour punir l'homosexualité, on relève chez les Canadiens-Anglais une attitude beaucoup plus libérale que chez les Canadiens-Français (tableau 27).

TABLEAU 27

**ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'APPLICATION DE LA PEINE DE PRISON
À L'HOMOSEXUALITÉ, SELON L'ORIGINE ETHNIQUE (MONTRÉAL 1)**

ORIGINE ETHNIQUE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Canadien-Français	290	38.97	44.14	16.89	100.00
Canadien-Anglais	54	20.37	68.52	11.11	100.00
Autres	46	36.96	41.30	21.74	100.00
Total	390	141	184	65	
Moyenne		36.15	47.18	16.67	100.00

Chi carré = 12.200 ; $P < .02$ pour 4 degrés de liberté.

Par ailleurs, même dans les villes favorables à l'emprisonnement, les personnes de moins de 30 ans se sont déclarées contre l'application de cette mesure à l'égard de l'homosexualité. À Québec, par exemple, où les réponses favorables et contraires à la peine de prison étaient respectivement de 50.87 p. cent et de 38.40 p. cent, cette différence d'attitude en fonction de l'âge est assez significative (37.14 p. cent pour et 50.48 p. cent contre ; chi carré = 22.515 ; $P < .01$ pour 8 degrés de liberté).

Le niveau d'instruction intervient également de façon très significative sur l'attitude du public à l'égard de l'homosexualité. C'est ainsi qu'à Montréal 1, le pourcentage des personnes favorables à l'emprisonnement est de 45.78 p. cent pour le primaire (35.92 p. cent contre), de 35.50 p. cent pour le secondaire (45.56 p. cent contre) et de seulement 20.73 p. cent pour le niveau supérieur (68.29 p. cent contre). Des proportions semblables sont à signaler dans les autres villes de la province analysées (voir tableau 28).

TABLEAU 28

**ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'APPLICATION DE LA PEINE DE PRISON
À L'HOMOSEXUALITÉ, SELON LA SCOLARITÉ (MONTRÉAL 1)**

SCOLARITÉ	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Primaire	142	45.78	35.92	18.30	100.00
Secondaire	169	35.50	45.56	18.94	100.00
Supérieure	82	20.73	68.29	10.98	100.00
Total	393	142	184	67	
Moyenne		36.13	46.82	17.05	100.00

Chi carré = 22.794 ; P < .001 pour 4 degrés de liberté.

La divergence existant actuellement quant à la pertinence d'utiliser une peine pour faire face au problème des activités homosexuelles se trouve confirmée par le pourcentage élevé de réponses « je ne sais pas » (voir tableaux 27 et 28).

En matière de *vagabondage*, l'opinion publique québécoise semble généralement opposée à la peine d'emprisonnement (tableau 29).

On constate que cette tendance, très accentuée à Montréal (29.59 p. cent dans le premier échantillon et 28.21 p. cent dans le deuxième) et dans la proche banlieue (30.58 p. cent à Jacques-Cartier), l'est de moins en moins à mesure que l'on s'éloigne de la zone métropolitaine (34.26 p. cent à Drummondville, 36.66 p. cent à Québec et 39.35 p. cent à Rimouski).

TABLEAU 29

**ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'APPLICATION DE LA PEINE DE PRISON
POUR VAGABONDAGE, SELON LES VILLES**

VILLE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Montréal 1	392	29.59	55.36	15.05	100.00
Montréal 2	390	28.21	65.38	6.41	100.00
Québec	401	36.66	52.87	10.47	100.00
Drummondville	394	34.26	56.09	9.65	100.00
Jacques-Cartier	399	30.58	56.89	12.53	100.00
Rimouski	399	39.35	46.12	14.53	100.00
Moyenne	396	33.11	55.45	11.44	100.00

En ce qui concerne la variable âge, le sondage a montré que l'attitude punitive à l'égard du vagabondage est de plus en plus nette à mesure que l'on avance en âge, les personnes de plus de 60 ans étant en général favorables à l'emprisonnement des vagabonds. Cette attitude, très significative à Montréal 1, Québec et Rimouski (voir tableau 30), peut s'expliquer par le fait que cette catégorie d'individus représente, aux yeux des personnes âgées, un certain trouble voire un certain danger.

TABLEAU 30
ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'APPLICATION DE LA PEINE DE PRISON
POUR VAGABONDAGE, SELON L'ÂGE (RIMOUSKI)

ÂGE	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
21-29	104	25.96	55.77	18.27	100.00
30-39	106	39.62	50.94	9.44	100.00
40-49	72	33.33	48.61	18.06	100.00
50-59	54	42.59	38.89	18.52	100.00
60-plus	60	66.66	23.33	10.01	100.00
Total	396	156	182	58	
Moyenne		39.39	45.96	14.65	100.00

Chi carré = 31.943 ; $P < .001$ pour 8 degrés de liberté.

Par contre, la scolarité joue dans le sens d'une plus grande indulgence à l'égard du vagabondage. Ainsi, les personnes possédant un degré d'instruction secondaire et surtout supérieur sont nettement opposées à l'emprisonnement en cette matière. Les résultats pour l'ensemble des villes analysées sont très significatifs (voir tableau 31 en ce qui concerne Rimouski).

TABLEAU 31
ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'APPLICATION DE LA PEINE DE PRISON
POUR VAGABONDAGE, SELON LA SCOLARITÉ (RIMOUSKI)

SCOLARITÉ	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
Primaire	146	48.63	36.98	14.39	100.00
Secondaire	153	42.48	45.09	12.43	100.00
Supérieure	100	21.00	61.00	18.00	100.00
Total	399	157	184	58	
Moyenne		37.37	47.69	14.94	100.00

Chi carré = 19.950 ; $P < .001$ pour 4 degrés de liberté.

Comme dans le cas de l'homosexualité, le nombre de personnes incapables de se prononcer au moment de notre enquête sur l'opportunité de réprimer par une peine de prison le vagabondage est très élevé (voir tableaux 30 et 31).

Finalement, le public semble nettement hostile à l'application d'une mesure privative de liberté pour réprimer les *tentatives de suicide*. Cette attitude négative se manifeste surtout dans les grandes villes (21.37 p. cent à Montréal contre 29.25 p. cent à Rimouski).

2. La dernière question, bien qu'évoquant des problèmes d'une importance capitale dans le domaine du droit criminel et de l'administration de la justice, comme la prison subsidiaire à défaut de paiement de la peine d'amende ou la détention du prévenu qui est dans l'impossibilité de fournir le cautionnement fixé par le juge, ne prétendait que donner un aperçu général de l'attitude de la population échantillonnée à cet égard. En voici sa teneur :

« Est-il juste, à votre avis, d'envoyer en prison celui qui ne peut pas payer :

1. une amende ; 2. ses dettes ; 3. un cautionnement ; 4. son avocat ? »

TABLEAU 32

ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'APPLICATION DE LA PEINE DE PRISON À CELUI QUI NE PEUT PAS PAYER UNE AMENDE, SES DETTES, UN CAUTIONNEMENT, SON AVOCAT - MOYENNE DES CINQ VILLES -

INFRACTION	N	Oui %	Non %	Sais pas %	TOTAL %
1. Amende	397	21.71	69.48	8.81	100.00
2. Dettes	397	11.12	81.77	7.11	100.00
3. Cautionnement	396	30.12	59.42	10.46	100.00
4. Avocat	396	7.45	87.17	5.38	100.00

D'après le tableau 32, qui donne les moyennes des réponses des cinq villes analysées, une constatation principale s'impose. C'est que le pourcentage des réponses favorables à l'emprisonnement est beaucoup plus élevé lorsqu'il s'agit de points strictement reliés au code criminel (amende : 21.71 p. cent ; cautionnement : 30.12 p. cent), que pour des questions d'ordre essentiellement civil ou administratif (paiement des dettes : 11.12 p. cent ; règlement des honoraires d'avocat : 7.45 p. cent).

ANNEXE II

QUESTIONNAIRE

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
GROUPE DE RECHERCHE
SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LE PUBLIC

Bureau : 300, rue St-Sacrement, Montréal 1, Chambre 502,
Téléphone : 873-3229, ext. 21

Montréal, 11 juin 1968

Monsieur
Madame
Mademoiselle,

L'Université de Montréal fait présentement une recherche pour connaître ce que vous pensez vraiment des droits de l'homme et de la protection du citoyen au Québec.

Le choix de votre nom, ainsi que celui de quelques deux mille autres personnes à travers le Québec a été fait au hasard selon une méthode scientifique éprouvée.

Veillez, d'autre part, être assuré que toutes les réponses que vous allez nous transmettre sont strictement confidentielles. Il s'agit d'une enquête d'opinion publique et aucun nom, ni aucune autre forme d'identification ne sont requis.

Si certaines parties du questionnaire vous posent des difficultés, N'HÉSITEZ PAS À VOUS RENSEIGNER AUPRÈS DE L'INTERVIEWER qui se fera un plaisir de répondre à toutes vos questions.

Nous vous remercions à l'avance de votre collaboration.

Le Directeur de la Recherche,

Dr. Denis SZABO.

EXEMPLES DE QUESTIONS ET REPONSES

I

LES ENSEIGNANTS DU QUEBEC DEVRAIENT-ILS AVOIR UN SALAIRE PLUS ELEVE?

1. oui ☐
2. non ☐
3. je ne sais pas ☐

FACON DE REpondre:

Vous choisissez de répondre soit "oui",
soit "non",
soit "je ne sais pas",
en indiquant dans la case correspondante votre réponse au moyen d'un
crochet (v) ou d'un (x).

II

QUELLES DEVRAIENT ETRE, PAR ORDRE DECROISSANT D'IMPORTANCE (de 1 à 5, 1 étant le plus important), LES QUALITES DOMINANTES D'UN BON PROFESSEUR:

- | | |
|--|---------------------------------------|
| • tenue et maintien <input type="checkbox"/> | • intégrité <input type="checkbox"/> |
| • efficacité <input type="checkbox"/> | • discipline <input type="checkbox"/> |
| • esprit d'initiative <input type="checkbox"/> | |

FACON DE REpondre:

Dans l'espace prévu au bout de chaque item, vous devrez inscrire un CHIFFRE qui
va mesurer l'importance que vous accordez à chaque qualificatif.

EXEMPLE: Vous pouvez très bien inscrire:

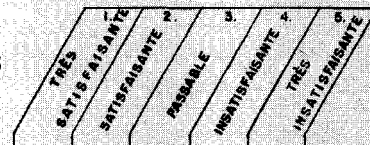
- | | |
|---|-----------------------------|
| 1 | pour "intégrité"; |
| 2 | pour "efficacité"; |
| 3 | pour "discipline"; |
| 4 | pour "tenue et maintien"; |
| 5 | pour "esprit d'initiative". |

A ce moment, selon vous, 1 "intégrité" est la qualité la plus importante pour
être un bon professeur. 2 "efficacité" est la deuxième qualité en importance,
etc...

III

DEGRE DE SATISFACTION

SELON MOI, LA FACON DONT LES PROFESSEURS



1. SONT CHOISIS SUR LE PLAN COMPETENCE

EST: ☐ ☐ ☐ ☐ ☐

2. TRAITENT LES ELEVES EST: ☐ ☐ ☐ ☐ ☐

3. SE CONDUISENT A L'ECOLE EST: ☐ ☐ ☐ ☐ ☐

FACON DE REpondre:

Pour répondre à cette question, vous devez, pour chacun des item 1,2,3, indi-
quer par un (x) ou un crochet (v) votre degré de satisfaction. Un seul (x) ou
un seul crochet (v) doit être inscrit pour chaque item.

EXEMPLE: Pour l'item 2, "façon dont les professeurs traitent les élèves est", si
vous êtes "INSATISFAIT", vous inscrivez un (x) ou un crochet (v)
sous l'adjectif insatisfait, sur la même ligne que l'item 2.


N.B. Partout où vous trouverez l'expression "VOS POLICIERS", il s'agit des
membres de VOTRE CORPS DE POLICE MUNICIPAL.


. VEUILLEZ NE RIEN ECRIRE DANS LES SECTIONS . OMBREES. . REPONDEZ A TOUTES LES QUESTIONS. . S'IL Y A DOUTE, DEMANDEZ L'INTERVIEWER		CARTE NO 2-5 A 6-7 INTERVIEWER NO
1.	IDENTIFICATION DE LA VILLE 1. Montréal <input type="checkbox"/> 3. Drummondville <input type="checkbox"/> 5. Rimouski <input type="checkbox"/> 2. Québec <input type="checkbox"/> 4. Jacques-Cartier <input type="checkbox"/>	
2.	SEXE: 1. masculin <input type="checkbox"/> 2. féminin <input type="checkbox"/>	
3.	QUELLE EST VOTRE DATE DE NAISSANCE Jour: _____ Mois: _____ Année: _____	
4.	OU ETES-VOUS NE(E)? 1. rural <input type="checkbox"/> 2. urbain <input type="checkbox"/>	
5.	DEPUIS COMBIEN DE TEMPS DEMEUREZ-VOUS DANS LA VILLE OU VOUS RESIDEZ ACTUELLEMENT? 1. moins de 5 ans <input type="checkbox"/> 2. 5 à 9 ans <input type="checkbox"/> 3. 10 ans et plus <input type="checkbox"/>	
6.	QUELLE EST VOTRE OCCUPATION ACTUELLEMENT? _____	
7.	QUEL EST PRESENTEMENT VOTRE ETAT CIVIL? 1. célibataire <input type="checkbox"/> 4. veuf (ve) <input type="checkbox"/> 2. marié (e) <input type="checkbox"/> 5. autre... <input type="checkbox"/> 3. séparé (e) <input type="checkbox"/>	
8.	AVEZ-VOUS DES ENFANTS? 1. oui <input type="checkbox"/> 2. non <input type="checkbox"/> SI OUI, COMBIEN? _____	
9.	QUANT A VOTRE DEGRE DE SCOLARITE, ENERCLEZ LE CHIFFRE CORRES- PONDANT A LA DERNIERE ANNEE D'ETUDE QUE VOUS AVEZ COMPLETEE A CHACUN DE CES NIVEAUX: . élémentaire 1 2 3 4 5 6 7 . secondaire 8 9 10 11 12 13 . classique 1 2 3 4 5 6 7 8 . technique 1 2 3 4 . universitaire 1 2 3 4 5 6 . autres (précisez) _____ 1 2 3 4 5	
10.	CLASSIFIEZ DANS L'UNE DES CATEGORIES SUIVANTES VOTRE REVENU ANNUEL GLOBAL (en additionnant celui de votre conjoint, s'il y a lieu): 1. moins de \$4,000 <input type="checkbox"/> 2. \$4,000 à \$6,999 <input type="checkbox"/> 3. \$7,000 à \$9,999 <input type="checkbox"/> 4. \$10,000 et plus <input type="checkbox"/>	
11.	AVEZ-VOUS DES PARENTS DANS LA POLICE? 1. oui <input type="checkbox"/> 2. non <input type="checkbox"/>	
12.	AVEZ-VOUS DES AMIS DANS LA POLICE? 1. oui <input type="checkbox"/> 2. non <input type="checkbox"/>	


13.	VOUS EST-IL ARRIVE D' AVOIR DES CONTACTS AVEC LA POLICE DANS LES CIRCONSTANCES SUIVANTES:	39
	1. EN TANT QUE TEMOIN: 1. oui <input type="checkbox"/> 2. non <input type="checkbox"/>	40
	2. EN TANT QUE VICTIME: 1. oui <input type="checkbox"/> 2. non <input type="checkbox"/>	41
	3. POUR AVOIR ENFREINT UNE LOI DU STATIONNEMENT: 1. oui <input type="checkbox"/> 2. non <input type="checkbox"/>	42
	SI OUI, COMBIEN DE FOIS DEPUIS LES DEUX DERNIERES ANNEES? 1. 1 à 3 <input type="checkbox"/> 2. 4 à 7 <input type="checkbox"/> 3. 8 et plus <input type="checkbox"/>	43
	4. POUR AVOIR ENFREINT UNE LOI DE LA CIRCULATION: 1. oui <input type="checkbox"/> 2. non <input type="checkbox"/>	44
	SI OUI, COMBIEN DE FOIS DEPUIS LES DEUX DERNIERES ANNEES? 1. 1 à 3 <input type="checkbox"/> 2. 4 à 7 <input type="checkbox"/> 3. 8 et plus <input type="checkbox"/>	45
	5. POUR AVOIR SEJOURNE AU POSTE DE POLICE MOINS DE TROIS HEURES: 1. oui <input type="checkbox"/> 2. non <input type="checkbox"/>	46
	6. POUR AVOIR SEJOURNE AU POSTE DE POLICE PLUS DE TROIS HEURES: 1. oui <input type="checkbox"/> 2. non <input type="checkbox"/>	47
	7. POUR AVOIR ETE TRADUIT DEVANT LES TRIBUNAUX: 1. oui <input type="checkbox"/> 2. non <input type="checkbox"/>	48
	8. EN AUCUNE DE CES CIRCONSTANCES: <input type="checkbox"/>	49-50
14.	SELON VOUS, COMBIEN D' ANNEES D' ETUDE UN INDIVIDU DOIT-IL AVOIR COMPLETEES POUR ETRE ADMIS COMME FUTUR POLICIER? NOMBRE D' ANNEES: _____	51
15.	VOS FUTURS POLICIERS RECOIVENT-ILS UNE FORMATION PARTICULIERE LORSQU' ILS ENTRENT DANS VOTRE CORPS DE POLICE? 1. oui <input type="checkbox"/> 2. non <input type="checkbox"/> 3. je ne sais pas <input type="checkbox"/>	52
	SI OUI, QUELLE EST, SELON VOUS, LA DUREE DE CETTE FORMATION? 1. moins de 1 mois <input type="checkbox"/> 2. de 1 à 3 mois <input type="checkbox"/> 3. de 4 à 6 mois <input type="checkbox"/> 4. plus de 6 mois <input type="checkbox"/>	53
16.	LE SALAIRE MOYEN DES AGENTS DE VOTRE CORPS POLICIER EST: 1. moins de \$4,000 <input type="checkbox"/> 2. \$4,000 à \$5,000 <input type="checkbox"/> 3. \$5,000 à \$6,000 <input type="checkbox"/> 4. \$6,000 à \$7,000 <input type="checkbox"/> 5. \$7,000 à \$8,000 <input type="checkbox"/> 6. \$8,000 et plus <input type="checkbox"/>	54
17.	COMBIEN Y A-T-IL DE POLICIERS MUNICIPAUX DANS VOTRE VILLE, SELON VOUS? NOMBRE: _____	55-57
18.	CROYEZ-VOUS QUE L' ON DEVRAIT ACCORDER LE DROIT DE GREVE A VOS POLICIERS? 1. oui <input type="checkbox"/> 2. non <input type="checkbox"/> 3. je ne sais pas <input type="checkbox"/>	58

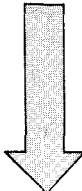
19.	SI VOUS POSSEDIEZ DES RENSEIGNEMENTS UTILES A LA POLICE, LES RAPPORTERIEZ-VOUS?	49
	1. oui <input type="checkbox"/> 2. non <input type="checkbox"/> 3. je ne sais pas <input type="checkbox"/>	
20.	SERAIT-IL BON D'ABANDONNER A DES AGENCES PRIVEES OU A UNE POLICE SPECIALE LE CONTROLE DE LA CIRCULATION?	50
	1. oui <input type="checkbox"/> 2. non <input type="checkbox"/> 3. je ne sais pas <input type="checkbox"/>	
21.	VOS POLICIERS DEVRAIENT-ILS UTILISER LA FORCE DANS LES CIRCONSTANCES SUIVANTES:	51 52
	1.toujours 2.parfois 3.jamais	53 54
	1. LORSQU'UN INDIVIDU RESISTE: _____ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	2. LORSQU'UN INDIVIDU LES INSULTE: _____ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	55
	3. POUR OBTENIR DES AVEUX: _____ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	4. POUR CONNAITRE LE NOM DES COMPLICES: _____ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	5. QUANT LE SUJET A UN CASIER JUDICIAIRE: _____ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
22.	POUR OBTENIR DES AVEUX D'UN INDIVIDU QUI A ETE ARRETE, VOS POLICIERS DEVRAIENT-ILS:	56 57
	1. oui 2. non 3. je ne sais pas	58 59
	1. CREER UN CLIMAT DE CONFIANCE? _____ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	2. LE SOUMETTRE A DES PRIVATION? (nourriture, cigarettes, sommeil)? _____ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	60 61
	3. LUI FAIRE DES PROMESSES? _____ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	62 63
	4. L'INTERROGER JUSQU'A EPUISEMENT? _____ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	5. LE BRUTALISER? _____ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	64
	6. LE PERSUADER QUE C'EST POUR SON BIEN? _____ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	7. PROHIBER LES CONTACTS AVEC SON AVOCAT? _____ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	8. LUI FAIRE DES MENACES? _____ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	9. LE CONFONDRE AVEC DES PREUVES PLUS SOLIDES? _____ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
23.	SELON VOUS, L'EXISTENCE DE TROIS "NIVEAUX" (fédéral, provincial, municipal) D'ORGANISATION POLICIERE EST-ELLE JUSTIFIEE?	65
	1. oui <input type="checkbox"/> 2. non <input type="checkbox"/> 3. je ne sais pas <input type="checkbox"/>	
	SI NON, A QUEL NIVEAU DEVRAIT-ON LA CONCENTRER?	66
	1. fédéral <input type="checkbox"/> 2. provincial <input type="checkbox"/> 3. municipal <input type="checkbox"/>	
24.	DANS LE BUT DE DECOUVRIR LES FAITS, ETES-VOUS EN FAVEUR DE L'UTILISATION	67 68
	1. oui 2. non 3. je ne sais pas	69 70
	1. DU SERUM DE VERITE? _____ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	2. DU DETECTEUR DE MENSONGES? _____ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	71 72
	3. DES TABLES D'ECOUTE? _____ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	4. DE L'HYPNOSE? _____ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	5. DES PRISES DE SANG? _____ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	6. DU TEST D'HALEINE? _____ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
		<div style="border: 1px solid black; padding: 2px;"> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> ↓ CARTE N° 1 2-6 </div> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> B </div> </div>
25.	VOS POLICIERS DEVRAIENT-ILS TOUJOURS AVERTIR LES INDIVIDUS DE LEURS DROITS AU MOMENT DE LEUR ARRESTATION?	6
	1. oui <input type="checkbox"/> 2. non <input type="checkbox"/> 3. je ne sais pas <input type="checkbox"/>	
26.	QUELLES DEVRAIENT-ETRE, PAR ORDRE DECROISSANT D'IMPORTANCE (de 1 à 5, 1 étant le plus important), LES QUALITES DOMINANTES DES MEMBRES DE VOTRE CORPS POLICIER?	7 8
	tenue et maintien _____ esprit d'initiative _____ discipline _____ efficacité _____ intégrité _____	9 10 11

27.	SI VOUS ETIEZ VICTIME D'UN DELIT MINEUR, LE RAPPORTERIEZ-VOUS A LA POLICE?	1. oui <input type="checkbox"/>		12	
		2. non <input type="checkbox"/>			
		3. je ne sais pas <input type="checkbox"/>			
28.	DANS UN BUT D'INFORMATION, VOS POLICIERS DEVRAIENT-ILS FAIRE DES VISITES DANS LES ECOLES?	1. oui <input type="checkbox"/>		13	
		2. non <input type="checkbox"/>			
		3. je ne sais pas <input type="checkbox"/>			
29.	A VOTRE AVIS DANS LES CIRCONSTANCES SUIVANTES, VOTRE POLICE DEVRAIT-ELLE ARRETER UN INDIVIDU	1. oui <input type="checkbox"/>	2. non <input type="checkbox"/>	3. je ne sais pas <input type="checkbox"/>	14 15
	1. LORSQU'IL A L'AIR LOUCHE? -----	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	16
	2. LORSQU'IL EST EN ETAT D'IVRESSE? -----	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	3. LORSQU'IL FLANE DANS LA RUE? -----	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
30.	LORS DE MANIFESTATIONS DE MASSE, LES MEMBRES DE VOTRE CORPS DE POLICE DEVRAIENT-ILS	1. empêcher les manifestations <input type="checkbox"/>			17
		2. maintenir l'ordre <input type="checkbox"/>			
		3. être absents <input type="checkbox"/>			
		4. je ne sais pas <input type="checkbox"/>			
31.	COMBIEN D'ANNEES D'ETUDE DEVRAIT-ON DEMANDER A UNE RECRUE POUR ENTRER DANS LA POLICE?	NOMBRE: _____			18-19
32.	Y A-T-IL, SELON VOUS, UNE BONNE COLLABORATION ENTRE LES DIFFERENTS CORPS DE POLICE DE LA PROVINCE?	1. oui <input type="checkbox"/>			20
		2. non <input type="checkbox"/>			
		3. je ne sais pas <input type="checkbox"/>			
33.	DEVRAIT-ON, SELON VOUS, RECOURIR A VOS POLICIERS DANS LES CIRCONSTANCES SUIVANTES?	1. oui <input type="checkbox"/>	2. non <input type="checkbox"/>	3. je ne sais pas <input type="checkbox"/>	21 22
	1. LORSQU'UN CHIEN ABOIE LA NUIT: -----	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	23 24
	2. LORSQU'UN FIL ELECTRIQUE EST CASSE: -----	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	25 26
	3. LORSQUE LES VOISINS SE DISPUTENT: -----	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	4. LORSQU'IL Y A UN TROU DANS LA RUE: -----	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	5. POUR CONDUIRE UN MALADE A L'HOPITAL: -----	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	27
	6. POUR UN ACCIDENT MINEUR DE MOINS DE \$100,00 -----	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	7. POUR FAIRE RESPECTER LA MORALITE PUBLIQUE (homosexuels, revues obscènes, etc): -----	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
34.	QUELLE DEVRAIT ETRE LA DUREE DE FORMATION POLICIERE?	1. moins d'un mois <input type="checkbox"/>			28
		2. 1 à 3 mois <input type="checkbox"/>			
		3. 3 à 6 mois <input type="checkbox"/>			
		4. plus de 6 mois <input type="checkbox"/>			
35.	DEVRAIT-ON, A VOTRE AVIS, CREER AU QUEBEC UN CORPS D'ENQUETEURS CHARGES SEULEMENT DE LA DECOUVERTE DES CRIMES ET DES CRIMINELS ET DE LA RECHERCHE DES PREUVES (i.e. une police judiciaire)?	1. oui <input type="checkbox"/>			29
		2. non <input type="checkbox"/>			
		3. je ne sais pas <input type="checkbox"/>			
36.	VOS POLICIERS DEVRAIENT-ILS UTILISER LEUR ARME DANS LES CIRCONSTANCES SUIVANTES:	1. oui <input type="checkbox"/>	2. non <input type="checkbox"/>		30 31
	1. LORSQU'ILS POURSUIVENT UN CRIMINEL DANS UN ENDROIT TRES FREQUENTE: -----	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		32 33
	2. COMME AVERTISSEMENT: -----	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3. LORSQUE QUELQU'UN LES MENACE AVEC UNE ARME: -----	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4. LORSQU'ILS POURSUIVENT UN CRIMINEL DANS UN ENDROIT ISOLE: -----	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

37.	LA POLICE DEVRAIT-ELLE INTERVENIR DANS LES ENDROITS CI-DESSOUS INDIQUES, POUR LES RAISONS SUIVANTES:	1.	2.	3.	34	35
		Vérification	Arrestation massive	Pas du tout	36	37
	1. DANS LES MAISONS DE JEU: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	38	
	2. DANS LES CLUBS DE NUIT: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3. DANS LES MAISONS DE PROSTITUTION: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4. DANS LES DEBITS CLANDESTINS: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5. DANS LES DISCOTHEQUES: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
38.	LE SALAIRE MOYEN DES AGENTS DE VOTRE CORPS POLICIER DEVRAIT ETRE DE:				39	
	1. moins de \$4,000	<input type="checkbox"/>				
	2. \$4,000 à \$5,000	<input type="checkbox"/>				
	3. \$5,000 à \$6,000	<input type="checkbox"/>				
	4. \$6,000 à \$7,000	<input type="checkbox"/>				
	5. \$7,000 à \$8,000	<input type="checkbox"/>				
	6. \$8,000 et plus	<input type="checkbox"/>				
39.	INDIQUEZ VOTRE DEGRE DE SATISFACTION DANS CHACUN DES CAS SELON MOI, LA FAÇON DONT LES MEMBRES DE MON CORPS DE POLICE				40	41
					42	43
		1	2	3	4	5
		TRÈS SATISFAISANT	SATISFAISANT	PASSABLE	INSATISFAISANT	TRÈS INSATISFAISANT
	1. SONT CHOISIS SUR LE PLAN PHYSIQUE EST: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	2. CONTACTENT LE PUBLIC EST: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	3. SONT INDEPENDANTS DES POLITICIENS EST: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	4. SONT CHOISIS SUR LE PLAN DE LA FORMATION EST: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
40.	"JE CROIS QUE VOTRE CORPS POLICIER EST LE MEILLEUR AU QUEBEC". DEVANT CETTE AFFIRMATION, LAQUELLE DES REPONSES SUIVANTES CHOISISSEZ-VOUS?				44	
	1. j'approuve fortement	<input type="checkbox"/>				
	2. j'approuve	<input type="checkbox"/>				
	3. je suis indécis	<input type="checkbox"/>				
	4. je désapprouve	<input type="checkbox"/>				
	5. je désapprouve fortement	<input type="checkbox"/>				
41.	VOS POLICIERS DEVRAIENT-ILS TOUJOURS PERMETTRE A UN INDIVIDU DE COMMUNIQUER AVEC UN AVOCAT DES SON ARRESTATION?				45	
	1. oui	<input type="checkbox"/>				
	2. non	<input type="checkbox"/>				
	3. je ne sais pas	<input type="checkbox"/>				
42.	D'UNE MANIERE GENERALE, L'IMAGE QUE LES JOURNAUX DONNENT DE LA POLICE EST:				46	
	1. très favorable	<input type="checkbox"/>				
	2. favorable	<input type="checkbox"/>				
	3. neutre	<input type="checkbox"/>				
	4. défavorable	<input type="checkbox"/>				
	5. très défavorable	<input type="checkbox"/>				
43.	LES MEMBRES DE VOTRE CORPS DE POLICE DEVRAIENT-ILS ORGANISER DES LOISIRS POUR LES JEUNES?				47	
	1. oui	<input type="checkbox"/>				
	2. non	<input type="checkbox"/>				
	3. je ne sais pas	<input type="checkbox"/>				

44.	SELON VOUS, VOS POLICIERS DEVRAIENT-ILS PORTER UNE ARME? 1. oui <input type="checkbox"/> 2. non <input type="checkbox"/> 3. je ne sais pas <input type="checkbox"/>	48																													
45.	A SALAIRE EGAL, CONSEILLERIEZ-VOUS A UN JEUNE HOMME DE DEVENIR (donnez votre choix par ordre de préférence de 1 à 5, 1 étant votre premier choix) . commis de bureau <input type="checkbox"/> . policier <input type="checkbox"/> . commerçant <input type="checkbox"/> . instituteur <input type="checkbox"/> . chauffeur d'autobus <input type="checkbox"/>	49	50																												
		51	52																												
		53																													
46.	INDIQUEZ VOTRE DEGRE DE SATISFACTION DANS CHACUN DES CAS SELON MOI, LES MEMBRES DE MON CORPS DE POLICE  <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>1. TRÈS SATISFAISANT</th> <th>2. SATISFAISANT</th> <th>3. PASSABLE</th> <th>4. INSATISFAISANT</th> <th>5. TRÈS INSATISFAISANT</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1. SONT INTÈGRES DE FAÇON: _____</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>2. SONT DISCIPLINÉS DE FAÇON: _____</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>3. SONT EFFICACES DE FAÇON: _____</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> </tr> </tbody> </table>		1. TRÈS SATISFAISANT	2. SATISFAISANT	3. PASSABLE	4. INSATISFAISANT	5. TRÈS INSATISFAISANT	1. SONT INTÈGRES DE FAÇON: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	2. SONT DISCIPLINÉS DE FAÇON: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	3. SONT EFFICACES DE FAÇON: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	54	55				
	1. TRÈS SATISFAISANT	2. SATISFAISANT	3. PASSABLE	4. INSATISFAISANT	5. TRÈS INSATISFAISANT																										
1. SONT INTÈGRES DE FAÇON: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																										
2. SONT DISCIPLINÉS DE FAÇON: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																										
3. SONT EFFICACES DE FAÇON: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																										
		56																													
47.	VOS POLICIERS DEVRAIENT-ILS AVOIR LE DROIT DE DEMANDER A UN INDIVIDU DE S'IDENTIFIER? 1. oui <input type="checkbox"/> 2. non <input type="checkbox"/> 3. je ne sais pas <input type="checkbox"/>	57																													
48.	SELON VOUS, LE CITOYEN POSSEDE LES DROITS SUIVANTS: <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>1. oui</th> <th>2. non</th> <th>3. je ne sais pas</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1. LIBERTE D'EXPRESSION: _____</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>2. DROIT DE MANIFESTER: _____</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>3. DROIT DE REUNION ET D'ASSOCIATION: _____</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>4. LIBERTE DE PRESSE: _____</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>5. DROIT A UNE DEFENSE PLEINE ET ENTIERE DEVANT LE TRIBUNAL: _____</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>6. DROIT DE CONSULTER UN AVOCAT AVANT D'ETRE INTERROGE: _____</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> </tr> </tbody> </table>		1. oui	2. non	3. je ne sais pas	1. LIBERTE D'EXPRESSION: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	2. DROIT DE MANIFESTER: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	3. DROIT DE REUNION ET D'ASSOCIATION: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	4. LIBERTE DE PRESSE: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	5. DROIT A UNE DEFENSE PLEINE ET ENTIERE DEVANT LE TRIBUNAL: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	6. DROIT DE CONSULTER UN AVOCAT AVANT D'ETRE INTERROGE: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	58	59
	1. oui	2. non	3. je ne sais pas																												
1. LIBERTE D'EXPRESSION: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																												
2. DROIT DE MANIFESTER: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																												
3. DROIT DE REUNION ET D'ASSOCIATION: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																												
4. LIBERTE DE PRESSE: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																												
5. DROIT A UNE DEFENSE PLEINE ET ENTIERE DEVANT LE TRIBUNAL: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																												
6. DROIT DE CONSULTER UN AVOCAT AVANT D'ETRE INTERROGE: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																												
		60	61																												
		62	63																												
49.	SI UN POLICIER VOUS DEMANDAIT DE LUI VENIR EN AIDE, LE FERIEZ-VOUS? 1. oui <input type="checkbox"/> 2. non <input type="checkbox"/> 3. je ne sais pas <input type="checkbox"/>	64																													
50.	QUELS DEVRAIENT ETRE, PAR ORDRE DECROISSANT D'IMPORTANCE (de 1 à 4, 1 étant le plus important), LES PRINCIPAUX FACTEURS DE PROMOTION A L'INTERIEUR DE VOTRE CORPS DE POLICE? - le degré d'instruction <input type="checkbox"/> - l'ancienneté <input type="checkbox"/> - les arrestations éclatantes <input type="checkbox"/> - la compétence <input type="checkbox"/>	65	66																												
		67	68																												

51.	VOTRE POLICE DEVRAIT-ELLE AVOIR LE DROIT, PAR MESURE PREVENTIVE, DE DETENIR PROVISOIREMENT CERTAINES PERSONNES SUSCEPTIBLES DE PARTICIPER A DES ACTES REPREHENSIBLES LORS DES EVENEMENTS SUIVANTS:			69	70	
		1. oui	2. non	3. je ne sais pas	71	
	1. VISITE D' UN CHEF D' ETAT: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	 CARTE N° 2-5 C	
	2. LORS D' UNE ELECTION: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3. LORS D' UNE MANIFESTATION: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
52.	HABITUELLEMENT, LA POLICE AGIT AVEC LES INDIVIDUS SUIVANTS DE FACON:			6	7	
		1. amicale	2. neutre	3. hostile	8	9
	1. VICTIME: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	10	11
	2. SUSPECT: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	12	13
	3. PLAIGNANT: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	14	
	4. TEMOIN: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5. CRIMINEL: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	6. BEATNIK: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7. VAGABOND: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	8. ETUDIANT: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
9. AUTOMOBILISTE: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
53.	ETES-VOUS EN FAVEUR DE LA PEINE DE MORT?			16		
	1. oui	<input type="checkbox"/>	2. non	<input type="checkbox"/>		
3. je ne sais pas	<input type="checkbox"/>					
54.	LES INDIVIDUS QUI ONT COMMIS LES DELITS SUIVANTS DEVRAIENT-ILS, SELON VOUS, SUBIR UNE PEINE D' EMPRISONNEMENT?			16	17	
		1. oui	2. non	3. je ne sais pas	18	19
	1. VOL A MAIN ARMEE: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	20	21
	2. HOMOSEXUALITE: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	22	23
	3. VAGABONDAGE: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	24	25
	4. CONDUITE DANGEREUSE: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5. TENTATIVE DE SUICIDE: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	6. TERRORISME: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7. VIOL: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	8. INCENDIE: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	9. VOL A L' ETALAGE: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
10. AVORTEMENT (AVORTEUR) _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
55.	SELON VOUS, LES MESURES SUIVANTES AIDENT-ELLES A REPRIMER EFFICACEMENT LE CRIME?			26	27	
		1. oui	2. non	3. je ne sais pas	28	29
	1. PEINE DE MORT: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	30	31
	2. FOUET: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	32	33
	3. PRISON A VIE: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4. EMPRISONNEMENT: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5. SENTENCE SUSPENDUE: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	6. AMENDE: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7. GARDER LA PAIX PENDANT UN CERTAIN TEMPS: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
8. LIBERTE SURVEILLEE: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			

56.	INDIQUEZ VOTRE DEGRE DE SATISFACTION DANS CHACUN DES CAS SELON MOI, LA FAÇON DONT MON CORPS POLICIER						34 35
		1. TRÈS SATISFAISANTE	2. SATISFAISANTE	3. PASSABLE	4. INSATISFAISANTE	5. TRÈS INSATISFAISANTE	36 37
	1. MAINTIENT L'ORDRE EST: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	38 39
	2. PREVIENT LE CRIME EST: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	40 41
	3. FAIT OBSERVER LES LOIS EST: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	42 43
	4. PROTEGE LA VIE ET LA PROPRIETE EST: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	44 45
	5. RECHERCHE LES CRIMINELS EST: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	46
	6. ARRETE LES CRIMINELS EST: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	7. COMBAT LA PROSTITUTION EST: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	8. CONTROLE LES MANIFESTATIONS EST: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	9. TRAITE LES SUSPECTS EST: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	10. SECOURT LES VICTIMES D'ACCIDENTS EST: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	11. S'OCCUPE DE LA DELINQUANCE JUVENILE EST: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	12. RESPECTE LES DROITS DES CITOYENS EST: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	13. S'OCCUPE DE LA CIRCULATION EST: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
57.	QUELLE EST VOTRE ORIGINE ETHNIQUE? 01. française 02. anglaise 03. autre (spécifiez); _____						47-48
58.	EST-IL JUSTE, A VOTRE AVIS, D'ENVOYER EN PRISON CELUI QUI NE PEUT PAS PAYER: <div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div>1. oui</div> <div>2. non</div> <div>3. je ne sais pas</div> </div> 1. UNE AMENDE? _____ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 2. SES DETTES? _____ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 3. UN CAUTIONNEMENT? _____ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 4. SON AVOCAT? _____ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>						49 50 51 52

ANNEXE III

LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

LISTE DES FIGURES

	Page
1 Carte géographique du Québec et situation des villes sélectionnées	30
2 Situation des villes par rapport au taux de criminalité et au taux d'encadrement	31
3 Courbes de satisfaction du public envers la police à partir de 20 traits pondérés, selon les villes	82

LISTE DES TABLEAUX

1 Quelques données sur les villes sélectionnées	29
2 Données relatives à la criminalité par villes (1966-67-68)	33
3 Répartition de la population selon les groupes d'âge	42
4 Répartition de la population selon la scolarité	43
5 Répartition de la population selon la langue maternelle (Montréal 1 et 2)....	43
6 Répartition de la population selon le sexe (rapport de masculinité).....	44
7 Répartition de la population selon l'état civil	45
8 Répartition de la population selon le revenu	45
9 Répartition de la population selon le lieu de naissance	46
10 Répartition de la population selon la durée de résidence	47
11 Classement préférentiel de la profession de policier parmi un ensemble de cinq professions, selon les villes	54
12 Satisfaction quant aux normes physiques de sélection des policiers, selon les villes	57
13 Satisfaction quant aux normes scolaires de sélection des policiers, selon les villes	57
14 Satisfaction quant à la formation des policiers, selon l'âge (Montréal 1)	58
15 Satisfaction quant à la manière dont la police maintient l'ordre, selon les villes	60
16 Satisfaction quant à la manière dont les policiers protègent la vie et la propriété, selon les villes	60
17 Satisfaction quant à la manière dont les policiers font observer les lois, selon les villes,	61
18 Satisfaction quant à la prévention du crime, selon les villes	62
19 Satisfaction quant à la manière dont la police recherche les criminels, selon les villes	62

Tableau	Page
20 Satisfaction quant à la manière dont la police arrête les criminels, selon les villes	63
21 Satisfaction quant à la manière dont la police combat la prostitution, selon les villes	63
22 Satisfaction quant à la manière dont la police s'occupe de la délinquance juvénile, selon les villes	64
23 Satisfaction quant à la manière dont la police s'occupe de la circulation, selon les villes	65
24 Satisfaction quant à la manière dont la police contrôle les manifestations, selon les villes	66
25 Satisfaction quant à la recherche des criminels, selon l'âge (Québec)	67
26 Satisfaction quant au contrôle des manifestations, selon l'âge et selon la scolarité (Montréal 1 et 2)	68
27 Satisfaction quant à l'intégrité des policiers, selon les villes	69
28 Satisfaction quant à la discipline des policiers, selon les villes	70
29 Satisfaction quant à l'efficacité des policiers, selon les villes	71
30 Satisfaction quant à l'indépendance des policiers envers les politiciens selon les villes	72
31 Satisfaction quant à la manière dont la police respecte les droits des citoyens, selon les villes	73
32 Satisfaction quant à la façon dont la police contacte le public, selon les villes	73
33 Satisfaction quant à la manière dont la police traite les suspects, selon les villes	74
34 Satisfaction quant à la manière dont la police traite les victimes d'accidents, selon les villes	75
35 Façon d'agir des policiers envers les victimes, selon les villes	76
36 Façon d'agir des policiers envers les témoins, selon les villes	76
37 Façon d'agir des policiers envers les étudiants, selon les villes	77
38 Façon d'agir des policiers envers les plaignants, selon les villes	77
39 Façon d'agir des policiers envers les automobilistes, selon les villes	77
40 Façon d'agir des policiers envers les vagabonds, selon les villes	78
41 Façon d'agir des policiers envers les suspects, selon les villes	78
42 Façon d'agir des policiers envers les beatnicks, selon les villes	78
43 Façon d'agir des policiers envers les criminels, selon les villes	79
44 Cote globale de satisfaction du public envers la police, selon les villes	80

Tableau	Page
45 Moyennes et écarts types (sigma) de la cote de satisfaction, selon les villes ...	83
46 Évaluation comparative du meilleur service de police au Québec, réponses par villes	84
47 Perception de l'image policière rendue par les journaux, selon les villes	85
48 Perception de l'image policière rendue par les journaux, selon la scolarité (Rimouski)	86
49 Le fait de rapporter à la police les délits mineurs, selon les villes	87
50 Le fait de révéler à la police des renseignements utiles selon les villes	88
51 Le fait d'aider la police lorsqu'elle le demande, selon les villes	89
52 Scolarité requise d'une recrue policière, selon les villes	94
53 Scolarité désirée pour les policiers, selon l'âge (Jacques-Cartier)	95
54 Scolarité souhaitée pour les policiers, selon la scolarité (Rimouski)	96
55 Durée de la formation policière souhaitée, selon les villes	97
56 Durée de formation policière souhaitée, selon la scolarité (Montréal 1)	97
57 Classement préférentiel des qualités souhaitées pour les policiers, moyenne des villes	98
58 Classement préférentiel des qualités souhaitées pour les policiers, selon les villes	99
59 Classement préférentiel des facteurs de promotion, moyenne des villes	100
60 Classement préférentiel des facteurs de promotion, selon les villes	101
61 Salaire moyen désiré pour un agent de police, selon les villes	103
62 Salaire moyen désiré pour un agent de police, selon l'âge (Jacques-Cartier) ...	104
63 Salaire moyen désiré pour un agent de police, selon la scolarité (Québec)	105
64 Le droit de grève appliqué à la police, selon les villes	106
65 Attitude du public vis-à-vis de certaines interventions policières, moyennes des villes	107
66 Le transport des malades à l'hôpital, selon les villes	108
67 Le transport des malades à l'hôpital, selon la scolarité (Montréal 2)	109
68 Recours à la police pour faire respecter la moralité publique, selon les villes .	110
69 Recours à la police en cas de fils électriques brisés, selon les villes	111
70 Recours à la police en cas d'accident mineur, selon les villes	112
71 Recours à la police concernant l'état de la chaussée, selon les villes	112
72 Recours à la police lorsqu'un chien aboie la nuit, selon les villes	113
73 Recours à la police en cas de dispute de voisinage, selon les villes	113

Tableau	Page
74 Attitude de la police face aux manifestations, selon les villes	115
75 Attitude des citoyens quant à la visite des écoles par la police, selon les villes	116
76 Attitude des citoyens quant à l'organisation par la police de loisirs pour les jeunes, selon les villes	117
77 Droit pour la police de demander à un individu de s'identifier, selon les villes	118
78 Pouvoir d'arrestation — individu louche, selon les villes	121
79 Pouvoir d'arrestation — individu ivre, selon les villes	121
80 Pouvoir d'arrestation — flâneur, selon les villes	121
81 Interventions dans les maisons de jeu, selon les villes	124
82 Interventions dans les maisons de jeu — Montréal 2 —, selon l'âge	124
83 Interventions dans les clubs de nuit, selon les villes	125
84 Interventions dans les maisons de prostitution, selon les villes	125
85 Interventions dans les maisons de prostitution — Montréal 2 —, selon la scolarité	126
86 Interventions dans les débits clandestins, selon les villes	127
87 Interventions dans les débits clandestins — Montréal 2 —, selon l'âge	127
88 Interventions dans les discothèques, selon les villes	128
89 Détention préventive — visite d'un chef d'État, selon les villes	130
90 Détention préventive — jour d'élection —, selon les villes	131
91 Détention préventive lors d'une élection, selon la scolarité (cinq villes)	132
92 Détention préventive lors des manifestations, selon les villes	134
93 La police et l'information d'un détenu quant à ses droits, selon les villes	135
94 Le droit d'un détenu à communiquer avec un avocat dès son arrestation, selon les villes	135
95 Utilisation de la force en cas de résistance, selon les villes	137
96 Utilisation de la force en cas d'insulte, selon les villes	138
97 Utilisation de la force à cause du casier judiciaire, selon les villes	138
98 Utilisation de la force pour obtenir des aveux, selon les villes	139
99 Utilisation de la force pour connaître le nom des complices, selon les villes	139
100 Utilisation de la force — corrélations significatives et niveaux par variables et par villes	140
101 Utilisation de la force à cause du casier judiciaire, selon l'âge (Montréal 1) ..	141
102 Utilisation de la force en cas d'insultes, selon la scolarité (Québec)	141
103 Attitude à l'égard du port d'arme par la police, selon les villes	142

Tableau	Page
104 Moyen d'obtenir des aveux — créer un climat de confiance, selon les villes ..	145
105 Moyen d'obtenir des aveux — persuader l'inculpé que c'est pour son bien, selon les villes	145
106 Moyen d'obtenir des aveux — preuves plus solides, selon les villes	145
107 Moyen d'obtenir des aveux — faire des promesses, selon les villes	146
108 Moyen d'obtenir des aveux — préférer des menaces, selon les villes	147
109 Moyen d'obtenir des aveux — prohiber tout contact avec un avocat, selon les villes	147
110 Moyen d'obtenir des aveux — soumettre l'accusé à des privations, selon les villes	148
111 Moyen d'obtenir des aveux — interroger jusqu'à épuisement, selon les villes ..	148
112 Moyen d'obtenir des aveux — brutaliser l'inculpé, selon les villes	148
113 Utilisation des prises de sang, selon les villes	150
114 Utilisation du test d'haleine, selon les villes	151
115 Utilisation de l'hypnose, selon les villes	151
116 Utilisation du détecteur de mensonge, selon les villes	152
117 Utilisation des tables d'écoute, selon les villes	152
118 Utilisation du détecteur de mensonge, selon l'âge (Drummondville)	153
119 Utilisation du détecteur de mensonge, selon la scolarité (Rimouski)	153
120 Utilisation des tables d'écoute, selon l'âge (Rimouski)	154
121 Utilisation des tables d'écoute, selon la scolarité (Montréal 2)	154
122 Utilisation du sérum de vérité, selon les villes	155
123 Attitude à l'égard de la collaboration interpolicière au Québec, selon les villes	157
124 Attitude à l'égard des trois « niveaux » (fédéral, provincial, municipal) d'organisation policière, selon les villes	157
125 Options sur les trois niveaux d'organisation policière proposés, selon les villes	158
126 Attitude à l'égard de la création d'une police judiciaire au Québec, selon les villes	158
127 Attitude à l'égard de la remise du contrôle de la circulation à des agences privées ou à une police spéciale, selon les villes	160
128 Parents et amis dans la police, selon les villes	166
129 Fréquence des contacts policiers, selon les villes	167
130 Séjour au poste de police, selon les villes	168
131 Nombre de policiers, écarts et pourcentages d'erreurs selon les villes	169

Tableau	Page
132 Nombre de policiers, selon le sexe (Montréal 1)	170
133 Durée de la formation policière, selon les villes	171

LISTE DES TABLEAUX DE L'ANNEXE I

1 Reconnaissance des droits fondamentaux de la personne humaine, moyenne des cinq villes	189
2 Reconnaissance des droits fondamentaux de la personne humaine, (Montréal 1 et Montréal 2)	190
3 Reconnaissance du droit de manifester, selon les villes	190
4 Reconnaissance du droit de manifester, selon le sexe (Montréal 1)	191
5 Attitude à l'égard de l'efficacité des mesures pénales, moyenne des cinq villes	192
6 Attitude à l'égard de la peine de mort, selon les villes	192
7 Attitude à l'égard de la peine de mort, selon l'âge (Montréal 2, Québec et Rimouski)	193
8 Attitude à l'égard de la peine de mort, selon l'état civil (Québec)	194
9 Attitude à l'égard de l'efficacité de la peine du fouet, selon les villes	195
10 Attitude à l'égard de l'efficacité de la peine du fouet, selon l'âge (Montréal 1)	196
11 Les sanctions pénales au Québec et ailleurs au Canada	197
12 Attitude à l'égard de l'efficacité de la peine d'amende, selon les villes	198
13 Attitude à l'égard de l'efficacité de la peine d'amende, selon l'origine ethnique (Montréal 1)	198
14 Attitude à l'égard de l'efficacité de la caution de bonne conduite, selon les villes	199
15 Attitude à l'égard de l'efficacité de la caution de bonne conduite, selon la scolarité (Québec)	200
16 Attitude à l'égard de l'efficacité de la sentence suspendue, selon les villes	201
17 Attitude à l'égard de l'efficacité de la liberté surveillée, selon les villes	202
18 Attitude à l'égard de l'efficacité de la liberté surveillée, selon la scolarité (Québec)	202
19 Attitude à l'égard de l'efficacité de l'application de la peine de prison aux diverses formes de criminalité, moyenne des cinq villes	203
20 Attitude à l'égard de l'application de la peine de prison à l'avorteur, selon les villes	204
21 Attitude à l'égard de l'application de la peine de prison à l'avorteur, selon l'origine ethnique (Montréal 1)	205

Tableau	Page
22 Attitude à l'égard de l'application de la peine de prison à l'avorteur, selon la scolarité (Montréal 1)	205
23 Attitude à l'égard de l'application de la peine de prison pour vol à l'étalage, selon les villes	206
24 Attitude à l'égard de l'application de la peine de prison pour vol à l'étalage selon l'âge (Montréal 2)	206
25 Attitude à l'égard de l'application de la peine de prison pour vol à l'étalage, selon la scolarité (Montréal 1)	207
26 Attitude à l'égard de l'application de la peine de prison à l'homosexualité, selon les villes	207
27 Attitude à l'égard de l'application de la peine de prison à l'homosexualité, selon l'origine ethnique (Montréal 1)	208
28 Attitude à l'égard de l'application de la peine de prison à l'homosexualité, selon la scolarité (Montréal 1)	209
29 Attitude à l'égard de l'application de la peine de prison pour vagabondage, selon les villes	209
30 Attitude à l'égard de l'application de la peine de prison pour vagabondage, selon l'âge (Rimouski)	210
31 Attitude à l'égard de l'application de la peine de prison pour vagabondage, selon la scolarité (Rimouski)	210
32 Attitude à l'égard de l'application de la peine de prison à celui qui ne peut pas payer une amende, ses dettes, un cautionnement, son avocat, moyenne des cinq villes	211

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

A. Générale

- BARTH, A. (1963) *Law Enforcement Versus the Law*. New York : Collier.
- BLUM, R. H. (1964) *Police Selection*. Springfield, Illinois : Thomas.
- BORDUA, D. D. (1962) *The Police : Six Sociological Essays*. New York : Wiley.
- BRISTOW, A. P. & GABARD, E. C. (1961) *Decision-making in Police Administration*. Springfield, Illinois : Thomas.
- CANADA (1952) *La loi et l'ordre dans la démocratie canadienne*. Ottawa : Imprimeur de la Reine.
- CANADA (1956) *Rapport d'un Comité institué pour faire enquête sur les principes et les méthodes suivis au Service des Pardons du Ministère de la Justice du Canada*. Ottawa : Imprimeur de la Reine.
- CASAMAYOR (1960) *Le bras séculier : Justice et Police*. Paris : Seuil.
- CHICAGO (1967) *The Chicago Police : A Report of Progress*. Chicago : Police Department.
- CHURCHES' BOARD FOR SOCIAL RESPONSIBILITY (1967) *Police : A Social Study*. London : Church Information Office.
- CIALE, J. (1965) *Ampleur de la Criminalité et Rôle de la Police*. Contribution à l'Etude des Sciences de l'Homme. Montréal : Centre de Recherches en Relations Humaines, p. 152-211.
- COATMAN, J. (1959) *Police*. London : Oxford University Press.
- CRAMER, J. (1964) *The World's Police*. London : Cassell.
- CRITCHLEY, T. A. (1967) *A History of Police in England and Wales*. London : Constable London.
- DEVLIN, J. D. (1966) *Police Procedure, Administration and Organization*. London : Butterworths.
- EDWARDS, G. (1968) *The Police on the Urban Frontier*. New York : Institute of Human Relations Press.
- FRANCE (1963) *La Police en France*. Paris : Cahiers La Nef, no 14.
- FRECHETTE M. (1965) *La signification sociale de la fonction policière : réalité nouvelle*. Contribution à l'Etude des Sciences de l'Homme. Montréal : Centre de Recherches en Relations Humaines, p. 212-295.
- FROST, T. M. (1959) *A Forward Look in Police Administration*. Springfield, Illinois : Thomas.
- GAMMAGE, A. Z. (1963) *Police Training in the United States*. Springfield, Illinois : Thomas.
- GERMANN, A. C. & al. (1963) *Introduction to Law Enforcement*. Springfield, Illinois : Thomas.

- GREAT BRITAIN (1962) *Royal Commission on the Police 1962: Final Report*. London: H.M.S.O.
- HEWITT, W. H. (1965) *British Police Administration*. Springfield, Illinois: Thomas.
- HEWITT, W. H. (1967) *A Bibliography of Police Administration, Public Safety and Criminology*. Springfield, Illinois: Thomas.
- KENNEY, J. P. & WILLIAMS, J. B. (1960) *Police Operations*. Springfield, Illinois: Thomas.
- KENNEY, J. P. (1964) *The California Police*. Springfield, Illinois: Thomas.
- KOEKEN, D. L. (1957) *Ethics in Police Service*. Springfield, Illinois: Thomas.
- LE CLERE, M. (1957) *Histoire de la Police*. Paris: PUF.
- LEONARD, V. A. (1964) *The Police of the Twentieth Century*. New York: The Foundation Press.
- LEONARD, V. A. (1964) *Police Organization and Management*. New York: The Foundation Press.
- MARSHALL, G. (1965) *Police and Government*. London: Methuen.
- MARSHALL, J. & MANSSON, H. (1966) *Punitiveness, Recall and the Police*. The Journal of Research in Crime and Delinquency, vol. 3, no 2, July 1966, p. 129-139.
- MORIARTY, C. C. H. (1955) *Police Procedure and Administration*. Toronto: Butterworths.
- MUTRUX, H. G. (1951) *La Police Moderne au Service du Public*. Genève: Radar.
- McINTYRE Jr., D. M. (1968) *Law Enforcement in the Metropolis*. Chicago: American Bar Foundation.
- SMITH, B. (1962) *Police Systems in the United States*. New York: Harper.
- SKOLNICK, J. H. (1966) *Justice without Trial: Law Enforcement in a Democratic Society*. New York: Wiley.
- SOWLE, C. R. (1962) *Police Power and Individual Freedom*. Chicago: Aldine.
- SUSINI, J. (1960-68) *Chroniques de Police*. Revue de Science Criminelle et de Droit Pénal Comparé.
- SUTHERLAND, E. H. & CRESSEY, D. R. (1966) *Principes de criminologie*. Paris: Cujas.
- UNITED STATES (1967) *The Challenge of Crime in a Free Society*. The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice. Washington: U.S. Government Printing Office.
- UNITED STATES (1967) *Task Force Report: The Police*. The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice. Washington: U.S. Government Printing Office.
- WHITAKER, B. (1964) *The Police*. London: Penguin Books.
- WILSON, O. W. (1952) *Police Planning*. Springfield, Illinois: Thomas.
- WILSON, O. W. (1963) *Police Administration*. New York: McGraw-Hill.

B. Police et public

- ADAMS, T. F. (1968) *Law Enforcement: An Introduction to the Police Role in the Community*. Englewood Cliffs, New Jersey: Prentice-Hall.
- ADLOW, E. (1947) *Policemen and the Public*. Boston: Rochfort.
- ALLMAN, J. J. (1963) *Public Attitude toward Police*. The Police Chief, vol 30, january 1963, p. 8 et s.
- ASHENHUST, P. H. (1956) *Police and the People*. Springfield, Illinois: Thomas.
- BANTON, M. (1964) *Policeman in the Community*. London: Tavistock.
- BIDERMAN, A. D. & al. (1967) *Report on a Pilot Study in the District of Columbia on Victimization and Attitudes toward Law Enforcement*. Report submitted to the President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice: Field Survey I. Washington: U.S. Government Printing Office.
- CALIFORNIA (1967) *Police and the Community*. Issues in Criminology, vol. 3, no 1, summer 1967, School of Criminology, University of California, Berkeley.
- CHAPPELL, D. & WILSON, P. (1968) *Australian Attitudes to the Police: A Pilot Study*. The British Journal of Criminology, vol. 8, no 4, october 1968, p. 424-431.
- COE, R. M. & DUKE, A. B. (1963) *Public Attitudes toward the Police*. Police, vol. 8, no 1, september-october 1963, p. 73-76.
- CRAVEN, J. D. (1959) *Law Enforcement and Public Opinion*. The Journal of Criminal Law, Criminology and Police Science, vol. 49, no 4 (1958-59), p. 377 et s.
- CURRY, J. E. & KING, G. D. (1962) *Race Tensions and the Police*. Springfield, Illinois: Thomas.
- DERBYSHIRE, R. L. (1968) *Children's Perception of the Police: A Comparative Study of Attitudes and Attitude Change*. The Journal of Criminal Law, Criminology and Police Science, vol. 59, no 2, june 1968, p. 183-190.
- ENNIS, P. H. (1967) *Criminal Victimization in the United States: A Report of a National Survey*. Report submitted to the President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice: Field Survey II. Washington: U.S. Government Printing Office.
- GOURLEY, G. D. (1953) *Public Relations and the Police*. Springfield, Illinois: Thomas.
- HOLCOMB, R. L. (1962) *The Police and the Public*. Springfield, Illinois: Thomas.
- KINSEY, B. A. (1959) *The Police and Public Opinion*. Police, vol. 4, no 2, november-december 1959, p. 78-81
- LACOUTURE, R. A. (1961) *Changing Public Attitudes*. The Police Yearbook, 1961.
- LOHMAN, J. D. & MISNER, G. F. (1966) *The Police and the Community*. A Report prepared for the President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice: Field Survey IV (2 vol.). Washington: U.S. Government Printing Office.
- LUNDEN, W. A. (1965) *The Police and the Public*. Police, vol. 9, no 5, may-june 1965, p. 24 et s.

- MICHIGAN (1967) *A National Survey of Police and Community Relations*. Prepared by the National Center on Police and Community Relations, School of Police Administration and Public Safety, Michigan State University, East Lansing, Michigan, for the President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice; Field Survey V. Washington: U.S. Government Printing Office.
- MYLONAS, A. D. & RECKLESS, N. C. (1968) *Attitudes toward Law Enforcement in Greece and United States*. The Journal of Research in Crime and Delinquency vol. 5, no 1, january 1968, p. 81-88.
- PARKER, W. H. (1956) *The Police Role in Community Relations*. The Journal of Criminal Law, Criminology and Police Science, vol. 47, no 3, septembre-october 1956, p. 368 et s.
- PARRATT, S. D. (1938) *A Scale to Measure Effectiveness Police Functioning*. The Journal of Criminal Law, Criminology and Police Science, vol. 28, (1937-38), p. 739 et s.
- REISS Jr., A.J. (1967) *Studies in Crime and Law Enforcement in Major Metropolitan Areas*. A Report submitted to the President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice: Field Survey III, (2 vol.), Washington: U.S. Government Printing Office.
- SUSINI, J. (1966) *Éléments d'une analyse sociologique de la Police à travers son "Image" dans l'Opinion Publique*. Revue de Science Criminelle et de Droit Pénal Comparé (1966), no 2, avril-juin, p. 392-397 et no 3, juillet-septembre, p. 663-673.
- TOWLER, J.E. (1964) *The Police Role in Racial Conflicts*. Springfield, Illinois: Thomas.
- WATSON, N.A. (1965) *Police and the Changing Community*. International Association of Chiefs of Police, Washington.
- WIRTHS, C.G. (1958) *The Development of Attitudes toward Law Enforcement*. Police, vol. 3, no 2, november-december 1958, p. 50-52.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
AVANT-PROPOS	19
INTRODUCTION	21
A. Problématique	21
B. Plan	22
Chapitre premier — MÉTHODOLOGIE	27
A. Type d'enquête	27
B. L'échantillon	27
C. Description de l'échantillon	28
D. Population	37
1. Détermination	37
2. Caractéristiques	39
E. Le questionnaire	47
1. Préparation et validation	47
2. Formation des enquêteurs	48
3. Administration du questionnaire	48
F. Traitement des données	49
G. Méthode statistique employée	49
Chapitre II — PERCEPTION DE LA POLICE PAR LE PUBLIC	53
A. Le statut professionnel du policier	54
B. La satisfaction du public	56
1. La sélection des policiers	56
2. Les fonctions de police	59
3. Le comportement des policiers	67
a. Le comportement « personnel »	69
b. L'indépendance vis-à-vis de la politique	71
c. Le policier dans ses rapports avec la population	72
d. Conclusions sur la satisfaction	79
C. Évaluation générale de la police	83
D. La volonté de collaboration du public	86
E. Conclusions	89
Chapitre III — CONCEPTION DE LA POLICE DANS LE PUBLIC	93
A. Conception du statut policier	93
1. Les normes scolaires de recrutement	94

	<i>Page</i>
2. La formation professionnelle	95
3. Les qualités d'un bon policier	98
4. L'avancement dans la profession	100
5. Le salaire des policiers	102
6. Les policiers et le droit de grève	105
B. La fonction sociale de la police	106
1. Tâches controversées	107
2. Le contrôle des manifestations	114
3. La police et la prévention de la délinquance juvénile	115
C. Les moyens d'action de la police	117
1. L'identification des personnes	118
2. L'arrestation	119
a. Arrestation individuelle	119
b. Arrestation massive	122
c. La détention préventive	128
3. Les droits du détenu	134
4. La contrainte policière	135
a. L'emploi de la force	136
b. La contrainte armée	142
5. Le policier et la découverte de la vérité	143
D. L'organisation de police	155
E. Conclusions	160
Chapitre IV — CONNAISSANCE DE LA POLICE	165
A. Origine de la connaissance	165
1. Parents et amis dans la police	165
2. Contacts avec la police	166
B. Évaluation de la connaissance	169
1. Nombre de policiers	169
2. Durée de la formation professionnelle	170
C. Conclusions	171
CONCLUSION	175
ANNEXES	185
I. Questions connexes	189
II. Questionnaire	215
III. Liste des figures et des tableaux	227
BIBLIOGRAPHIE	237
TABLE DES MATIÈRES	243

Gouvernement du Québec
Éditeur officiel du Québec
Roch Lefebvre
\$3.00

Bibliothèque de l'Assemblée nationale



QL A 026 065